AFFAIRES

DE

BUÉNOS-AYRES.

Expéditions de la France contre la République Argentine.

§ I. — ORIGINE DES DIFFÉRENDS, EXPOSÉ DE NOS GRIEFS.

Tant que dura la restauration, le gouvernement français se montra fort sévère à l'égard des nouvelles républiques de l'Amérique. En vain celles-ci vinrent-elles nous supplier de reconnaître leur indépendance, de les admettre au nombre des nations souveraines; nous repoussâmes toujours, et souvent avec dédain, les avances qu'elles nous firent. En cela, la restauration obéissait à des sympathies de famille, à son principe même d'existence, que ce monde républicain, éclos de la révolte contre la légitimité et contre la domination des Bourbons d'Espagne, avait violemment heurté. On peut regarder cette répulsion instinctive et maladroite comme le prétexte, sinon comme la cause première, des défiances que nous inspirons aux gouvernemens nouveaux de

l'ancienne Amérique espagnole. Ajoutons que l'Espagne avait basé sur la haine de l'étranger le pouvoir absolu qu'elle exerça pendant trois siècles dans ces contrées, et le temps seul peut effacer complètement un préjugé si fatal et si profondément enraciné. Aussi, bien qu'à Buénos-Ayres, un contact plus fréquent et plus ancien avec les étrangers, une certaine confraternité d'armes avec eux pendant la guerre de l'indépendance, des circonstances particulières enfin, aient fort affaibli cette prévention fâcheuse, on y retrouve souvent encore le vieux levain d'antipathie presque judaïque que la race espagnole semble porter dans son sang contre toutes les autres races.

La révolution de juillet amena de notre part un changement total de politique à l'égard de l'Amérique espagnole; malheureusement, il faut le dire, nous nous jetâmes dans un autre extrême. Les plaintes du commerce contre les préjugés exclusifs des Bourbons de la branche aînée avaient été si vives, si générales, qu'on crut devoir donner une satisfaction à cette espèce de cri public, et faire un acte de haute politique, en reconnaissant sans aucune condition l'indépendance de toutes les nouvelles républiques de l'Amérique. Si alors on eût stipulé pour nos compatriotes établis dans ces contrées des avantages commerciaux, des garanties pour leurs personnes et leurs propriétés, on se fût épargné de grands embarras pour l'avenir; mais l'idée d'une reconnaissance sans condition avait été si souvent mise en avant, si souvent employée par l'ancienne opposition comme une arme offensive contre les tendances de la légitimité, que personne n'eût osé en contester l'opportunité. On comptait d'ailleurs sur un retour de générosité chez ces peuples nouveaux, auxquels on tendait la main pour les élever tout à coup au rang des nations. Plein de confiance dans les résultats de la haute faveur qu'il venait d'accorder, le cabinet des Tuileries décida donc qu'à l'avenir il entretiendrait à Buénos-Ayres un consul-général chargé d'affaires. Le premier qu'on nomma fut M. de la Forêt.

Mais la reconnaissance n'est point la vertu des peuples. La République Argentine refusa tout net l'envoyé diplomatique de la France, sous le prétexte que sa conduite dans une mission précédente au Chili avait été hautement blâmable. Certes, la leçon était sévère pour le ministère des affaires étrangères et rudement donnée. La France ne s'émut point à cet affront fait à son représentant par une petite république lointaine dont elle connaissait à peine le nom. Nous nous contentâmes de remplacer M. de la Forêt. Le choix tomba sur le marquis de Vins de Peyssac, qui avait déjà rempli les fonctions de consul-général successivement à Cadix, à New-York, à la Havane. Le caractère conciliant de M. de Vins de Peyssac était bien connu. Cependant, pour éviter toute difficulté, il lui fut recommandé de se faire reconnaître d'abord en sa qualité de consul-général seulement, et de ne présenter ses lettres de créance comme chargé d'affaires de France qu'après avoir bien sondé les dispositions du gouvernement argentin, et s'être assuré d'une manière positive que l'*exequatur* lui serait accordé sur-le-champ. Malgré cette prudente invitation, M. de Peyssac se fit tout d'abord annoncer avec son double titre,

et il fut admis immédiatement comme consul; mais, avant de l'autoriser à exercer ses fonctions diplomatiques, on lui fit subir un honteux noviciat. Pourquoi ces hésitations, ces délais dans une semblable question? Le gouvernement de Buénos-Ayres avait à s'expliquer. Aux sollicitations de notre agent, tantôt on répondait que la chambre des représentans était occupée d'affaires trop importantes pour qu'il lui restât le temps de jeter les yeux sur les lettres patentes de l'envoyé de la France, tantôt on alléguait d'autres prétextes non moins frivoles et non moins offensans. Avouons-le franchement, la dignité de la France fut compromise alors, et cette conduite dilatoire du gouvernement de Buénos-Ayres était d'autant plus humiliante pour nous, que déjà et depuis long-temps les Anglais jouissaient des franchises et des garanties d'un traité de commerce fort libéral. Mais la faute était commise, et M. de Vins, qui voulait à tout prix justifier aux yeux de son gouvernement la légèreté de sa première démarche, en dévorait en silence les fruits amers. Pendant près d'une année, il dut caresser tous les caprices du gouverneur-général Rosas. Ce temps d'épreuve achevé, on voulut bien l'admettre enfin comme chargé d'affaires de France auprès de la République Argentine, avec la clause expresse toutefois que *cela ne tirerait pas à conséquence pour l'avenir*. Le gouvernement français blâma vivement, nous devons le dire, son agent de s'être soumis à cette indigne condition; mais le gouverneur Rosas et ses ministres étaient satisfaits dans leur orgueil : pouvaient-ils espérer un représentant de la France plus souple, plus accommodant, plus docile? Aussi le traitèrent-ils depuis avec toutes les démonstrations d'une bienveillance extrême; et à la mort de M. de Vins, qui suivit bientôt sa reconnaissance comme chargé d'affaires, ils lui firent de magnifiques funérailles; le ministre des relations extérieures prononça son oraison funèbre et pleura sur sa tombe; aujourd'hui encore ils ne parlent de M. de Vins qu'avec un vif sentiment de regret.

Un simple élève consul, M. Roger, attaché à la mission de M. de Vins, se trouva dès-lors chargé par *intérim* des fonctions consulaires. Peut-être le général Rosas n'était-il pas fâché de voir ce poste occupé par un jeune homme qui, distrait par les plaisirs et retenu d'ailleurs par l'infériorité de son rang, ne pourrait ou n'oserait s'élever contre les actes arbitraires du gouvernement auprès duquel il était accidentellement appelé à résider. Rosas traita avec une apparente confiance notre jeune vice-consul, l'admit dans son intimité; et celui-ci, charmé d'être l'objet des caresses du gouverneur, se montra obséquieux à son tour et plein de déférence. Cependant le général argentin laissa percer bientôt le peu de considération qu'il avait pour notre agent. Le jeune vice-consul, ardent, de mœurs faciles, d'intelligence prompte, saisissant bien les rapports des choses, mais dédaignant trop peut-être l'influence des considérations personnelles dans les relations politiques, se sentit vivement blessé; il ne sut point retenir les éclats de son mécontentement. A un enthousiasme irréfléchi succéda la haine; une lutte d'homme à homme, bien inégale du côté de notre agent, s'engagea. L'amour-propre blessé se retrancha derrière les

intérêts du pays. Dans ces régions lointaines, où la loi n'est souvent qu'un vain mot, où la volonté du chef constitue presque toute l'autorité, plus d'une occasion devait s'offrir pour compromettre les deux nations et les entraîner dans un conflit. Au milieu d'un peuple à peine organisé, les étrangers ont toujours quelque réclamation pendante, soit pour violation de priviléges, soit pour déni de justice; il suffisait d'aigrir un peu les plaintes ou de les présenter sur le ton de la menace.

A cette époque, c'était vers la fin de 1837 et dans les premiers mois de 1838, le ministère français éprouvait de graves embarras : la coalition des opinions les plus divergentes qui s'était formée contre lui le menaçait d'une crise. En présence de cette situation difficile à l'intérieur, le gouvernement sentait d'autant plus vivement le besoin de terminer avec éclat nos affaires d'Amérique. De là les expéditions du Mexique et de Buénos-Ayres. Certes, il n'entra jamais dans les vues des ministres de la France de lancer leur pays, par distraction seulement, dans une querelle longue et coûteuse, au risque d'un conflit sanglant, dont l'issue nous poussait forcément à prendre pied sur les bords de la Plata, et à nous fourvoyer dans les guerres civiles d'un pays séparé de nous par deux mille lieues de mer. L'idée n'était pas venue davantage d'employer ainsi cinquante navires de guerre et plus de cinq mille matelots sans but, sans espérances, alors qu'on pouvait déjà pressentir les germes d'une guerre générale en Europe. Mais on représentait le gouverneur Rosas comme *un tyran atteint de folie,* comme un chef perdu de crédit, désormais sans influence sur son pays, et qu'une simple menace de la France amènerait à résipiscence, ou ferait infailliblement tomber. Sur ces données, dont on ne vérifia pas assez l'exactitude, l'agent consulaire reçut l'ordre de réunir tous ses griefs contre l'administration de Buénos-Ayres, d'insister sur nos réclamations, et de faire entendre au dictateur de la République Argentine un langage énergique.

On commettait une étrange erreur dans l'appréciation des ressources du général Rosas; mais à qui la faute? Un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut se former une idée précise des contrées lointaines où il entretient des relations que sur les rapports de ses agens. Si les faits que nous allons retracer provoquent quelque désapprobation, que le blâme en retombe sur les hommes qui, chargés de la grave mission de juger des forces de l'ennemi, de mesurer le danger et de rendre compte des faits, se firent sans doute illusion à eux-mêmes, prirent leurs désirs pour la réalité, et entraînèrent leur gouvernement et leur pays dans des dépenses sans profit et sans gloire.

Les journaux ont retenti si long-temps de nos griefs, qu'il suffira de rappeler ici les principaux.

César-Hippolyte Bacle avait établi à Buénos-Ayres une imprimerie lithographique. Ses affaires allaient mal : il forma le projet de transporter son établissement au Chili, où il avait fait un voyage. Il publia sur l'administration de la république quelques articles où le gouvernement de Rosas était amèrement critiqué. Bacle avait en outre des relations avec l'ex-président Rivadavia.

Il fut décrété de haute trahison, jeté dans un cachot, jugé et condamné à mort. L'intervention des consuls de France et d'Angleterre fit suspendre l'exécution de Bacle; on lui rendit même sa liberté; il put rentrer dans sa famille, où il mourut quelque temps après.

Pierre Lavie tenait un café qu'il avait fondé lui-même et qui prospérait. Un soupçon de vol plana sur lui, l'autorité se saisit de l'affaire. Lavie fut livré aux tribunaux, convaincu légalement, et condamné à six mois de prison.

Bacle était Suisse, mais sous la protection de la France; Lavie est citoyen français.

Notre agent prétendait que le jugement des tribunaux, dans ces deux affaires, était inique, et réclamait contre leur décision, comme violant le droit des Français. Le gouvernement argentin soutenait au contraire que les formes légales de la république avaient été respectées, et maintenait les arrêts de ses tribunaux, qu'il adoucit seulement en faveur de Bacle.

Un autre grief encore vint figurer dans nos plaintes. Une loi fondamentale de la république dénationalise les étrangers après deux ans de séjour sur le territoire argentin. En vertu de cette loi, on avait imposé le service de la milice à deux Français; le vice-consul exigeait qu'on les déchargeât de cette obligation.

§ II. — RUPTURE. — DÉCLARATION DU BLOCUS ET SES PREMIÈRES CONSÉQUENCES.

Dès que notre agent consulaire eut pressenti les nouvelles dispositions du gouvernement français, il se mit à l'aise dans ses sentimens personnels; sa parole devint vive : nos réclamations, faites jusqu'alors avec l'accent de la prière, portèrent avec elles la menace. A ce brusque changement, le dictateur de Buénos-Ayres, loin de se laisser abattre, se raidit davantage. Il s'étonna que l'agent qu'il reconnaissait à peine comme consul revendiquât des priviléges diplomatiques et osât s'arroger le droit de traiter des questions qu'un chargé d'affaires seul eût pu aborder. Jamais il ne voulut voir en notre vice-consul le vrai représentant de son pays, ni trouver dans son langage l'expression des volontés de la France; il dédaigna même de répondre, comme si ce n'eût été qu'une moquerie.

D'un autre côté, nos compatriotes s'échauffaient et prenaient une part active dans la querelle. C'est une chose curieuse à observer que la population française dans toutes les républiques espagnoles. Composée en grande partie d'ouvriers et d'artisans de toute sorte, de tailleurs, de cordonniers, de boulangers, d'ébénistes, de commis attachés à des maisons de commerce, d'individus qui pour la plupart ont été obligés de quitter leur patrie, soit parce qu'ils n'y pouvaient trouver qu'une existence misérable, soit parce que de mauvaises affaires les en ont chassés, tous ces hommes enfin qui n'étaient rien en France, transportés tout à coup au milieu d'une civilisation informe, s'y

croient d'une nature supérieure, parce qu'ils conservent encore un reflet de la noble terre qui les enfanta : ils se donnent comme les représentans de la grande nation, parlent haut, parfois avec arrogance, et blessent trop souvent les indigènes par leurs prétentions exorbitantes. Les exigences de nos agens ne sont pas moins exagérées : ils voudraient imposer aux populations, et le moindre d'entre eux prétend à la considération qui entoure un ambassadeur. Les plus ardens allèrent s'inspirer chez le jeune consul, et celui-ci, faisant de la politique à ciel ouvert, haranguait les adeptes, donnait le mot d'ordre et s'enivrait, ainsi que son entourage, à la comparaison de la toute-puissance de la France avec la faiblesse de la république de Buénos-Ayres.

On va vite dans cette voie brûlante. Au mois de janvier 1838, notre agent exigea d'une manière péremptoire les satisfactions qu'il réclamait depuis longtemps. Il fallait y faire droit sur-le-champ, ou s'attendre à voir fondre sur le pays de grands malheurs. Le général Rosas ne comprit pas bien tout le danger de cette notification : il sourit même de mépris aux menaces du jeune vice-consul; il ne croyait point braver réellement la colère de la France. Notre agent prit un parti extrême : il ferma sa chancellerie, et le drapeau tricolore cessa de flotter sur la terrasse de la maison consulaire.

Que dans un pays tel que la République Argentine le commandant d'une force armée tente spontanément un coup de main pour obtenir la réparation d'une insulte, d'un grief, dont ses nationaux ont à se plaindre; soit qu'il réussisse, soit qu'il échoue, il ne s'ensuit point forcément une querelle entre les nations : les gouvernans peuvent, selon leurs convenances, accepter ou répudier les conséquences du fait. Mais quand un agent politique se retire avec éclat du pays où il était accrédité, il oppose nation à nation, le différend s'aigrit entre les gouvernemens sous le regard jaloux des peuples, l'amour-propre national s'en mêle, et presque toujours l'issue de la querelle est sanglante. Ainsi advint-il quand notre vice-consul parla comme agent diplomatique et se retira à Montevideo. Là, les proscrits de la République Argentine l'entourèrent, et son indignation se fortifia de toutes leurs fureurs : ils le caressèrent du titre de vengeur de l'humanité, et lui, comme par reconnaissance, les laissa rêver le retour dans leur patrie à l'abri des armes de la France et le châtiment de leur persécuteur sous les coups de la commune vengeance.

Alors se trouvait à Rio-Janeiro, commandant les forces navales françaises au Brésil et dans la Plata, le contre-amiral Leblanc. Il avait l'ordre de prêter à l'agent consulaire l'appui de sa division. En prenant une pareille résolution, le gouvernement français s'était laissé gagner aux raisons de son agent, qui affirmait que la vue seule de nos navires de guerre frapperait de terreur le général Rosas. A l'appel du vice-consul, l'amiral se rendit à Montevideo vers la fin du mois de mars 1838. Cependant, avant de laisser déclarer le blocus de Buénos-Ayres dont il espérait un effet magique, l'agent consulaire, par une appréhension vague sur le résultat de ses plans, jugea convenable de tenter une nouvelle sommation. Il rentra dans la ville et y resta trois jours.

Mais en vain annonça-t-il que l'heure de la vengeance était proche, que les vaisseaux de la France allaient arriver pour accomplir ses menaces; en vain essaya-t-il de séparer la cause du gouverneur de celle de la nation, répétant que c'était le général Rosas seul et non le peuple argentin que nous poursuivions : on le traita comme un faux prophète, sa voix fut méprisée.

Quand l'amiral Leblanc vint mouiller dans la Plata, son pavillon flottait sur la frégate *la Minerve*. Il se rendit devant Buénos-Ayres avec notre agent sur la gabarre *l'Expéditive*, l'eau manquant aux frégates pour remonter la rivière. A sa venue, le gouvernement argentin, rejetant toute la faute du malentendu sur le caractère privé du jeune agent consulaire, engagea l'amiral à descendre à terre, l'assurant que tout s'arrangerait à l'amiable dès qu'un homme grave, un véritable mandataire politique, viendrait parler au nom de la France. Les journaux du pays, écho de leur gouvernement, répétèrent à l'envi cette assertion. Mais notre agent, qu'une circonstance fortuite portait, dès le début de sa carrière, à la tête d'une affaire où il allait engager le grand nom de la France, enflait son langage, et criait qu'il y aurait déshonneur pour un officier général de la marine française à négocier et à traiter avec des hommes qu'une menace amènerait humiliés à ses pieds. Malheureusement le vieux marin se laissa entraîner aux conseils ardens du jeune consul. L'amiral resta sur ses vaisseaux, et ce fut de là que, le 28 mars 1838, fut déclaré le blocus des ports de la République Argentine.

On s'étonne, et c'est avec raison sans doute, que, dans une affaire dont les conséquences devaient être si graves pour son pays, l'amiral Leblanc, sur le point de jeter dans la balance l'autorité de sa parole et le poids de ses canons, se soit décidé sur la foi d'un jeune homme qu'il connaissait à peine; qu'il ait refusé d'aller juger par lui-même des hommes et des choses, alors que l'ennemi l'en suppliait et remettait pour ainsi dire à sa haute sagesse, dès qu'elle serait éclairée sur les lieux, le pouvoir d'imposer les conditions de la paix. Sans doute, il y allait de la réputation du vice-consul de représenter toutes ces protestations comme un leurre, comme une fourberie nouvelle où l'on voulait enlacer le chef militaire : cet avis prévalut dans nos conseils. Maintenant les évènemens vont se dérouler.

Qu'il nous soit permis de placer ici quelques réflexions préliminaires; elles sont indispensables pour donner une pleine intelligence du blocus et montrer de quelle manière il fut conduit.

Le Rio de la Plata, ou Rivière d'Argent, est le déversoir commun des eaux qui descendent du versant oriental de la Cordillière des Andes, des montagnes du Brésil et de la chaîne transversale qui réunit ces hautes terres en marquant de ses crêtes la frontière du Pérou. Ce vaste bassin commence au point de jonction de l'Uruguay et du Parana, fleuves immenses dont l'un est navigable à deux cents lieues et l'autre à six cents lieues de son confluent. C'est dans les plaines sans bornes sillonnées par ces magnifiques cours d'eau et leurs affluens que sont éparses les diverses provinces dont se compose la République Argentine. Les marins considèrent le Rio de la Plata comme

une petite mer méditerranée, comme un bras de l'Atlantique, car il a près de quatre-vingts lieues de profondeur dans l'intérieur des terres, et l'on compte cent cinquante milles de distance entre les deux caps qui marquent l'endroit où ses eaux viennent se mêler aux eaux de l'Océan. L'hydrographie du Rio de la Plata ayant été jusqu'ici incomplète ou mal faite, la navigation de ce fleuve conservait quelque chose d'incertain et de fabuleux : on savait que sous ses flots se cachent d'innombrables bancs où bien des navires sont restés ensevelis, que des courans rapides portent et reportent alternativement ses eaux du rivage à la mer, et de la mer à ses rives intérieures, en suivant mille canaux tortueux. Bien des navigateurs ne parlent encore qu'avec effroi des *pamperos*, de ces coups de vent éclos dans les déserts des *pampas*, qui balaient inopinément le fleuve dans toute sa longueur et vont ensuite expirer à deux ou trois cents lieues dans l'Atlantique. Tous ces dangers exagérés ou mal appréciés provoquaient des craintes irréfléchies. La rive gauche ou septentrionale du fleuve est occupée par la république orientale de l'Uruguay (1); la rive droite sert de frontière naturelle à la province de Buénos-Ayres.

C'est sur cette dernière rive et presque au fond de la rivière qu'est située la ville qui donne son nom à toute la province. Autrefois la résidence des vice-rois, on la regarde aujourd'hui comme la capitale de la République Argentine. Il y a douze ans, on comptait dans son enceinte plus de quatre-vingt mille habitans; mais elle a singulièrement déchu depuis cette époque. Les guerres civiles, les proscriptions et le blocus de la France ont réduit sa population à cinquante mille ames à peine. Là se trouve l'entrepôt général des marchandises dont l'Europe alimente les provinces intérieures, là aussi viennent s'entasser tous les produits de la contrée, et c'est dans la rade de Buénos-Ayres, rade foraine et ouverte à tous les vents, que se réunissent les mille navires chargés annuellement du commerce d'échange entre cette partie de l'Amérique et le reste du monde.

On voit tout d'abord qu'il y avait deux manières d'établir le blocus : ou bien on pouvait fermer complètement la rivière en traçant une ligne de croisière d'un cap à l'autre de son embouchure, choisissant Rio-Janeiro comme pivot de la station, comme point de ravitaillement de nos navires, et alors on bloquait tout à la fois et les provinces argentines et la république de l'Uruguay; ou bien, laissant libre toute la Bande Orientale, et même se l'attachant par les liens d'un intérêt commun, on pouvait se borner à éparpiller le long de la côte méridionale de la Plata, sur les hauts-fonds dont elle est bordée, un réseau de petits navires qui la tiendraient étroitement gardée. Dans cette dernière combinaison, Montevideo devenait le point d'appui de toutes nos opérations : nous y trouvions un port de refuge, de ravitaillement et de radoub pour notre division navale.

Ainsi se trouvaient en présence deux systèmes opposés dans leurs principes,

(1) Nous appellerons indifféremment République Orientale, république d'Uruguay, province cis-platine, Bande Orientale, l'état dont Montevideo est la capitale.

l'un repoussant loin de nous l'état oriental, l'autre recherchant son amitié. Pour nous décider dans cette alternative, il fallait donc que nous prissions en considération l'état politique du pays.

Deux partis en armes se disputaient, à cette époque, le pouvoir dans la république de l'Uruguay : le premier obéissait au président légal de la république, Oribe; le second, révolté contre l'autorité légitime, reconnaissait pour son chef le général don Fructuoso Rivera, ex-président de l'état, alors proscrit et forcément jeté à la tête de la révolution. Don Fructuoso avait pour lui l'influence que donne un habile exercice du pouvoir suprême pendant quatre années, l'éclat de son nom, le souvenir de grands services militaires rendus à la patrie dans les guerres de l'indépendance contre les Espagnols et contre les Portugais qu'il expulsa de la république, l'autorité qui s'attache toujours à un grand citoyen injustement persécuté, enfin un prestige puissant vis-à-vis de l'armée, et une popularité extrême parmi les gens de la campagne, riches propriétaires aussi bien que paysans. Don Fructuoso est en effet leur patron et leur camarade, il les apostrophe par leurs noms, il leur frappe sur l'épaule, il partage volontiers leurs habitudes et surtout leurs plaisirs; il se les attache par une générosité sans bornes, par une sorte de lien féodal en leur donnant des terres sans rétribution, en franc aleu; aussi aiment-ils tous leur *compadre* Rivera. Oribe, moins populaire, entouré de bien moins d'illustration, tirait sa force principale de la ville de Montevideo, la plus grande partie des habitans s'étant prononcée énergiquement pour lui, par opposition radicale au parti de la campagne : il comptait aussi sur la grande majorité de la population des rives de l'Uruguay, puissamment intéressée à sa conservation; enfin à cette opinion s'étaient joints naturellement tous ceux qui étaient mécontens de l'ancienne administration. Chaque parti avait son nom : les *rouges* (*colorados*) à la suite du général Rivera, les *blancs* (*blanquillos*) à la suite du président Oribe; chacun était classé d'après la couleur de son drapeau.

Le général Rosas et le général Rivera se haïssent profondément. Nous n'entrerons pas dans le détail des évènemens qui ont fait éclater ce sentiment entre deux chefs dont la puissance a la même origine et la même base, qui tous deux s'appuient sur le même élément de force, la campagne. Qu'il nous suffise ici de constater le fait et d'indiquer une opposition complète entre les caractères de ces deux hommes: Rosas vindicatif, cruel, implacable; Rivera sans fiel, débonnaire même, du moins en apparence, incapable de se laisser emporter à aucun élan de colère ou de vengeance, pardonnant et faisant du bien à tous ses ennemis. Quant au président Oribe, il est entièrement dévoué au général Rosas, et celui-ci considérait leur cause comme unie si étroitement, qu'il était prêt à intervenir dans la république de l'Uruguay comme protecteur armé de l'état actuel des choses, soit pour repousser une agression étrangère, soit même pour étouffer les révoltes intérieures.

Naturellement, nous souhaitions le triomphe du général Rivera; nos nationaux, emportés par leur fougue habituelle, manifestaient hautement leur

antipathie pour le président Oribe, qui, de son côté, ne dissimulait point son éloignement pour les Français. Montevideo ne nous offrait donc qu'une hospitalité douteuse; d'ailleurs, en ces temps de guerre civile, Montevideo était bien loin de l'état de splendeur et de l'importance commerciale où il s'est élevé pendant notre blocus. En l'englobant dans le blocus général de la Plata, le tort qui en fût résulté pour le commerce étranger et pour le nôtre n'eût pas été considérable. Cependant on préféra le second moyen de blocus, celui qui se bornait à surveiller la côte argentine, moins puissant et moins rigoureux sans doute, mais qui écartait tout ombrage et ne laissait aux neutres aucun sujet de plainte. On le fit ainsi, et l'on fit bien.

Telle était d'ailleurs au début notre confiance dans le résultat de nos réclamations et notre désir de prouver à toutes les nations notre désintéressement, que nos officiers reçurent l'injonction de n'intervenir jamais dans les troubles civils du pays, d'offrir un asile au malheur sans distinction de drapeau, et de ne témoigner de préférence pour la cause d'aucun des partis alors en guerre ouverte. Nous eussions cru tomber en déchéance et manquer à la dignité de la France, si, dans cette querelle avec Buénos-Ayres, nous avions écouté seulement la proposition d'associer nos couleurs à celles de l'un des chefs qui se disputaient le pouvoir.

Quand l'agent consulaire et l'amiral Leblanc eurent prononcé solennellement la formule du blocus, ils se reposèrent pleins de foi dans l'effet prestigieux de leurs menaces, se flattant chaque jour que le gouvernement de Buénos-Ayres les enverrait supplier de lever l'interdit dont ils avaient frappé les ports argentins. Le premier se retira à Montevideo, le second sur la côte du Brésil. L'amiral attachait si peu d'importance à cette affaire, qu'il en abandonna la direction à l'un de ses capitaines, M. Daguenet, le laissant avec quatre navires, *le d'Assas, l'Alerte, la Camille* et *l'Expéditive,* pour barrer les principales voies du commerce de Buénos-Ayres. Mais sur quoi se basaient donc cette imperturbable assurance d'un côté et cette crédulité naïve de l'autre? On se disait : — Le commerce extérieur fait la vie de Buénos-Ayres, sa splendeur et toute son importance; tout le revenu du trésor public repose sur les douanes; arrêtons le commerce étranger, c'est le premier effet du blocus, et d'un seul coup nous tarissons la source du trésor public. Ainsi, tout manquera à la fois au général Rosas, et la solde de son armée et le traitement de ses employés; son gouvernement devient impossible; tandis que les habitans, gênés par la privation des objets de luxe, dont un long contact avec les Européens leur a fait une habitude, irrités de se voir fermer tous les débouchés pour les productions du pays, ou le forceront à traiter avec nous, ou se soulèveront contre lui et le renverseront. — Le dilemme paraissait sans réplique. Seulement on avait oublié deux traits distinctifs du caractère de ces peuples de race espagnole : l'inertie et une certaine fanfaronnade de point d'honneur. Là se retrouve encore comme une vertu innée quelque reste de la sobriété antique des Espagnols; d'ailleurs, le sol du Nouveau-Monde est assez riche des fruits qu'il produit spontanément pour suffire toujours aux premiers besoins

de l'homme. Les habitans savent se passer, avec une merveilleuse facilité, du luxe de notre Europe, qui ne s'est pas encore naturalisé au milieu d'eux; et si la parole ou la menace d'un étranger vient heurter de front le point d'honneur de la nation, il n'est point de privations qu'ils ne soient prêts à supporter plutôt que de transiger avec ce sentiment d'orgueil. Précisément, le langage de l'agent consulaire révoltait cet orgueil; il y avait dans ses exigences et dans les refus de l'amiral quelque chose d'humiliant. Et quelle gloire pour la république de Buénos-Ayres de pouvoir se vanter un jour d'avoir tenu la France en échec! L'amour-propre national en était flatté et tenait compte au général Rosas de sa résistance.

Tandis que nos agens attendaient les évènemens qu'ils croyaient avoir préparés d'une manière si infaillible et qui pourtant ne se réalisaient point, la fortune de son côté arrangeait sans nous des combinaisons nouvelles. Le général Rivera poursuivait ses succès; la lutte qu'il avait engagée contre Oribe et qu'il menait depuis plus de deux ans avec une rare habileté, touchait à son dénouement. Aucun chef ne connaît aussi bien que le général son pays et les ressources qu'on en peut tirer: il avait lentement préparé la population de la campagne, et toute cette population s'était prononcée en sa faveur. Il s'était encore ménagé un autre élément de force. Pendant sa première administration, il avait offert une hospitalité généreuse aux mécontens du gouvernement du général Rosas. Que ce fût de sa part seulement un instinct de générosité ou un calcul de politique habile, toujours est-il certain que l'état oriental était devenu l'asile des proscrits argentins, et qu'il faut chercher dans ce fait la cause principale de la haine du gouverneur de Buénos-Ayres contre le général Rivera, haine qui poussait Rosas à soutenir le parti d'Oribe de son influence, de son argent et de ses troupes. Don Froute, ainsi qu'on nomme familièrement dans le pays le général Rivera (1), cache sous une apparence de bonhomie presque grossière un génie fin, rusé et astucieux. Il fit entendre aux exilés argentins que sa cause était la leur; qu'ils avaient le même ennemi, Rosas; que, s'il ressaisissait le pouvoir, son premier soin serait de porter la guerre dans les provinces argentines pour faire tomber le dictateur, dont l'existence était incompatible avec la sienne; qu'ils devaient donc s'armer en sa faveur et venir grossir ses rangs, puisque son triomphe était le seul et dernier espoir qu'ils pussent avoir de retrouver leur patrie, et de se venger d'un tyran maudit depuis tant d'années.

Ce langage éveillait bien des espérances Ces hommes se levèrent en assez grand nombre, mirent à leur tête le général Lavalle, le plus connu d'entre eux par ses faits d'armes, et formèrent un bataillon sacré dans l'armée du général Rivera. Ainsi ce chef eut une armée capable de tenir la campagne, et Oribe, acculé dans les villes, à Montevideo, à la Colonia, à Paysandou, voyant les sympathies populaires s'éloigner de lui chaque jour de plus en plus, mais comptant encore sur l'armée qu'il tenait à sa solde, résolut de risquer les

(1) *Don Froute*, abréviation de don Fructuoso.

hasards d'une bataille. Elle eut lieu au Palmar, au mois de juin 1838. Qu'on ne se figure point des centaines de mille hommes se heurtant sous le feu d'une nombreuse artillerie et se disputant pied à pied le terrain sanglant du combat. Les armées qui décident ici du sort des empires sont des corps de deux ou trois mille hommes, presque tous à cheval, plus ou moins mal armés, et se précipitant, à peine en ordre, les uns sur les autres; ceux qui se débandent les premiers sont les vaincus : ils fuient au hasard, et portent au loin la renommée de la *bataille si terrible* (*la batalla tan terrible*)! On compte les morts sur le champ du carnage, et c'est à peine si l'on trouve quelques malheureux gisant démontés ou expirant de leurs blessures.

Le général Lavalle eut les honneurs de la journée; il enleva la victoire à la pointe de la lance. Son nom retentit par toute la contrée comme celui d'un héros; la cause des Argentins proscrits sembla se personnifier en lui. Aussi, quand le mois suivant (24 juillet) il se présenta aux portes de la Colonia, soumise quelques jours auparavant sans effusion de sang aux lieutenans du général Rivera, il fut reçu comme en triomphe : la population courut à sa rencontre, les cloches se mirent en branle, tous les partis s'embrassèrent comme de vieux amis qui se retrouvent; l'air retentit des cris de *vive Lavalle! meure Rosas!* Nos officiers, témoins de ces ovations, et qui, nouvellement arrivés dans la Plata, ignoraient encore combien l'enthousiasme naît et meurt vite chez ces peuples, crurent que l'heure de la chute du général Rosas allait sonner.

Le président Oribe s'enfuit à Montevideo pour réchauffer le zèle de ses partisans, s'y procurer de l'argent et une nouvelle armée. Il fut suivi par le général Rivera, mais lentement et pas à pas; ce chef, long-temps éprouvé par la fortune, donne peu au hasard : il connaît trop bien ses compatriotes. D'un coup d'œil il jugea la cause de son adversaire perdue; dès-lors ce ne fut plus pour lui qu'une question de temps; sûr de le faire tomber, il ne voulut rien compromettre par une précipitation inutile : les caprices de la fortune ont une trop grande part dans les chocs brusques; il alla camper aux portes de Montevideo et attendit.

Durant ces premiers mois, notre blocus s'établit, mais avec une bénignité touchante. On se faisait de part et d'autre de mutuelles protestations d'une sincère amitié. Le capitaine Daguenet recommandait les plus grands ménagemens aux officiers chargés de signifier le blocus aux caboteurs, *dans la crainte de fâcher le gouvernement de Montevideo;* et quels procédés n'avait-on pas pour les Argentins qu'on arrêtait, tant on appréhendait d'irriter les susceptibilités nationales! car c'était avec le gouverneur Rosas et non avec son peuple que nous étions en hostilité. Et cependant le gouvernement de Buénos-Ayres ne venait pas faire amende honorable, et les habitans de la province ne se soulevaient pas pour briser l'entêtement du chef! Nos agens s'aperçurent enfin qu'il pouvait bien y avoir quelque chose d'exagéré dans leurs premières espérances. Les lettres du capitaine Daguenet allèrent inquiéter l'amiral Leblanc à l'île de Sainte-Catherine, où il était retiré. De jour en jour, les

chances d'un accommodement amiable semblaient diminuer. L'amiral revint avec la frégate *la Minerve* à Montevideo; il y trouva l'agent consulaire piqué de l'insuccès des premières mesures. Leur mauvaise humeur s'irrita encore des dispositions malveillantes du gouvernement d'Oribe et des sanglantes railleries dont ils furent l'objet. Un Américain, nommé Brown, commandait une flottille argentine dans le port même de Montevideo; il tremblait qu'il ne passât par la tête d'un de nos officiers d'aller le brûler lui et ses goëlettes dans le port même, et, pour cacher sa peur, il proclamait hautement qu'il forcerait le blocus de nos navires et qu'il capturerait à leur barbe nos bâtimens de commerce. Dans ce pays de vanteries et de fanfaronnades, il y avait dans les cafés et à la bourse des défis continuels, et tous ces bavardages que nos gouvernemens d'Europe méprisent, répétés au consulat, remuaient les fibres de nos agens et souvent déterminaient leur conduite. L'amiral bloqua Brown et sa flottille dans Montevideo. Nous ne nous contentâmes plus de faire des vœux secrets pour la chute d'Oribe et le triomphe de son rival; il fut patent que nous nous disposions à hâter ce résultat. Ainsi l'on semblait délaisser dans un accès de passion le système si sage qui considérait la France comme trop haut placée parmi les nations pour se mêler aux querelles des partis.

Alors arrivèrent de France des lettres qui annonçaient que le gouvernement approuvait pleinement la conduite de l'agent consulaire, et qu'il insistait sur les réparations à exiger du général Rosas. Il n'en fallut pas davantage pour enflammer d'une ardeur belliqueuse des esprits peu endurans et qui supportaient mal l'ironie qui les poursuivait. Les proscrits argentins attisèrent le feu : quel coup de politique s'ils eussent pu associer dès-lors la France à leur implacable haine contre leur persécuteur! Les femmes y joignirent leurs séductions irrésistibles. Une humeur guerrière se manifesta sur nos navires; qu'allait-il se passer? On l'ignorait encore, mais on pouvait pressentir un combat ou quelque tentative à main armée.

§ III. — ULTIMATUM DE LA FRANCE. — PRISE DE L'ILE DE MARTIN-GARCIA.

La cause du président Oribe était perdue : il n'avait plus pour lui que Paysandou, où commandait le général Lavalleja, ancien ami de Rosas, et Montevideo, où il résidait en personne. Il put voir à la réunion des chambres que sa puissance expirait : à peine compta-t-il trois voix en sa faveur. Nous avions cessé de rester neutres; car, tandis que Rivera était aux portes de Montevideo, et que nous nous prétendions en pleine paix avec la République Orientale, nous tenions bloquée la flottille de Brown, et souvent, pendant la nuit, nos embarcations, chargées d'aller correspondre avec le rebelle, affrontèrent le feu des batteries de la ville. Ainsi nous compliquâmes la position presque désespérée d'Oribe de l'appréhension d'une guerre extérieure, éloignant de lui les hommes timorés qui redoutaient pour leur pays la colère de la France, et nous donnâmes à la cause de son rival une nouvelle force mo-

rale, car on crut que nous appuyions les opérations du siége qu'il dirigeait en personne. Oribe succomba : il dut se démettre des fonctions de président en faveur du général Rivera, son ennemi. Il quitta Montevideo la haine au cœur contre les Français : il refusa même une goëlette de guerre argentine que nous laissions à sa disposition, ne voulant rien nous devoir, pas même une politesse; il aima mieux fuir comme en cachette à bord d'un navire de commerce, et se réfugia à Buénos-Ayres. Il y fut bien accueilli par le général Rosas.

Les avantages que nous retirions du renversement d'Oribe peuvent justifier en quelque sorte notre quasi-intervention armée dans les troubles civils qui déterminèrent cet évènement. Nous l'avons déjà dit, dans le système de blocus adopté, il nous était presque indispensable de trouver un appui à Montevideo, soit pour réparer nos navires, soit pour y vendre les prises. Tant qu'Oribe fut à la tête de la république, nos rapports avec la ville furent plutôt hostiles que bienveillans. Le triomphe du général Rivera, au contraire, était notre propre triomphe. Montevideo devenait tout à coup une ville amie, nous avons presque dit alliée; notre blocus se simplifiait, et nous le rendions en même temps plus effectif.

Nous ne nous arrêtâmes pas là. Tout fier de l'approbation de son gouvernement, l'agent français lança l'ultimatum du 23 septembre. Cette pièce semblait calquée sur le fameux ultimatum du Mexique, où M. le baron Deffaudis exposa d'une manière si énergique devant le monde entier les étranges iniquités contre lesquelles nos compatriotes invoquaient la protection de leur patrie. Il y avait loin sans doute de la grande affaire du Mexique, dénouée par le beau fait d'armes de Saint-Jean-d'Ulua, à cette question de Buénos-Ayres; mais l'agent consulaire avait à cœur de prouver au général Rosas et au gouvernement argentin qui feignaient d'en douter, que c'était bien au nom de la France qu'il avait parlé jusqu'alors; il insistait donc. « Le gouvernement français, disait-il, a jugé à propos de charger son consul gérant le consulat-général de France à Buénos-Ayres, *et nul autre*, de rappeler succinctement les griefs dont la France doit obtenir réparation, et de faire connaître les satisfactions qu'elle exige comme conditions indispensables du rétablissement de la bonne harmonie entre la France et la République Argentine. »

Cette déclaration, malgré ses formes pompeuses, eut le sort des précédentes : on savait que M. Buchet-Martigny, consul-général de Buénos-Ayres, ne devait pas tarder à venir; le général Rosas attendit; s'il était réduit à plier, au moins ce ne serait pas devant notre jeune consul.

Sans doute aussi M. le contre-amiral Leblanc se lassait d'être le dépositaire d'une force qui semblait dans sa main un épouvantail inutile : il résolut d'entrer activement dans la querelle et d'y marquer une trace profonde.

A l'extrémité de la Plata, au point même où le Parana et l'Uruguay, se faisant jour à travers mille découpures du terrain, viennent confondre leurs eaux, s'élève solitaire au milieu de leurs flots bourbeux l'îlot rocailleux de Martin-Garcia. La nature semble l'avoir placé là pour indiquer la limite où

commence le Rio de la Plata. Tout autour de l'îlot de Martin-Garcia, les courans du fleuve, arrêtés et refoulés un instant, ont déposé des bancs de sable que d'étroits canaux séparent, navigables seulement quand les vents de la mer accumulent les eaux au fond de la rivière. Il y a long-temps que l'importance politique de ce rocher est appréciée : on y a bâti un fort dont le commandant peut ouvrir ou fermer à son gré la navigation des deux fleuves. Sur les bastions du fort flottait le drapeau de Buénos-Ayres, et cent cinquante soldats de la République Argentine, sous les ordres du colonel Costa, le gardaient. Le fort en lui-même avait peu de valeur : les murs en sont de terre, et les feux des batteries, au lieu de se croiser et de se réunir, s'entre-nuisaient et laissaient à découvert le point attaquable. Tel qu'il était cependant, et dans son état d'abandon, il paraissait aux soldats de Rivera un inexpugnable boulevard; mais pour nos armes l'enlèvement de ce poste, si redouté dans le pays, n'était qu'un jeu, et nous savions qu'une fois là nulle puissance n'essaierait d'en déloger nos soldats. Ce fort, par sa position isolée du continent, par son caractère purement militaire, pouvait être considéré, ainsi que le sont les navires de guerre, comme un moyen de blocus; sa prise n'entraînait donc pas une déclaration de guerre formelle. L'amiral décida qu'il s'en emparerait. Vers la fin de septembre, le brick-canonnière *la Bordelaise* et la gabare *l'Expéditive* reçurent l'ordre de bloquer l'îlot et d'empêcher qu'il fût secouru. En vain, à la vue des préparatifs hostiles, le colonel Costa protesta-t-il que la paix n'était point rompue entre les Français et les Argentins, et qu'il n'avait pas l'ordre de se défendre; l'enlèvement du fort à la baïonnette était une affaire résolue. Certes nos matelots suffisaient pour ce coup de main, nous n'avions pas besoin d'emprunter le secours de soldats étrangers; cependant l'amiral crut prudent d'adjoindre aux deux cent soixante-cinq marins désignés pour cette expédition cent cinquante soldats de l'Uruguay; il admit aussi les goëlettes du général Rivera à coopérer avec nos navires de guerre. Il voulait par là démentir l'accusation portée contre nous par les Argentins de méditer une conquête dans l'Amérique méridionale.

Le 11 octobre 1838, *la Bordelaise* et *l'Expéditive* s'embossèrent devant une des faces du fort. Les canots chargés des troupes de débarquement débordèrent ensemble de ces deux navires, et allèrent prendre terre sur un point du rivage qu'abritait contre le feu du fort une berge à pic. Heureusement les canons de l'ennemi ne commencèrent à tirer que quand nos matelots se trouvèrent abrités par cette espèce de chemin couvert : aucun des coups ne porta, et d'ailleurs ce feu fut bientôt éteint par celui de nos navires. Les matelots se mirent au pas de course, franchirent le fossé et la muraille; les soldats argentins, étourdis de cette brusque attaque, ne se défendirent pas, et trente-deux minutes après le moment où les canots s'étaient mis en marche, le drapeau français était arboré aux créneaux de Martin-Garcia, uni aux couleurs orientales. Il importe peu de compter ici les blessés et les morts : notre perte fut insignifiante. Les soldats du général Rivera partagèrent avec nos matelots le service de la garnison, association malheureuse qui, en donnant

à la France des auxiliaires plutôt embarrassans qu'utiles, leur créa, pour ainsi dire, le titre d'alliés de fait, et provoqua des prétentions que nous verrons bientôt s'élever contre notre liberté d'action. La garnison argentine fut transportée à Buénos-Ayres.

Jusqu'ici du moins, on ne pouvait pas nous reprocher de nous être fait une arme de la guerre civile, car le général Rivera, président légal de la république de l'Uruguay, était un pouvoir souverain dont nous acceptions la coopération sans blesser le droit international. Il faut dire, à la louange de ce chef, qu'il faisait un noble et digne usage de son triomphe : non-seulement il ne souilla son succès d'aucun acte de vengeance, d'aucune cruauté, mais encore il montra une clémence sans bornes. Nulle opinion ne fut violentée; ses ennemis purent exhaler contre lui toute leur mauvaise humeur sans qu'il les en punît. En vain chercha-t-on à l'irriter contre les partisans d'Oribe, qui ne le ménageaient guère; il résista à toutes les mauvaises suggestions. Cependant il était revêtu de pouvoirs extraordinaires, et il ne reculait devant aucune responsabilité de ses actes. Placé comme Rosas au-dessus de la loi, tandis que celui-ci s'armait d'une main de fer et régnait par la crainte, Rivera caressait tout le monde et cherchait dans le cœur des hommes qu'il commandait une puissance plus douce et peut-être plus solide.

§ IV. — M. BUCHET-MARTIGNY. — PREMIÈRE COALITION CONTRE LE GÉNÉRAL ROSAS.

Vers cette époque arriva à Montevideo M. Buchet-Martigny, consul-général et chargé d'affaires de France à Buénos-Ayres. Il avait l'ordre d'examiner les choses, et, selon sa conviction, de recourir, pour terminer le différend, aux moyens pacifiques ou aux mesures de rigueur. Jusqu'alors on avait senti dans la direction de cette affaire quelque chose d'incertain, une allure malaisée et presque sans franchise, une sorte de désaccord entre la tête qui concevait et la main qui exécutait. C'est que sans doute le contre-amiral éprouvait une sorte de honte de se trouver obligé de recevoir l'impulsion du jeune consul, d'agir d'après une pensée qu'il blâmait parfois en secret, et qu'il aurait pu dès l'abord soumettre à la sienne, mais qui le dominait désormais parce qu'il en avait été un instant subjugué. Par intervalles il s'efforçait d'y échapper, comme on le vit à la prise de Martin-Garcia, tentative violente qui ne faisait que compliquer nos affaires et que n'approuvait point l'agent consulaire, qui désavoua publiquement la conduite de l'amiral. Mais en vain le chef militaire se regimbait-il, la force des choses l'entraînait dans la voie où il s'était laissé fourvoyer.

L'arrivée de M. Buchet-Martigny imprima un caractère plus net et plus tranché à nos opérations. Depuis quatorze ans bientôt, M. Buchet-Martigny résidait auprès des républiques de l'Amérique; il avait même fondé les premières relations politiques et commerciales de la France avec plusieurs d'entre

elles. Successivement porté à New-York, à Philadelphie, à Carthagène, à Bogota, sur les rivages de la mer du Sud ou au sommet des Andes, à Chuquisaca, au Potosi, tantôt parcourant les vallées riantes du Haut-Pérou, tantôt séjournant isolé et comme perdu dans ces régions âpres et désolées où les montagnes d'argent ont fait surgir des capitales sur des roches nues, tantôt traversant à cheval les vastes plaines des pampas, il avait étudié les peuples de ces contrées sous l'impression des grandes scènes de la nature. Homme de convictions profondes, hardi dans ses conceptions, d'une intelligence élevée, avec une tête froide pourtant, mais une ame chaleureuse, il conservait au fond du cœur, au milieu des solitudes du Nouveau-Monde et parmi des peuplades qui entendaient prononcer le nom de la France pour la première fois, une sorte de religion pour ce nom et un vif désir de le voir glorifié. Dans sa pensée, la question de Buénos-Ayres lui semblait renfermer tout l'avenir des relations de son pays avec l'Amérique du Sud; il voyait dans la solution de cette affaire le développement inattendu ou la ruine prochaine de notre commerce dans ces parages. Il croyait que la France tenait en sa main l'existence même de ces nouvelles républiques, menacées, si nous les abandonnions, d'être dévorées par un despotisme affreux, ou destinées, si nous le voulions, à graviter autour de la civilisation française. Irréprochable dans sa vie, libéral, désintéressé, il pouvait s'égarer à la fausse application d'une noble et généreuse idée, poursuivre une glorieuse chimère, et entraîner son pays dans cette voie dangereuse, quoi qu'il en coûtât. Tel est l'homme que le gouvernement français envoyait pour mettre fin au démêlé qui divisait la France et le gouvernement de Rosas.

Une année auparavant, quand déjà son prédécesseur poursuivait ses réclamations auprès de la République Argentine, M. Buchet-Martigny, désigné pour le poste de Buénos-Ayres, était passé par cette ville, allant en France en congé et pour y rendre compte d'une mission antérieure. L'accueil qu'il reçut alors de Rosas et de ses ministres lui parut une offense; il en tira un mauvais augure, peut-être même en conserva-t-il quelque ressentiment secret. Il arriva donc à Montevideo frappé de cette prévention défavorable. Là tous les esprits étaient exaltés par les succès du général Rivera; on n'entendait que des paroles de haine contre son ennemi, le général Rosas, dont on présageait la chute prochaine et infaillible, car c'était le désir commun de tout ce qui s'agitait autour de nous. Ce tourbillon enveloppa M. Buchet-Martigny, et Montevideo fut pour lui ce qu'il avait été pour le contre-amiral Leblanc, l'écueil qui l'égara. Au lieu de se rendre à Buénos-Ayres, de chercher à apaiser les haines, à effacer d'injustes préjugés, en un mot, à concilier les esprits, notre chargé d'affaires envisagea les choses d'un point de vue hostile, et suivit la ligne dans laquelle on était entré; il ne notifia pas même officiellement ses pouvoirs au gouvernement argentin, il se contenta de se substituer vis-à-vis de son gouvernement à M. Roger, qui pour les Argentins restait, comme par le passé, le représentant de la France.

Il est difficile de peindre l'irritation que cette manière d'agir provoqua chez le général Rosas et parmi les hommes de son entourage. Ils avaient toujours dit que la querelle était personnelle à M. Roger, qu'ils n'attendaient pour s'entendre avec la France que l'envoi d'un personnage dont ils pussent respecter le rang et le caractère. Ils avaient annoncé publiquement que M. Buchet-Martigny allait tout concilier, et voilà que le consul-général de France ne daigne même pas leur donner avis de sa présence! Alors ce fut sur lui que retomba toute l'indignation; on n'avait pas de termes assez insultans pour qualifier la conduite de cet agent; on était outré contre M. Buchet-Martigny; on mit en jeu l'orgueil national; les femmes furent chargées d'exalter les ressentimens populaires. « Il ne veut même pas nous reconnaître comme un peuple civilisé! » s'écriait-on; et ces paroles trouvèrent de l'écho, car on ne foule pas impunément aux pieds le point d'honneur d'une nation, si faible qu'elle puisse être. Chacun se raidit contre les ennuis du blocus; après tout, résister à un blocus n'exige que de la force d'inertie.

Sous la main plus forte de M. Buchet-Martigny, le plan déjà suivi reçut un développement inattendu. D'abord on n'avait vu dans l'élévation du général Rivera qu'un moyen auxiliaire pour le succès de notre blocus, car on ne pouvait plus se dissimuler que nos navires, trop peu nombreux, n'avaient réellement qu'une force illusoire pour l'exécution de nos menaces. On conçut alors le projet d'appuyer sur notre division de blocus une confédération d'états coalisés pour le renversement du général Rosas. La province de Corrientes venait de se prononcer contre lui; on accrédita le bruit qu'un soulèvement général contre le dictateur était imminent. Il n'est pas nécessaire, sans doute, de faire remarquer que les proscrits argentins furent les premiers coryphées de cette opinion. On ménagea une alliance entre Corrientes et l'état oriental; les deux provinces devaient combiner leurs armées; l'heureux général Rivera en prendrait le commandement en chef, et chasserait de l'Entre-Rios Echague, gouverneur de cette province pour Rosas. On avait ainsi un nouvel état indépendant qui entrait dans la coalition et formait une alliance offensive et défensive contre le tyran. L'orage, ainsi accumulé sur la rive gauche du Parana, devait s'étendre de l'autre côté, dans les provinces du nord, et, retombant vers le sud sur la province de Buénos-Ayres, effacer de la terre l'ennemi commun. Le rusé Rivera laissa faire; son influence gagnait à tous ces projets: la province de Corrientes se compromit hautement avec lui par un traité signé le 31 décembre 1838 sur cette base.

Malheureusement on oubliait quelque chose de bien important pour le succès de ce plan: c'était d'abord la bonne foi des parties contractantes, et peut-être la possibilité d'agir conformément aux engagemens pris. Quand on réclama l'accomplissement de la parole donnée, l'astucieux gaucho resta prudemment sur son terrain, où sa force allait croissant. En vain M. Roger se rendit-il au camp du Durazno pour hâter le mouvement des troupes, le général Rivera promit qu'il allait partir, mais il ne bougea pas, il laissa l'en-

nemi écraser son allié. Une seule affaire décida du sort de Corrientes (le 31 mars, jour de Pâques); elle fut terrible : les plaines de Pago Largo en ont conservé la sanglante trace. Veron de Astrada, gouverneur de la province, fut défait à la tête de ses troupes, et les soldats de Rosas exercèrent sur lui des atrocités révoltantes. Il fut tué à coups de lance, puis écorché, dit-on, et sa peau coupée par lanières; mais il faut se défier de ces détails de cruautés que publient les hommes intéressés à soulever des haines. Les deux partis s'accusent réciproquement d'actes qui font frémir l'humanité.

Quant à nous qui étions l'ame de la coalition, dès le 1er janvier 1839, nous avions envoyé dans le Parana une flottille composée de cinq navires, *la Bordelaise*, *l'Expéditive*, *la Vigilante*, *l'Éclair* et *la Forte;* nous avions même disloqué notre blocus pour faire réussir la nouvelle combinaison. Et en vérité, en présence du magnifique résultat dont on caressait l'espoir, qu'était-ce que le blocus? Notre flottille avait pour mission de dominer sur le Parana, d'empêcher les troupes du général Rosas de passer ce fleuve pour se rendre dans l'Entre-Rios : le premier but de la coalition une fois obtenu, tous les lieutenans de Rosas chassés de la rive gauche, nos amis triomphant dans la province de Corrientes, dans l'Uruguay et dans l'Entre-Rios, nos navires devaient porter les vainqueurs sur la rive opposée, et les escorter jusqu'à Buénos-Ayres, où nous partagerions leurs succès. Cette fois encore on mêla nos drapeaux aux drapeaux du général Rivera : trois petits navires de guerre orientaux se joignirent à notre flottille. Cette association ne pouvait que nous être nuisible. On recommandait à nos officiers de se montrer réservés dans leurs actes contre les Argentins; mais les Orientaux avaient des haines à assouvir : sait-on jamais où l'on s'arrêtera quand on entre dans une telle voie?

La flottille remonta le Parana sans que les troupes du général Rosas cherchassent à nous en défendre la navigation; elle passa en branle-bas de combat, mèche allumée, sous les batteries du Rosario; mais les canons de l'ennemi restèrent muets, et nos voiles et nos pavillons flottèrent en liberté sur le fleuve. Nos navires remontèrent jusqu'au port de la Bajada, nommé aussi la ville de Parana, capitale de l'Entre-Rios : l'ennemi ne nous fit aucune opposition; cependant nous étions là pour seconder les efforts de l'armée combinée qui devait venir s'emparer de ce point et le prendre pour centre de ses opérations ultérieures; mais cette armée ne parut pas.

N'insistons point sur cette première expédition du Parana, nos marins en revinrent comme ils y étaient allés. Pourtant nous aurions dû en tirer une leçon sévère et apprendre à connaître Rivera, Rivera, qui ne sait jamais refuser ce qu'on lui demande, ni tenir ce qu'il a promis; facile ami, mais allié dangereux. Et cependant cette expérience fut perdue pour nous; ni l'armée des Correntinos écrasée au Pago Largo, ni la mort de Veron de Astrada, dont on fit de si touchans récits, ni les embarras où nous jeta la dislocation de notre blocus, rien ne suffit à nous éclairer sur le danger de nous livrer à la foi de l'heureux gaucho.

On comprendra facilement d'ailleurs l'entraînement des proscrits argentins dans cette coalition fondée sous les auspices de la France. Ces malheureux sans patrie accouraient dès qu'on leur en présentait l'ombre ou du moins l'espérance. Le général Rivera les vit se rallier en grand nombre sous ses drapeaux : don Juan Lavalle les commandait encore; mais ils ne tardèrent pas à reconnaître qu'ils s'étaient leurrés d'un vain espoir. Trompés dans leurs désirs les plus ardens, ils se retirèrent en maudissant l'auteur de leurs amères déceptions. Le général Lavalle, indigné contre Rivera, qu'il avait toujours trouvé faux dans ses promesses, alla dévorer ses chagrins à la Colonia, en jurant de ne plus se laisser prendre à un appât si souvent trompeur. Ainsi s'évanouit comme un songe tout l'espoir de cette coalition, et il n'en resta qu'un pénible souvenir.

§ V. — NÉGOCIATION DU COMMODORE NICHOLSON. — OPÉRATIONS MILITAIRES.

Nos agens s'étaient bercés d'espérances brillantes, mais malheureusement un peu chimériques; ils tombèrent comme étourdis devant la réalité : plus le rêve avait été beau, plus le désenchantement fut pénible; au réveil, ils se trouvèrent jetés dans une guerre dont on ne pouvait prévoir la fin, privés des moyens de la pousser activement, et n'ayant pour appui que l'approbation douteuse de leur gouvernement. La France ne s'apercevrait-elle pas que nous nous étions fourvoyés? L'épuisement amena le découragement; ils désespérèrent un instant. Ce fut alors que le commodore américain, John B. Nicholson, vint proposer son intervention officieuse dans le but de ménager un accommodement entre la France et la République Argentine. Il avait suivi attentivement la querelle dans ses phases diverses, et ce qu'il avait vu des hommes et des choses lui faisait penser qu'au fond tout se réduisait à une question de mots, à des amours-propres blessés, à d'injustes préventions qu'une conciliation adroite pouvait effacer. Jusque-là M. Buchet-Martigny s'était maintenu à une hauteur presque inabordable, il y croyait l'honneur de la France engagé; sa résolution se modifia un peu avec les circonstances, il prêta l'oreille aux ouvertures du commodore, mais à la condition que celui-ci écarterait avec soin toute idée de mandat officiel, car l'agent français, qui n'avait pas même notifié au gouvernement de Buénos-Ayres son arrivée dans la Plata et l'objet de sa mission, eût cru compromettre la dignité de son pays et la sienne propre en faisant au général Rosas des avances pacifiques.

Le commodore écouta M. Buchet-Martigny et M. le contre-amiral Leblanc, puis il se rendit à Buénos-Ayres (4 avril 1839); il vit le gouverneur et lui proposa d'ouvrir des conférences de paix. D'abord le général Rosas insista pour avoir l'assurance écrite que le commodore était duement autorisé dans ses démarches par les agens de la France. Cette première satisfaction obtenue, il reçut les propositions de l'Américain; mais avant d'y répondre il fit éclater

le fond de sa pensée : il laissa voir tout son ressentiment contre notre chargé d'affaires et combien il avait l'ame ulcérée de ses dédains. Préalablement à toute discussion, il réclamait « des agens suffisamment autorisés par sa majesté le roi des Français. Je ne doute pas un moment, écrivait-il au commodore, dès que votre seigneurie me l'assure, que M. Martigny ne soit revêtu par son gouvernement du caractère de consul-général et de chargé d'affaires de France, et que, comme tel, il ne soit autorisé à discuter et à régler la question pendante entre la France et cette république; mais votre seigneurie reconnaîtra également que cette croyance ne me relève pas de l'obligation d'attendre, dans mon caractère officiel, la présentation des lettres de créance dont a besoin M. Martigny pour traiter sur une matière publique avec mon ministre des relations extérieures. L'usage des nations et les règles les plus communes observées en pareil cas m'imposent cette formalité... »

Rappelons ici que, dans son ultimatum du 23 septembre 1838, notre premier agent consulaire avait présenté ses conditions sous une forme inexorable; il exigeait :

1° Comme réparation du passé, des indemnités pour les Français lésés par les autorités locales; on citait nominalement les ayant-cause, et l'on fixait la quotité des allocations;

2° Comme satisfaction présente due à la France, la destitution du général Ramirez, qu'il accusait d'attentat contre notre compatriote Lavie;

3° Comme garantie d'avenir, le traitement de la nation la plus favorisée pour nos nationaux établis dans le pays, au moins en ce qui concerne les personnes et les propriétés.

Dans les propositions du commodore, les termes n'étaient plus aussi rigoureux; il demandait comme base des conférences : 1° la jouissance pour nos nationaux, quant à leurs personnes et leurs propriétés, de la protection qui est accordée à tous les autres étrangers qui n'ont *aucun traité positif;* 2° le même traitement pour ce qui est relatif au service militaire; 3° le principe des indemnités seulement, mais avec arbitrage. Il stipulait en outre la remise de l'île de Martin-Garcia, et, afin de ne point heurter une loi fondamentale de la république par laquelle il est défendu au gouverneur-général de traiter avec un chef à la tête d'une force armée, il promettait qu'à l'arrivée de M. Buchet-Martigny l'escadre de blocus se retirerait hors de vue de la ville, vers la pointe de l'Indio ou à la Colonia. Mais les contre-propositions du général Rosas étaient bien loin de ce projet, déjà si mitigé. Il n'accordait aux citoyens français, « pour leurs personnes et leurs propriétés, que la protection que la loi accorde à tous les étrangers *qui n'ont aucun traité*, et, pour ce qui a rapport au service militaire, que le traitement de ces mêmes étrangers; il posait le principe des indemnités réciproques, considérant comme dommages indemnisables par la France les effets de notre blocus, avec décision d'arbitres. »

N'était-ce là que l'entrée en pourparlers d'un homme qui prétendait avoir surtout à cœur d'établir son droit de discuter les propositions de la France et de repousser l'idée qu'il s'humiliait sous les conditions rigoureuses d'un

ennemi, mais tout prêt cependant à faire de grandes concessions? Ou bien était-ce réellement son dernier mot, c'est-à-dire un refus net d'accommodement? Nos agens s'arrêtèrent à cette dernière interprétation : leur réponse fut que de pareilles propositions ne pouvaient être prises en considération, attendu qu'elles étaient totalement inadmissibles. Elles semblaient en effet cacher un piége, car c'était précisément contre la loi du pays que nous protestions, et particulièrement contre celle du 10 avril 1821, qui dénationalise tout étranger après deux ans de résidence dans la république. M. Buchet-Martigny était blessé au cœur de voir que le général Rosas faisait de cette querelle une question personnelle aux envoyés de la France : il livra à la publicité tous les détails de la négociation, déclarant hautement que l'initiative de l'intervention appartenait au commodore seul, qui même avait dépassé la limite de nos concessions; il rejetait sur Rosas toutes les conséquences funestes de cette lutte où la France soutenait « la cause de l'humanité et de la civilisation contre un gouvernement qui refusait de se soumettre, non-seulement au droit des gens, mais aux lois éternelles de la justice et de l'humanité. »

Nous savons que du haut point de vue de notre patrie on regardera peut-être avec mépris tous les détails où nous venons d'entrer, et l'on se demandera si la France, cette nation qui compte 33 millions d'habitans, une armée de 500 mille soldats, trente vaisseaux de ligne armés et 56 mille matelots, mesure à une parole près les démarches qu'elle fait pour rester en paix avec une petite république qui pourrait à peine armer dix mille soldats, et dont la principale défense est dans l'étendue de ses déserts; mais nous prions qu'on daigne prendre en considération que par-delà l'Atlantique, à deux mille lieues de distance, la grande voix de la France n'arrive que comme un écho fort affaibli.

Dès-lors tout arrangement parut impossible, les passions haineuses déchaînées ne gardèrent plus de mesure dans leur langage; les Orientaux ennemis du général Rosas et les Argentins proscrits envenimèrent la querelle, on soufflait partout la guerre à mort contre Rosas; mais comment y entraîner la France? M. Roger partit avec la mission de faire valoir auprès du gouvernement les vues de nos agens.

Au début de la querelle, personne ne contestait au général Rosas le titre de représentant légal de la République Argentine; nous exigions seulement certaines concessions pour renouer avec lui nos relations de bonne amitié. Mais quand nous eûmes pris parti dans les intérêts de localité, que nous nous fûmes associé des haines privées, l'affaire se dénatura, la question cessa d'être française et devint cis-platine. Nos efforts n'eurent plus pour but principal les satisfactions dues à la France, mais le renversement de Rosas. Sans avouer cette prétention devant laquelle notre gouvernement se fût certainement cabré, il s'agissait de compromettre à son insu la France, de telle manière qu'elle s'en fît pour elle-même un point d'honneur. Voici quelle tactique on suivit : on représenta le général Rosas comme un tyran universellement exécré, comme un fou furieux honni de ses compatriotes, et qui ne conservait une apparence d'autorité que par des moyens de terreur, par les plus atroces

forfaits. Telle est, disait-on, l'unanimité des vœux de la population argentine pour la déchéance de ce monstre, qu'il suffirait d'offrir à ce peuple de victimes un point d'appui pour qu'aussitôt la nation entière se levât comme un seul homme, et demandât compte à son bourreau de tous ses crimes. Que la France jette seulement sur le sol de la république un bataillon de ses soldats, qu'elle élève un drapeau à l'ombre duquel tous ceux qui se déclareront contre Rosas trouveront un asile, et à l'instant Buénos-Ayres se donne à nous; la ville et la campagne, affranchies d'un joug sanglant, salueront la France du nom de leur libératrice, et le tyran abandonné de tous n'aura d'abri qu'à bord des navires de l'Angleterre.

Telles sont les idées que M. Roger fut chargé d'accréditer auprès de son gouvernement. Il demandait une expédition militaire, un corps de troupes peu nombreux, et il répondait du succès. De son côté, M. le contre-amiral Leblanc donnait les mêmes assurances; il réclamait de nouvelles forces, des soldats pour opérer un débarquement et détruire d'un seul coup (ainsi le croyait-il) cet homme qui depuis plus d'un an nous défiait et nous tenait en échec. Mais cette fois le gouvernement français ne jugea pas prudent de se livrer aveuglément aux conseils du contre-amiral et du jeune consul : le nouveau projet pouvait entraîner à de graves conséquences; avant de se jeter dans cette expédition, on interrogea les faits accomplis. — Si la lutte avait été engagée, c'était sur l'assurance bien positive qu'il suffirait d'une simple menace de la France pour dompter le général Rosas : la menace avait été faite, et Rosas n'en avait tenu aucun compte. Puisqu'une parole n'est point assez significative, eh bien ! que M. Roger quitte Buénos-Ayres! et le consul de France avait levé sa chancellerie, et Rosas avait vu, sans s'en inquiéter, notre drapeau se ferler sous ses yeux. Alors on avait dit : Déclarez l'interdit des côtes argentines, bloquez Buénos-Ayres, et vous verrez tomber tout cet orgueil. Le contre-amiral Leblanc avait prononcé la formule sacramentelle du blocus; mais le général Rosas était resté impassible, il avait vu fermer ses ports, enlever son île de Martin-Garcia, une coalition de tous ses ennemis appelés par nous se former et grossir, sans paraître même s'en émouvoir. — En présence de tant d'assurances si souvent démenties par les faits, le ministère sentit chanceler sa confiance dans les hommes qui les avaient si hardiment garanties; il attendit que les évènemens vinssent l'éclairer, et lui tracer une marche moins incertaine.

Cependant nos agens dans la Plata, livrés à leurs seules ressources, s'irritaient de leur impuissance et accusaient le gouvernement de les abandonner. Des considérations particulières ajoutaient encore à leurs ennuis : ils supportaient mal l'ironie et les plaisanteries blessantes que le commerce étranger faisait pleuvoir sur eux. Quelques bruits injurieux s'étaient répandus sur la manière dont le commerce de contrebande était mené et sur certaines licences accordées par le chef de notre division navale. Celui-ci en éprouva le plus vif ressentiment, et, pour donner un démenti à tous les propos calomnieux, il résolut de frapper sur les contrebandiers et le commerce argentin un coup dont le souvenir restât.

A quinze lieues environ dans le sud-est de Buénos-Ayres se trouve un petit port connu dans le pays sous le nom de l'*Atalaya*. Là s'est établi, disait-on, un entrepôt de toutes sortes de marchandises de contrebande, et la fraude s'y fait à une prime très faible. Dans ce port, ou plutôt dans cette crique, on comptait en effet vingt-un bâtimens de commerce. Ils y étaient entrés sans difficulté, attendu que nul navire de guerre n'avait croisé dans ces parages pour les arrêter; car, nous l'avons dit plus haut, on avait été obligé de disloquer le blocus pour l'expédition du Parana. Le 3 mai 1839, les bricks *la Bordelaise* et *le Lutin* allèrent reconnaître les plages et éclairer la côte. Ces navires ignoraient encore le vrai but de leur mission, lorsque le 7, pendant la nuit, ils furent joints par une flottille de canots qui venait pour pénétrer dans la rivière et livrer aux flammes tous les bâtimens qui s'y trouvaient. Ce ne fut que le 9 dans la matinée que l'état de la mer permit d'effectuer le débarquement projeté. La rivière de la Madeleine ou de l'Atalaya trace mille sinuosités dans la plaine avant de se jeter dans le Rio de la Plata; entre son embouchure et le renflement de son lit, qui forme le réduit ou petit port de l'Atalaya, on compte huit méandres; les roseaux et les broussailles dont ses rives sont couvertes, dérobent aux yeux ses paisibles eaux. La flottille, composée de dix-huit canots, remonta lentement le lit tortueux de la rivière. La mer était calme; le soleil brillait au ciel et faisait resplendir les armes de nos matelots, dont la ligne d'embarcations s'allongeait et se repliait tour à tour en serpentant comme le cours de l'eau. L'officier qui commandait avait jeté sur le rivage une troupe d'éclaireurs pour battre le terrain couvert; mais tel était l'inextricable réseau formé par les broussailles, qu'on eût difficilement arrêté la cavalerie ennemie, habituée à ce terrain, et qui accourut au galop lorsque nos matelots, engagés trop avant, ne pouvaient déjà plus reculer, si *la Bordelaise* n'eût pris spontanément une position d'où son artillerie balaya la plaine et traça par la portée de ses canons un cercle infranchissable aux Argentins. Cet heureux embossage de *la Bordelaise* assura le succès : l'ennemi n'osa point approcher, et ses coups, annulés par la distance, tombèrent sans force au milieu de nos marins, dont deux seulement furent blessés. Chacun s'arma de torches, et la flamme de l'incendie dévora bientôt quatorze des bâtimens marchands; sept échappèrent, parce que le feu, mal attaché à leurs flancs, s'éteignit de lui-même. Cette expédition put donner une haute idée de la discipline de nos marins, car ils défoncèrent sur la plage deux cents barriques de vin, et il n'en résulta aucun désordre.

La petite flottille sortit de la rivière comme elle y était entrée, laissant seulement derrière elle, pour marquer sa trace, un épais nuage de fumée sillonné de grandes flammes rouges et déchiré de temps en temps par des explosions de navires.

Une autre expédition du même genre eut lieu le 20 juin dans la rivière du Sauce; mais là il ne fut pas possible de nous embosser de manière à couvrir le rivage du feu de nos canons. Nous réussîmes à incendier quelques contrebandiers; malheureusement nous eûmes à déplorer la perte de trois

hommes, parmi lesquels on compta un élève de marine, le jeune Redon, à qui l'avenir semblait promettre une belle carrière.

On fit encore sur divers points de la côte quelques descentes, mais trop peu heureuses ou trop peu importantes pour qu'il en soit fait mention ici. La nécessité seule peut justifier les actes dont le but unique est la destruction.

§ VI. — LA GUERRE CIVILE ALLUMÉE PAR NOS AGENS. — SECONDE COALITION CONTRE LE GÉNÉRAL ROSAS.

Le général Lavalle vivait à la Colonia, loin des affaires publiques : il cherchait dans les soins affectueux de sa famille, la plus charmante qui se puisse imaginer, une consolation aux déceptions de la vie politique. Blessé au cœur, désespérant de sa cause et de sa patrie, dégoûté de la guerre, il avait déposé les armes en jurant qu'il ne les reprendrait plus. Dans l'amertume de ses souvenirs, il exhalait son indignation contre le général Rivera, l'accusant hautement de duplicité et lui reprochant un affreux égoïsme. Il est des ménagemens que l'on doit au malheur; peut-être le président Rivera n'avait-il point assez caché un sentiment de rivalité jalouse, et le trait restait dans l'ame du proscrit, qui se repliait en vain dans les joies du foyer domestique, seule patrie qui lui restât. Mais il ne languit pas long-temps dans cette molle oisiveté. Les exilés, ses compagnons d'infortune, épiaient toutes les occasions de retour dans leur pays. Ces malheureux sentirent leurs espérances se réveiller plus vives que jamais, au moment où nos agens laissèrent éclater leur dépit contre Rosas. L'amiral et le chargé d'affaires se virent entourés : on flattait leur indignation; chacune de leurs malédictions trouvait un écho; autour d'eux on ne parlait qu'un seul et même langage, celui qui charmait leur penchant. Les provinces argentines, disait-on, courbées depuis trop long-temps sous leur tyran, appellent un libérateur; qu'importe que Rivera recule devant cette noble mission? il ne fait défaut qu'à sa gloire; le premier chef armé qui déploiera le drapeau de la liberté sur le sol argentin, ralliera à lui toutes les populations. Et pour établir cette opinion, on produisait des lettres des hommes les plus influens, émanées, disait-on, des quatre coins de la république, qui annonçaient la chute inévitable du barbare. Au milieu de ce concert de réprobation contre Rosas, où nulle voix ne s'élevait pour modérer l'entraînement général, nos représentans, qu'emportait d'ailleurs l'ardeur de leurs désirs, se bercèrent de cette flatteuse pensée, que leur colère était l'expression du vœu unanime, et que le destin les désignait pour briser le joug d'un chef odieux à tous. Cette opinion leur parut irréfragable; et, croyant poursuivre un tyran détesté, au nom de toutes les relations sociales, de la civilisation, de l'humanité, ils allumèrent la guerre civile au sein des provinces argentines.

Tous les proscrits s'accordèrent à désigner le général Lavalle pour être le mandataire suprême de la sainte cause. Ils lui envoyèrent une députation ; mais

d'abord il résista à leurs sollicitations pressantes, car sa conviction semblait profonde : « Rien ne peut nous rendre notre patrie, leur dit-il ; la civilisation dont nous sommes les représentans est sans germe dans la République Argentine; le peuple a prononcé sur nous, c'est son vote qui nous a expulsés. » On insista; puisque la masse de la nation repoussait l'ancien drapeau des unitaires, on l'abandonnerait cette fois; ce n'était plus sur l'alliance de Rivera toujours perfide, toujours funeste, qu'on comptait; c'était sur la France elle-même prête à fournir des armes et de l'argent, à envoyer ses vaisseaux, ses matelots, ses soldats, pour soutenir une cause qu'elle adopterait comme sienne. L'ame du général s'exalta encore à l'espoir de reconquérir sa patrie, à la chance de nouveaux combats, au leurre de la gloire, à l'idée si séduisante de mêler ses armes à des armes françaises, et il bondit sur sa lance. A Montevideo, il eut, le 18 mai, avec le contre-amiral Leblanc, une première et secrète entrevue à bord du brick *le Sylphe;* il en revint plein d'enthousiasme. Les promesses du chargé d'affaires achevèrent de le séduire; nous prenions pour notre compte les premiers frais de l'entreprise. Il rappela secrètement à lui ses partisans qui servaient encore dans l'armée de Rivera; puis, accompagné d'une poignée de ses fidèles, il s'esquiva, comme un transfuge menacé d'être arrêté et saisi par l'ordre du président, sur un navire qu'il avait équipé sous main et sans l'autorisation du gouvernement oriental, dans le port même de Montevideo. De là il se transporta à Martin-Garcia, où il établit son quartier-général, et qu'il choisit comme point de réunion de son armée expéditionnaire, sous la protection de notre drapeau.

Dès-lors le blocus ne fut plus dans les combinaisons de nos agens qu'une mesure tout-à-fait secondaire. Les espérances se concentrèrent sur le général Lavalle et ses compagnons d'armes, qui, *semblables à l'étoile du Rédempteur, devaient se lever à l'orient des provinces argentines,* parcourir la république aux acclamations du peuple qui leur ferait des ovations et les suivrait pour aller abattre le tyran.

Cependant ce grand évènement d'une croisade générale contre le gouverneur Rosas ne s'annonçait pas d'une manière éclatante. Vers la mi-août, Lavalle, à Martin-Garcia, ne comptait encore que quatre cent cinquante hommes sous ses ordres. C'était un ramassis de gens de toute sorte, les uns sortis des îles du Parana, les autres venus avec lui de Montevideo, auxquels s'étaient joints quelques Argentins qui, conduits par Baltar, un de leurs chefs, avaient quitté l'armée orientale où ils servaient comme volontaires, pour se ranger sous les drapeaux de leur compatriote. Cependant il conservait en apparence avec le général Rivera de bonnes relations; mais en vain le supplia-t-il de lui envoyer deux cents hommes d'infanterie et deux pièces d'artillerie, nul secours ne lui vint de ce côté. L'amiral Leblanc, au contraire, empressé à le soutenir, mit à sa disposition, à Martin-Garcia, trois navires du blocus, *la Bordelaise, l'Expéditive* et *la Vigilante,* et plusieurs prises armées par nos marins. L'officier commandant ces navires devait effectuer le transport du corps expédi-

tionnaire, le débarquer au point que désignerait le général, l'aider même, s'il était nécessaire, du feu de ses canons, jusqu'à ce qu'il eût pris une position sûre, et lui offrir asile en cas de revers ou de retraite.

A l'apparition de ce nouvel étendard que protégeaient nos navires, la petite colonie d'exilés argentins de Montevideo sembla transportée dans un monde de chimères. A ses yeux, déjà Buénos-Ayres était libre, Rosas n'existait plus, on organisait un gouvernement, on se distribuait le pouvoir, chacun prenait sa part. Mais puisqu'on répudiait l'ancien signe des unitaires, Lavalle, chassé autrefois comme chef de ce parti par le vœu de la nation, ne pouvait plus se présenter pour occuper le rang suprême. Aussi s'annonçait-il simplement comme général, sans autre prétention que celle d'affranchir le pays de la tyrannie; une junte, sous le nom de *Commission argentine*, fut réunie, elle se composait d'hommes qu'on croyait influens parmi les proscrits; notre chargé d'affaires, dont elle était l'œuvre, en restait le haut et mystérieux directeur. C'était elle qui devait imprimer l'impulsion aux affaires, représenter le pouvoir législatif, et, après la prise de Buénos-Ayres, convoquer le peuple, afin de prononcer la déchéance de Rosas et sa mise hors la loi, élire enfin un nouveau gouverneur qui fût la véritable expression du vœu de la nation. Par les mains de cette commission devaient passer l'argent de la France et tous les secours d'armes et de munitions que nous avions promis. Le général correspondrait avec le comité directeur, s'inspirerait de ses avis, de ses ordres même. Tel fut le plan politique.

Quant à la conception militaire, la voici telle qu'elle existait dans l'imagination de nos agens. Nos navires porteraient dans l'Uruguay Lavalle et ses partisans, et remonteraient jusqu'au confluent du Gualeguaychù, où s'opèrerait le débarquement; alors le général libérateur, composant son armée de l'élite des braves prise dans la foule des habitans qui se prononceraient spontanément en sa faveur, traverserait toute la province de l'Entre-Rios, en organisant les villages où il passerait, se rendrait à la Bajada, capitale de la province, dont il prendrait possession, destituerait Echague, gouverneur de l'état et fidèle à Rosas, établirait une administration nouvelle dévouée à la cause sainte; et, ce premier pas fait (bien facilement sans doute, puisque tous les cœurs de l'Entre-Rios allaient voler au-devant du libérateur), tandis que le général argentin achèverait de pacifier la province et d'y fonder son autorité, nos navires, redescendant l'Uruguay et remontant le Parana jusqu'à la Bajada, prendraient à leur bord l'armée libératrice victorieuse, et la porteraient sur la rive droite du fleuve, dans la province de Santa-Fé, qui, ainsi que l'Entre-Rios, se lèverait devant le libérateur et le porterait en triomphe, entraînant comme un torrent par son exemple toutes les autres provinces du nord et de l'ouest; puis, le héros des vrais cœurs argentins, poursuivant sa marche triomphale, irait dans les temples de Buénos-Ayres bénir Dieu de l'avoir choisi pour sauver la patrie.

Ainsi nous combinions le renversement du général Rosas, et lui, de son

côté, sans se préoccuper de notre blocus, ni de nos menaces, ni de ce rival qu'on lui créait de toutes pièces et qui devait apparaître comme un météore terrible, préparait tranquillement la destruction de Rivera et le rétablissement d'Oribe dans l'état oriental. Au moment même où la troupe de Lavalle allait s'embarquer sur nos navires pour tenter de révolutionner l'Entre-Rios, le gouverneur de cette province, Echague, passait l'Uruguay à la tête de trois mille hommes, et pénétrait au cœur même de la République Orientale dans le but de faire prononcer à Montevideo la déchéance de Rivera, fermer le port aux navires de la division française, et nous ôter toute ressource dans la Plata.

Arrêtons-nous là, et du monde des idées où nous venons de voir deux combinaisons si diverses près de se résoudre par une lutte sanglante, descendons maintenant à l'exécution : les rêves s'évanouiront, la réalité seule restera. Nous suivrons parallèlement les mouvemens des deux chefs et des deux armées.

Le 2 septembre, la flottille qui portait (nous le croyions du moins) les destinées des provinces argentines appareilla de Martin-Garcia. La brise était favorable; les navires refoulèrent sans peine le courant de l'Uruguay, et, le 4, on mit à terre dans la rivière de Nancay, petit affluent du fleuve, un détachement de cent cinquante hommes. Ce corps d'avant-garde devait ramasser des chevaux dans les *estancias* du voisinage, mais en se maintenant toujours à portée de nos navires, et manœuvrer de manière à rejoindre le reste de l'armée au débarquement général. A l'embouchure de l'*arroyo* (ruisseau) de la Landa, le contour de la rive forme un petit port naturel, une petite baie de sable, qui a pris son nom de l'estancia de don Basile, située dans le voisinage; là toute la flottille se trouva réunie et jeta l'ancre. A l'entour, le terrain est marécageux; nulle surprise n'était à craindre. On y débarqua un second détachement, qui prit terre aussi sans être inquiété, sans tirer un coup de fusil, et le lendemain, 8 septembre, on vit accourir le premier corps expéditionnaire, qui poussait devant lui trois cents chevaux. Le reste des troupes fut porté par les navires quelques lieues plus haut, au Gualeguaychù, d'où l'on détacha vingt hommes encore jusqu'à San Lorenzo pour s'y procurer des chevaux. Dès le 10, la petite armée libératrice eut à sa disposition douze cents chevaux. Tout avait été payé comptant avec notre argent; aussi les habitans n'avaient-ils fait aucune résistance, mais pas un ne s'était joint aux libérateurs. Qu'on ne s'étonne pas de cette prodigieuse multitude de chevaux; ainsi vont les armées de ce pays, composées presque entièrement de cavalerie; chaque soldat traîne à sa suite deux et même trois chevaux.

Le Gualeguaychù fut le point de départ. De là le général Lavalle adressa de touchans adieux à nos marins, qui y répondirent par des vœux sincères pour sa cause; puis, le 14, il s'enfonça dans l'intérieur de la province. Sa proclamation aux habitans, manifeste politique et le grand œuvre de la commission argentine, est marquée d'un sceau bien étrange pour un chef de parti qui appelle son pays à une révolution. — « C'est du peuple, dit-il, que je viens

recevoir ma foi politique. Je n'apporte avec moi aucun souvenir : j'ai répudié toutes mes traditions. Un triple vœu forme ma devise : *La nation! la liberté! guerre au tyran Rosas!* »

La légion libératrice s'avança vers le nord. Deux raisons la déterminaient à choisir d'abord cette direction : elle longeait les rives du fleuve, conservant ainsi des communications faciles avec nos navires, et en même temps elle se rapprochait de la province de Corrientes, dont on avait appris le soulèvement, et qui lui offrait ou des renforts ou un refuge, selon que la fortune lui serait favorable ou contraire. Sa marche n'avait rien de précipité; le général voulait ménager les chevaux. Cependant, derrière elle, se formait un orage : don Vicente Zapata, gouverneur délégué de l'état, la suivait pas à pas, à la tête de quinze à seize cents cavaliers ramassés à la hâte parmi les milices du pays. Le 22, au point du jour, près d'Yerua, il apparut menaçant l'arrière-garde; heureusement un ravin arrêta la charge et donna le temps aux soldats de Lavalle de monter sur leurs chevaux de bataille et de fondre à leur tour sur l'ennemi, qu'ils mirent en complète déroute.

Ce succès, par lequel Lavalle ouvrait la campagne, exalta ses partisans à Montevideo et nous éblouit. Hélas! comment, au milieu de l'enivrement causé par cette nouvelle, ne s'éleva-t-il pas dans le conseil de nos agens une voix qui leur dît : — Ce général Lavalle sur lequel vous fondez votre avenir est sans doute un vaillant officier; il n'en est pas à faire ses preuves de bravoure; ne l'a-t-il pas montrée dans vingt combats? Mais comme chef de parti, comme promoteur d'une révolution, quelle est sa valeur? S'est-il même levé spontanément entraîné par la force des choses et l'appel de la nécessité? Non, c'est vous qui l'avez armé de toutes pièces : les hommes qui le suivent, c'est vous qui les soldez; ses armes, vous les avez fournies, et votre or a payé les chevaux de son armée. A quel caractère pouvez-vous donc vous flatter qu'il soit l'élu du peuple? Trouve-t-il des sympathies vives dans le pays où il est entré? Aucune. Partout il rencontre des visages hostiles, et il s'estime heureux quand les habitans ne s'arment pas contre lui.

Don Pascal Echague, gouverneur de l'Entre-Rios, s'avançait dans l'état oriental. L'avis qu'il reçut de l'expédition du général Lavalle ne l'émut point; il sourit aux plans chimériques qu'on fondait sur un pareil adversaire et poursuivit l'exécution de ses projets contre Montevideo. Avec quelle anxiété nous suivions tous ses mouvemens! La question était pour nous pleine d'intérêt; on sentait qu'une crise approchait. D'un côté se trouvait Rivera, notre douteux ami, menacé par le lieutenant de Rosas et seul dans l'Uruguay pour lui résister; de l'autre était Lavalle dans l'Entre-Rios, Lavalle, notre créature et le dépositaire de toutes nos espérances. L'absence d'Echague et de toute son armée laissait la province libre de se prononcer pour notre cause; c'était là un concours surprenant d'évènemens favorables; notre but fut de le maintenir. Nous craignions médiocrement pour Rivera et tout pour Lavalle d'une rencontre avec l'armée ennemie; notre escadrille eut l'ordre de fermer à celle-ci l'Uruguay, et nos navires se postèrent en effet de manière à lui couper la re-

traite. *La Bordelaise* mouilla devant Paysandou, la ville la plus considérable de la province cis-platine sur sa frontière de l'ouest; la goëlette *la Vigilante* remonta vingt lieues plus haut jusqu'au Salto, et la gabare *l'Expéditive* fut chargée de surveiller le cours inférieur du fleuve.

La principale force de l'armée d'Echague consistait dans sa cavalerie, dont quelques corps étaient bien exercés. Tant qu'il se maintint dans le nord du Rio Negro (Rivière Noire), qui partage en deux l'état oriental, le pays découvert et peu accidenté lui donnait une supériorité incontestable. Aussi le général Rivera ne s'aventura-t-il pas à risquer toute sa fortune dans un combat où l'ennemi aurait eu pour lui tant de chances favorables. Le plan du rusé gaucho était plus sage; il avait de l'infanterie, et il savait que, dans un camp retranché et protégé par son artillerie, jamais la cavalerie ne le taillerait en pièces; il résolut donc de laisser l'ennemi s'épuiser en courses inutiles et de le forcer enfin à venir chercher la bataille sur le terrain qu'il aurait choisi, dont il connaîtrait toutes les ressources, et où il pourrait multiplier ses forces. Echague, en effet, passa la Rivière Noire : sur ce terrain entrecoupé, les avantages du sol ne furent plus pour lui; cependant Rivera se replia vers Montevideo, mais cette marche rétrograde n'était pas une fuite. Du premier coup d'œil, il avait merveilleusement jugé l'issue de la campagne : « Maintenant, écrivait-il le 26 septembre, que les troupes d'Echague ont passé le Rio Negro, elles sont battues, parce qu'elles ont perdu leur mobilité; mais je ne veux pas encore les attaquer, j'attends que Lavalle ait eu quelques succès. »

Nos agens aussi se berçaient de l'espoir de ces succès, mais ils étaient impossibles. Déjà le vain fantôme de popularité dont nous avions prétendu revêtir le général Lavalle s'était évanoui. Il ne lui restait plus qu'à confesser lui-même son impuissance. Après avoir attendu quelques jours l'effet de ses proclamations, voyant que la campagne demeurait sourde à sa voix, il avait envoyé une commission à la ville de Parana pour sonder les dispositions des habitans : l'accueil que reçurent ses députés lui fit assez voir que son nom était au moins sans prestige, si même l'instinct du peuple ne le repoussait pas. Presque réduit aux abois et traqué comme une bête fauve par plusieurs chefs dont il connaissait la férocité, il se vit contraint à faire ce pénible aveu que, « n'ayant pas trouvé dans l'Entre-Rios la sympathie qu'il espérait, et redoutant la barbarie d'Urquiza, il avait dû se retirer à Corrientes. » (8 octobre.) Croirait-on que nos agens, loin d'être désabusés par ces désolantes paroles, persistèrent plus aveuglément que jamais à garder leur foi dans l'influence populaire du général Lavalle?

Là sans doute auraient dû s'arrêter forcément nos spéculations révolutionnaires, si un évènement inattendu n'était venu relever toutes nos espérances et provoquer de nouvelles combinaisons. Nous prions qu'on veuille bien se rappeler le premier mouvement insurrectionnel de Corrientes étouffé dans le sang de Veron de Astrada. A la suite de cette commotion, don Pascal Echague avait fait élire comme gouverneur de la province le colonel de milices don José Antonio Romero, attaché à la cause du général Rosas. Mais le ferment de

révolte, comprimé un instant par la présence des troupes victorieuses, fit explosion de nouveau dès qu'elles se furent éloignées; le 6 octobre, la chambre des représentans destitua Romero et nomma provisoirement à sa place le brigadier-général don Pedro Ferré, choix que la nation ratifia. Il fallait organiser le pays et le mettre en état de défense; il fallait trouver un officier éprouvé sur le champ de bataille, qui pût donner de la confiance à la nouvelle armée, la discipliner, l'exercer, tout en restant lui-même sous la dépendance du gouverneur de l'état. Ferré, homme habile dans les affaires et citoyen vertueux, n'avait de militaire que son titre de général. Lavalle se présenta au milieu de ces circonstances uniques; il réunissait précisément toutes les qualités qu'on recherchait dans le chef militaire : sa bravoure était connue, et l'affaire d'Yerua donnait encore un éclat nouveau à son renom de vaillance; d'ailleurs suppliant et réduit à demander asile, il ne pouvait inspirer d'ombrage. Ferré n'hésita point à l'accueillir, et, comptant sur sa reconnaissance, il le nomma général en chef de l'armée des Correntinos, se réservant, comme chef suprême de l'état, la haute direction des troupes.

Étrange caprice de la fortune! Tout à l'heure le général Lavalle n'était qu'un simple chef de rebelles, soulevé contre le gouvernement reconnu et légal de son pays par l'argent de l'étranger, un homme que le succès seul pouvait arracher aux lois humaines, qui toutes le condamnaient impitoyablement à une mort ignominieuse, et voici qu'il devenait tout à coup le général d'un état constitué légalement, et la loi des nations sanctionnait désormais ses entreprises. A partir de ce moment, notre politique tendit à raviver le fameux traité du 31 décembre 1838, entre le président Rivera et le gouverneur de la province de Corrientes, à reconstruire cette ligue si rapidement et si désastreusement dissoute, pour lancer sur Rosas les armées combinées de Corrientes et de l'Uruguay, dont Rivera serait encore le généralissime.

Echague menaçait Montevideo; déjà même il n'en était plus éloigné que de quelques lieues. Cette ville était le pivot de notre blocus, il fallait à tout prix nous la conserver. Dans ce but, notre chargé d'affaires proposa de la mettre sous la protection d'une garnison de marins français. Par là Rivera se trouvait délivré de l'inquiétude de la couvrir, ce qu'il n'espérait pas pouvoir faire; elle lui restait comme le point d'appui de ses opérations, centre inébranlable entre les mains des Français où se briserait en vain l'armée d'Echague, et toutes ses forces demeuraient disponibles pour agir contre l'ennemi. Le président Rivera reçut avec joie cette proposition, que les habitans eux-mêmes le pressèrent d'accepter. Nous ne retracerons point ici les répugnances de M. le contre-amiral Leblanc à l'idée de faire occuper Montevideo par nos matelots; on lui arracha son consentement, et quatre cents hommes pris sur nos navires, soutenus par les Français de la ville qui s'armèrent en même temps, répondirent au gouvernement oriental de la sûreté de cette place.

Certes, nous pouvons le déclarer hautement, les services que nous avons rendus au général Rivera, en intervenant dans les affaires de son pays, sont incontestables, sont immenses. A Montevideo, notre division navale et notre

flottille dans l'Uruguay ont été ses plus fermes soutiens. Qu'on jette un coup d'œil sur l'état politique de la Bande Orientale : deux partis, nous l'avons déjà dit, les *rouges* et les *blancs*, s'entredéchirent. La rive de l'Uruguay, guidée en cela par son intérêt bien marqué, tenait pour Oribe, car l'Uruguay, dont les eaux baignent à l'occident l'Entre-Rios et à l'est la frontière de l'état oriental, est la grande artère du commerce intérieur de cette dernière république. Les grands navires le remontent jusqu'au Salto, et de là des bateaux plats ou d'un faible tirant d'eau transportent fort avant dans le nord, vers la frontière du Brésil, les marchandises de l'Europe en échange des produits du pays. Ces productions, on le sait, sont peu variées, mais très volumineuses; elles consistent en bois, dont la partie inférieure du fleuve est totalement dépourvue, en cuirs, laines, graisses, fromages, troupeaux et débris d'animaux. De là un grand mouvement de navires. Plusieurs villes ont surgi spontanément pour l'entretien de ce commerce; elles sont échelonnées le long du fleuve comme des étapes de navigation. Nous devons les décrire, car la France ignore encore jusqu'au nom de ces villes naissantes, et cependant leur existence toute commerciale nous intéresse à un haut degré; on ne se représente pas assez ce qu'il y a de vitalité sur les bords de ces grands fleuves de l'Amérique. Paysandou, la principale, ne le cède déjà en grandeur et en importance qu'à Montevideo : elle a six mille habitans, et l'on y compte habituellement près de cent bâtimens de commerce, soit goëlettes, soit bricks, qui mouillent le long de la rive, dont la berge à pic forme un quai naturel, où ils déposent et embarquent leurs marchandises avec une facilité extrême; les maisons sont neuves, régulières et belles. Plus haut, à vingt lieues environ dans le nord, se trouve la jolie petite ville de Salto : là, ainsi que nous l'avons dit, s'arrêtent les grands navires, et les bateaux y fourmillent, tantôt remontant ou descendant le fleuve, tantôt se transportant d'une de ses rives à l'autre; on n'y compte encore que quelques jolies maisons et environ mille habitans, mais ce n'est qu'une ville naissante, et tout y respire une activité prodigieuse. Belem, à vingt lieues au-dessus du Salto, vient à peine d'éclore : son port est le rendez-vous d'une multitude de lanchons, de canots, de pirogues, de baleinières; c'est le vrai port des bateaux. Un fait à remarquer, c'est que toutes ces villes sont situées sur la rive orientale, et qu'elles monopolisent le commerce des deux bords. Il leur importe donc beaucoup qu'il y ait paix entre l'Entre-Rios et la république cis-platine, union et commerce réciproque entre les deux pays. De là leur préférence pour Oribe, l'ami de Rosas et d'Echague; de là leur répulsion pour Rivera, dont la seule présence allumait la guerre et tarissait le commerce de l'Uruguay, car, chez les peuples ainsi que chez les individus, l'intérêt guide les affections. Aussi Paysandou fut-il le dernier boulevard d'Oribe, et, malgré la présence de nos navires, il devenait chaque nuit une sorte de coupe-gorge; des partis de *blanquillos* battaient la campagne et semaient partout la terreur. Combien de fois nos marins ne recueillirent-ils pas de malheureuses familles expulsées par la guerre civile! Les égorgemens cessaient là où apparaissait le drapeau tricolore. Ce fut notre plus beau rôle.

Malgré nos déclarations publiques de n'intervenir jamais dans les troubles du pays, nos capitaines avaient l'ordre « d'user de leur artillerie contre les ennemis du général Rivera, qui n'envahissaient l'état oriental que pour en chasser les *immondes* Français. » Et nous assurâmes ainsi le triomphe des *rouges*, partisans de Rivera, car, en arrêtant tous les secours que l'Entre-Rios envoyait aux *blancs*, nous privâmes ceux-ci de leur principale force : ils furent vaincus.

Une circonstance inopinée vint accroître la confiance de nos agens dans le succès de leurs combinaisons. Le 9 novembre, le contre-amiral Leblanc reçut la visite de plusieurs individus accourus de la province de Buénos-Ayres. —Tout le sud de la province est en révolution, lui dirent-ils; dans nos rangs se trouve un frère de Rosas; notre chef, Crammer, est un Français; il ne nous manque que des armes; nous sommes députés vers vous pour vous supplier de nous en procurer. Hâtez-vous de nous aider, et Buénos-Ayres est libre. — La même députation se rendait auprès du général Lavalle pour l'engager à coopérer avec les mécontens du sud, et même à se mettre à leur tête. Ce cri : *Buénos-Ayres est libre!* courut avec la rapidité de l'éclair de Montevideo à Corrientes; nos officiers s'en firent les messagers et les échos. Lavalle, au premier avis qu'il en eut, voulait tout quitter pour se rendre au vœu des nouveaux révoltés; il était prêt à abandonner les Correntinos, qui l'avaient nommé leur général en chef, et désertait ainsi cette grande combinaison de Rivera et de Ferré dont nous voulions écraser Rosas. Ce nouveau rêve ne fut pas long : on vit bientôt arriver un millier de malheureux fugitifs, débris de la grande révolution du sud. Ainsi que nous, ils avaient fait fonds sur une haine spontanée et universelle contre Rosas; ils s'étaient avancés jusqu'aux portes de Buénos-Ayres sans armes, en criant aux habitans de secouer le joug du tyran. Un détachement de soldats sortit de la ville et marcha vers eux : ils se figurèrent que la désertion commençait; mais, au lieu de se jeter dans leurs bras, cette troupe leur tira des coups de fusil. Crammer tomba raide mort, frappé d'une balle au front; Castelli, le fils d'un des héros de l'indépendance et le promoteur de la révolte, périt également; le reste s'enfuit, et les plus compromis vinrent à Montevideo chercher un asile pour échapper aux vengeances de Rosas. Nous donnâmes des armes à neuf cents de ces nouveaux proscrits, et la commission argentine les envoya au général Lavalle, qui les reçut avec affection, peut-être même blessa-t-il les Correntinos par une préférence trop marquée pour ses compatriotes. Il y avait eu un instant d'éblouissement au mot de *Buénos-Ayres est libre!* le rêve finit là.

Revenons au blocus : il était poussé assez mollement; comment eût-on pu tenir sérieusement à une mesure qui n'était qu'accessoire dans le vaste échafaudage de révolutions qu'on bâtissait? Cependant le contre-amiral Leblanc fit avec Rivera une convention qui porta ses fruits, quand nous fûmes revenus plus tard à des sentimens moins exaltés. D'une rive à l'autre de la Plata, la contrebande se menait avec une audace provoquante. Les expéditions étaient préparées dans la province orientale, sous les yeux même de

nos officiers; on chargeait de petits bâtimens et des baleinières à marche rapide; pendant une nuit sombre ou par un temps d'orage, ces contrebandiers mettaient à la voile, traversaient notre ligne de blocus sans être aperçus ou sans pouvoir être poursuivis par nos canots de garde (le vent régnant dans ces parages les favorisait); ils allaient s'échouer à la côte, où les habitans les tiraient sur le rivage et les déchargeaient. Le président Rivera nous concéda le droit de visite sur tous les bâtimens en chargement à la côte orientale; nul ne devait circuler sans un laissez-passer délivré par nos officiers : nous pûmes saisir jusque dans les *arroyos* (ruisseaux) et dans les criques les plus abritées toutes les barques orientales chargées de marchandises, qui ne justifieraient pas légalement de leur destination pour quelque point librement ouvert au commerce. Comme mesure auxiliaire de notre blocus, on n'en pouvait imaginer de plus puissante ni de plus féconde en résultats.

Divers chefs dévoués à Rosas s'étaient jetés dans l'Entre-Rios : c'était don Pablo Lopez, gouverneur de Santa-Fé, à la tête de six cents hommes; on l'avait surnommé *Mascara* (le masque) à cause des trous dont la petite vérole a semé son visage; c'était Oribe avec un nombre à peu près égal de partisans: Urquiza, surnommé le féroce, Lavalleja et Servando Gomez, après avoir battu quelque temps la campagne et dispersé des partis de Correntinos, s'étaient réunis à l'armée d'Echague, et Lavalle, immobilisé à la tête de sa nouvelle armée, restait dans la province de Corrientes. Il eût voulu que la marine française allât bloquer tout le cours du Parana pour empêcher les communications entre l'Entre-Rios et les autres provinces argentines; ainsi tous les petits chefs de guerillas, coupés du centre de leurs ressources, se fussent trouvés comme perdus. De son camp de Curuzucuatia, d'où il ne pouvait bouger, il demandait que nous fissions une expédition contre le Rosario, regardé alors comme la clé de la navigation du fleuve, pour démanteler le fort, détruire les batteries et enclouer les canons; il essayait de nous émouvoir en piquant notre orgueil national : « N'est-il pas honteux pour le pavillon tricolore, disait-il, de ne pouvoir naviguer que de nuit dans le Parana, parce que Rosas s'y oppose? » D'un autre côté, le contre-amiral Leblanc, dont les évènemens de l'Entre-Rios n'avaient pas suffi à dessiller les yeux sur le peu d'influence de Lavalle comme chef populaire, ne songeait qu'à l'envoyer sur la rive droite du Parana; il écrivait sérieusement : « Qu'il batte vite et Lopez et Oribe! Ainsi l'Entre-Rios est libre, et alors qu'il passe le fleuve! sa présence révolutionnera Santa-Fé et les autres provinces; mais qu'il se hâte, car les subsides de la France peuvent lui faire défaut. » On va vite en révolutions quand c'est l'imagination qui les combine. M. le contre-amiral Leblanc, qui se savait remplacé dans son commandement, désirait ardemment précipiter la conclusion des affaires avant l'arrivée de son successeur; malheureusement la fortune n'avait pas rangé ce résultat parmi les éventualités possibles.

Echague s'était avancé jusqu'aux portes de Montevideo; mais, à la vue de nos marins disposés à faire pleuvoir du haut des terrasses sur ses escadrons une grêle de mitraille et de balles, il inclina ses armes et poussa un rugisse-

ment de rage, car nous lui enlevions sa conquête, et il sentait que contre nous tous ses efforts se briseraient inutilement. Cependant il ne désespéra pas encore. Maintenant qu'il ne devait plus compter sur la prise de Montevideo, sa condition d'assaillant lui faisait une nécessité de livrer une bataille; il la chercha. Il faut le dire, cet ennemi si dédaigné montrait une singulière audace. Vingt fois il essaya d'attirer Rivera en rase campagne, mais le patient gaucho, sans se laisser amorcer, resta inébranlable dans son camp retranché de Cagancha, à treize lieues de la ville. Force fut donc à Echague de tenter de rompre les lignes et de pousser l'ennemi dans ses retranchemens. C'est ce qu'il fit. Trois fois il lança sa cavalerie contre l'armée orientale, et trois fois l'artillerie et l'infanterie de Rivera lui firent éprouver des pertes considérables sans se laisser entamer un instant. Ces charges réitérées et toujours malheureuses épuisèrent les troupes argentines; le découragement les saisit, le désordre se mit dans leurs rangs, les escadrons se débandèrent, chacun s'enfuit en tirant de son côté; la bataille fut gagnée pour Rivera. Il lui suffit que l'ennemi fût en déroute et quittât le territoire de la république; il ne le poursuivit pas : être maître chez lui était son seul désir; il s'estimait assez heureux de pouvoir annoncer la fin de l'année 1839 par le bulletin d'une victoire éclatante. Telle fut la bataille de Cagancha, qui a fait du 29 décembre une grande journée pour la République Orientale.

Echague se retira dans sa province sans être inquiété : toutes ses troupes le rallièrent, et il effectua son passage de l'Uruguay au paso de los Higos (1), sans qu'aucun ennemi s'y opposât. Nos agens s'irritèrent contre le général Lavalle, qui ne parut point pour harceler les fuyards. « Où donc est-il? que fait-il? Quand trouvera-t-il une meilleure occasion d'en finir avec Echague et l'Entre-Rios? Vraiment Lavalle est inexplicable! » Ainsi éclataient nos plaintes. Si nous avions voulu nous tenir dans la réalité, la réponse était facile : nous nous étions formé du général Lavalle une opinion exagérée; pouvait-il satisfaire nos impatiences et nos ardens désirs?

Mais déjà M. le contre-amiral Leblanc ne commandait plus la division française; il avait fait ses adieux aux marins le 23 décembre, et bientôt après il partit pour la France avec la frégate *la Minerve*. Les habitans de Montevideo, les proscrits argentins surtout, lui exprimèrent les regrets les plus vifs; nos marins le virent s'éloigner avec indifférence. C'est au milieu de ces circonstances que M. le contre-amiral Dupotet venait prendre le commandement de l'escadre. Tout le monde était dans l'ivresse de la victoire de Cagancha, on ne rêvait que triomphes à Montevideo, chacun croyait toucher au dénouement. Disons tout de suite les difficultés de la position du nouveau chef. Quand on lui confia le commandement de la station du Brésil, le gouvernement français,

(1) Les *pasos* sont des points de rétrécissement dans le lit profond du fleuve. Les habitans choisissent ces endroits pour le traverser, soit à la nage en jetant un bras sur le dos de leurs chevaux, soit dans des barques recouvertes en peaux et qu'ils nomment *pelotas* (ballons).

las de voir la question de la Plata traîner en longueur, lui avait donné la direction des affaires politiques et militaires; puis, par un retour sur cette première disposition, on lui avait retiré toute intervention diplomatique; les opérations militaires seules restaient de son ressort. Ainsi le contre-amiral Dupotet demeurait forcément enchaîné à la ligne de conduite suivie jusqu'alors; il fallait qu'il concourût aux plans du chargé d'affaires, quelle que fût sa conviction personnelle. Certes, il y avait là quelque chose de pénible pour l'amiral, car nous nous étions jetés dans des complications d'intérêts de localité où toutes les démarches n'étaient pas avouées, où certains actes occultes pouvaient ne pas convenir à toutes les consciences. Et si ces actes ne sont justifiables que par le succès, comment les jugera l'homme qui, dans sa conviction, les croira inutiles, impuissans et même nuisibles à la cause de son pays?

La bataille de Cagancha était le premier pas vers l'exécution du traité du 31 décembre 1838, et celui qu'on considérait comme le plus difficile; le reste semblait n'exiger que de la persévérance. Mais il fallait s'assurer la coopération du général Rivera. Notre agent espéra l'enchaîner à la parole jurée par son propre intérêt. Nous signâmes sous main avec lui une convention par laquelle nous donnions au président de la république de l'Uruguay cent mille patacons (six cent mille francs), sous la condition qu'il passerait l'Uruguay avec son armée; que, ce passage effectué, nous lui en avancerions cent mille autres, mais que, s'il manquait à ses engagemens, la première somme, au lieu d'un subside, ne serait qu'un prêt remboursable. Au flair de l'or, Rivera signa tout ce qu'on voulut, et nous lui mîmes entre les mains six cent mille fr. Laissons maintenant se dérouler les résultats de cette convention.

Au 1er janvier 1840, nous nous trouvions exactement dans la même situation qu'au 1er janvier 1839. Nos auxiliaires étaient les mêmes : c'étaient le président de l'état oriental et le gouverneur de la province de Corrientes. Nos ennemis n'avaient pas changé : vainqueurs au Pago Largo, ils avaient été vaincus à Cagancha. Nous reprenions les mêmes projets, les mêmes manœuvres; seulement l'expérience avait jeté dans notre esprit une cruelle défiance. Rappelons le but du traité : c'était de fonder une ligue offensive et défensive entre Corrientes et la république cis-platine, de combiner les deux armées sous le commandement en chef du général Rivera, de chasser de l'Entre-Rios les lieutenans de Rosas et d'y détruire complètement son influence; cette première partie intéressait spécialement Rivera et Ferré, mais la suite nous importait surtout : c'était de franchir le Parana, de révolutionner les provinces argentines, et de précipiter la chute de Rosas.

D'abord l'amiral Dupotet et M. Buchet-Martigny s'entendirent sur les mesures à prendre. Notre garnison de Montevideo, devenue inutile, fut rappelée à bord de l'escadre; puis on disposa une petite division composée de cinq navires, *l'Expéditive*, *la Bordelaise*, le brick *le Sylphe*, les canonnières *l'Églantine* et *la Tactique*, qui partit le 28 janvier pour remonter le Parana. Sa mission était la même que l'année précédente : soutenir nos alliés, leur offrir un refuge, un appui et des moyens de transport le long du fleuve, arrêter

toute communication d'une rive à l'autre entre les troupes de Rosas, sans cependant opérer aucun débarquement de nos marins. Les navires défilèrent en ligne sous les batteries du Rosario, qui cette fois ne restèrent pas silencieuses; elles ouvrirent leur feu, et nos marins ripostèrent chaudement. Nous n'eûmes heureusement à déplorer la perte d'aucun des nôtres.

Ce fut près de la Bajada que la flottille alla prendre position: ainsi elle avait devant elle, d'un côté la capitale de l'Entre-Rios, à la prise de laquelle elle était prête à coopérer puissamment dès que le général Lavalle se présenterait pour l'attaquer, de l'autre Santa-Fé, dont elle surveillait tous les mouvemens et qu'elle tenait comme bloquée. D'ailleurs, elle pouvait établir des communications faciles avec l'armée de nos amis. Mais hélas! nos espérances reposaient sur une base bien fragile, sur un pacte d'union entre notre agent, Rivera, Ferré, Lavalle et ses Argentins! Nous ne connaissions que trop déjà la foi punique de Rivera, et malheureusement nous ne voulions pas voir que son apparente perfidie n'était que le résultat d'une science parfaite des hommes et des choses de son pays. Nos plans furent toujours des chimères à ses yeux; s'il eut l'air de se prêter à nos illusions, ce fut pour avoir sa part de notre argent: sa seule prétention était de demeurer le maître chez lui, et il y réussit. Ferré ne songeait qu'à protéger sa province: on le berça de l'espoir d'expulser de l'Entre-Rios toutes les troupes de Rosas, et il se laissa séduire à une idée dont sa confiance en Rivera et son ignorance de l'art militaire lui cachaient toutes les difficultés. Le général Lavalle et ses Argentins n'avaient qu'un seul but, rentrer à Buénos-Ayres en renversant Rosas; c'était le nôtre: aussi un intérêt plus particulièrement commun nous liait-il plus intimement à ces derniers. Une honteuse défiance régnait entre tous les intéressés; on se sentait toujours prêt à se trahir mutuellement. De part et d'autre, on s'envoya des députés pour tâcher de cimenter l'union entre les chefs; nos officiers furent chargés de donner au gouverneur Ferré l'assurance que Rivera passerait dans l'Entre-Rios le plus tôt possible avec deux mille hommes et dix pièces d'artillerie, que Lavalle se rangerait immédiatement sous les ordres de Rivera, nommé général en chef; qu'il fallait donc que le gouverneur de Corrientes usât de son pouvoir et de son influence pour maintenir la bonne harmonie entre les deux rivaux. On promettait que Rivera ne passerait point le Parana, cette seconde partie de l'entreprise étant dévolue au général Lavalle, qui d'ailleurs, reniant ses antécédens politiques, s'était engagé, une fois maître de Buénos-Ayres, à ne point prendre lui-même l'autorité suprême, et à ne point établir un gouvernement unitaire que réprouvait le vœu général. L'envoyé de Rivera fit les mêmes protestations. Ferré, sincèrement dévoué à sa patrie et à la cause qu'il embrassait, homme de mœurs antiques et simples aussi bien que son ami M. Aimé Bonpland, notre compatriote, qu'il admet à tous ses conseils, Ferré crut à toutes ces paroles, et se livra avec une foi naïve aux promesses de l'avenir. Il nomma Rivera généralissime de l'armée combinée, et prépara une sorte de congrès entre lui, représentant de la république de Corrientes, Rivera et Lavalle, où seraient appelés comme membres consultans

M. Buchet-Martigny et le contre-amiral Dupotet. Dans cette solennelle assemblée, on devait décider du sort des républiques de l'Amérique du sud, fixer les bases de leur équilibre, régler leur avenir et fonder leur bonheur. Beau rêve d'un cœur épris d'une noble passion pour le bien des sociétés humaines, et dans lequel Ferré, vieux champion de la constitution fédérale, se complaisait! Plein de ces flatteuses espérances, il confia toutes ses troupes à Lavalle, et le 27 février, la nouvelle armée libératrice se mit en marche sous les ordres de ce *fils chéri de Mars,* comme l'appelait le gouverneur de Corrientes dans ses proclamations. Quant au général, son langage aux Entrerianos fut clair : « Si vous nous recevez en frères et combattez avec nous, leur dit-il, vous serez heureux et libres; si vous résistez, votre mort est certaine, nous mettrons à feu et à sang votre belle patrie. » Ce premier pas fait, Ferré pressa Rivera d'accourir et de hâter le triomphe de la cause sainte. L'astucieux gaucho, bien résolu à jouer tout le monde, cherchait à modérer cette ardeur. « Nous possédons l'un et l'autre, lui écrivait-il ; il faut que nous agissions sans précipitation, pour conserver d'abord ce que nous avons. Quant aux Français, comptons sur leur argent et sur leurs ressources; leur honneur est engagé dans l'affaire, et ils ont besoin de nous. »

Lavalle et Rivera se connaissent intimement : ils se sont souvent trouvés en contact dans les affaires publiques, à la ville et dans les camps, et ils se méprisent réciproquement. Aussi, les officiers que nous avions envoyés dans le Parana, et qui ne pensaient qu'à l'exécution franche et loyale du plan qui leur était confié, pressèrent-ils vainement Lavalle de faire au bien général le sacrifice de son amour-propre en se rangeant sous les ordres de Rivera. « Savez-vous, répondit-il, ce que c'est que le général Rivera? Comment donc osez-vous me demander de remettre entre ses mains les destinées de la République Argentine? Rappelez-vous que ce n'est qu'en échappant à ses piéges que nous avons pu sortir de Montevideo pour proclamer la liberté de notre patrie, et qu'une fois à Martin-Garcia, loin de nous soutenir, il nous a traités en ennemis; à Yerua, il nous a laissés combattre un contre quatre sans nous secourir. Malgré tous ses sermens, a-t-il envoyé un seul soldat oriental dans l'Entre-Rios? Non! il nous laissera encore livrer bataille seuls malgré l'infériorité de nos forces. Toutes ses mesures sont hostiles à nos desseins. Remettre aux mains du général Rivera cette grande révolution, ce serait la perdre : je ne puis me ranger sous les ordres de cet homme, car je ne veux point trahir mes compatriotes qui espèrent leur salut de moi, qui se sont fiés à ma foi; et d'ailleurs jamais ils ne consentiraient à le suivre. » Puis, ne voyant autour de lui que défiance et mauvaise foi, il se disposait à abandonner tout le monde, cherchant à agir seul, par lui-même, mais en enlevant toutefois à ses alliés le plus qu'il pourrait emporter. « Ah! disait-il à ses confidens, si je pouvais m'affranchir de Rivera et de Ferré, passer le Parana avec les troupes qu'on m'a confiées! Et, une fois devant Buénos-Ayres, si l'on se déclarait pour moi, si je pouvais agir en mon nom propre et me délivrer de cet appui de la France que mes ennemis me reprochent comme un opprobre,

et dont ils se servent pour rendre ma cause odieuse! » Et alors il agissait sans consulter Ferré, sans lui donner avis de ses résolutions, quelquefois même malgré les ordres qu'il en avait reçus. Il demandait à nos officiers de le transporter secrètement lui et sa troupe sur l'autre rive du Parana, au mépris des promesses les plus sacrées.

Jusqu'ici nous n'avons point parlé de la guerre de plume qui marchait de front avec la guerre d'épée. Imaginez de grossières injures dans le goût des héros d'Homère; appelez le général Rosas l'infame Rosas, le tyran sanguinaire, le monstre féroce; Échague et Lopez, des sauvages immondes; Urquiza, Lavalleja et Oribe, des vandales sur lesquels il faut prononcer anathème et guerre à mort; qualifiez Lavalle et ses adhérens du titre d'assassins; nommez-nous enfin les dégoûtans Français; puis brodez, à l'aide de ces auxiliaires du langage, un tissu de calomnies bien noires, de conceptions hideuses et fantastiques, et vous aurez une idée de la polémique des journaux et des gouvernans du pays, et même des proclamations des chefs. Nous devons dire ici cependant qu'à partir du moment où le contre-amiral Dupotet mouilla sur la rade de Montevideo, les journaux argentins, auparavant si véhémens, si pleins d'invectives et d'ignobles injures contre nous, quittèrent tout à coup à notre égard ce jargon des halles et ne laissèrent même plus échapper une parole insultante pour nous; leurs armes étaient devenues courtoises.

Échague, rentré dans sa province avec les débris de son armée, avait rallié successivement les divers corps de troupes éparpillés dans l'Entre-Rios, et s'était posté à quinze lieues environ de la Bajada, sa capitale. Nos officiers, habitués à la tactique des armées disciplinées de l'Europe, ne s'expliquèrent pas comment le général Lavalle n'avait pas couru sur son ennemi au moment où celui-ci rentrait en désordre; mais les nouvelles troupes du libérateur n'étaient que de la cavalerie mal organisée, des milices à demi sauvages qu'aucun frein de discipline n'avait encore instruites à se rallier autour du drapeau. De pareils soldats, pour qui le pain est une chose presque inconnue, et qui ne vivent que de bestiaux, traînent à leur suite des troupeaux entiers. Avec de telles bandes, le général eût compromis sa cause et celle de Corrientes, s'il se fût engagé à la légère à la poursuite d'un ennemi insaisissable et pourtant aguerri. Il ne le fit pas : il aima mieux attendre que son adversaire fût campé. Ce camp d'Échague était bien choisi. L'artillerie, de six pièces de canon, et l'infanterie, composée de sept cents hommes, occupaient à la droite un mamelon sur les bords du ruisseau de don Cristoval; la cavalerie, étendue sur une ligne à gauche, barrait le chemin à l'ennemi. Lavalle se présenta à la tête de deux mille sept cents hommes; c'était le 10 avril. Il descendait des collines après une pénible marche, et voulait gagner le ruisseau pour y abreuver ses chevaux. La cavalerie d'Echague prétendit s'y opposer et se porta en avant; mais la soif aiguillonnait les premiers escadrons de l'armée libératrice : ils n'attendirent aucun signal et chargèrent la lance au poing, entraînant presque toute l'armée du même mouvement contre la gauche de l'ennemi, qui plia. Ils voulurent enlever de même l'artillerie et l'in-

fanterie; mais la mitraille et les feux de file des bataillons firent cabrer les chevaux et reculer les escadrons : la victoire s'arrêta là.

On publia ce succès comme un grand triomphe; notre flottille du Parana tira des coups de canon d'allégresse. Néanmoins la question restait toujours indécise. Échague conservait toutes ses forces. Il compléta son armée, et vint s'établir à douze lieues de la Bajada, au lieu que nous avons nommé le Grand Saule (*el Sauce Grande*). Lavalle escarmouchait autour de lui. Pendant des mois entiers, les deux armées restèrent ainsi en présence sans se faire aucun mal. L'ennemi était fort surtout en artillerie et en infanterie; l'instinct et la nécessité lui avaient révélé que c'étaient là ses vrais élémens de résistance; le souvenir sanglant de Cagancha lui restait en mémoire; toute sa cavalerie s'y était brisée contre les lignes de Rivera. D'ailleurs, comment nourrir de nombreux chevaux dans un camp nécessairemant fort limité?

Cependant le général Lavalle se consumait en efforts superflus. Il désespérait de voir arriver aucun secours de Rivera, et il avait, au mois de juillet, la plus belle armée qu'il pût réunir : c'étaient toutes les forces de Corrientes, troupes mobiles et réserve; il comptait près de trois mille cavaliers, et en tout trois mille cinq cents hommes environ sous ses ordres. Déjà les pâturages étaient sur le point de lui manquer; il se trouvait dans la nécessité de brusquer le dénouement et de tenter la fortune d'un combat. A quelques lieues de lui, près de Punta-Gorda, toute la flottille française réunie lui offrait une retraite sûre : pouvait-il espérer des chances plus favorables? Le 15 juillet, il résolut d'attaquer.

Deux ravins profonds et bourbeux, comme deux grandes lignes parallèles, protégeaient le front et les derrières d'Échague; ses flancs étaient abrités par des fossés et des trous formés naturellement par les eaux dans un sol marécageux et couvert d'herbes épaisses. Lavalle ignorait l'existence du second ravin : tandis qu'il attaquait de front avec son infanterie, il lança sur les derrières de l'ennemi un corps de cavalerie qui se débanda bientôt au milieu des obstacles imprévus qu'il rencontra; un second corps de cavalerie, jeté sur la droite, s'embourba dans les fosses couvertes qui protégeaient le flanc droit d'Échague; un seul corps de cavalerie, qui pénétra par la gauche du camp, enfonça la cavalerie ennemie, mais il fut obligé de rebrousser chemin devant l'infanterie, qu'il ne put entamer, et sous le feu d'une artillerie assez bien servie, qu'un simple changement de front démasqua. Toute l'armée libératrice, en désordre, s'enfuit vers nos navires, sans qu'Échague la poursuivît dans sa retraite. Ce ne fut que cinq jours après que l'ennemi se présenta au rivage de Punta-Gorda pour inquiéter l'embarquement des soldats de Lavalle : nous les transportâmes d'abord avec tous leurs bagages, cinq cents bœufs et douze cents chevaux, sur une île du fleuve qui fait face au point d'embarquement. Le feu d'une batterie que l'ennemi réussit à établir, gêna un peu nos marins.

Lavalle tombait à bord de nos navires tout étourdi de sa défaite. Les troupeaux qui suivaient son armée furent bientôt consommés. Que résoudre? Remonter le fleuve jusqu'à Corrientes était une chose impraticable; la flottille

manquait de vivres pour tant de monde. Se jeter dans la province de Santa-Fé, et tenter le grand acte de la guerre, le soulèvement de toutes les provinces? Hélas! cette proposition lui donnait le vertige : une expédition de quelques centaines d'hommes qu'il avait envoyés en avant (le 26 mars) pour éprouver les dispositions des habitans, avait reçu un accueil qui le faisait frémir. On avait soulevé contre lui jusqu'aux Indiens sauvages, et le dernier représentant d'une malheureuse famille dont nous retracerons plus tard la fin lamentable, le colonel don Francisco Reyna-Fé, ses compagnons et leur chef, don Mariano Vera, avaient payé leur tentative du dernier supplice. Il désespéra un instant de sa cause. Il ne vit plus d'autre ressource que de s'abandonner au courant du fleuve et de se laisser dériver jusqu'à l'île de Martin-Garcia, où il trouverait du moins un asile pour lui et les siens sous la protection du drapeau de la France. Une ombre d'espérance, mais bien vague, flottait dans son esprit : si, pendant le trajet, il pouvait s'emparer, sur les rives du Parana, d'un nombre de chevaux assez considérable pour monter toute son armée, peut-être se relèverait-il encore! Nos navires appareillèrent suivis d'un convoi, et emportèrent avec Lavalle et ses mille Argentins deux mille Correntinos, l'espoir de Ferré, qui poussa un long cri de désespoir quand il vit sa patrie dégarnie de défenseurs et exposée aux vengeances d'un ennemi dont les coups avaient porté le deuil un an auparavant dans toutes les familles de Corrientes. Il maudit Lavalle et l'accusa de perfidie.

Les soldats de Rosas attendaient nos navires du haut des batteries du Rosario; toutes les pièces étaient chargées; les mèches fumaient aux mains des canonniers. De ce côté du Parana, la berge acore et taillée à pic, quelquefois même surplombant les eaux, s'élève à quatre-vingts pieds de hauteur perpendiculaire au-dessus du niveau du fleuve. Les habitans appellent ces bords abruptes des *barrancas*. La barranca du Rosario est célèbre dans le pays, comme l'était, dans la Grèce antique, le fameux rocher de Leucate; on fait des récits de sauts merveilleux exécutés à cette barranca par des gens désespérés. Les canons qu'on a placés sur la crête du Rosario dominent la passe de leurs feux plongeans : bien dirigés, ils eussent fait de terribles ravages dans l'armée qui défilait, si l'on n'eût découvert pour le convoi un passage abrité par une île. Nos navires de guerre seuls affrontèrent les boulets de l'ennemi; ils passèrent en s'enveloppant de feu et de fumée et renvoyant à l'ennemi dix coups pour un. Notre perte fut insignifiante. Cependant, à bord du brick *le Sylphe*, on pleura la mort d'un jeune officier sorti de l'école polytechnique, l'enseigne de vaisseau Fabre, qui eut la colonne vertébrale et les reins brisés par un boulet : frappé à mort, et tombant en secouant son bras coupé du même coup, il criait pour dernier adieu à sa patrie : *Vive la France!*

La flottille arriva devant San-Pedro, où elle s'arrêta. Les vivres commençaient à manquer; il était à craindre qu'on n'en eût pas assez pour aller jusqu'à Martin-Garcia. Nos officiers pressaient le général Lavalle de débarquer et de tenter la fortune dans la province même de Buénos-Ayres. Un parti d'une centaine

d'hommes envoyés en éclaireurs un peu plus bas, au Barandero, avait ramené des chevaux. Cependant Lavalle demeurait dans une désolante perplexité, lorsqu'un détachement jeté à terre au hasard, mais soutenu par nos canons, surprit si bien un petit corps d'observation de l'armée de Rosas, qu'il s'enfuit abandonnant un parc de deux mille chevaux. Ce fut comme un éclair de fortune pour l'armée libératrice, qui prit possession de San-Pedro, où elle se trouva tout à coup montée en chevaux et prête à entrer en campagne, et qui de fugitive qu'elle était auparavant, exposée à mourir de faim, et ne sachant si elle pourrait atteindre une terre hospitalière pour recueillir ses débris, devenait en quelques heures envahissante, et arrivait à l'improviste aux portes de la capitale de l'ennemi, le menaçant au cœur, comme si elle fût tombée du ciel. L'effectif de cette armée était d'environ trois mille deux cents hommes; mais sa véritable force consistait dans les deux mille soldats de Corrientes.

Le général Lavalle mit une petite garnison dans San-Pedro, où nos navires appuyèrent ses opérations; puis il s'aventura dans les vastes plaines de la province de Buénos-Ayres, appelant les habitans à la liberté.

§ VII. — SCISSION ENTRE M. BUCHET-MARTIGNY ET LE CONTRE-AMIRAL DUPOTET. — LE VICE-AMIRAL BAUDIN. — LE VICE-AMIRAL DE MACKAU.

Sous le nouvel amiral, le blocus avait cessé d'être une mesure presque dérisoire; c'était bien véritablement l'acte capital de la guerre; le nombre de nos navires s'était accru; une multitude de baleinières et de bateaux furent capturés sur les contrebandiers; on les arma, et l'on s'en servit comme d'auxiliaires fort utiles. Nos jeunes officiers firent alors un rude apprentissage de leur métier; on les expédiait sur tous les points de la rivière pour fouiller les ruisseaux et les criques, et dans cette guerre d'extermination, qu'on semblait avoir jurée à la contrebande, ils ne laissèrent à celle-ci aucun réduit où elle pût encore se réfugier. Ils partaient pour ces expéditions hasardeuses dans des barques découvertes, dans de simples canots, où rien ne les abritait de la pluie ni de l'écume des vagues, et restaient des semaines, des mois entiers, n'ayant pour se guider qu'une boussole, pour provisions que quelques galettes de biscuit et un baril de vin, pour munitions qu'un peu de poudre et leurs armes. Ils s'aventuraient audacieusement au milieu des roseaux et des joncs qui couvrent les terrains d'alluvion, pénétraient dans les mille replis du fleuve, aux lieux les plus cachés, au risque d'y être égorgés. Ils vivaient avec leurs matelots de leur chasse et de leur pêche, toujours en garde contre les surprises des tigres tapis en embuscade dans les branches des arbres penchés sur les eaux, et qui, dans les canaux étroits surtout, guettaient l'embarcation au passage pour happer et déchirer dans leurs griffes quelqu'un des rameurs. Et pourtant cette vie toute de privations les charmait. Le spectacle de cet immense fleuve, cette nature solitaire, mais imposante, ce sol vierge où l'on ne découvrait que des bêtes féroces dans les hautes herbes, de loin en loin une autruche fuyant

comme un cavalier gaucho, et des centaines d'oiseaux rares, des myriades d'insectes curieux, les remplissaient de vives émotions; ils se laissaient éprendre aux séductions de la vie sauvage. Alors vraiment notre blocus ferma presque hermétiquement la côte argentine; il fut effectif.

Malheureusement il survint dans nos affaires même une nouvelle complication : la discorde éclata entre notre agent diplomatique et le chef de la division navale. A l'arrivée de l'amiral Dupotet, le bruit s'était répandu que la France envoyait un nouvel agent muni de pleins pouvoirs pour arranger le différend. Sur cette simple nouvelle, le général Rosas et son gouvernement s'empressèrent de donner l'assurance que désormais on pouvait compter sur la paix, puisque M. Buchet-Martigny, l'auteur ou du moins le fauteur de la querelle, l'ennemi irréconciliable de la république, était enfin rappelé. Mais toutes ces espérances furent vaines; l'amiral Dupotet n'avait aucune mission pour traiter. Cependant le ministre de sa majesté britannique à Buénos-Ayres, M. Mandeville, lui fit secrètement des ouvertures d'accommodement; il les écouta, et se rendit devant la ville, sous le prétexte de visiter les divers navires du blocus. On arrangea une entrevue entre l'amiral et le ministre des relations extérieures, don Felipe Arana; cette entrevue eut lieu comme par hasard à bord de la corvette anglaise *l'Actéon*. Un dîner donné par le capitaine devait couvrir le mystère. Le ministre argentin remit au contre-amiral français des propositions que celui-ci se chargea seulement de transmettre au chargé d'affaires. Tout à coup, à Montevideo, parmi les proscrits argentins et les ennemis les plus acharnés du général Rosas, on publia que le contre-amiral Dupotet, au mépris des pouvoirs conférés à notre chargé d'affaires, avait engagé la France dans l'acceptation de conditions humiliantes. L'affaire n'eut que trop de retentissement en France, où les journaux s'en saisirent. Les reproches qu'on adressait à l'amiral avaient un singulier caractère d'acharnement. — Il souillait, disait-on, l'honneur national; il livrait traîtreusement au poignard de leur féroce ennemi les hommes que nous avions nous-mêmes soulevés et armés; il justifiait la conduite de Rivera, qui ne faisait que nous rendre mauvaise foi pour mauvaise foi; enfin, par une malencontreuse occurrence, il détruisait (au moins s'efforçait-on de le faire croire) l'effet de deux années de blocus, car cette fatale conférence de *l'Actéon* avait lieu à l'époque où allait expirer la présidence du général Rosas, et ce chef odieux se prévalait de l'espoir d'une paix prochaine pour rallier à lui les esprits et concentrer encore sur sa personne tous les vœux du peuple.

L'aigreur et la violence de ces accusations en font assez ressortir l'injustice. Il faut toujours se tenir en garde contre ces renseignemens lointains apportés par de prétendues correspondances de commerce. Restons dans le vrai. Qu'avait donc fait le contre-amiral Dupotet? D'abord il avait pleinement adopté le système tracé par le chargé d'affaires, et n'avait rien négligé pour le faire réussir; mais quand il eut reconnu sur quels élémens on s'appuyait, qu'il trouva la défiance partout, qu'il vit nos associés dans cette entreprise se renvoyer publiquement la haine et le mépris, il douta de l'excellence du plan

suivi jusqu'alors. Or, pour toute opinion passionnée, le doute seul est un crime. Bientôt la surprise du contre-amiral fut grande à la vue de l'agent français, qui, résistant aux instructions précises de son gouvernement, loin de tenter de nouvelles négociations, comme il lui était impérieusement prescrit de le faire, déclarait hautement que tout arrangement avec le général Rosas était impossible, et n'hésitait pas à précipiter aveuglément son pays dans une voie de guerres civiles dont l'issue était plus que douteuse. Le contre-amiral voulut examiner par lui-même ce qu'il y avait de positif ou d'erroné dans le point de vue du chargé d'affaires, dont il avait quelques raisons de suspecter la vérité. Il se mit en rapport direct avec les hommes, et constata ce fait, que le général Rosas était disposé à traiter à des conditions raisonnables, pourvu qu'on lui envoyât un homme qui n'insultât point à la dignité de la nation argentine. Malheureusement, le contre-amiral Dupotet oublia trop peut-être le respect des formes; l'opinion publique l'en punit cruellement. On lui fit un sanglant reproche d'avoir accepté une conférence avec un ennemi sous le pavillon de l'Angleterre, et la presse, s'emparant du texte des propositions dont il ne se portait pas garant, et qu'il n'avait même pas discutées, trouva le moyen de formuler contre lui une accusation de déloyauté.

Il y eut dès-lors rupture presque flagrante et incompatibilité complète entre nos deux agens. La cause fut renvoyée à Paris pour que le gouvernement prononçât sur l'un et sur l'autre; il le fallait, car la marche des affaires était devenue complètement impossible. Qu'on nous permette d'exprimer ici le regret que l'union ait été ainsi rompue entre deux hommes si recommandables et si dévoués à leur pays, alors que la bonne harmonie de leurs mesures importait tant à la dignité et aux intérêts de la France. Ainsi la solution définitive de la question de la Plata allait dépendre du jugement que le gouvernement français prononcerait sur la conduite de ses agens. On le sentit si bien, que quand M. Buchet-Martigny, cédant enfin à ses instructions, voulut faire un appel aux agens étrangers pour qu'ils intervinssent officieusement, ni le général Rosas ne crut à la sincérité de cette démarche, et sa réponse le témoigna bien, ni M. Buchet-Martigny lui-même ne s'y décida avec l'espérance ou l'intention qu'elle réussît.

Le gouvernement français n'approuva publiquement ni l'un ni l'autre de ses agens; il les remplaça par un chef supérieur à tous les deux : il appela dans ses conseils le vice-amiral Baudin, et lui confia la suite de cette affaire avec de pleins pouvoirs, soit pour la paix, soit pour la guerre. La prise du château de Saint-Jean-d'Ulua, le plus éclatant fait d'armes de ces derniers temps, a placé l'amiral Baudin au premier rang parmi les chefs de la marine française. Homme de tête et de réflexion, d'un coup d'œil sûr, instruit d'ailleurs à l'école du malheur et ne prenant un parti qu'après s'être entouré de toutes les lumières, l'amiral Baudin joint à une grande audace dans ses résolutions un ardent amour de la gloire de son pays. Nul autre choix ne pouvait plaire davantage aux marins; tous eussent voulu le suivre, bien

convaincus que, quelle que fût l'issue de l'entreprise, il saurait la marquer d'un cachet de glorieuse énergie. Quant aux instructions qu'il reçut de son gouvernement, il n'est pas nécessaire d'être dans les secrets de l'état pour les connaître. La politique de la France à l'égard de la République Argentine n'a point de mystères sans doute; les discussions de la chambre des députés n'ont rien laissé ignorer à cet égard. Nous n'avons dans ce pays d'autres prétentions, d'autres intérêts que ceux de notre commerce. Toute idée de conquête ou d'envahissement doit être repoussée comme une folie. Nous ne pouvions vouloir, nous ne voulions que les bases fondamentales de l'ultimatum, c'est-à-dire la consécration du principe des indemnités pour nos nationaux lésés par les administrations antérieures, et des garanties pour leurs personnes et leurs propriétés égales aux priviléges concédés aux autres nations; enfin, bien qu'on ne pût invoquer aucun engagement public de notre part, afin de ne pas laisser même suspecter la loyauté de la France, nous voulions encore obtenir quelque stipulation favorable aux Argentins qui s'étaient attachés accidentellement à notre cause.

De deux choses l'une : ou le général Lavalle était réellement populaire dans la république et réunissait en sa faveur les vœux de la nation, ainsi que le prétendait notre chargé d'affaires, et alors les millions déjà avancés par nous, les armes, les munitions que nous lui avions fournies, le puissant soutien qu'il avait trouvé dans notre division navale, devaient avoir assuré le triomphe prochain de sa cause; et si déjà il n'avait renversé son rival, s'il n'était déjà établi à Buénos-Ayres maître des destinées du pays, au moins les choses devaient être si avancées, que nul doute ne pouvait plus rester sur une solution imminente de la lutte en sa faveur. Ou bien l'on s'était trompé sur l'influence de ce parti révolutionnaire, et on avait fomenté étourdiment la guerre civile dans le pays; alors Lavalle n'était qu'un chef sans consistance, lancé presque en enfant perdu dans les provinces argentines et tirant sa principale force de l'étranger. Dans le premier cas, s'il était vrai que Rosas eût soulevé contre lui l'indignation générale de la république, qu'il se fût fait exécrer comme un effroyable tyran, il ne fallait pas hésiter à jeter dans la balance l'épée de la France, et, sous sa noble intervention, faciliter aux provinces argentines, affranchies soudain d'un joug odieux, les moyens de se constituer selon le vœu populaire : notre intérêt, celui de l'humanité, nous en faisaient une loi. Dans le second cas, cette même humanité nous imposait le devoir de nous retirer d'une voie fausse, d'une voie de sang et de carnage, car les atroces vengeances qu'allume la guerre civile, nous les éternisions par notre appui, et nous couvrions d'un long deuil ce pays, déjà si malheureux.

L'amiral Baudin arrêta d'abord son esprit sur l'emploi de la force. Il connaît bien ces pays de descendance espagnole, et sa première pensée fut qu'une expédition lancée de France à travers deux mille quatre cents lieues de mers, pour se hasarder au milieu des pampas, à la poursuite de bandes insaisissables de gauchos, ces Scythes des déserts de l'Amérique, n'avait en perspective que des chances de désastre. Il fallait donc se borner à un brillant coup de

main, frapper l'imagination des habitans du pays par un exploit éclatant et rapide, s'emparer de la ville de Buénos-Ayres, et de là, mais sans insulter à l'orgueil national, car on ne cherche jamais impunément à avilir une nation, dicter ses conditions et se retirer sans laisser d'autre trace de l'occupation des troupes françaises qu'un glorieux souvenir. C'est dans cette pensée qu'il accepta la mission qu'on lui offrait et se contenta des forces que le ministère mettait à sa disposition. Ces forces consistaient en trente-six navires de guerre de toutes dimensions, frégates, corvettes, bricks, gabares, goëlettes, bateaux à vapeur et canonnières; il y avait cinq cents hommes d'infanterie de marine, une batterie d'artillerie et cent hommes de cette arme, cinquante mineurs; enfin, tous ces corps réunis aux marins de la division constituaient un effectif de près de six mille hommes.

Ce fut une grave question pour la France que celle de décider si cette force était réellement suffisante. Outre l'appréciation des circonstances nouvelles du pays et des hommes, on eut encore pour se guider l'étude des expéditions anglaises faites contre Buénos-Ayres au commencement du siècle. Ces faits historiques jettent trop de lumières sur l'ensemble même de l'affaire qui nous occupe pour que nous n'en présentions pas ici un résumé très succinct.

Dans les années 1805 et 1807, les Anglais firent deux tentatives pour s'emparer de Buénos-Ayres. Le pays était alors occupé par les Espagnols. La première expédition ne fut réellement qu'une surprise. Quinze cents hommes, sous les ordres du général Beresford, furent jetés à terre par le commodore sir Home Popham, à quelques lieues dans le sud de la ville, à la pointe de Quilmes; ils débarquèrent sans opposition, pénétrèrent dans la ville, s'emparèrent du fort qui domine la plage et restèrent là. L'étonnement avait paralysé toute résistance. Pendant quelques jours, ils demeurèrent maîtres de cette capitale et de richesses vraiment colossales. Les premiers rapports qui arrivèrent en Angleterre sur ce succès inoui allumèrent des espérances délirantes et provoquèrent les plus folles spéculations. C'était alors l'époque du blocus continental. La Grande-Bretagne regorgeait de marchandises, l'industrie et le commerce étaient dans un état de pléthore; le gouvernement crut leur offrir un soulagement dans la conquête de la province de Buénos-Ayres. Par là on ouvrait tout à coup un nouveau marché aux produits manufacturés du royaume-uni, l'esprit d'entreprise de ses marchands se livrait à son essor naturel; ses marins, ses navires trouvaient de l'emploi, car sans doute ces vastes contrées, arrachées au despotisme et à la barbarie, et appelées à jouir tout à coup de la civilisation de l'Europe, allaient s'empresser de demander des objets de luxe. Le désir d'obtenir ce résultat était si vif, qu'on se fit volontiers illusion sur la possibilité du succès; on n'écouta que ce qui flattait les espérances. « Toutes les sympathies populaires nous appellent, disait-on : depuis long-temps l'Angleterre fait un grand commerce illicite avec l'Amérique du Sud; ses marchandises y sont recherchées avec avidité. Le pays est mûr pour une révolution, car les entraves de l'Espagne lui sont odieuses; pour déterminer le peuple à se soulever, il suffit de lui offrir un point d'appui. Que les Anglais se présentent, qu'ils se

décident à l'occuper militairement, qu'ils y fondent des lois libérales, et bientôt tous les habitans se prononceront en leur faveur, et l'on verra les populations les saluer comme leurs libérateurs! » Malheur à quiconque eût osé alors révoquer en doute ces dispositions favorables, moins encore laisser percer le soupçon de la haine qu'inspirait le nom anglais!

On se trompe toujours quand on base de grandes entreprises sur les affections populaires d'une nation pour l'étranger; l'Angleterre en fit là une sanglante expérience. Après le premier moment de stupeur qu'avait causé l'audace du général Beresford, les habitans de Buénos-Ayres comptèrent leurs ennemis. Il était honteux vraiment qu'une ville de soixante mille ames se fût laissée surprendre par quinze cents hommes. Un Français, le colonel Liniers, rallia autour de lui quelques milices du pays et une poignée de soldats. La forteresse est dominée par les maisons voisines; il mit à profit cette circonstance, il embusqua ses hommes sur les terrasses, et Beresford et sa troupe furent contraints de se rendre, car Liniers les tenait acculés dans le fort même, où toute défense était impossible, et d'où ils ne pouvaient s'échapper.

Une seconde expédition arriva en 1807; elle était considérable; on y comptait près de douze mille hommes des meilleures troupes de la Grande-Bretagne; un nombreux convoi de marchands, d'artisans, enfin une colonie entière la suivait; le général Whitelocke la commandait. Rien n'y manquait pour fonder d'une manière stable la domination anglaise. Il y avait beaucoup de sagesse dans les principes politiques dont l'application était surtout recommandée au général en chef. Il devait 1° se concilier le bon vouloir des habitans en ne choquant ni leurs opinions religieuses ni leurs préjugés relativement aux personnes et aux propriétés, et en s'abstenant de leur imposer aucune gêne nouvelle; 2° en ce qui regardait le commerce, respecter autant que possible les droits, les priviléges et les usages établis, et ne changer que ce qui serait absolument nécessaire pour que l'autorité de sa majesté britannique fût substituée pleinement à celle du roi d'Espagne; 3° donner des emplois aux habitans du pays de préférence.

Tout d'abord Whitelocke éprouva un vif désappointement : au lieu de l'appui qu'il espérait trouver dans les habitans, il ne vit que défiance et hostilité. Il ne put se procurer un corps de cavalerie auxiliaire, et même pour ses transports les chevaux lui manquèrent. L'occupation de Buénos-Ayres lui paraissait forcément le premier acte de la conquête. Il prépara son débarquement, mais il ne voulut l'opérer que sous la protection des canons de ses navires. Les renseignemens qu'il avait sur la navigation de la rivière étaient mauvais; au lieu de prendre terre au nord, il se crut obligé de le faire à trente milles environ dans le sud-est de la ville, au fond de la Ensenada de Barragan : il réunit sur ce point près de huit mille hommes et dix-huit pièces d'artillerie de campagne. C'était au mois de juin, pendant la saison des pluies. De là jusqu'à Buénos-Ayres le terrain est marécageux et entrecoupé de ruisseaux. Il franchit tous les obstacles. Son premier plan d'attaque était bon : il voulait s'emparer du couvent de la Recoleta, situé sur une élévation immé-

diatement au bord de la rivière, d'où il aurait pu communiquer facilement avec sa flotte, et se procurer ainsi sa grosse artillerie. On trouva des inconvéniens à ce projet; c'étaient d'abord une grande perte de temps, puis le danger de laisser les soldats anglais exposés aux intempéries de l'air, enfin les conséquences d'un bombardement sur l'esprit de la population, qu'on s'aliénerait ainsi, car les bombes frapperaient à la fois et les soldats en armes et les citoyens paisibles. Au moment d'agir, on consulte, on change d'avis et l'on décide « qu'on délogera l'ennemi pour l'acculer dans un coin de la ville; là on lui fera beaucoup de prisonniers, ce seront autant d'otages et de rançons pour les soldats de Whitelocke, tandis que le bourgeois, tranquillement tapi au fond de sa maison, pourra échapper au danger de l'attaque. » Les assaillans durent traverser la ville dans toute sa longueur pour aller s'établir sur les terrasses les plus élevées du bord de l'eau, et prendre position sur les points culminans d'où l'on dominerait la place. On croyait que les habitans ne feraient aucune résistance; les soldats anglais marchèrent en avant l'arme au bras, le fusil déchargé. Mais voici qu'au lieu de l'indifférence sur laquelle on comptait, on trouve tout le monde en armes, les rues barricadées, coupées de fossés et défendues par des canons, l'ennemi du haut des terrasses et sur tous les édifices fusillant impitoyablement les Anglais à coups de mousquet, les femmes même lançant dans la rue des grenades et des pierres, tous les propriétaires à la tête de leurs noirs défendant leurs maisons; en un mot, chaque citoyen était devenu soldat, chaque maison était une forteresse. Whitelocke perdit deux mille cinq cents hommes. Il n'y eut bientôt plus que deux moyens de se tirer de là, ou en traitant, ou en se rembarquant sous le feu de l'ennemi. Les Anglais préférèrent le premier moyen; ils consentirent à abandonner toute la Plata. On voit encore leurs drapeaux appendus aux murailles de la cathédrale; la religion prête ses solennités à ce grand souvenir de la patrie.

Entre ces expéditions et celle que nous méditions, les différences sont trop saillantes sans doute pour qu'il soit nécessaire de les faire ressortir davantage. L'amiral Baudin pesa les chances diverses de succès, puis il répondit à son gouvernement que, si le général Rosas le forçait à la guerre, il saurait bien planter son drapeau sur les murs de Buénos-Ayres et l'y maintenir, et que ce serait sur le sol argentin, mais sous les trois couleurs de la France, qu'il signerait alors le traité pour lequel il allait combattre. Et personne ne douta qu'il ne tînt parole. Les navires destinés à son expédition partirent successivement des divers ports de France pour se réunir sous ses ordres dans la Plata; lui-même se rendit à Cherbourg, où il arbora son pavillon sur la frégate *la Gloire*. Un ardent enthousiasme animait tous nos marins; on n'attendait plus que les vents favorables pour appareiller, quand tout à coup on annonça que l'amiral Baudin ne commandait plus l'expédition. Six heures encore, et la fatale dépêche télégraphique fût arrivée trop tard, la brise qui se leva eût emporté l'amiral Baudin avec notre flotte vers l'Amérique. L'amiral a cru devoir garder le silence sur les motifs secrets de sa disgrace, ce n'est pas à nous de les révéler; disons seulement qu'ils commirent une étrange mal-

adresse, les journaux qui tentèrent de faire planer sur lui un soupçon d'indiscipline. L'expédition qu'il commandait prit soin de le laver de cet injuste reproche par la tristesse morne avec laquelle elle accueillit ses adieux.

Pour remplacer l'amiral Baudin, le ministère ne sortit point des illustrations de la marine; son choix se porta sur le vice-amiral baron de Mackau. Du reste, il n'y avait de changé dans l'expédition que le commandant. Nul autre chef n'était plus digne que l'amiral de Mackau de remplir la place que l'amiral Baudin laissait vacante. On sait par quelle vaillante action l'amiral de Mackau a marqué ses débuts dans la carrière des armes: jeune aspirant, commandant accidentellement un brick de guerre, il prit un brick anglais plus fort que le sien. L'habileté qu'il a toujours déployée dans les hautes missions qui lui furent confiées, l'a placé dans une sphère à part. Pacificateur à Haïti, commandant en chef des Antilles françaises quand la guerre menaça d'éclater entre la France et les États-Unis, négociateur et général tout ensemble à Carthagène des Indes, il répondit toujours par le plus entier succès à la confiance de son gouvernement. Cette fois, on le substituait à un plénipotentiaire habile, à un général de haut renom, la tâche était difficile; les faits diront s'il a démenti les espérances qu'on fondait sur lui.

Reportons notre attention sur les bords de la Plata.

Le général Lavalle courait la campagne de Buénos-Ayres. D'abord il battit ou dispersa quelques petits détachemens des troupes de Rosas; mais où donc étaient les sympathies populaires qui devaient naître sous ses pas? A son approche, tout le monde fuyait; ses caresses même épouvantaient. Est-ce donc là l'accueil que le peuple fait à ses élus? Si même San-Pedro lui restait comme point de refuge, c'est que notre flottille le lui gardait.

La double nouvelle du débarquement inopiné du général Lavalle et d'une prochaine expédition des Français arriva à Buénos-Ayres. La résolution de Rosas fut aussitôt prise; on vit bien qu'il mûrissait son plan depuis long-temps. Les Français n'en voulaient qu'à sa ville, il le savait : la défendre contre nous, c'était s'exposer à y être pris lui-même; il n'y songea pas un instant : il l'abandonna, et porta son armée à cinq lieues dans la campagne, où il se retrancha. Il regarda comme une folie l'idée que nos troupes pussent s'aventurer dans la plaine de Buénos-Ayres. Il ne craignait point, quant à Lavalle, qu'il essayât de forcer ses retranchemens; quelques centaines d'hommes qu'il laissa dans la ville lui parurent une force suffisante pour la mettre à couvert d'un coup de main de ce côté, bien persuadé que, si ces unitaires réprouvés osaient seulement se présenter, la terre semblerait enfanter une armée spontanément, vieillards et enfans s'armeraient pour les exterminer. Lavalle en effet poussa ses excursions jusqu'aux avant-postes de Rosas; il escarmoucha autour de son camp, mais là se borna son audace: il établit son quartier-général à la Guardia de Lujan, à quelques lieues du camp de son ennemi. Nous ne dirons point les transports de joie des exilés argentins à la nouvelle du débarquement de leur général dans la province de Buénos-Ayres; on les devine assez; quant à leur langage, on le connaît déjà : « Que l'amiral Dupotet,

disaient-ils, fasse seulement une démonstration hostile sur la ville, et toute la province se lève en masse, et le tyran tombe! » Si nous en disions davantage, nous ne ferions que nous répéter. Le chargé d'affaires se fit le coryphée de cette opinon, invariable refrain d'une prophétie toujours démentie : il provoqua le contre-amiral Dupotet à une démarche qui eût forcément engagé la France à poursuivre le renversement de Rosas. Le contre-amiral refusa net, et les clameurs redoublèrent contre lui.

Tâchons de nous tenir en dehors de toutes ces passions ardentes. Sans doute, elle doit toucher tous les cœurs, la cause de ces malheureux proscrits; mais, dans une circonstance où il s'agissait de nous jeter dans une lutte de partis qui faisait de la France le brandon d'interminables discordes civiles, il est permis de se demander si des désirs et des espérances chimériques n'obscurcissaient pas la raison. Écartons les déclamations vagues et furibondes. Certes, s'il était un homme intéressé à donner de sa cause et de ses ressources une haute idée, c'était le général Lavalle. Eh bien! invoquons la parole même du général Lavalle.

Il n'était plus qu'à quelques lieues de son ennemi et à la tête de toutes ses troupes réunies, quand il apprit l'arrivée prochaine de l'amiral Baudin avec deux ou trois mille hommes. Que résoudre? « Rosas a une infanterie quadruple de la mienne, écrivit-il, et le double ou le triple d'artillerie; si l'évènement ne répondait pas aux espérances de tous et aux miennes, mon nom serait maudit pour n'avoir pas attendu la jonction des troupes françaises. J'établis deux hypothèses : dans la première, l'amiral Baudin ne *peut mettre son infanterie sous mes ordres,* et voudra la faire opérer séparément. En ce cas, elle ne pourrait agir efficacement que dans la capitale même, dont elle pourrait s'emparer à *l'aide des Français qui y sont établis* et de l'armée libératrice, qui s'en rapprocherait; l'occupation même d'un quartier serait suffisante. Mais vous ne méconnaîtrez point les inconvéniens de ce plan, dont le plus grave est que, pour que les troupes françaises pussent compter sur la coopération de l'armée libératrice, il faudrait que celle-ci se fût d'abord mise à portée de l'armée de Rosas, *avec laquelle une bataille, où elle ne serait pas immédiatement secondée par les Français, serait inévitable.* L'armée libératrice et la colonne française ne se prêteraient donc un mutuel secours qu'en ce qu'elles *multiplieraient les embarras* de Rosas. Vous conviendrez donc que tout l'avantage est du côté de la seconde hypothèse, c'est-à-dire *l'incorporation des troupes françaises dans l'armée libératrice....* » Mettre nos soldats et nos marins *sous les ordres du général Lavalle!* A cette proposition, qu'eût répondu le commandant en chef de ces fiers officiers de marine, dont le moins élevé se croyait bien au-dessus du général Lavalle et de toute son armée?

Ainsi, dans l'opinion du général Lavalle, tout ce que nous avions obtenu après deux ans de blocus, avec les millions distribués pour soulever une armée révolutionnaire, tout ce que nous pouvions espérer de la grande expédition française, c'était de multiplier les embarras de Rosas! Cette lettre de Lavalle

est désolante. Non, la France ne pouvait point adopter cette cause. Disons-le sans détour, on avait marché d'erreur en erreur, il était temps de s'arrêter. Nous prions qu'on nous dispense de toute autre réflexion; nos paroles peut-être blesseraient le malheur.

Cependant le mois d'août s'écoula tout entier, puis passèrent les premiers jours de septembre; l'amiral Baudin ne vint pas, et la nouvelle de son remplacement retentit dans la Plata, où elle éveilla de douloureux échos. Le général Lavalle n'attaqua point son ennemi, et un beau jour on apprit qu'il avait disparu de la campagne de Buénos-Ayres sans qu'on sût ce qu'il était devenu. On répéta bien vaguement qu'il avait pris sa course vers le nord; mais on ne s'en occupa plus : le général Lavalle n'était plus rien pour la France.

L'inexplicable retraite de l'armée libératrice fut le signal de réactions déplorables. Jusqu'alors les biens des émigrés argentins étaient restés sous la protection de la loi; on avait bien pu déplorer quelques pillages, des exactions sur les proscrits, mais au moins les anciens maîtres demeuraient-ils toujours propriétaires en titre. Au moment où l'armée libératrice quitta la province, il y eut à Buénos-Ayres, parmi le peuple et les plus chauds partisans de Rosas, une explosion de murmures et de vociférations contre les rebelles, qui, disait-on, avaient passé sur la plaine comme une nuée de sauterelles, pillant, dévastant les terres des fidèles patriotes, et les soumettant eux-mêmes à des tortures. On demandait une expiation. Le gouvernement lança un décret par lequel il rendait les biens des exilés responsables des pertes supportées par les citoyens pendant l'invasion du général Lavalle. C'était tout simplement un décret de confiscation contre les proscrits. Là ne s'arrêtèrent pas les vengeances. Un club s'est organisé depuis quelque temps dans la ville de Buénos-Ayres, réunion d'ardens patriotes dont la devise est : *Vive Rosas! meurent les sauvages unitaires! Fédération ou la mort!* Le club des jacobins, en 1793, ne fut pas plus redoutable à l'ancienne noblesse de France. Composé d'un ramassis de gens sans aveu, la plupart souillés de crimes, de la lie du peuple enfin, il se soutient par la terreur qu'il inspire. Il prend aujourd'hui le nom de *Société populaire;* mais d'abord il s'était nommé *Société de la Mazorca*, (épi de maïs), symbole de l'union, les associés prétendant être unis entre eux comme le sont les grains de maïs sur la plante. Ce nom, par un jeu d'esprit, a été transformé par les proscrits argentins en celui de *Mas-horca* (*outre-potence*); jamais, à Montevideo, les membres de cette redoutable société ne sont désignés par une autre qualification que celle de *Mas-horqueros* (*outre-potenciers*). Les crimes nocturnes qui ont désolé Buénos-Ayres, et plongé la ville dans une sorte de stupide frayeur, émanaient de ce club. Le comité-directeur résout, une bande de bourreaux exécute. C'est contre le parti unitaire et pour son extinction que s'est formée cette monstrueuse association. Ses commencemens ont été protégés d'abord par le gouvernement de Rosas, car elle se présentait comme son défenseur le plus dévoué; aujourd'hui elle le déborde, ses sicaires lui font peur, ainsi qu'il arrive toujours quand on déchaîne les fureurs

populaires. Rosas seul, Rosas maître de l'armée, peut encore quelque chose pour modérer sa frénésie, mais il n'en suspend pas les coups à son gré. Cette horde sauvage, que l'éloignement du gouverneur et de l'armée laissait sans frein et sans répression, se livra à ses inspirations sanguinaires : elle poussa des rugissemens contre le parti unitaire et contre tous ceux qu'on soupçonnait de le favoriser; elle envoya ses séïdes fouiller les maisons, insulter les femmes et les vieillards, voler et saccager, sous prétexte de rechercher des preuves à ses accusations. Alors chaque jour se leva sur un crime nouveau : tantôt on trouvait le matin le cadavre d'un citoyen gisant dans la boue, tout défiguré ou privé de la tête, tantôt une tête de victime piquée sur le fer d'une lance ou accrochée à la corde d'un réverbère. Tous les citoyens honnêtes frémissaient d'horreur; un silence morne, une muette stupeur, régnaient sur la ville. Le poignard des assassins faisait justice la nuit d'une parole échappée le jour en faveur du parti dont la ruine était jurée. Cependant, il faut le dire, jamais le bras de ces scélérats ne s'égara jusqu'à frapper un Français. Pendant tous ces jours de deuil et d'effroi, bien que nos compatriotes ne se contraignissent guère dans l'expression de leur indignation, jamais aucun d'eux ne fut même insulté.

Mais que de longs et douloureux retentissemens n'aura pas dans le pays l'expédition infructueuse du général Lavalle! Les vengeances ont commencé; le sang versé veut du sang; les haines deviennent féroces; écloses dans la ville, elles se répandent de proche en proche dans la campagne. Quand s'arrêtera le contre-coup? En poussant Lavalle à envahir son pays à main armée, sans avoir la certitude d'un prompt succès, on a allumé et secoué sur ces malheureuses provinces les torches des furies. L'assassinat même semble trouver sa justification. Ne sommes-nous pas las de ne voir les choses qu'à travers des passions aveugles? Laissons là pour un instant tous ces mots de héros libérateur, d'exécrable tyran, qui ne sont que l'expression de haines et d'intérêts particuliers; dépouillons-nous de toute prévention de parti, plaçons-nous au point de vue de la raison, de la France enfin, interrogeons les évènemens, et l'existence actuelle de la République Argentine perdra son caractère énigmatique, nous nous trouverons en face d'un fait fort simple.

§ VIII. — ÉTAT ACTUEL DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — LE GÉNÉRAL ROSAS.

Ici nous sommes forcément entraîné à une courte revue rétrospective : l'histoire du passé nous paraît la meilleure introduction aux évènemens du présent.

Treize états libres et indépendans constituent la confédération des provinces de la Plata. Fixons d'abord leurs positions respectives; c'est un point important. Buénos-Ayres est le premier de ces treize états, et le seul dont la mer baigne les rivages : sa limite au sud se perd dans les déserts de la Patagonie. Viennent ensuite Santa-Fé au nord, à l'ouest Cordova et Mendoza. Ces quatre

provinces embrassent les plaines si connues sous le nom de *Pampas*. Entre le Parana et l'Uruguay sont situés, comme une nouvelle Mésopotamie, l'Entre-Rios et Corrientes; leur sol, fécondé par ces deux fleuves et leurs nombreux affluens, est le plus riche de la république. San-Luis, San-Juan et la Rioja occupent la déclivité des Andes, ainsi que Catamarca, qui est formé par une chaîne de montagnes secondaires, une arête rocheuse dont les entrailles cachent de riches filons d'or et d'argent. Santiago del Estero et Salta, sur un sol doucement incliné, unissent par une pente insensible le bassin des Pampas aux sommets du Haut-Pérou, dont l'état de Tucuman avec ses fertiles vallées posées au milieu des montagnes comme des crèches parallèles forme la frontière naturelle.

Les Espagnols s'établirent d'abord dans le Tucuman, et l'on retrouve encore dans ses vallons l'organisation féodale des premiers conquérans, une puissante aristocratie terrienne. Ils cherchaient de l'or; on leur dit : — L'*El Dorado* est au sud avec ses merveilleux empires, ses précieux métaux, ses diamans, — et ils se répandirent dans la plaine, courant après l'inconnu. Des tribus sauvages, la plupart belliqueuses, possédaient primitivement la contrée. Ces indigènes disputèrent leur terrain pied à pied.

Chaque province se forma comme avait commencé l'ancienne Rome. Une poignée d'aventuriers audacieux poussait en avant, ils fortifiaient un camp, puis ils se considéraient comme les maîtres de la terre et se la partageaient. Chacun faisait la guerre à ses frais. Tout soldat était volontaire; le chef n'avait que l'autorité d'un courage supérieur, d'une habileté reconnue. La solde était le butin, composé des prisonniers faits dans les excursions, ramassés comme des troupeaux et enchaînés aux *estancias* ou *encomiendas* de leurs maîtres, où ils gardaient le bétail et cultivaient quelques champs. Ainsi chaque camp devenait une ville, un centre de domination autour duquel il n'y avait que des exploitations agricoles, et dont la limite s'arrêtait avec la course des *conquistadores*.

Toute cette histoire est encore empreinte sur la face même du pays. Jetez les yeux sur la carte : de quoi se compose la province de Buénos-Ayres? D'une ville, d'une seule, et d'une immense campagne partagée en *estancias*, ou domaines privés destinés à élever des bestiaux. Santa-Fé est la seule ville de sa province, comme la Bajada l'est de l'Entre-Rios. L'état de Cordova n'en a pas d'autre que sa capitale; Corrientes, Mendoza et toutes les autres provinces sont à peu près dans le même cas. Montevideo même, avant ces derniers temps, où l'émigration européenne et argentine est venue peupler les déserts de l'Uruguay, était la seule ville de l'état oriental.

On peut remarquer que l'étendue de la province diminue à mesure que le sol offre plus de difficultés, soit à exploiter, soit à posséder. Tous les états de la plaine sont très vastes; les habitans y élèvent surtout des bestiaux; ce sont, à vrai dire, des peuples pasteurs, et l'on sait ce qu'il faut d'espace pour satisfaire aux besoins de ces peuples. Mendoza, pays d'exploitations agricoles, n'a qu'une médiocre étendue : San-Juan et San-Luis, plus accidentés, sont

plus petits encore. Catamarca est resserré entre deux étroites frontières; ses intérêts principaux sont concentrés dans l'exploitation de ses mines, ses habitans ne pourraient vivre épars. On pourrait même déterminer le caractère des habitans et les tendances des divers gouvernemens d'après la physionomie de la contrée. Dans les provinces consacrées principalement à l'élève des bestiaux, comme Buénos-Ayres, Santa-Fé, Cordova, Entre-Rios, etc., l'homme des champs, toujours à cheval et en action, sent sa force; la souveraineté populaire réside dans la campagne; c'est la domination du paysan, du gaucho. Les états agricoles sont plus disposés au gouvernement tempéré. Quant au Tucuman, chaque famille conquérante a fondé son pouvoir dans son vallon et l'y maintient : là, le seigneur féodal, le baron, l'aristocrate, y est de sang espagnol, le vassal de race indienne.

Il advint de tout cela que chaque province constitua une individualité jalouse de ses droits, en rivalité constante et souvent en guerre avec ses voisins. Cependant, sous le pouvoir absolu de l'Espagne, sous son joug de fer, tout pliait; et bien qu'il y eût à peine quelques liens communs entre les provinces, toutes obéissaient à la même autorité étrangère. Au cri de l'indépendance, tous ces membres épars semblèrent un instant se rallier en faisceau; mais cette union, que cimentait seulement un intérêt éphémère, la haine de la domination espagnole, fut bientôt dissoute avec la cause passagère qui l'avait produite. Chaque état s'efforça d'isoler son existence de celle des autres états, et de former une unité indépendante. C'est un fait que jamais les treize provinces ne constituèrent un tout compact, un corps de nation bien unie et soumise à une loi générale. On les vit seulement s'associer et s'allier partiellement deux à deux, trois à trois, sous l'empire d'un danger commun, absolument comme sont associés aujourd'hui Rosas, Échague et Lopez. La collection des traités et conventions des états en fait foi.

Cependant Buénos-Ayres rêvait d'autres destinées. Nous avons dit quels avantages commerciaux lui confère sa position exceptionnelle. Elle voulait fonder une confédération générale dont elle eût été forcément la tête; et cette prérogative, elle la revendiquait encore au nom des grands services qu'elle a rendus à la liberté de l'Amérique. C'est de son sein qu'est partie la première étincelle de la révolution; c'est elle qui conduisit la guerre de l'indépendance, elle qui fournit des armes, de l'argent, des soldats, des généraux, au Chili, aux deux Pérous; elle enfin qui imposa une barrière aux envahissemens de l'empire du Brésil, et fit constituer l'état de l'Uruguay. Elle faisait valoir d'autres droits encore. Parmi ses habitans, la haute classe possédait d'immenses domaines et de grandes richesses commerciales. Les plus distingués, empreints des mœurs et de la civilisation de l'Europe, rappelaient par leur élégance et leur politesse les raffinemens du monde parisien. Ils crurent que cette civilisation exquise, dont ils étaient fiers à juste titre, devait naturellement s'établir et dominer sur leur pays, comme si les peuples, ainsi que les particuliers, n'avaient pas divers degrés d'éducation. Dans leur plan de confédération, l'élite de la société représentait tout le pays en face des autres

peuples, et résumait ainsi la nation en une sorte d'aristocratie très limitée. Ce parti prit son nom du but même qu'il se proposait : on l'appela *unitaire*. Un instant (mais alors aucun chef n'avait révélé au peuple sa force) on crut toucher à ce résultat. Le 23 janvier 1825, la loi fondamentale, que la nation n'a malheureusement pas sanctionnée, unit les treize provinces sous le même pacte de confédération; le capitaine-général de la province de Buénos-Ayres était chargé du suprême pouvoir exécutif des provinces unies du Rio de la Plata. La présidence de M. Rivadavia sembla réaliser un instant ce beau idéal. On conservera long-temps le souvenir de ce qu'était Buénos-Ayres à cette époque : elle justifiait son surnom d'Athènes de l'Amérique. Quel triomphe pour la civilisation européenne! L'intelligence donnait la loi, et la force brutale, qui s'ignorait encore, demeurait passive et obéissait. Il faut le dire, le rêve des unitaires fut beau, mais il fut court.

Au sein de la campagne de Buénos-Ayres, au milieu des gauchos dont il était le compagnon, s'élevait un homme que la fortune destinait à renverser tous ces plans, et, le dirons-nous? à faire triompher la civilisation grossière, mais énergique, du paysan sur la civilisation raffinée et un peu énervée du riche habitant de la ville. Cet homme du destin, c'est le général don Juan Manuel de Rosas. Son père était un *estancier* aisé du sud de la province. Jusqu'à l'âge de vingt-six ans, le jeune don Manuel vécut sous le toit paternel avec les paysans, les gauchos, dont il partageait les occupations et les plaisirs. Il les surpassait tous dans leurs jeux et dans leurs travaux. Dans les exercices du corps, il était le plus fort et le plus agile; nul ne l'égalait pour dompter un cheval sauvage, abattre un taureau furieux, ou rallier un troupeau fuyant devant une terreur panique; il lançait les boules et le lacet (*bolas y lasso*) avec une habileté merveilleuse. Mais ce qui frappait surtout en lui, c'était un caractère indompté et indomptable, une énergie de volonté que rien ne faisait plier. Il quitta la maison de son père plutôt que de céder à son autorité. Il ne lui fut pas difficile de trouver à employer son activité; les grands propriétaires le recherchèrent; il gagna à son tour des terres, des bestiaux; son influence s'étendit parmi les gauchos, ils le nommèrent, en 1818, capitaine des milices du district de Chascomus. Deux frères, les plus riches *estanciers* de la province, don Nicolas et don Tomas Manuel Anchorena, qui déjà méditaient d'opposer la campagne à la ville, comprirent tout ce qu'il y avait à espérer de cet ardent gaucho; ils se l'associèrent et lui confièrent l'administration de leurs vastes *estancias*. Rosas pressentit son avenir et jeta les bases de sa haute fortune : il devint chef d'escadron des milices, enchaîna à lui les gauchos en se déclarant leur protecteur, et prit dans la campagne un ascendant extraordinaire. Dans cette voie qu'il suivit avec persévérance, il eut quelques mauvaises affaires avec les autorités locales, dont il envahissait les attributions; mais il s'en tira avec l'appui des Anchorena. Tout à coup il apparut comme l'homme de l'ordre public, en prêtant au général Rodriguez, gouverneur de Buénos-Ayres, le secours de ses partisans pour étouffer un soulèvement qui éclata en octobre 1820. Les habitans de Buénos-Ayres furent d'abord effrayés

à la vue de cet homme qui accourait à toute bride à la tête de deux cents cavaliers inconnus, tous vêtus de rouge, sa couleur favorite; puis ils admirèrent l'audace avec laquelle cette troupe attaqua et défit les rebelles; ils furent émerveillés de leur discipline, car Rosas avait menacé de tuer de sa propre main quiconque, parmi ses compagnons, prendrait pour la valeur d'un réal pendant l'attaque, et il l'eût fait. Il gagna dans cette affaire le titre de colonel de milices, reçut des félicitations publiques, et fut nommé chef militaire des districts de Chascomus et de la Guardia del Monte.

Dès-lors il rêva tout. Il avait trente-un ans. Il jeta un coup d'œil sur sa patrie et la sonda jusque dans les entrailles pour reconnaître sur quels élémens son ambition pouvait fonder sa puissance. Tout d'abord il vit deux classes de citoyens bien distinctes, le riche habitant de la ville et l'habitant des campagnes; le premier éclairé, civilisé, maître de la république et faisant la loi, et cependant faible, sans énergie et peu nombreux; le second, au contraire, composant la masse de la nation, plein de force et rudement trempé aux fatigues et aux dangers, mais jusqu'ici humble, obéissant aux ordres de la ville, et s'ignorant complètement. Rosas sentit que l'avenir de la république reposait sur la campagne; pour disposer de tous ses élémens vitaux, il suffisait de donner un chef aux gauchos. Les tribus sauvages faisaient souvent des incursions jusqu'au cœur de la province. Le nouveau colonel des milices profita de cette circonstance pour habituer les paysans à recourir sans cesse à lui; il les tint en haleine. Sa maison de la Guardia del Monte devint une forteresse d'où toute la campagne reçut le mot d'ordre. Il parvint à inspirer une sorte de terreur aux barbares; il réussit même à s'attacher quelques-unes des hordes éparses qui se sont fixées dans la république, et se trouva tout à la fois et le héros du désert et le roi des gauchos.

Les unitaires préparaient l'union des provinces. Rosas crut s'apercevoir que le vœu général était pour la confédération, établie sur une base différente de celle qu'on méditait; selon lui, l'élément populaire devait dominer. Mais il ne pouvait espérer de tenir seul en échec la grande influence du congrès général réuni par ses adversaires. Il chercha des amis parmi les hommes qui, comme lui, s'étaient élevés en s'appuyant sur la campagne : tels étaient le gouverneur de Cordova, Bustos; Ibarra, commandant de Santiago del Estero; enfin Quiroga, le féroce gaucho de la Rioja. Leur but était d'empêcher l'organisation fédérative de la république sous l'influence des unitaires. Ils ne purent prévenir la formation du congrès de 1824, ni l'acte fédéral de 1825; mais quand eut adhéré à la ligue le fameux Lopez de Santa-Fé, si puissant parmi les gauchos de sa province, ils protestèrent hautement, et, soutenus de l'assentiment de plusieurs états, ils opposèrent puissance à puissance, la campagne à la ville, et le colonel don Manuel Dorrego au président unitaire de la république, M. Rivadavia. Le triumvirat de Rosas, Bustos et Quiroga menaça les armes à la main le pouvoir établi, et les chefs unitaires, plus philosophes qu'hommes d'action, effrayés de voir la guerre civile près d'embraser le pays, se retirèrent volontairement des affaires, avouant naïvement

que leur patrie n'était pas mûre encore pour les principes de haute *civilisation* dont ils se faisaient les représentans. Au mois de juillet 1827, le président de la république quitta son poste, et le congrès national fut dissous.

Dorrego fut élu gouverneur de la province de Buénos-Ayres. Alors l'armée de la république était occupée à repousser les prétentions du Brésil sur l'état oriental. Rosas profita de l'éloignement de la force militaire pour augmenter son pouvoir dans la campagne. Il ne pouvait point espérer de se concilier les sympathies des chefs de l'armée, lui qui n'était point soldat de l'indépendance, et qui ne trouvait que dédain chez les vétérans de la révolution; mais il s'attacha les principaux chefs des gauchos, et par ce moyen il gagna la confiance des soldats, pour la plupart enfans de la campagne, et qui, dans leurs bivouacs, rappelaient les prouesses du héros des gauchos. Peut-être même préparait-il sourdement le renversement de Dorrego, lorsque celui-ci signa, en octobre 1828, un traité de paix avec Rio-Janeiro, et rappela l'armée.

L'armée se montra mécontente de l'ordre de choses existant. Dans ses rangs se trouvait un officier qui s'était distingué par de nombreux exploits et dans la guerre de l'indépendance et dans la guerre contre les Brésiliens : c'était le général Lavalle. Il se mit à la tête des mécontens, chassa Dorrego, et prit sa place de gouverneur de la province (1er décembre). Rosas soutint Dorrego. Lavalle courut sus à ces deux chefs, les battit à Navarro, s'empara de la personne de Dorrego, et, sans jugement, sans autre forme de procès, le fit impitoyablement fusiller. Jusqu'alors on ne s'était pas délivré de ses ennemis politiques d'une façon si cruelle, et ce premier pas dans la voie de l'assassinat a laissé une tache de sang ineffaçable au nom de Lavalle.

Rosas, Lopez et Quiroga resserrèrent leur ligue. Lavalle s'effraya, il pactisa avec le premier et crut faire un grand acte de désintéressement en signant sa propre déchéance et résignant l'autorité suprême aux mains du général Viamont, nommé gouverneur. Mais Rosas ne se servit de Viamont que pour désarmer son ennemi : ses partisans inondèrent la ville, bientôt même Lavalle ne s'y crut plus en sûreté et se retira dans l'état oriental. Puis tout à coup l'administration de Viamont cessa de pouvoir marcher; une puissance occulte supérieure à la loi paralysait son action. Le gouverneur reconnut que Rosas ne l'avait pris que pour marche-pied : il ne voulut pas jouer plus long-temps ce rôle humiliant, et quitta volontairement le pouvoir.

L'heureux gaucho, l'homme qui, sorti des rangs des paysans, s'était élevé à ce degré de force, qu'il faisait et défaisait à son gré les gouverneurs de sa patrie, Rosas enfin fut élu pour occuper le poste suprême. Dès ce moment il s'inquiéta de consolider les bases de sa puissance. Le général Paz commandait à Cordova : homme habile, officier distingué des guerres de l'indépendance, citoyen recommandable par sa famille, par ses penchans, par ses antécédens, il se trouvait un des chefs du parti unitaire. Un pareil gouverneur de l'état limitrophe de Buénos-Ayres était incompatible avec Rosas et lui portait ombrage : celui-ci lança contre Paz les principaux chefs populaires. Au nord, Lopez de Santa-Fé

accourut sur la province de Cordova, et, combinant son armée avec une armée expéditionnaire de Rosas, son allié, il opéra un mouvement de front, pénétra dans la contrée de l'est à l'ouest et l'envahit à la tête de cinq mille hommes, tandis que Quiroga attaquait par le sud. Paz se défendit habilement, mais la fortune lui fut contraire; il tomba aux mains de Lopez, qui cependant épargna sa vie. A l'intérieur, le gouverneur Rosas étendit les ramifications de sa police de manière à embrasser tout le pays d'un réseau d'agens dévoués à sa personne. Il augmenta le nombre des juges de paix en circonscrivant l'étendue de leur juridiction, il multiplia les commissaires de police, nomma des hommes de son choix aux places d'alcades et d'adjoints, de sorte qu'on ne trouverait pas aujourd'hui une réunion de trois cabanes où il n'ait un homme à lui. La cavalerie composait cinq régimens de milice, un régiment par chaque division de la campagne. De ces cinq divisions primitives il en fit douze, et accrut de même le nombre des régimens. Or, chacun de ces corps a un état-major et un bataillon de troupes de ligne dans ses rangs caserné dans le district; par cette seule mesure, il tripla le nombre des employés et des agens dont la nomination lui est réservée. Enfin, il couvrit de sa protection les hommes les plus influens qui pendant les guerres civiles s'étaient enrichis aux dépens des unitaires par le vol des bestiaux et par d'autres dilapidations, et ces hommes qu'il maintint au-dessus de la loi lui restèrent fortement attachés par le lien de l'intérêt.

A son entrée en fonctions, il s'était fait donner des pouvoirs extraordinaires afin de parer aux circonstances difficiles où il se trouvait. Don Tomas Anchorena, son premier ministre en 1832, et qui l'a toujours soutenu dans sa carrière, l'aida puissamment en faisant voter une loi de *surveillance et d'épuration* contre les unitaires. On déclara conspirateurs contre l'ordre public et passibles de la peine capitale tous ceux dont les opinions politiques seraient contraires aux principes du gouvernement. Une rétractation publique et éclatante pouvait seule sauver du péril les partisans connus de l'opinion proscrite. Rosas ne cachait plus la haine profonde qu'il avait vouée aux unitaires; entre eux et lui désormais c'était une guerre à mort.

Suffisamment affermi, il crut pouvoir sans danger déposer les insignes de la puissance et attacher à son nom un reflet de gloire guerrière. Les Indiens insoumis du sud avaient fait depuis quelque temps des incursions qu'on n'avait pas repoussées : un grand nombre de familles avaient été enlevées et traînées en esclavage par ces barbares; c'était un acte de patriotisme que d'essayer de les leur arracher. Rosas se mit à la tête de quatre mille hommes et poussa sa course jusque dans la Patagonie. Le général don Juan Ramon Balcarce avait été nommé gouverneur. Balcarce appartenait au parti fédéral ennemi des unitaires, mais il ne partageait pas les principes exagérés de Rosas. Il était loin d'approuver l'application de la loi si foudroyante de *surveillance et d'épuration* dont Anchorena était l'auteur. Aussi à peine l'ex-gouverneur eut-il quitté la ville pour s'enfoncer dans les déserts, où pendant quelque temps il sembla perdu, que la terrible loi fut rappelée. Alors s'éleva une querelle

entre les fédéraux; d'un côté se trouvaient les *mitigés* ayant pour chef Balcarce, de l'autre les *exaltés* fidèles au souvenir de leur chef absent. Balcarce voulut employer la force; on résista à son autorité, on cria aux armes. Ce fut, dit-on, de la maison même de la femme de Rosas, doña Encarnacion Ezcurra, que le cri partit. Cette dame, dévouée à son mari, avait embrassé chaudement sa cause : elle soutenait ses partisans, les ralliait, rassurait les timides, et même s'était attaché la société de la *Mazorca*, qui venait de se former. Les dames du parti aristocratique lui reprochaient sa popularité et l'appelaient tout bas la *reine de la canaille*. A son appel, six mille gauchos envahirent la capitale. Balcarce, mis à la raison, fut obligé de déposer le pouvoir.

Rosas revint de son expédition; il ramenait une multitude de malheureux arrachés par lui à l'esclavage des Indiens. Il fut reçu comme en triomphe. A la vue de la discorde qui régnait parmi ses partisans, il éprouva un sentiment de rage : pour distinguer les diverses nuances des fédéraux, il inventa de singulières appellations; ses fidèles furent les *dos rouges*, ceux de Balcarce les *dos noirs*, et sa femme reçut le surnom de *l'héroïne*. Son secrétaire particulier, don Manuel Vicente Maza, fut nommé au commandement de Buénos-Ayres; mais évidemment ce n'était là qu'un gouverneur de parade : le vrai maître des affaires, le dépositaire réel du pouvoir, ne se donnait guère la peine de se cacher.

Les représentans du peuple procédèrent à l'élection d'un nouveau gouverneur. Le choix était forcé : Rosas fut nommé au premier tour de scrutin; l'unanimité se prononçait, il refusa. Une seconde élection eut lieu : son nom sortit encore de l'urne; nul autre choix n'était possible, et il refusa encore. Une troisième élection amena un troisième refus; la quatrième eut le même sort. Cinq fois de suite enfin il repoussa le titre de gouverneur qu'on lui conférait. Ce n'était point assez pour lui, il voulait des pouvoirs extraordinaires. Dans cet état de crise, un député, Garrigos, ouvrit l'avis qu'on lui donnât *toute la somme du pouvoir public pour une période de cinq années*. C'était la dictature; c'était opérer dans l'état une révolution fondamentale. Les représentans, acculés dans une impasse, n'osèrent s'élever contre cette proposition; elle fut votée. Rosas dédaigna de l'accepter de leur main. « Un tel vote, dit-il, annule la représentation nationale : les députés n'ont pas le droit de se détruire eux-mêmes, puisqu'ils n'existent que par le vœu du peuple; le peuple seul peut me conférer ce pouvoir suprême; qu'on le consulte! » Et tous les citoyens consultés nominativement approuvèrent la résolution de leurs représentans. Rosas fut confirmé dans son titre de dépositaire de tout le pouvoir public.

Ici commence véritablement le règne du général Rosas. Des crimes trop fameux l'ont signalé : ses ennemis l'accusent de les avoir ordonnés; au milieu des fureurs révolutionnaires, il est difficile de porter un jugement sûr. Le premier de ces crimes, celui dont le retentissement fut le plus grand, c'est l'assassinat de Quiroga, en 1835. Rosas l'avait envoyé dans les provinces du nord avec une mission de confiance : à son retour, tandis qu'il traversait l'état de Cordova, Quiroga périt assassiné. Quatre frères composaient alors la famille

des Reyna-Fé : l'un d'eux était gouverneur de la province de Cordova, un second y exerçait les fonctions de commandant militaire, les deux autres y occupaient de hauts emplois. Le dictateur Rosas ordonna qu'on les saisît, les accusant hautement de l'assassinat de Quiroga. Trois furent pris, le quatrième échappa; nous avons déjà dit comment il termina sa vie. On leur fit leur procès, mais on ne respecta point assez les formes judiciaires protectrices de l'innocence; ils furent condamnés à mort et exécutés (1).

A la mort du gouverneur de Santa-Fé, du célèbre don Estanislao Lopez, un soupçon abominable fut jeté dans le public; mais rien ne le justifie : Rosas n'avait aucun intérêt à se délivrer par le poison d'un ami si long-temps éprouvé. Don Domingo Cullen, qui lui succéda, fut fusillé au moment où il mettait le pied dans la province de Buénos-Ayres : ici la preuve du crime est dans son utilité. Cullen était l'ennemi de Rosas.

Le sang du docteur Maza fume encore. Cet infortuné vieillard présidait la chambre des représentans au moment où l'on immolait son fils, compromis dans une conspiration. La *Mazorca* fit remonter le crime du fils au père; le vieillard fut égorgé. Rosas repousse avec horreur toute idée de complicité dans le meurtre, mais les proscrits argentins en font peser sur lui toute la responsabilité.

Si le général Rosas a trempé dans toutes ces atrocités, il faut le flétrir; nulle raison d'état ne peut justifier de tels actes. Mais ces accusations que nous venons de répéter ici, il n'y a que ses mortels ennemis qui les portent contre Rosas. Ils l'accusent d'avoir organisé lui-même la *Société populaire,* d'appuyer son administration sur une horde de bandits toujours prêts à frapper du poignard les victimes qu'il désigne. Il faut l'avouer, les *Outre-potenciers,* comme les nomment les proscrits argentins, se sont signalés dans ces derniers temps par des actes affreux. Nous craignons de répéter, avec les hommes respectables du pays, que Rosas n'est pas toujours le maître d'arrêter ses féroces amis. Les passions populaires déchaînées par l'invasion du général Lavalle, par les cruautés, vraies ou imaginaires, que les fédéraux, à leur tour, reprochent à l'armée que nous avons appelée *libératrice,* ont détruit toute idée de justice et d'équité dans ce malheureux pays. Au moment de voir tous les liens sociaux se dissoudre, une anarchie épouvantable désoler les provinces argentines, les plus cruelles vengeances s'exercer en semant partout des ruines, les hommes qui aiment encore leur patrie se rallient autour du général Rosas, dont le nom est puissant parmi le peuple, dont la volonté n'est jamais méprisée en vain, qui dispose de l'armée, et qui seul peut encore sauver la république; mais ils repoussent avec indignation la responsabilité de ces horribles forfaits, dont on cherche à souiller et le chef de l'état et eux-mêmes.

Depuis plusieurs années, la France n'apprend plus rien de cet homme

(1) Ce sont les unitaires seuls qui accusent Rosas d'avoir fait égorger son ami; Rosas et tous ses partisans rejettent ce crime sur les unitaires, dont Quiroga était l'ennemi mortel; la famille de Quiroga partage l'opinion du général Rosas.

extraordinaire que par l'organe des proscrits argentins, ses ennemis forcenés. Ils ont caressé l'idée de le mettre au ban de l'humanité et d'appeler, s'il se pouvait, contre lui l'Europe entière. Ils font une peinture hideuse de ses mœurs et de ses plaisirs. Allons au fond des choses : cet homme dont la volonté mène toute la république, qui dispose de ses destinées, qui ne recule devant aucun détail d'administration, qui porte son œil scrutateur dans toutes les branches du gouvernement, après de longues journées d'un pénible travail, souvent même au milieu des nuits données aux affaires de l'état, n'oublie pas assez, dans ses délassemens, son origine un peu sauvage. Il aime encore les jeux dont il s'amusait lorsqu'il était au milieu des gauchos, les faisant monter à cheval sur le dos les uns des autres, jouant avec eux au *cheval fondu*, et se plaisant à cent autres folies d'écolier. Ces plaisirs, ces grossières bouffonneries, on s'applique à les représenter comme des actes barbares ou féroces; on lui fait un crime de permettre à sa fille, doña Manuelita, sur laquelle semblent se concentrer toutes ses affections, de venir quelquefois à cheval sur le dos d'un domestique solliciter en se jouant la grace d'un malheureux. Dans le secret de sa maison, quand il est retiré avec les compagnons de ses farces, il se livre à mille folles inspirations qui répugnent à nos idées d'élégance, mais qui charment ces hommes nourris dans les prairies, au milieu des courses de chevaux, et de mœurs toutes différentes de celles de l'Europe.

Cet homme, qui a fondé sa puissance sur l'affection du peuple, ne croit pas se dégrader lorsqu'il se livre aux jeux que le peuple affectionne. Mais dès qu'il se trouve en face d'un étranger de distinction, de quelque personnage dont il désire conquérir l'estime, le grossier gaucho disparaît; son langage s'épure, sa voix sonore flatte l'oreille, son œil est caressant; son regard attentif et plein d'intelligence captive tout d'abord. Quoiqu'il ne se soit jamais signalé par aucun fait d'armes remarquable, personne ne lui refuse du courage. La vive douleur qu'il fit éclater à la mort de sa femme, la tendresse extrême qu'il marque à sa fille, semblent indiquer que toute sensibilité n'est point éteinte en son cœur. Cette fille si chérie, il la désigne comme la dépositaire de ses hautes pensées et l'héritière de sa fortune; et parce qu'il lui réserve de grandes richesses, on l'accuse de vouloir lui élever un trône.

Comment, si Rosas n'était qu'un barbare, expliquer ce dévouement absolu de ses partisans à sa personne, cette confiance illimitée dans sa parole? Est-il un seul de ses lieutenans qui ait trahi spontanément sa cause? Echague, dans l'Entre-Rios, faisait tête seul à Rivera, à Ferré et à la division navale de la France; si le général Lamadrid, dans le Tucuman, quitta son drapeau, c'est que l'armée et le gouvernement de cet état le mirent dans l'obligation ou de n'être rien ou de renier son ami. Qu'on cite le nombre de ses soldats qui désertèrent à l'ennemi!

Enfin, au mois d'avril 1840, son pouvoir dictatorial expirait, notre blocus durait depuis deux ans, la ville et la campagne souffraient beaucoup; la nation fut convoquée pour élire un nouveau président, eh bien! le choix qui l'appela fut unanime. Et ce ne furent pas seulement quelques députés timorés qui lui

votèrent encore la dictature, mais le peuple entier, consulté nominativement. Faut-il attribuer à la terreur cette voix irrésistible des masses? On peut au fond de son cœur détester le principe qui pousse ainsi le peuple; mais vouloir lui prouver par la violence qu'il se trompe, le civiliser par le sabre, c'est folie aujourd'hui.

§ IX. — NÉGOCIATIONS ET TRAITÉ.

Nous avons successivement exposé la situation des provinces argentines telle que l'ont envisagée nos agens et les unitaires proscrits, et telle qu'elle s'offre à l'observateur impartial; nous avons dit les illusions et les fautes; nous avons essayé de peindre fidèlement l'homme avec lequel l'amiral de Mackau devait combattre ou traiter : nous touchons maintenant à la solution.

L'amiral de Mackau se présenta dans la Plata sur la frégate *la Gloire*. Ce fut à Montevideo qu'il alla mouiller d'abord, le 23 septembre. Montevideo s'élève à l'opposite de Buénos-Ayres, sa rivale par sa position sur la Plata, comme dans ses intérêts les plus chers. Elle aspire hautement à devenir bientôt la tête d'une confédération des provinces situées à l'est du Parana, rejetant sur la rive occidentale de ce fleuve la frontière de la République Argentine. Elle serait ainsi l'entrepôt de tout le commerce de l'Uruguay et d'une grande partie de celui qui remonterait et descendrait le Parana entre Martin-Garcia, le Paraguay, et par-delà les Missions la frontière du Brésil. Sans attacher trop d'importance aux éventualités d'un avenir fort éloigné sans doute, et en tenant compte seulement des faits accomplis sous nos yeux, nous devons dire que Montevideo grandit et s'enrichit de tout ce qui abaisse et appauvrit Buénos-Ayres. Elle a passé par-dessus ses anciennes murailles, et ses maisons couvrent un espace double de celui qu'elles occupaient naguère. Pendant notre blocus, ses richesses et son commerce se sont accrus comme par enchantement; le revenu de ses douanes avait décuplé.

Tout s'émut à l'arrivée de l'amiral de Mackau; toutes les passions intéressées au même but s'unirent. Ce fut une conspiration unanime entre les ministres de l'état oriental, nos agens consulaires, les habitans du pays, les proscrits argentins et nos compatriotes, qui, sur la promesse illusoire d'une guerre d'extermination contre Rosas, s'étaient jetés dans des spéculations aventureuses; il s'agissait d'entraîner l'amiral plénipotentiaire dans la voie où depuis si long-temps on s'était fourvoyé, de l'escamoter, pour ainsi dire, au profit des intérêts de localité, comme on avait fait de l'amiral Leblanc, et plus tard de M. Buchet-Martigny; il fallait le pousser à mettre hors la loi des nations le tyran Rosas, et engager enfin irrévocablement la France dans une interminable guerre.

L'amiral s'établit dans la ville; il voulait éclairer sa conscience et ne se décider qu'avec une connaissance parfaite des hommes et des choses. Sa porte fut ouverte à tout le monde; il écouta toutes les plaintes, toutes les douleurs.

Son ame s'émut sans doute aux pleurs des familles proscrites de Buénos-Ayres; quel cœur ne compatirait aux angoisses de tant de malheureux chassés de leur patrie, dont ils étaient naguère les premiers et les plus opulens citoyens, et qui, leurrés chaque jour de la promesse d'y rentrer triomphans, voient chaque jour cet espoir leur échapper? Tous ces hommes n'avaient qu'un même langage; il suffisait d'une parole de l'amiral, d'un soldat français jeté sur le littoral de Buénos-Ayres, pour renverser le tyran. On ne parlait de Rosas qu'en accolant à son nom des épithètes atroces. On semait sur son compte des anecdotes qui faisaient frémir. Ce n'étaient qu'assassinats, cruautés inouies; on citait de prétendues lettres de Buénos-Ayres pleines de récits horribles sur ce qui s'y passait. On y a organisé le meurtre, disait-on; ni le sexe, ni l'âge ne sont épargnés; c'est parmi les Français surtout que le poignard des scélérats va choisir ses victimes. Traiter avec le monstre serait pour la France un déshonneur contre lequel tous les Français doivent protester.

Cependant, au milieu de ce déchaînement d'opinions exclusives, les hommes le mieux placés pour connaître le pays et juger des évènemens, souriaient à tous ces efforts combinés pour éblouir l'amiral. « On se trompe étrangement, disaient-ils, sur le prétendu état de faiblesse de Rosas; le système suivi jusqu'à présent repose sur une donnée chimérique. Comment donc les hommes d'état de la France peuvent-ils prendre de pareils rêves pour base de leurs résolutions? » L'homme le plus intéressé au résultat, le général Rivera, s'abstint aussi de mêler sa voix à ce concert d'exécrations contre Rosas, soit que sa conscience, troublée par le souvenir de sa duplicité, ne lui permît pas d'espérer qu'il pût nous jouer encore, soit qu'il eût compris que cette fois la France avait envoyé un plénipotentiaire supérieur à toutes les trames dont on cherchait à l'envelopper. Il resta dans son camp de Paysandou. Aux instances qu'on lui fit pour qu'il accourût essayer son influence sur l'amiral de Mackau, il répondit : « Non; le plénipotentiaire arrive avec des instructions de son cabinet, il les suivra; on l'a bien instruit des vrais intérêts de la France, il les soutiendra. L'illusion est passée. »

Vraiment, les affaires de la Plata présentaient un étrange spectacle. L'un criait : *Vive Rosas! meurent les sauvages unitaires!* l'autre : *Vive Lavalle! meure l'infame Rosas!* Et nous, nous envoyés pour cimenter de notre sang la cause de l'humanité et de l'intérêt national, nous allions adopter pour ralliement un de ces cris barbares, et inscrire une de ces féroces devises sur le noble drapeau de notre patrie, car de notre France et de sa cause sainte, il n'était plus question : on était pour Lavalle ou pour Rosas, on n'était plus Français!

L'amiral plénipotentiaire retourna sur ses vaisseaux, et là, se retrouvant sur le sol de la France, il s'inspira des vrais intérêts de son pays. Quel était l'état réel des choses? Nos compatriotes à Buénos-Ayres étaient-ils maltraités? Il ne fut pas peu surpris d'apprendre d'eux-mêmes que, malgré les commotions sociales de la république, jamais ils n'avaient joui d'une plus entière sécurité. Ainsi, tous ces meurtres, tous ces attentats exercés sur la population

française, et dont on racontait des détails affreux, n'étaient que des contes inventés à plaisir!

Où donc était Lavalle? Il avait disparu de la plaine de Buénos-Ayres, et nul ne pouvait dire où il s'était réfugié. D'ailleurs on sait assez ce que nous avions à espérer d'un pareil auxiliaire : Lavalle tremblait devant Rosas. Quant au président Rivera, il ne nous était aussi que trop connu. Il y avait assez long-temps qu'on se jouait de nous. Désormais c'était en nous-mêmes qu'il fallait chercher nos ressources : la France ne devait plus agir que par elle seule et pour elle-même. Fallait-il faire la guerre? Avec quoi? L'amiral n'avait que cinq cents hommes d'infanterie. Rosas, d'ailleurs, protestait de son désir sincère de traiter, affirmant que le caractère des hommes qu'on lui avait envoyés jusqu'alors avait seul entretenu la discorde.

L'amiral penchait pour la guerre; deux sentimens l'y poussaient : le premier reposait sur les sympathies que lui inspiraient les proscrits argentins; le second, sur le désir d'attacher son nom à quelque grand exploit de la marine, et il ne manquait pas autour de lui de gens animés du même esprit. Mais il représentait avant tout la France. Qu'avait la France à gagner par la guerre? Sur un petit mamelon à portée du canon de la ville, vers le nord, est situé l'ancien couvent de la Recoleta, aujourd'hui abandonné; nous pouvions le prendre, presque sans coup férir : il n'était pas plus difficile de nous établir au sud d'une manière analogue. Fallait-il le faire, et de là bombarder Buénos-Ayres sans défense, sans murailles et délaissée par Rosas? Prendre la forteresse qui domine la rade n'était pour nous sans doute que l'affaire d'un coup de main; mais qu'en eussions-nous fait? Les malheureuses expéditions des Anglais nous ont assez révélé l'impuissance de cette position contre la ville; il aurait donc fallu la démanteler. Bloquer la ville par des batteries élevées sur son contour, comme autant de forts détachés, dont les feux croisés eussent balayé tous les passages, n'était pas une chose praticable, car la ville ne s'arrête pas là où finissent ses maisons; elle se prolonge au loin dans la plaine par ses jardins, par ses habitations de plaisance, par ses vergers entourés de murs et de haies. Rosas restait maître absolu de la campagne. Lavalle n'était rien ou avait déserté notre cause. Devions-nous improviser dans la ville un gouvernement qui signât avec nous un simulacre de traité que Rosas eût biffé?

Ainsi, en adoptant la guerre, l'amiral se trouvait dans l'alternative de jouer un rôle ridicule avec les faibles moyens dont il disposait, ou de forcer son pays à lui envoyer dix mille hommes et 20 millions pour n'obtenir rien de plus que par la voie de la paix; car Rosas proposait la paix, et tout prouvait qu'il parlait sincèrement et qu'il était las du blocus; quoique trop faibles pour la conquête, nous étions assez forts pour lui créer de graves embarras.

Le gouvernement de Montevideo prétendit au droit de se faire représenter dans la discussion du traité. Le plénipotentiaire repoussa net cette prétention. La France, il est vrai, s'était laissé escamoter de l'argent par Rivera dans un pacte passé sous des noms supposés, mais jamais elle n'avait engagé sa liberté d'action. Rivera ne réclama point contre cette décision. L'amiral parut devant

Buénos-Ayres le 13 octobre. M. Page, son aide-de-camp, alla en parlementaire proposer d'ouvrir des conférences de paix; mais nous exigions qu'elles eussent lieu à bord de nos navires, au milieu de nos marins, sous le pavillon de la France. Une foule immense attendait le parlementaire au rivage. C'était un jour de fête, l'anniversaire de la chute de Balcarce; toute la ville était pavoisée de drapeaux blancs et rouges. Le peuple suivit l'aide-de-camp en silence; mais tous les trente pas un homme, vêtu d'un *puncho* rouge, coiffé d'un bonnet phrygien de couleur écarlate, criait : *Viva el gobernador Rosas! mueran los infames unitarios!* et le peuple en chœur répétait *viva!* et *muera!* Tout le monde portait les couleurs favorites de Rosas : gilets rouges, cravates rouges, ceintures rouges, larges rubans rouges à la boutonnière; les fleurs ponceau éclataient dans la coiffure des femmes et dans les nœuds de leurs robes.

Les conférences furent acceptées avec une joie véritable. « Enfin, disait-on, la France nous envoie un mandataire qui ne nous insulte pas. » Elles s'ouvrirent le 15 octobre, à bord de la canonnière française *la Boulonnaise,* qui alla s'établir en parlementaire près de la ville. D'un côté figurait, pour la France, le vice-amiral baron de Mackau; de l'autre, pour la République Argentine, le ministre des relations extérieures, don Felipe Arana. Le premier, d'un extérieur plein de noblesse et de dignité, d'une politesse exquise, calme et fier quand il parlait au nom de la France; l'autre, fin et rusé, souple et caressant de manières, à la voix doucereuse, au regard oblique et perçant; en un mot, c'était la plus haute civilisation de l'Europe aux prises avec l'habileté un peu sauvage de l'Amérique espagnole. On put voir là combien cette noblesse des formes, qui s'acquiert au sein des villes d'Europe, est supérieure à la ruse et à la souplesse insinuante de ces peuples nés d'hier. Jamais M. Arana, dont l'esprit est si délié et si pénétrant, ne s'était trouvé face à face avec un homme comme l'amiral de Mackau, toujours maître de lui-même, ne risquant jamais une parole, un geste qui ne fût commandé par l'esprit de sa haute mission. L'homme d'élite de la France domina son rival, qui, lui aussi cependant, était la plus haute expression de la civilisation de son pays.

Chacun des plénipotentiaires présenta ses conditions. Il faut l'avouer : à la lecture du projet de M. Arana, l'amiral eût pu croire fondées les accusations qui représentaient le général Rosas comme un fourbe avec lequel tout arrangement était impossible; on ne nous offrait que les propositions faites au contre-amiral Dupotet, et si cruellement stigmatisées. Toutefois l'habile plénipotentiaire ayant démêlé que le gouvernement de Buénos-Ayres se faisait un point d'honneur national d'établir son droit de discussion, que nos agens jusqu'ici lui avaient en quelque sorte refusé, ne crut pas devoir rompre la conférence; il déclara seulement que toute discussion était impossible, si préalablement « le principe des indemnités dues aux citoyens français n'était solennellement consacré. » Quant au chiffre, depuis long-temps on l'avait abandonné; M. Martigny lui-même avait adopté l'arbitrage. Cette première base obtenue, nous concédâmes l'évacuation simple de l'île de Martin-Garcia.

Il nous importait qu'elle fût prompte, car, si nous avions donné le temps à Rosas et à Rivera de faire leurs préparatifs de guerre, ces deux rivaux auraient pu se disputer cet îlot sous nos yeux : nous laissâmes aux Argentins deux petits navires capturés, afin de ne pas les dépouiller de tout moyen de transport pour leurs troupes. L'amnistie des proscrits était difficile à obtenir, c'est le peuple lui-même qui les a chassés; l'amiral stipula pourtant que la patrie se rouvrirait pour la plupart d'entre eux : ils nous devront de pouvoir rentrer dans leur pays, d'où un arrêt de mort les expulsait depuis dix ans. Nous mîmes de même sous la reconnaissance de la France *la liberté donnée en* 1828 *à l'état oriental de se constituer en état libre et indépendant, dans la forme qu'il jugera le plus convenable à ses intérêts, à ses nécessités, à ses ressources.* L'amiral obtint enfin le point principal de la négociation, le point qu'avait depuis long-temps abandonné M. Martigny comme impossible à conquérir, et dont M. Thiers lui-même avait hésité à faire une condition absolument indispensable, *le traitement de la nation la plus favorisée pour nos nationaux.* La clause du dernier article n'est point une exclusion, mais une garantie contre tout ce qui pourrait compromettre nos compatriotes dans les affaires du pays, puisque, dans le cas où la ligue amphictyonique long-temps rêvée entre les républiques espagnoles s'établirait, les Français, comme tous les autres Européens et les Américains du Nord, seraient tenus en dehors de l'exercice des facultés électorales, de la nomination aux emplois publics, ainsi que de tout service dans les milices.

Au milieu des conférences, un évènement déplorable vint effrayer les esprits et préoccuper vivement les plénipotentiaires, ainsi que tous les officiers de l'escadre, qui ne purent d'abord en prévoir les conséquences. Un citoyen de Buénos-Ayres, vieillard septuagénaire, vénérable et vénéré de tout le monde, l'ami particulier de M. Arana et l'allié de sa famille, don Juan Pedro Varangot, fut arraché de sa maison pendant la nuit par trois hommes masqués et armés, traîné dans la rue et égorgé. Le lendemain, on trouva son cadavre jeté à la voirie, la tête séparée du tronc. La nouvelle de cet attentat souleva partout un cri d'horreur. A Montevideo, les proscrits argentins publièrent que ce malheureux était Français, et que les assassins étaient des membres de la *Mas-horca* envoyés par le général Rosas. La veuve de la victime écrivit à l'amiral, qui se hâta de lui offrir toutes les consolations qu'un noble cœur peut trouver pour une si grande infortune, et qui mit à sa disposition et nos vaisseaux où elle trouverait un asile digne d'elle, et son crédit pour percer les ténèbres de cette odieuse affaire et en punir les auteurs.

L'amiral ne put apprendre sans une pénible surprise qu'un soupçon de complicité planait sur le général Rosas. Son ame se révolta à l'idée de continuer les négociations entamées avec les représentans du gouvernement argentin, avant qu'il se fût pleinement justifié d'une telle accusation, et qu'on lui eût assuré justice pleine et entière, si le malheureux était Français. Le ministre Arana, attéré lui-même de l'énormité du crime, fournit tout d'abord la preuve authentique que don Juan Varangot n'était pas Français; c'était un

extrait des registres de la paroisse, constatant que don Juan Pedro Varangot était né à Saint-Sébastien dans le Guipuscoa, qu'il était venu dans la Plata comme patron de barque avant la déclaration de l'indépendance, et qu'en 1811 il s'était fait naturaliser Argentin, afin de se marier avec une femme blanche du pays. Mais cette déclaration ne suffisait pas à l'amiral : allait-il apposer sa signature à côté de celle d'un chef d'assassins? Il fallait une explication sur cette redoutable *Société populaire*, sur ces *outre-potenciers*, comme on dit à Montevideo. Ici, nous le sentons, toutes nos paroles sont brûlantes; mais, puisque les aides-de-camp du gouverneur Rosas et les Argentins à la suite du ministre Arana, pressés par les aides-de-camp de l'amiral de Mackau, ont éclaté comme les échos de leur maître injustement accusé, le public français est intéressé à savoir ce qui a percé dans l'escadre de ces révélations qui ont rassuré nos officiers sur le traité qu'on signait.

C'est au milieu des troubles civils que s'est formée la *Société populaire;* elle s'organisa dans les rangs du peuple et soutint Rosas absent; elle s'inspira d'une haine instinctive contre les unitaires (1), et se proposa toujours comme but avoué le maintien du général à la tête des affaires. « La guerre que les unitaires font au général Rosas, disaient à nos officiers les partisans du gouverneur, est odieuse, car ils ne reculent devant aucune calomnie, devant aucun moyen infame, pour le perdre; ils soulèveraient, s'ils le pouvaient, l'univers entier contre lui, et lui feraient refuser jusqu'à la qualité d'homme. Eh bien! à son tour le général prononce au nom du peuple anathème sur les unitaires : entre ces hommes et la masse de la nation argentine, l'antipathie est profonde; qu'ils soient rejetés à jamais du sol de la patrie! S'ils osaient y rentrer, la terre les dévorerait. Le peuple, dans ses vengeances, ne procède pas toujours par la voie de l'équité; cette *Société populaire,* recrutée dans les rangs infimes de la population, se souille quelquefois d'actes criminels. La partie éclairée de la nation en gémit : aucun homme, parmi ceux qui appartiennent aux classes élevées ou respectables, ne fait partie de cette association, tous n'en parlent qu'avec un certain effroi; mais il y aurait danger de mort à exprimer trop hautement sa réprobation, car cette société est puissante dans le peuple, qui partage sa haine patriotique contre les unitaires : malheur à qui oserait provoquer ses chefs, car ils ont de terribles moyens de vengeance!

« Pour ces hommes, une seule autorité reste encore respectable, c'est celle du gouverneur : idole des gens de la campagne, cher au peuple qui l'a vu naître et grandir dans son sein, maître de l'armée qu'il a su habilement s'attacher, on sent qu'en sa main réside le suprême pouvoir, et nul ne s'attaque à cet homme énergique, qui briserait son ennemi. Et c'est le sentiment de cette énergie, de cette force, qui rallie à lui tout ce qu'il y a de citoyens dévoués à leur pays, car lui seul peut encore rétablir l'ordre; il n'y a d'espoir qu'en lui. Il réprouve la cruauté de ces démagogues forcenés qui déshonorent la cause

(1) Le parti des unitaires n'existe plus, mais le nom est resté à tous les ennemis de Rosas.

du peuple; mais, en ce moment où il n'a pas assez de toutes ses forces pour lutter contre la France et la coalition que les unitaires ont soulevée contre lui, il est souvent obligé de fermer les yeux : cette *Société populaire* est une bête féroce qu'il caresse parce qu'il ne peut encore l'étouffer. »

« On vous a trompés, ajoutaient-ils, quand on vous a fait associer les armes de la France à la cause des exilés argentins; ces hommes ne sont pas seulement proscrits par l'autorité, ils sont les réprouvés de la nation. — Eh bien! qu'eussiez-vous obtenu par la guerre? Buénos-Ayres était à vous, nous vous l'abandonnions, car la valeur française nous est connue; nous savions que nous étions impuissans contre vos moyens d'attaque, le général avait déjà quitté la ville; à moins de délire, vous ne vous seriez pas aventurés dans nos plaines. Quant à Lavalle, nous rougirions de mettre son nom à côté de celui de la France (et un geste de mépris accompagnait ces mots). La paix est, en cette occasion, un acte d'humanité aussi bien que de politique: le général Rosas en a besoin pour mettre un frein aux fureurs populaires; désormais le commerce emploiera ces hommes qui ne songent aujourd'hui qu'à troubler le repos public. Pour donner un démenti formel aux calomnies dont on essaie de le flétrir, le général Rosas, quand il aura rétabli l'action des lois, se constituera lui-même l'ambassadeur de son propre gouvernement, et ira en France signer avec votre roi un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre votre pays et le nôtre. »

Que répondre à ce langage, à ces désaveux formels de toute solidarité avec la société si cruellement stigmatisée sous le nom d'*Outre-Potence?* Il ne restait plus qu'à déplorer les maux que les révolutions et la guerre civile ont appelés sur ce malheureux pays. C'est au gouvernement de faire connaître les paroles de M. Arana, les promesses par lesquelles notre plénipotentiaire, pleinement rassuré, n'hésita plus à signer la convention de paix. Pendant tout le cours des négociations, rien n'avait transpiré : l'amiral et sa suite répugnaient à cette politique des rues si long-temps suivie, et dont nous avons décrit les déplorables résultats. A la nouvelle du traité, il y eut à Montevideo un déchaînement des plus ignobles passions; les agens consulaires, dont cet acte condamnait toute la conduite, les accapareurs, les gens qui pendant le blocus s'étaient enrichis des dépouilles de Buénos-Ayres, tous les intérêts sordides s'unirent pour protester contre le traité, avant même d'en connaître la teneur; les proscrits argentins poussèrent des cris de délire (1). Tous ces sentimens

(1) Quelques journaux se sont constitués les échos de la presse que les proscrits argentins dirigent à Montevideo : ils donnent cours aux bruits les plus absurdes sur les derniers évènemens de la Plata. Qu'on le sache bien : les exilés argentins à Montevideo sont, à l'égard de Buénos-Ayres, exactement ce qu'étaient à Coblentz ou ailleurs les émigrés français à l'égard de la France républicaine et de la France impériale. Ils s'efforcent de représenter comme une monstruosité sociale l'état actuel du pays qui les repousse de son sein. Ils exploitent avec un art infini l'ignorance où nous sommes généralement en France de ces contrées lointaines, pour accréditer parmi nous des fables atroces et ridicules. Lettres forgées, faits supposés, fausses

mauvais se résumèrent dans une protestation à la chambre des députés, pièce étrange dont nous rougissons pour nos compatriotes, à cause du motif qui l'a dictée. Le gouvernement de Montevideo envoya officiellement des commissaires à l'amiral pour désavouer toute participation de sa part à cet acte inqualifiable, que les Français de Buénos-Ayres désapprouvèrent aussi en votant au plénipotentiaire une adresse de remerciemens.

Nous ne peindrons pas la joie et les acclamations par lesquelles l'amiral fut accueilli à Buénos-Ayres. Il y resta dix-sept jours, rassurant les esprits, consolidant son œuvre, protégeant tous les intérêts et toutes les infortunes. Sa parole était toute-puissante auprès du général Rosas, et il lui apprit à se montrer clément envers ses ennemis; à sa demande, près de sept cents détenus politiques furent mis en liberté. A l'heure où nous écrivons, Buénos-Ayres n'est plus cette morne cité que trois ans d'un régime de sombre terreur avaient désolée. La vie lui est revenue avec le commerce; les fêtes si long-temps sus-

pièces officielles, tout est mis en usage pour soulever notre indignation contre la majorité populaire qui leur ferme les portes de leur pays. Telle est l'exaltation des esprits, que nous avons entre les mains une collection d'actes prétendus officiels, et que le gouvernement a déclarés mensongers. Malheureusement il se trouve à Paris même des hommes intéressés à progager ces erreurs, car nos sympathies pour les proscrits de Buénos-Ayres ne se sont pas bornées à de simples vœux. Nous avons jeté l'argent à pleines mains : le chiffre seul des dépenses secrètes de notre agent s'élève à 2,700,000 fr.; et si l'on savait quels hommes cet or a pensionnés! La folie de ce gaspillage a mérité dans le pays à l'argent de la France le nom d'*argent niais*. Si nous ajoutons à cette somme les armes, les munitions, les vivres, gratuitement donnés à la prétendue armée libératrice, et les frais de nos expéditions dans la Plata, nous serons forcés d'avouer que nous avons dépensé follement près de 14 millions à soutenir une rêverie. L'amiral de Mackau a rendu un grand service à la France en mettant fin à une duperie si long-temps prolongée. Les proscrits argentins, les contrebandiers, les *loups-cerviers* qui achetaient nos prises au quart de leur valeur, les fournisseurs qui réalisaient de gros bénéfices, effrayés de voir tout à coup se tarir pour eux les sources de notre budget, se sont ligués contre l'amiral de Mackau; il ne faut pas s'en étonner: sur le point de quitter Cherbourg, l'amiral Baudin avait prédit à son gouvernement cette opposition des intérêts privés. C'est toujours sur l'ignorance publique qu'ils spéculent. Leur plan de campagne convenu est de représenter le traité comme nul, parce que quelques provinces du nord (le Tucuman, toujours si jaloux de son indépendance absolue, Santiago et Salta, où son influence domine; enfin l'insignifiant état de la Rioja, qui n'a que 14,000 habitans), avec lesquelles nous n'avons ni ne pouvons avoir aucuns rapports directs, protestent contre Rosas. Faut-il répéter que jamais la confédération n'a réellement embrassé les treize provinces argentines? Autant vaudrait dire que les traités faits par la France pendant le soulèvement de la Vendée sont frappés de nullité. Nous espérons que la chambre des députés ne croira pas que, déserté par les cinq ou six mille marins que nous avions dans la Plata, l'honneur national se soit vu réduit à chercher un refuge chez la classe d'hommes qui prétendent représenter le nom français à Montevideo.

pendues ont recommencé; elle a retrouvé ses chants de joie; on n'y entend plus parler de ces attentats dont l'épouvante est arrivée jusqu'en Europe. Buénos-Ayres reste ce qu'elle était, la capitale des provinces de la confédération argentine. L'homme qui préside à ses destinées peut aujourd'hui disposer de ses forces pour calmer les agitations intestines : il était puissant au moment de la déclaration du blocus, il est puissant encore au milieu de son peuple; trois années de guerre ne l'ont point ébranlé.

Le tableau que nous venons de tracer des affaires de Buénos-Ayres, provoque sans doute de pénibles réflexions. C'est un spectacle douloureux de voir un gouvernement comme celui de la France, trompé par ses propres agens, se lancer, sur de faux renseignemens, dans une guerre de trois années à deux mille lieues de distance, et, désertant ses principes conservateurs, aller, sur la foi d'un simple consul, allumer la guerre civile, la soudoyer de son or, lui donner ses armes, la couvrir de son drapeau, sans être certain d'avance des sympathies nationales; puis, comme pour s'étourdir sur la responsabilité du sang versé au milieu d'assassinats politiques, de vengeances de partis, dont il est peut-être la première cause, accréditer contre son ennemi des fables atroces, afin de rendre l'opinion publique elle-même complice de ses erreurs. Si c'était un fait isolé, inoui, sans probabilité de retour, nous n'insisterions pas; le mieux serait de couvrir d'un voile les fautes commises. Mais il n'y a pas de raison pour que, d'un bout du monde à l'autre, nous ne voyions se reproduire à chaque instant de semblables querelles, aussi légèrement engagées et plus légèrement conduites encore; car, nous n'hésitons pas à le déclarer, la cause du mal réside dans la composition même du corps consulaire et dans ses attributions. S'il est une prière que nous croyons devoir adresser à notre gouvernement, c'est de se montrer sévère dans le choix des hommes qu'il envoie comme ses représentans à l'étranger : il faut que nos agens consulaires soient vraiment des hommes de consistance et d'autorité, pour maintenir la dignité de notre pays parmi l'espèce d'hommes qui émigrent pour aller chercher fortune sur des terres lointaines. Qu'on rappelle à nos consuls qu'ils sont avant tout des agens commerciaux. C'est une chose désolante de voir le nom de la France exposé toujours à couvrir des passions personnelles ou de folles rêveries. En cherchant à présenter notre démêlé avec la République Argentine sous son point de vue réel, nous ne nous sommes pas dissimulé combien il était difficile de faire revenir l'opinion publique d'une erreur adoptée depuis trois ans, et si fatale dans ses résultats. Nous craignons bien que cette leçon de l'expérience ne soit perdue pour l'avenir; cependant nous avons cru qu'il était de notre devoir d'en consigner ici le souvenir.

UN OFFICIER DE LA FLOTTE.

HUIT MOIS AU MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le ministère du 1er mars s'est retiré sur la question d'Orient. La conduite qu'il voulait suivre en cette circonstance difficile peut être diversement jugée; mais si nous ne sommes pas arrivés aux plus mauvais jours du bas-empire, qui pourra le blâmer d'avoir relevé la marine et l'armée, d'avoir porté l'une et l'autre au grand pied de paix qui convient à un pays placé dans notre situation géographique et politique, et, à défaut du rempart de l'Océan, d'avoir mis du moins sur le cœur de la France la cuirasse impénétrable des fortifications de Paris?

Oui, j'ai concouru, et de grand cœur, à ces mesures, et, quoi qu'il arrive, je m'honorerai toujours d'y voir mon nom attaché pour sa faible part. Mais dans le cabinet du 1er mars j'avais encore un rôle spécial où ma responsabilité personnelle est surtout engagée; ce sont surtout mes actes comme ministre de l'instruction publique et grand-

maître de l'Université, qui m'appartiennent. Dans la retraite, où pour long-temps je suis renfermé, et dans les loisirs qu'elle me fait, j'ai voulu recueillir ces actes et les présenter dans leur ensemble au jugement de tous ceux qui, en France et en Europe, s'intéressent à la grande affaire de l'éducation publique.

Je suis arrivé au ministère après une longue étude des matières d'éducation, avec des desseins bien connus et exposés dans mes deux ouvrages sur l'instruction publique en Allemagne et en Hollande. Voici ce que je disais dans l'avant-propos de la troisième édition (1) de mon rapport sur l'instruction publique en Allemagne, édition qui paraissait en même temps que j'entrais dans les conseils de la couronne : « Puisqu'en ce moment la confiance du roi m'appelle à la tête du ministère de l'instruction publique, je n'ai point à imaginer des théories nouvelles, je n'ai qu'à pratiquer celles que j'ai moi-même proposées et dans cet écrit et dans mon ouvrage sur la Hollande (2), qui sert de complément à celui-ci. L'Université de France, telle qu'elle est sortie de l'esprit de son fondateur, forme un système simple et puissant qu'il faut défendre contre les attaques de la passion et de l'ignorance, en le développant sans le déformer, en l'enrichissant d'un certain nombre d'institutions empruntées à l'expérience générale et que nous pouvons perfectionner encore en les transportant parmi nous. Ce que j'ai dit, je le ferai; ce que j'ai conseillé, je l'exécuterai moi-même; et j'espère que je n'oublierai jamais que je ne suis pas arrivé au poste où le roi m'a appelé pour ma satisfaction personnelle, mais pour le progrès de la plus grande cause du XIXe siècle, celle de l'instruction publique. »

Ai-je rempli ces engagemens publiquement contractés? Ne suis-je pas resté trop au-dessous de la confiance du roi et de celle de mes collègues? Le recueil de mes actes répondra pour moi.

J'avouerai d'abord que, comme ministre, j'ai très peu fait pour l'instruction primaire.

L'éducation du peuple était le premier devoir de la révolution de juillet. Dans les premières années de cette révolution, tous mes efforts comme conseiller de l'Université, comme écrivain, comme pair de France, ont été tournés de ce côté. C'est pour préparer une bonne loi sur cette matière que j'allai étudier l'organisation et l'état

(1) *De l'Instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne et particulièrement en Prusse,* troisième édition, 2 vol. in-8°, chez Pitois-Levrault, 1840.

(2) *De l'Instruction publique en Hollande,* 1 vol. in-8°, chez Pitois-Levrault; Paris, 1837.

de l'instruction primaire en Allemagne et particulièrement en Prusse, où cette partie de l'instruction publique est si florissante. Je crois pouvoir dire que mes travaux n'ont pas été inutiles à la loi de 1833; j'ai été le rapporteur de cette loi à la chambre des pairs, et je n'ai cessé de concourir activement à son exécution et à son développement. La loi de 1833 peut avoir quelques défauts de détail; mais elle a le mérite de former un système un et complet, dont toutes les parties se soutiennent les unes les autres; elle a de plus un caractère essentiellement pratique. Aussi a-t-elle fait un bien immense; ce bien continue chaque jour; il faut le laisser se répandre et s'accroître sans le troubler par des innovations prématurées. Remuer sans cesse une législation quand elle est bonne généralement, c'est en diminuer l'autorité, c'est lui enlever le respect dont elle a besoin, car le respect ne s'attache qu'aux choses qui durent. En Hollande, la loi de 1806 est encore intacte; en Prusse, la loi de 1819 n'a pas même été perfectionnée; laissons donc notre loi de 1833 s'enraciner dans le sol et porter tous les fruits dont elle contient le germe.

Cette loi a établi des commissions d'examen en possession exclusive de conférer les brevets de capacité pour les écoles publiques et privées : fortifions sans cesse ces commissions, entretenons leur zèle, inspirons-leur une juste sévérité; car, si elles se relâchent, si, par une indulgence mal entendue, elles deviennent trop faciles et accordent légèrement le brevet de maître d'école, c'en est fait de toute l'instruction primaire qui repose en dernière analyse sur l'excellence des instituteurs.

Pour assurer au pays de bons instituteurs et des candidats qui puissent se présenter honorablement à de sérieux examens, la loi de 1833 a fondé les écoles normales primaires, institutions à la fois bienfaisantes et périlleuses, qui peuvent faire ou beaucoup de bien ou beaucoup de mal, dignes des bénédictions de tous les vrais amis du peuple, si elles forment des maîtres d'école d'une instruction bornée, mais solide, modestes, patiens, attachés à leur humble et sainte profession. Ayons les yeux toujours ouverts sur les écoles normales primaires. C'est là qu'est particulièrement nécessaire une administration ferme et vigilante.

Le ressort le plus puissant peut-être de l'instruction primaire est l'inspection, celle surtout qui se fait au nom de l'état, par les inspecteurs primaires. Moins ces fonctionnaires seront chargés de soins étrangers à leur mission, plus on pourra exiger d'eux qu'ils la remplissent exactement. J'ai tout fait pour les délivrer du travail ingrat

de tant et tant d'écritures sous lesquelles ils succombent, et qui les transforment en hommes de bureaux au lieu d'être des hommes d'intelligence et d'action. J'ai plusieurs fois écrit à M. le ministre des finances pour qu'il voulût bien transporter à ses agens le soin des écritures relatives à la participation des instituteurs aux caisses d'épargne. Je souhaite vivement que la négociation entreprise à ce sujet réussisse. Je me suis surtout opposé, à la chambre des pairs et devant une commission de la chambre des députés, à ce qu'on employât nos inspecteurs primaires à la surveillance de la loi faite ou à faire sur le travail des enfans dans les manufactures. Il faut arriver à avoir un inspecteur primaire par arrondissement, et que dans cet arrondissement l'inspecteur soit l'ame de l'éducation du peuple à tous ses degrés, qu'il connaisse personnellement tous les instituteurs, au moins tous les instituteurs publics, qu'il soit leur conseiller assidu, en quelque sorte leur directeur spirituel et aussi leur intermédiaire bienveillant auprès des autorités locales et du recteur de l'Académie, et pour cela il faut, comme en Prusse et en Hollande, que ce soit un homme ayant déjà par lui-même, soit par sa fortune, soit par des fonctions antérieures honorablement remplies, de la considération et une certaine autorité; surtout il faut qu'il soit libre de tout autre soin et qu'il puisse se donner corps et ame à l'éducation du peuple.

Les instituteurs réclament contre la modicité de leur traitement fixe et la presque nullité de leur traitement éventuel. Ai-je besoin de répéter ici ce que j'ai dit si souvent, que l'instituteur doit être content de sa profession pour la bien exercer; que cette profession ne peut attirer à elle, comme dans les deux pays si souvent cités, des hommes honorables qu'autant qu'elle pourvoira aux nécessités de la vie. Il faut donc améliorer la condition des instituteurs, mais comment et dans quelle mesure? Je n'hésite point à dire qu'il ne faut pas songer d'ici à long-temps à élever le traitement fixe. Ce serait accabler les communes déjà chargées de tant de dépenses obligatoires. Selon moi, il suffit d'abord de rendre le traitement éventuel, la rétribution scolaire réelle et effective. La loi donne ici aux conseils municipaux un double pouvoir : 1° déterminer chaque année le taux de la rétribution scolaire; 2° établir une liste d'enfans dont les familles, à titre d'indigence, sont exemptées de cette rétribution. Sur quoi il arrive qu'un très grand nombre de conseils municipaux abaissent beaucoup trop la rétribution et prodiguent les exemptions, ce qui annule à peu près le traitement éventuel et ruine le maître d'école. Le moment est venu de porter remède à ce mal. Tous les institu-

teurs demandent, et je demande avec eux, que les arrêtés des conseils municipaux sur les deux points mentionnés soient soumis à l'approbation des sous-préfets et des préfets qui puissent prendre en main les intérêts des maîtres d'école. Une modification à l'article XIV de la loi de 1833 pourrait donc être présentée aux chambres; elle suffirait aux seuls besoins pressans que l'expérience indique, et rendrait la condition des instituteurs publics au moins supportable; car enfin il n'y aurait pas une commune rurale en France, où le maître d'école n'eût, au nom de la loi, un logement convenable dans la maison même de l'école, ordinairement avec un petit jardin, un traitement fixe de deux cents francs par an, un petit traitement éventuel sur lequel il pourrait compter, indépendamment de ce qu'il peut gagner encore à l'aide des divers services qu'il rend à la commune. Ce n'est pas là, dans un village, une très mauvaise condition; et dans les villes, on sait que la rétribution scolaire est fructueuse, et que presque toujours le conseil municipal accorde à l'instituteur public un traitement supplémentaire, double ou triple du traitement fixe.

J'avoue donc que je n'avais en vue aucune autre modification législative en fait d'instruction primaire. Quand on possède une bonne loi, d'excellentes ordonnances, d'excellens règlemens généraux, que reste-t-il à faire, sinon de les exécuter et d'administrer? L'impulsion a été une fois donnée et bien donnée, il ne s'agit plus que de la continuer.

Le seul point dans l'instruction primaire où j'aie voulu mettre particulièrement la main, où j'aurais ardemment désiré réussir, mais où le succès n'est promis qu'à une action persévérante et infatigable poursuivie pendant plusieurs années, ce sont les écoles primaires supérieures.

Les écoles primaires supérieures forment la partie la plus nouvelle de la loi de 1833. Je n'avais pas été le dernier à réclamer une instruction intermédiaire entre les écoles élémentaires, telles qu'elles étaient sous la restauration, et nos colléges.

« En France, disais-je en 1831, au ministre de l'instruction publique, dans mon rapport sur la Prusse (1); en France, l'instruction primaire est bien peu de chose: et entre cette instruction et celle de nos colléges, il n'y a rien; d'où il suit que tout père de famille, même dans la partie inférieure de la bourgeoisie, qui a l'honorable désir de donner à ses enfans une éducation convenable, ne peut le faire qu'en

(1) Tome 1, page 306.

les envoyant au collége. Il en résulte deux graves inconvéniens. En général, ces jeunes gens, qui ne se sentent point destinés à une carrière élevée, font assez négligemment leurs études; et quand, après des succès médiocres, ils rentrent vers dix-huit ans dans la profession et les habitudes de leur famille, comme rien dans leur vie ordinaire ne leur rappelle et n'entretient leurs études passées, quelques années ont bientôt effacé le peu de savoir classique qu'ils avaient acquis. Souvent aussi, ces jeunes gens contractent au collége des relations et des goûts qui leur rendent difficile ou presque impossible de rentrer dans l'humble carrière de leurs pères : de là une race d'hommes inquiets, mécontens de leur position, des autres et d'eux-mêmes, ennemis d'un ordre social où ils ne se sentent point à leur place, et prêts à se jeter avec quelques connaissances, avec un talent plus ou moins réel et une ambition effénée, dans toutes les voies ou de la servilité ou de la révolte..... Assurément nos colléges doivent rester ouverts à quiconque peut en acquitter les charges; mais il ne faut pas y appeler indiscrètement les classes inférieures, et c'est le faire que de ne point élever des établissemens intermédiaires entre les écoles primaires et nos colléges. L'Allemagne et la Prusse en particulier sont riches en établissemens de ce genre. J'en ai signalé et décrit plusieurs en détail à Francfort, à Weimar, à Leipzig, et la loi prussienne de 1819 les consacre. Vous voyez que je veux parler des écoles bourgeoises (*Bürgerschulen*), nom qu'il est peut-être impossible de transporter en France, mais qui est en lui-même exact et vrai par opposition aux écoles savantes (*Gelehrteschulen*), appelées en Allemagne gymnases et parmi nous colléges..... L'école élémentaire doit être une, car elle représente et elle est destinée à nourrir et à fortifier l'unité nationale, et, en général, il n'est pas bon que la limite fixée par la loi pour l'enseignement de l'école élémentaire soit dépassée; mais il n'en est point ainsi pour une école bourgeoise, car celle-ci est destinée à une classe toute différente; il est donc naturel qu'elle puisse s'élever en proportion de l'importance des villes pour lesquelles elle est faite. Aussi l'école bourgeoise a-t-elle en Prusse des degrés bien différens, depuis le minimum fixé par la loi, jusqu'au degré où elle se lie au gymnase proprement dit..... Les écoles bourgeoises allemandes, un peu inférieures à nos colléges communaux pour les études classiques et scientifiques, sont incomparablement supérieures à la plupart pour l'enseignement de la religion, de la géographie, de l'histoire, des langues modernes, de la musique, du dessin et de la littérature nationale. Selon moi, il est de

la plus haute importance de créer en France, sous un nom ou sous un autre, des écoles bourgeoises dont le développement soit très varié, et de réformer dans ce sens un certain nombre de nos colléges communaux. Je regarde ceci, monsieur le ministre, comme une affaire d'état..... En Prusse, les noms d'école élémentaire et d'école bourgeoise, comme représentant le plus faible et le plus haut degré de l'instruction primaire, sont populaires; celui d'école intermédiaire (*mittelschule*) est aussi employé dans quelques parties de l'Allemagne. Voyez, monsieur le ministre, si ce nom ne pourrait pas être adopté parmi nous.... »

On voit quelle importance j'attachais dès 1831 à la fondation d'une instruction intermédiaire entre les écoles populaires proprement dites et nos colléges, et j'insistai vivement pour que cette instruction intermédiaire fût établie dans la loi sous le nom même qui lui appartient, qui l'explique à tous les esprits, et pouvait plaire à la vanité des familles en substituant à nos colléges des établissemens d'un ordre distingué, et qu'il était impossible de confondre avec les écoles élémentaires. Mais tout le monde ne fut pas de cet avis, et je dois remercier publiquement M. Guizot d'avoir eu le courage de déposer au moins dans la loi un germe que le temps et des soins habiles peuvent développer. Ce fut là la tâche que je me donnai à moi-même relativement à l'instruction primaire. Pour faire apprécier le bienfait de la nouvelle institution, je me proposai de former un certain nombre d'établissemens modèles de ce genre dans les dix villes du royaume qui paraissaient s'y prêter le mieux, Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Marseille, Strasbourg, Nantes, Caen, Orléans et Lille. Je m'efforçai d'imprimer à cette partie du service une impulsion sérieuse qui, je n'en doute pas, aurait surmonté tous les obstacles, si sur ces entrefaites n'était arrivé le renouvellement des administrations municipales, qui me força d'ajourner mes instances auprès des villes, et dans cet intervalle notre ministère avait cessé d'être. Du moins ma correspondance contient-elle des directions qui pourraient être suivies avec succès: 1° point de gratuité, sauf un certain nombre de bourses données par les villes, conformément à la loi, à des enfans de familles pauvres, qui dans l'école élémentaire auraient montré une capacité particulière; une rétribution scolaire modérée, mais fort au-dessus de celle de l'école élémentaire; par conséquent, distinction bien tranchée de l'école intermédiaire d'avec l'école élémentaire, et en même temps moins de sacrifices imposés aux villes; 2° autoriser les écoles renfermées sous ce titre général d'instruction primaire supé-

rieure à prendre le nom d'écoles intermédiaires, comme les établissemens compris sous le titre général d'instruction secondaire sont appelés colléges; accorder un assez libre développement à ces écoles selon les besoins et les ressources des localités, comme le dit la loi elle-même, afin qu'elles s'élèvent au-dessus des écoles élémentaires et prennent le rang spécial qui leur appartient; tout en leur maintenant le caractère d'instruction générale propre à tous les citoyens, quelle que soit plus tard leur vocation, admettre déjà dans ces écoles quelques annexes professionnels, industriels, commerciaux, ce qui les sépare plus fortement encore et de l'école élémentaire et du collége; 3° en général, fixer à trois ans l'étendue du cours, et s'appliquer à bien graduer l'enseignement de ces trois années; n'admettre dans la première année que d'après un examen constatant que l'élève possède à peu près l'instruction primaire élémentaire; établir des examens et des prix entre le passage d'une année à l'autre; donner quelque solennité à ces distributions de prix; enfin employer le plus possible pour l'enseignement les professeurs ou régens des colléges royaux ou communaux, avec une indemnité convenable pour traitement, ce qui est à la fois un moyen d'économie pour la ville et un élément de dignité pour l'école.

Je visitai moi-même l'école primaire supérieure de Paris, rue Neuve-Saint-Laurent, dans le 6e arrondissement, et un examen attentif me convainquit qu'elle pouvait servir de modèle à tous les établissemens de cette sorte; j'en envoyai le prospectus, modifié dans un sens un peu plus universitaire, à toutes les académies du royaume; je réclamai avec force auprès de la ville de Paris une école semblable pour chaque arrondissement, et j'obtins l'assurance que bientôt on esaierait d'en établir une dans le 11e arrondissement. Avec l'école de Paris, celle de Caen, autant que j'en puis juger par le rapport du digne recteur de cette académie, peut être proposée en exemple à toutes les villes du royaume.

Telle était l'œuvre à laquelle je m'étais attaché dans l'instruction primaire. Puisse un autre l'accomplir, et la France un jour posséder réellement une institution qui a fait tant de bien en Allemagne et en Hollande!

Mais je me hâte d'arriver à l'objet principal de mes efforts, le perfectionnement de l'instruction secondaire et de l'instruction supérieure. Il ne s'agit plus ici de projets commencés et inachevés, mais de travaux conduits à leur fin.

Dans l'instruction secondaire, un but a sans cesse été devant mes

yeux, la loi promise par la charte, et si ardemment réclamée, sur la liberté de l'enseignement.

Je l'avais annoncée pour la prochaine session à la chambre des pairs et à la chambre des députés. J'ai tenu ma parole en ce qui dépendait de moi. Je laisse une loi toute faite; on la trouvera dans ce recueil, avec l'indication des différences qui la séparent du projet présenté en 1837 par M. Guizot.

Le caractère commun de ces deux projets est le respect et le maintien du système entier de nos établissemens publics d'instruction secondaire. Sans doute on peut, on doit, sur plus d'un point, modifier et perfectionner ce système; mais tout cela peut se faire par voie d'ordonnance royale ou d'arrêté du conseil ou du ministre. Une loi n'est réclamée, n'est indispensable qu'en ce qui concerne les établissemens privés. Là, en effet, il s'agit d'un changement radical à apporter dans la législation existante des deux grands décrets de 1808 et de 1811, et ce changement ne peut avoir lieu que par une loi.

Voici quelle est aujourd'hui la condition légale des établissemens particuliers d'instruction secondaire :

1° Indépendamment des garanties morales et littéraires, exigées de quiconque veut établir une école secondaire privée, une autorisation spéciale du ministre accordée en conseil royal est nécessaire; cette autorisation doit être renouvelée quand le chef de l'établissement veut le transporter d'un lieu à un autre, et elle peut être retirée après une enquête administrative et par une décision du conseil et du ministre, sans aucune intervention de la justice ordinaire du pays. Il est reconnu qu'un tel état de choses ne peut subsister, que l'autorisation préalable doit être supprimée, qu'un jugement de la justice ordinaire du pays est nécessaire pour fermer un établissement existant, et que l'état, tuteur né de l'éducation de la jeunesse, doit être satisfait des garanties littéraires et morales préalablement exigées, du droit permanent d'inspection, et de celui de déférer aux tribunaux tout chef d'établissement suspect. Telles sont les dispositions de la loi de 1833 sur les écoles primaires privées; elles ont paru s'appliquer convenablement aux établissemens particuliers d'instruction secondaire.

2° D'après les deux décrets précités, tout établissement particulier doit conduire ses élèves au collége royal ou communal auprès duquel il se trouve; et à cette condition seule, ces élèves peuvent se présenter au baccalauréat ès-lettres, qui est l'entrée de toutes les carrières libérales. Tous les jeunes gens sont donc obligés de fréquenter les

écoles de l'état; il n'y a d'exception qu'en faveur des droits de la puissance paternelle : un certificat d'études domestiques faites dans la maison même du père de famille est seul admis en remplacement du certificat d'études faites au collége. Il est encore reconnu aujourd'hui que les droits de la puissance paternelle sont plus étendus, et qu'un père de famille doit pouvoir faire étudier ses enfans dans tout établissement privé, légalement autorisé, qui jouit de sa confiance, sans que ces enfans soient tenus de suivre le collége, et que par conséquent toutes les écoles privées sont aptes à préparer à l'examen du baccalauréat ès-lettres.

Cet examen, avec les garanties morales et littéraires, le droit d'inspection, et celui de déférer aux tribunaux, est la dernière ressource de la société, son dernier rempart, mais aussi un rempart invincible contre les établissemens privés qui ne répondraient pas à leur mission. Ils sont perdus, si les élèves qui en sortent, se présentant à l'examen du baccalauréat ès-lettres, n'y réussissent pas.

Là-dessus tout le monde est à peu près d'accord. Mais voici où commencent les difficultés. Les écoles secondaires privées sont de deux sortes, suivant la législation impériale, à savoir, les écoles laïques et les écoles ecclésiastiques. D'après la législation impériale, ces deux sortes d'écoles étaient sous le même régime; mais en 1814 une ordonnance royale, en opposition aux décrets de 1809 et de 1811, fit des écoles secondaires ecclésiastiques, auxquelles jusqu'alors s'appliquait le régime commun des écoles privées, des établissemens spéciaux qui successivement obtinrent des priviléges, et furent soumis à des conditions extraordinaires. Aux termes de la dernière ordonnance sur cette matière, la célèbre ordonnance de 1828, les écoles secondaires ecclésiastiques ou petits séminaires conservent le privilége inoui de n'être assujétis ni aux garanties littéraires et morales exigées de tout chef d'établissement secondaire privé, ni même à l'inspection de l'état, et en même temps ils ne peuvent recevoir d'externes, ni préparer directement au baccalauréat ès-lettres, sur cette hypothèse que ces établissemens sont principalement chargés de préparer des sujets pour les grands séminaires par une éducation appropriée. Ajoutez que les petits séminaires sont aussi exemptés de l'impôt appelé taxe universitaire. Cependant les petits séminaires se plaignent des entraves qui leur sont imposées; les autres établissemens privés se plaignent des priviléges accordés aux petits séminaires, priviléges qui rompent l'égalité et empêchent toute concurrence. Personne n'est content, tout le monde réclame.

J'ai pensé que le seul remède était ici le retour à l'ancienne législation impériale, le rétablissement du régime commun pour toutes les écoles secondaires privées. Dans l'instruction primaire, la loi ne distingue pas les écoles tenues par des laïques et celles qui sont dirigées par des ecclésiastiques, par exemple, les Frères de la doctrine chrétienne; pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'instruction secondaire? Mêmes charges, et mêmes garanties: telle est la législation que je voulais établir, avec les tempéramens convenables. Ainsi, pour les ecclésiastiques, les certificats de moralité pourraient être conférés par les supérieurs dans l'ordre ecclésiastique; et en supposant que l'on conservât l'impôt universitaire, des remises de cet impôt auraient pu être accordées et réparties par le ministre de l'instruction publique sur la proposition des évêques, d'après le nombre moyen des jeunes gens qui entrent chaque année dans les séminaires, afin que les écoles secondaires ecclésiastiques pussent continuer de servir au recrutement du clergé.

C'était ainsi que j'aurais voulu fonder dans l'instruction secondaire, comme nous l'avions fait en 1833 dans l'instruction primaire, la liberté commune de l'enseignement avec de communes garanties. J'étais parvenu à gagner à ce projet les membres les plus influens de l'une et de l'autre chambre. M. le comte de Tascher, dans plusieurs rapports sur des pétitions relatives à la liberté d'enseignement, avait présenté, d'accord avec moi, les mêmes vues qui avaient obtenu les suffrages à peu près unanimes de la chambre des pairs. J'avais consulté plusieurs ecclésiastiques éminens qui ont adhéré à ce projet, et monseigneur l'archevêque actuel de Paris en avait approuvé l'esprit et même les principales dispositions, dans une conversation que j'eus l'honneur d'avoir avec lui sur ce grave sujet. Je ne crois pas céder à une illusion flatteuse envers moi-même en me nourrissant de l'espoir que ces pensées conciliatrices qui étendaient les droits de l'état en augmentant la liberté de tous, eussent obtenu l'assentiment général et résolu d'une manière satisfaisante le problème compliqué de la légitime liberté de l'enseignement.

Mais il ne faut pas se le dissimuler, l'établissement de la liberté d'enseignement est une innovation grave pour l'Université et pour la société toute entière. J'ose dire que pendant les huit mois de mon ministère, je n'ai pas passé un seul jour, une seule heure, sans préparer l'Université à cette crise redoutable et sans prendre toutes les mesures qui pouvaient mettre les écoles publiques en état de soutenir la concurrence avec les écoles privées.

Deux sortes de mesures sont ici nécessaires : 1° augmentation du nombre des colléges royaux ; 2° perfectionnement de leur système d'études.

Quant au premier point, en 1837, la chambre des députés avait voté le principe d'un collége royal par département ; j'avais moi-même rappelé ce principe à la chambre ; j'avais déclaré à la commission du budget, avec son approbation unanime, que, l'année prochaine, d'une main je présenterais la loi sur la liberté de l'enseignement, et, de l'autre, j'apporterais la demande de cinq nouveaux colléges royaux. Un collége royal avait été voté par la chambre en 1838 pour la ville de Saint-Étienne. J'ai repris les négociations entamées à ce sujet, et à l'heure qu'il est ce collége est en pleine activité, et sa prospérité naissante répond à mes efforts et à mes espérances. La chambre m'ayant accordé à moi-même un autre collége royal, dès le lendemain de la publication de la loi des dépenses, je m'adressai à la ville d'Alençon, et cette ville ayant éprouvé des difficultés pour satisfaire aux engagemens qu'elle aurait dû contracter, je me suis adressé immédiatement à une autre ville, à Angoulême, et, grace à l'activité éclairée de M. le recteur de l'Académie de Bordeaux que j'envoyai sur les lieux, je suis parvenu à réaliser en quelques mois le collége royal voté par la chambre, de telle sorte que j'eusse pu lui présenter les résultats déjà obtenus à l'appui des nouveaux sacrifices que je lui aurais demandés.

Voici maintenant dans leur ordre d'importance et dans leur enchaînement logique les diverses mesures que j'avais cru devoir prendre dans l'intérêt de l'enseignement national.

La première de toutes, la plus indispensable, était la réforme du baccalauréat ès-lettres. Au moment où vous émancipez toutes les institutions privées et leur donnez le droit de préparer à l'examen du baccalauréat, votre premier devoir est d'élever et de constituer sérieusement cet examen. Il est le terme des études, il les résume, il les juge. Il est le passage du collége à l'instruction supérieure et à la société. Il faut que nul ne puisse franchir ce passage sans justifier d'une capacité suffisante. D'abord l'épreuve du baccalauréat doit être uniforme d'un bout de la France à l'autre. Jusqu'ici, excepté pour la philosophie, les matières étaient différentes dans toutes les Académies. J'ai rendu l'examen absolument le même partout, et je l'ai à la fois simplifié et fortifié ; je l'ai fortifié en y introduisant une composition, une version latine où chaque candidat doit montrer qu'il sait le latin et surtout le français, qu'il sait au moins l'écrire correc-

tement; je l'ai simplifié en retranchant une foule de détails littéraires, historiques et géographiques, où triomphait la mémoire, où périssait l'intelligence. Or, c'est l'intelligence qu'il s'agit de former; l'instruction elle-même n'est qu'un moyen, l'éducation de l'intelligence est le but. Une épreuve nouvelle a été introduite, l'explication grammaticale et littéraire des classiques français. Enfin, pour qu'on ne pût accuser de partialité les jugemens des commissions d'examen, il a été prescrit que dans toutes les académies où il n'y aurait pas de facultés des lettres, l'examen eût lieu non plus dans l'enceinte du collége, mais en public, dans le bâtiment même de l'Académie, et encore que les censeurs et les proviseurs ne fissent plus partie de ces commissions. Ainsi constituée, l'épreuve du baccalauréat acquiert une autorité incontestée, et elle protége efficacement la société contre les vices ou les négligences de l'éducation privée.

Mais la réforme du baccalauréat ès-lettres eût été un contre-sens, si elle ne se fût appuyée sur la sérieuse entreprise d'améliorer l'intérieur de nos colléges, et d'en faire de plus en plus des établissemens modèles placés au-dessus de toute rivalité par la force des maîtres, la sévérité de la discipline et l'excellence du système d'études.

La division de l'agrégation des sciences, jusqu'ici unique, en deux agrégations distinctes, l'une pour les sciences mathématiques, l'autre pour les sciences physiques et naturelles, est un perfectionnement considérable apporté à l'enseignement scientifique. Quand je n'aurais pas fait autre chose pour les sciences, je croirais encore les avoir bien servies. La nécessité, pour se présenter à chacune de ces agrégations, de justifier du double brevet de licencié ès-sciences mathématiques et ès-sciences physiques, maintient cette généralité de connaissances indispensable à tout véritable savant; et en même temps la division de deux ordres d'agrégation suscite des vocations spéciales, crée des professeurs plus profondément instruits et capables de donner un enseignement plus solide. Par là encore, les sciences naturelles, qui jusqu'ici n'avaient obtenu aucune place dans l'agrégation, y sont convenablement représentées, et leur enseignement si négligé acquiert une juste importance de la qualité même de ceux qui désormais en seront chargés, et qui devront avoir passé aussi comme tous les autres professeurs des colléges par un concours d'agrégation. Cela m'a permis d'introduire enfin à l'école normale le sérieux enseignement des sciences naturelles et d'établir dans la section des sciences deux divisions correspondantes aux deux nouveaux ordres d'agrégation. Ce perfectionnement est, je crois, le der-

nier que pût recevoir encore cette grande école (1), dont je m'honore d'être sorti, à laquelle j'ai si long-temps consacré mes soins, et qui désormais n'a plus besoin que d'un bâtiment digne d'elle, parfaitement approprié à son usage; ce bâtiment, j'en avais moi-même arrêté le plan à l'aide d'un habile architecte, et je regrette de n'avoir pu le présenter à la chambre et donner à l'école normale ce dernier gage du profond intérêt que je ne cesserai de lui porter (2).

En même temps que je préparais de bons professeurs à l'enseignement des sciences naturelles, je constituais cet enseignement jusque-là si divers, si arbitraire, tantôt trop faible, tantôt trop fort; ici, à Paris, annexé à la sixième, là à des classes très différentes. L'ancien programme avait soulevé d'unanimes réclamations. Grace aux conseils que m'ont donnés deux honorables membres de l'Académie des sciences, M. Beudant, inspecteur-général des études, et M. Milne Edwards, professeur-suppléant d'histoire naturelle à la faculté des sciences de Paris, j'ai pu rédiger un programme qui détermine le véritable but de l'enseignement des sciences naturelles dans les colléges, lui donne son vrai caractère et en fixe le plan. Mais une fois cet enseignement bien constitué avec le caractère général et philosophique qui lui appartient, il était impossible de le placer en sixième; j'ai dû le mettre à sa véritable place, dans la première année de philosophie, entre le cours de physique et de philosophie qu'il soutient et qui le complète.

Ceci me conduit naturellement au service le plus effectif que je crois avoir rendu à la fois à l'enseignement scientifique et à l'enseignement littéraire; je veux parler du nouveau règlement des études.

Ce nouveau règlement n'est pas autre chose que le retour, avec quelques perfectionnemens, au plan d'étude des lycées de l'empire, qui lui-même était la pratique perfectionnée des anciens colléges de l'Université de Paris. Depuis il avait été introduit diverses innovations, perpétuellement changeantes et chaque année modifiées, sans avoir encore pu satisfaire personne, dans le but d'entremêler l'enseignement des sciences et celui des lettres, depuis le commencement jusqu'à la fin des études. Le dernier essai joint l'histoire naturelle à la sixième, l'arithmétique et la géométrie à la cinquième, à la quatrième et à la troisième, la chimie à la seconde, la cosmographie à la rhétorique, etc., en donnant à cet enseignement

(1) Voyez l'ouvrage intitulé *École normale*, un vol. in-8°; Paris, 1837.
(2) C'est le plan récemment présenté à la chambre.

additionnel le moins de temps possible. Il ne produisait donc aucun fruit et n'excitait qu'un très médiocre intérêt de la part des maîtres et de la part des élèves, et ce peu de temps accordé aux sciences, et qui ne leur servait à rien, était un dommage considérable pour l'enseignement des lettres auquel il avait été retranché. Je ne prétends pas que ce mélange n'eût quelques avantages accessoires; mais en tout ce n'est pas l'accessoire, c'est le principal qu'il faut considérer, et le principal ici, c'est l'immense inconvénient de tout mêler dans la tête des jeunes gens et d'énerver leurs forces en les disséminant sur un trop grand nombre d'objets disparates. Quel est le but du collége? Ce n'est pas de donner une certaine dose d'instruction, non; le but du collége est tout autrement général et élevé; ce n'est pas moins, je l'ai déjà dit, que l'éducation de l'intelligence à l'aide d'enseignemens divers convenablement répartis selon les forces et les besoins de chaque âge. De là cette grande maxime qui sort et de la connaissance de l'esprit humain et de l'expérience universelle, que les lettres doivent venir avant les sciences dans l'intérêt des unes et des autres, et dans l'intérêt commun de la bonne et solide culture de l'intelligence. Quand les lettres, par l'enseignement des langues et de l'histoire, ont cultivé à la fois et l'esprit et le cœur et l'imagination, quand elles ont formé l'homme, c'est aux sciences de l'achever en donnant la main à la philosophie; je parle des sciences prises au sérieux, car tout enseignement qui n'est pas sérieux n'est pas seulement inutile, mais dangereux; il amollit et efféminé l'esprit; il est un mauvais apprentissage de la vie, il donne ce préjugé, qu'avec peu de peine on peut apprendre quelque chose, ce qui est radicalement faux. Voilà pourquoi j'ai supprimé, depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, tous ces petits et légers enseignemens d'histoire naturelle, de chimie et de géométrie, et je les ai réunis et placés après la rhétorique dans l'année de philosophie, selon la pratique universelle en France jusqu'en 1789, et selon le plan d'études de l'empire tel qu'il était suivi de mon temps. Cependant j'ai laissé la faculté d'établir des conférences libres de mathématiques depuis la sixième jusqu'à la rhétorique pour le petit nombre de nos élèves qui n'ont pas en vue le baccalauréat ès-lettres, c'est-à-dire l'éducation complète et régulière du collége, mais les écoles spéciales, militaires et autres, et qui par conséquent ne font d'ordinaire ni rhétorique ni philosophie et ont besoin d'une culture scientifique particulière avant d'arriver à l'enseignement approfondi des sciences qui commence à la fin de la rhétorique. Suit qui veut ces conférences préparatoires; elles ne sont

imposées à personne et ne déforment pas le plan général des études, fondé sur la nature même des choses, sur l'expérience à la fois et sur une haute philosophie.

Par ce nouveau règlement d'études, je crois avoir donné une nouvelle preuve de ma haute estime pour l'enseignement des sciences et en particulier des sciences mathématiques. Sans doute mes propres réflexions et le profond sentiment de la dignité des sciences m'avaient depuis long-temps conduit à ce résultat; mais je m'y suis d'autant plus attaché, que j'ai vu mes principes confirmés par l'imposante autorité de celui des membres du conseil royal qui est chargé de la direction des études mathématiques, M. Poinsot, ancien inspecteur-général des études, membre de l'Académie des sciences, et que la voix publique proclame comme l'un des mathématiciens les plus habiles de la France et de l'Europe.

En même temps que je m'efforçais de fortifier ainsi l'enseignement des lettres et des sciences, j'ai voulu fonder d'une manière sérieuse celui des langues vivantes. Je leur ai donné trois années consécutives, à partir de l'âge où l'esprit, déjà formé par une certaine connaissance des langues anciennes, est apte à avancer rapidement dans l'étude plus facile des langues modernes. Je leur ai donné trois années, il est vrai, avec une seule leçon par semaine, mais avec une leçon de deux heures, qu'il serait mieux peut-être de diviser en deux leçons d'une heure chacune. J'ai moi-même tracé dans une circulaire le plan que doit suivre pendant ces trois années le maître chargé de cet enseignement.

Mais que pourraient produire ces améliorations, si les élèves auxquels elles s'adressent en définitive peuvent manquer impunément d'attention et de zèle, et ceux-là surtout qui tiennent de la munificence nationale le bienfait de l'instruction, et qui à ce titre devraient toujours être les modèles de leurs camarades? J'ai donc prescrit qu'aucune promotion de bourse ne pût être accordée que sur des preuves de travail et de capacité, aux élèves qui seraient portés, d'après l'ensemble de leurs notes, sur la liste d'avancement; car, si les demi-bourses doivent être données au mérite de la famille, toute promotion doit être le prix du mérite personnel de l'élève. J'ai voulu aussi que nul ne pût passer dans une classe supérieure sans avoir prouvé qu'il est en état de la suivre avec fruit, mesure décisive qui, bien exécutée, avec un juste tempérament de sévérité et d'indulgence, doit, après quelques années d'épreuves, délivrer nos colléges de cette foule de mauvais élèves, retardataires incorrigibles qui assistent aux

leçons du professeur sans les comprendre, trompent leur famille en se traînant ainsi de classe en classe jusqu'à la fin de leurs études, et vont encombrer les carrières distinguées de candidats entièrement incapables.

J'ose dire que cet ensemble de mesures, toutes empruntées à l'expérience et d'un succès infaillible, si on veut y tenir la main, devait assurer à nos colléges une prépondérance incontestable, dans la vaste concurrence qu'allait ouvrir l'émancipation de l'instruction secondaire. C'est après avoir ainsi armé l'Université que j'aurais sans crainte présenté la loi sur la liberté de l'enseignement.

D'ailleurs, je m'empresse de le reconnaître : toutes les réformes organiques sont vaines sans une administration vigilante, conduisant habilement ou expédiant avec rapidité les affaires, et surtout attentive au choix des hommes; car, on ne saurait trop le redire, dans l'Université les hommes sont tout. C'est au choix des hommes que je me suis particulièrement appliqué. J'ai fait des conseillers, des inspecteurs-généraux, des proviseurs, des censeurs, des professeurs de tout ordre, et on a bien voulu remarquer que, dans aucune circonstance, je n'ai fait plier l'intérêt universitaire devant des considérations politiques; que sourd à toutes les sollicitations, de quelque côté qu'elles partissent, j'ai toujours été chercher l'homme le plus capable, d'abord par justice, pour honorer le mérite et dans l'intérêt du service, ensuite parce que, dans un corps où tous les membres se connaissent, les choix sont un enseignement pour le corps entier; et, grace à cet enseignement, le plus clair de tous, quinze jours après mon entrée aux affaires, je n'ai plus reçu que des demandes suffisamment autorisées.

Mais, dans l'instruction supérieure, la meilleure administration ne pourrait suppléer aux vices de l'organisation; et, il faut le dire, autant l'instruction secondaire est admirablement constituée en France, autant l'instruction supérieure laisse encore à désirer, j'entends pour l'organisation. Les facultés confèrent des grades, c'est là leur principale mission, et elles la remplissent d'une manière satisfaisante, avec zèle et avec équité. Mais le nombre des facultés dans les différens ordres est arbitraire, et leur répartition sur les divers points du territoire n'est réglée par aucun principe. Le mode de nomination des professeurs est divers dans les différentes facultés, et il est très justement attaqué. Il n'y a aucune émulation parmi les étudians; en un mot, sans renouveler ni multiplier des critiques qui ont été cent fois faites, je rappellerai que moi-même, dans mes ouvrages

sur l'instruction publique en Allemagne et en Hollande, j'avais signalé le mal et indiqué le remède. Après cela, étais-je donc reçu à ne rien faire, et à ne point exécuter moi-même, comme ministre, ce que j'avais tant recommandé comme conseiller et comme écrivain? Voilà ma réponse aux personnes, même bienveillantes, qui, un peu étrangères à ces matières, se sont étonnées du grand nombre d'ordonnances et de règlemens que j'ai publiés en si peu de temps sur l'instruction supérieure. Si j'ai été si vite, c'est, encore une fois, qu'en arrivant aux affaires, j'avais un but, un plan, des desseins tout arrêtés; c'est que je savais aussi que le temps m'était mesuré, que les ministères durent peu, et que si je ne mettais moi-même courageusement et promptement la main à l'œuvre, des pensées utiles, long-temps mûries dans mon esprit, couraient le risque d'y mourir. Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui des écoles de droit. Depuis long-temps, il n'y a qu'un cri sur les vices de l'enseignement du droit parmi nous, et pourtant qui a commencé la moindre réforme? Du moins, ai-je fait le premier pas. Mais j'ai donné M. Rossi au conseil royal; c'est à lui de poursuivre et d'achever la réforme que j'avais entreprise et que j'ai à peine commencée en ce qui regarde les écoles de droit.

Et puis, on n'a pas remarqué que ce grand nombre d'ordonnances, de règlemens et d'arrêtés, ne sont que les diverses faces de deux ou trois idées. Les ordonnances royales posaient les principes, les règlemens entraient dans toutes les dispositions particulières de la matière, et les arrêtés ministériels exécutaient. Je n'ai pas posé dans une ordonnance un seul principe qui ne soit aujourd'hui en pleine exécution.

Voici les principales idées générales auxquelles on peut rapporter tous mes actes relatifs à l'instruction supérieure.

1° Conformément à tout ce que j'avais dit et répété dans mes ouvrages, je me proposais de substituer peu à peu aux facultés isolées, éparpillées et languissantes sur une multitude de points, un système de grands centres scientifiques où toutes les facultés fussent réunies, selon la pratique du monde entier. Oui, je ne le cache pas, si j'admire profondément l'unité de la France, je ne crois pas que cette précieuse unité fût en péril, parce qu'il y aurait de la vie ailleurs qu'à Paris. Pour me borner à l'instruction publique, je suis convaincu qu'il est possible d'établir, dans un certain nombre de villes, des foyers de lumières qui, en projetant leurs rayons autour d'eux, éclaireraient et vivifieraient de grandes provinces au profit de la civilisation de la France entière. Par exemple, j'ai voulu faire une sorte

d'université bretonne à Rennes. Il y avait déjà à Rennes une faculté de droit et une faculté des lettres; j'ai demandé à la chambre des députés les fonds nécessaires pour y établir encore une faculté des sciences et une faculté de médecine pour tous les départemens de l'ouest. La chambre a voté sans difficulté la faculté des sciences, et je n'ai pas perdu de temps pour l'établir et la constituer fortement avec un personnel d'élite. Le projet d'une faculté de médecine n'a pu être discuté, et je l'aurais reproduit à cette session. Je me serais présenté à la chambre des députés, appuyé d'une part sur l'ordonnance qui constitue solidement les écoles secondaires de médecine qu'on n'aurait pu m'accuser de vouloir détruire; de l'autre, sur les vœux hautement exprimés de la Bretagne tout entière, excepté la ville de Nantes. La chambre des pairs, par l'organe de M. de Gérando, s'était prononcée nettement à cet égard; elle réclamait le plus tôt possible une faculté de médecine à Rennes, et nous aurions vu si, à la chambre des députés, de petits intérêts de localité l'eussent emporté sur des vues nationales, sur l'expérience universelle, sur l'opinion de la chambre des pairs et sur les besoins de toute la Bretagne. En tout cas, la chambre aurait dû se charger elle-même de la responsabilité du rejet de cette loi, car je n'aurais pas hésité à la lui présenter. J'espère qu'au moins l'école secondaire de médecine de Rennes se ranimera dans l'atmosphère scientifique que va lui créer la faculté des sciences, et qu'ainsi il y aura, dans cette capitale intellectuelle de la Bretagne, avec un des meilleurs colléges du royaume et une grande école normale primaire, quatre belles écoles de droit, de lettres, de sciences et de médecine, où viendront se former tout ce qu'il y a en Bretagne de jeunes et nobles esprits aspirant à se distinguer. Il ne faut pas craindre les foules, c'est des foules que sortent les hommes supérieurs, parce que dans les foules seules il y a de l'ardeur, de l'émulation, de la vie. Quatre départemens de la Bretagne sur cinq ont voté des sacrifices pour la future école de médecine qu'un projet de loi, une fois présenté, leur a promise. La ville de Rennes a contracté l'engagement de consacrer un grand bâtiment académique aux facultés réunies. Avant de quitter le ministère, j'ai fait un envoi considérable de livres précieux pour la bibliothèque de ces facultés, et en particulier pour la nouvelle faculté des sciences. A ma prière, mon honorable ami, M. de Rémusat, ministre de l'intérieur, avait commandé un buste de Descartes, le plus illustre enfant de la Bretagne, pour la faculté des sciences de Rennes, et j'avais promis aux députés de la Bretagne, je

m'étais promis à moi-même d'aller à Rennes inaugurer l'établissement d'une université bretonne; du moins, les fondemens de cette université sont posés; le temps, j'espère, fera le reste.

Ce que j'ai presque accompli à Rennes pour la Bretagne, je l'avais tenté à Caen pour la Normandie. Caen est évidemment la capitale intellectuelle de la Normandie. Il y a eu là autrefois une université qui a compté des hommes de beaucoup de mérite. Il serait facile d'y rétablir un certain mouvement scientifique et surtout littéraire. Il y a une faculté de droit, une faculté des lettres, une faculté des sciences, une école secondaire de médecine, que l'ordonnance du 13 octobre 1840 va développer encore; mon dessein était d'y transporter la faculté de théologie de Rouen. L'ordonnance de translation existe, signée par le roi. Une faculté de théologie à Rouen est un germe stérile. Elle est isolée; elle ne s'appuie point sur une faculté des lettres. Rouen est une admirable ville de commerce, mais nullement une ville d'études, encore bien moins d'études ecclésiastiques. Aussi cette faculté n'a-t-elle jamais produit aucun résultat; elle est entièrement ignorée, et c'est presque en voulant la déplacer que j'ai appris aux habitans de Rouen son existence. Les cours ne se font pas; l'archevêque y est contraire; le doyen m'avait spontanément envoyé sa démission. A la lettre je l'ai trouvée morte; j'ai voulu la recréer en la transportant ailleurs. J'ai offert à Rouen, au lieu de cette faculté insignifiante, une grande école intermédiaire que la loi impose à la ville, et qui lui serait d'une utilité incontestable. Au contraire, Caen est une ville où une faculté de théologie serait parfaitement bien placée, par les dispositions générales et l'esprit du pays, où la piété est en très grand honneur, à cause aussi du voisinage des trois autres facultés, qui fourniraient un magnifique auditoire à des prédicateurs de religion éloquens et instruits, comme déjà je les avais trouvés. Le recteur de l'Académie, M. l'abbé Daniel, avait pris à cœur cette affaire, et personne n'était plus propre que lui à la négocier habilement. Je fais des vœux pour qu'elle réussisse; ce serait un grand avantage pour la Normandie tout entière, qui aurait aussi son université.

Successivement, j'aurais ainsi essayé d'établir dans le cœur de chacune des grandes régions de la France plusieurs facultés, liées entre elles, se soutenant et s'animant l'une l'autre, mettant en commun leur bibliothèque, leurs élèves, leurs lumières.

2° Mais la base d'un tel système est l'institution des agrégés de facultés, en possession exclusive de suppléer les professeurs empê-

chés, et ayant le droit de faire des cours libres dans l'auditoire même de la faculté, avec l'assentiment du doyen et du ministre. Les agrégés, voilà l'élément de vie pour une faculté. J'ai emprunté cette grande institution d'abord à nos facultés de médecine, ensuite à la pratique de l'Allemagne, où elle donne les plus admirables résultats. Elle existait même jusqu'à un certain point dans les facultés de droit, car les suppléans sont de vrais agrégés; il n'y avait plus qu'à leur conférer le droit de faire des cours complémentaires. J'ai l'honneur de l'avoir introduite pour la première fois dans les facultés des lettres et dans les facultés des sciences. Je ne me suis pas contenté de mettre cette institution dans une ordonnance; j'ai réalisé l'ordonnance par des réglemens, et ces réglemens je les ai exécutés immédiatement. De grands concours se sont ouverts à Paris, à la Sorbonne, pour les sciences mathématiques, pour les sciences physiques, pour les sciences naturelles, pour les lettres, pour la philosophie, pour l'histoire. De tous les points de la France s'y sont présentés de nombreux candidats, l'élite des agrégés de collége, la fleur de l'Université. Ces concours ont été présidés par les hommes les plus éminens, tous membres de l'Institut et hauts fonctionnaires de l'instruction publique. L'éclat de ces concours a converti les plus incrédules, et la nouvelle institution a été fondée à son début par ses succès même. Douze agrégés pour les facultés des lettres et des sciences ont été nommés cette année : ils sont aujourd'hui en exercice à Paris et en province. De leur côté, les agrégés des facultés de droit ont demandé et obtenu la permission de faire des cours complémentaires sur des points importans et négligés de la science juridique. Si donc on sait se servir de cette institution, elle rendra en France les mêmes services qu'en Allemagne : elle vivifiera continuellement l'enseignement supérieur; car il ne faut pas s'y tromper : pour l'enseignement comme pour la guerre, ne comptez que sur la jeunesse. Au bout de quinze ou vingt ans d'enseignement, j'entends d'un enseignement assidu et un peu éclatant, un homme est usé. Il peut avoir son mérite et son utilité encore, mais il n'a plus le feu sacré. Il faut donc toujours auprès d'une faculté un certain nombre de jeunes gens pleins d'ardeur et même d'ambition, qui représentent le mouvement comme les vieux professeurs représentent la stabilité. Ces deux élémens sont également nécessaires dans une faculté comme ailleurs. Les agrégés ne sont pas faits, il est vrai, pour l'agrément des vieux professeurs, qui redoutent de jeunes rivaux; mais ces jeunes rivaux mûriront avec

l'âge, et feront à leur tour des titulaires pleins d'autorité. Ils donnent d'abord à la jeunesse une vive impulsion, en attendant qu'ils aient acquis le droit de la retenir.

Un des résultats futurs de l'institution des agrégés de facultés nommés d'après un concours public sera la suppression du concours pour les professeurs titulaires dans les deux facultés de droit et de médecine. Cette suppression que j'ai moi-même demandée (1), qui a été réclamée par tous les esprits impartiaux, était arrêtée dans ma pensée; mais je ne pouvais guère la réaliser que par une loi, et cette loi, je ne pouvais la présenter aux chambres qu'après que l'agrégation aurait acquis toute la popularité qu'elle mérite : alors il eût été évident que le ministre qui avait établi spontanément les concours de l'agrégation, ne voulait pas supprimer ceux du titulariat en haine des concours en général. Les concours sont admirables pour la jeunesse; ils ne conviennent point pour l'âge mûr, et il faut qu'un titulaire ait déjà un certain âge et une belle renommée. Les renommées fuient les concours qui leur paraissent au-dessous d'elles : elles ne sont pas tentés de comparaître, un peu en suppliantes, devant un tribunal composé de juges où elles n'aperçoivent pas toujours des égaux, encore moins des supérieurs. Il ne faut pas non plus qu'une faculté se recrute elle-même sans aucun contrôle; car supposez une majorité composée une fois ou de gens de parti ou de gens médiocres, on ne sait jusqu'où les choix pourront s'abaisser ou s'égarer, tandis qu'une présentation de la faculté, balancée par une autre présentation, celle d'une académie de l'Institut, par exemple, en laissant au choix du ministre une certaine latitude, nécessaire fondement de sa responsabilité, est infiniment plus favorable aux grandes candidatures.

3° Si l'institution des agrégés anime l'enseignement, celle des prix de facultés anime les études. Ici encore j'ai été guidé par l'exemple des écoles de médecine et par la pratique de l'Allemagne confirmée par celle de la Hollande (2). Déjà même deux facultés de droit, celles d'Aix et de Poitiers, avaient fondé quelques prix dont la libéralité des conseils de départemens faisait les frais. De ces précédens isolés, j'ai tiré une institution générale pour toutes les facultés de droit du royaume, et cette institution, mise immédiatement à exécution, a

(1) *De l'Instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne*, tom. Ier, pag. 119, 173, sqq. — *De l'Instruction publique en Hollande*, pag. 93, sqq.

(2) *De l'Instruction publique en Allemagne*, tom. Ier, pag. 113, 119. — *De l'Instruction publique en Hollande*, pag. 219.

produit d'abord les meilleurs fruits. La distribution de ces prix s'est faite partout avec une solennité utile (1). Grace à la pieuse munificence d'une mère admirable (2), les prix de la Faculté de Paris sont dignes de faire naître de sérieux travaux. Si, dès la première année, nous avons eu de si beaux résultats, que ne faut-il pas attendre de l'avenir! Les jeunes gens qui remporteront les prix à la licence, seront attirés aux examens du doctorat, puisque cet examen et les inscriptions qui y donnent accès ne leur coûteront rien. Une fois docteurs, ils songeront naturellement à se présenter au concours pour les prix du doctorat. Voilà donc plusieurs années de solide travail ménagées à la jeunesse. Ajoutez que pour autoriser davantage cette utile innovation, M. le ministre de la justice et M. le ministre des finances ont établi de sages priviléges en faveur des lauréats des écoles de droit, de sorte que cette institution, qui est d'hier, semble aujourd'hui presque consacrée.

Les prix, dans les facultés des lettres et des sciences, sont des remises de frais assez considérables d'examens et d'inscriptions pour les candidats qui se distinguent dans les concours de licence et dans les épreuves du doctorat.

Je n'insisterai pas sur quelques autres mesures qui se lient à celles-là. Ainsi, puisque la licence et le doctorat ès-lettres tirent une nouvelle importance des récompenses qui y sont affectées, il fallait d'autant plus volontiers constituer convenablement ces deux épreuves et en surveiller les résultats. De là le devoir imposé à toutes les facultés des sciences et des lettres d'adresser au ministre un rapport sur les épreuves du doctorat et de la licence, et l'examen de ces rapports en conseil royal, ce qui souvent donne lieu à des observations du conseil qui, adressées aux facultés, servent à exciter leur zèle et leur juste sévérité. La même règle a été appliquée au doctorat en droit. Pour tous ces examens, l'usage de la langue latine a été aboli, même pour les exercices relatifs au droit romain. Enfin, un cours d'introduction générale à l'histoire du droit a été établi dans toutes les écoles pour les élèves de première année, à Paris, par une chaire spéciale, ailleurs, soit par des cours complémentaires faits par des agrégés, soit par un certain nombre de leçons préparatoires placées au début du cours de droit civil.

(1) Lisez dans le *Journal de l'Instruction publique* les rapports sur les concours des étudians dans les diverses facultés de droit.

(2) Mme de Beaumont.

Pour la médecine, je crois l'avoir servie en assurant, par des priviléges modérés, l'avenir des écoles secondaires de médecine qui forment le premier degré de l'enseignement médical, en faisant entrer les écoles de pharmacie dans le cadre universitaire, et en donnant à ces écoles une organisation commune qui répond à l'importance de leur objet. Ces deux ordonnances ont prouvé au corps médical ce que j'aurais osé faire si une plus longue durée m'eût été donnée.

Il me reste à dire un mot de cette partie du ministère de l'instruction publique qui comprend les établissemens littéraires et scientifiques placés en dehors de l'Université proprement dite, et l'emploi des fonds consacrés à l'encouragement des sciences et des lettres.

Il n'y a qu'un seul moyen d'être utile à l'Institut de France, c'est de lui fournir l'occasion de s'honorer par de nouveaux services. La révolution de juillet avait rétabli l'académie des Sciences Morales et Politiques, supprimée en 1803; pour achever ce grand acte de réparation, auquel je suis fier d'avoir concouru, j'ai voulu mettre la nouvelle académie au niveau de toutes les autres, en la chargeant d'écrire l'histoire des sciences qui forment son domaine depuis 1789, comme chacune des académies de l'Institut l'avait fait pour les sciences diverses qui leur sont confiées. L'académie a noblement répondu à cet appel; déjà les travaux des différentes sections sont commencés, et je me flatte que l'ordonnance du 20 mars 1840 fera naître un ouvrage digne d'être placé à côté des beaux rapports de Dacier, de Delambre et de Cuvier, une grande page de l'histoire de l'esprit humain dans une de ses époques les plus agitées et les plus fécondes.

Quand je suis venu demander à la chambre des députés un modeste crédit de 5,000 francs pour la création d'une chaire nouvelle au Collége de France, consacrée à l'enseignement de la langue et de la littérature slave, je rencontrai des objections de plus d'un genre. Où sont-elles aujourd'hui devant le savant et brillant enseignement de M. Mickiewitz? En donnant à la France une chaire de slave et M. Mickiewitz, je crois avoir rendu à la France et aux lettres un double service. Mon dessein, je ne le dissimule pas, et M. de Gérando, à la chambre des pairs, m'a déjà un peu trahi, mon dessein était de demander à la session prochaine un nouveau crédit de 5,000 francs pour établir à ce même collége de France une nouvelle chaire de langue et de littérature germanique, et je n'étais pas sans espérance de séduire M. Grimm, comme j'avais fait M. Mickiewitz.

Pour les souscriptions, ma règle a été bien simple : n'en accorder

sous aucun prétexte qu'à des ouvrages sérieux, honorables au pays, onéreux à leurs auteurs. On peut voir dans ce recueil la liste des ouvrages auxquels j'ai appliqué les souscriptions du gouvernement.

Les encouragemens aux savans et aux gens de lettres se divisent en deux classes : les simples secours une fois donnés et les indemnités qui autrefois s'appelaient indemnités annuelles, et qu'on appelle aujourd'hui indemnités éventuelles, de peur de leur donner le caractère de pension, quoi qu'elles se renouvellent ordinairement, sauf des cas très rares. J'ai suivi la vraie maxime en cette matière, celle qu'avait rappelée l'honorable rapporteur du budget à la chambre des pairs, M. d'Audiffret : moins de secours, et plus d'indemnités sérieuses pour des titres sérieux. J'ai repoussé l'idée de détruire arbitrairement ce qu'avaient fait mes prédécesseurs et de porter le deuil ou l'effroi dans l'ame de tant de personnes estimables en les frappant subitement, parce qu'elles n'avaient peut-être pas toute l'illustration ou toute la misère requise; j'aurais reçu cet ordre que je ne l'aurais pas exécuté, je le déclare ici hautement. J'ai donc respecté le passé, qui n'était pas mon ouvrage; mais j'ai voulu que l'avenir pût braver tous les regards, et, depuis le 1er mars jusqu'au 29 octobre 1840, je n'ai accordé ni une indemnité ni même un simple secours qu'au grand jour et en publiant moi-même ce que je faisais dans *le Moniteur*. On y trouvera les noms des personnes qui ont reçu de pareils encouragemens. On y verra que je me suis surtout proposé, dans l'intérêt de la dignité des lettres, d'accorder très peu d'indemnités à titre gratuit et de les attacher à des missions ou à des travaux, en sorte que ces encouragemens soient à la fois une dette envers ceux qui les reçoivent et un service envers le public par les ouvrages qu'ils favorisent et dont ils sont la récompense anticipée.

A l'égard de la Légion-d'Honneur, cette grande et nationale institution affaiblie par tant de prodigalités, et qu'il importe de relever, soit par une mesure législative, soit du moins par un sobre et sévère usage de la prérogative royale, si la loi sortie des débats provoqués par la noble proposition de M. Mounier n'a point été sanctionnée, je me suis fait un point d'honneur de la pratiquer en ce qui concernait mon département. Le *Journal de l'Instruction publique* a publié toutes les nominations qui ont été faites le 1er mai 1840, et les motifs sur lesquels reposent ces nominations. Nulle nomination isolée n'a eu lieu, et toutes ont été fondées sur cette maxime que j'ai tant de fois répétée, ou de très longs services ou des services très éclatans.

Mais il est temps de terminer ce compte déjà trop long d'une ad-

ministration qui a si peu duré. J'ai cru le devoir à mon pays, à l'Université, à moi-même. J'ai voulu placer les réformes que j'ai entreprises sous la protection de l'opinion des juges compétens en France et en Europe. Pourquoi ne le dirais-je pas? Je suis, je l'espère, au-dessus de tout soupçon de regretter le pouvoir; mais, en achevant ce récit, en posant ici la plume, il me semble que je quitte de nouveau, et avec un sentiment que je n'essaie pas de dissimuler, ce corps illustre qui est pour moi une seconde patrie dans la grande patrie, où je suis entré comme simple élève de l'école normale dans les premiers jours de 1810, où j'avais conquis lentement un avancement légitime, auquel depuis dix années, comme membre du conseil royal et directeur de l'école normale, je rapportais presque toutes mes pensées, que j'ai un moment dirigé avec ce sérieux dévouement qui sert et ne flatte pas, et que j'aimerai et continuerai de servir pendant toute ma vie, dans toutes les fortunes que me fera la divine Providence.

A la Sorbonne, 20 janvier 1841.

V. Cousin.

LE

THÉATRE ESPAGNOL.

De l'Honneur comme ressort dramatique. — Théâtre de Calderon, Rojas, etc. (1)

Ce que la fatalité était pour les tragiques grecs, l'honneur l'est en quelque sorte pour les poètes dramatiques de l'Espagne. Ils nous le montrent comme une puissance mystérieuse planant sur l'existence entière de leurs personnages, les entraînant impérieusement à sacrifier leurs sentimens et leurs penchans naturels, leur imposant tantôt des actes du plus sublime dévouement, tantôt des crimes, des forfaits vraiment atroces, mais qui perdent ce caractère par l'effet de l'impulsion qui les produit, de la terrible nécessité dont ils sont le résultat. L'honneur, pour eux, n'est pas la vertu, en tant du moins qu'on voudrait donner au mot de vertu sa signification chrétienne; c'est quelque chose de tout-à-fait distinct, souvent même d'absolument contraire, qui semble plutôt se rapprocher des instincts d'une société encore barbare dans ce qu'ils peuvent avoir de généreux et d'aveugle tout à la fois. Tenir à tout prix la parole une fois donnée, alors même qu'elle ne peut être tenue qu'en violant

(1) Voyez les livraisons du 15 mars, 1er mai, 15 juillet et 1er novembre 1840.

les lois de la morale et de la justice, et à bien plus forte raison, si en la donnant on n'a compromis que sa propre existence et ses plus chers intérêts; défendre, envers et contre tous, la cause, quelle qu'elle soit d'ailleurs, de son roi, de son père, de son ami, de tous ceux qu'on est appelé à protéger, soit par la nature ou par une obligation positive, soit parce qu'on a été invoqué par eux au moment du danger; repousser énergiquement et laver dans le sang tout outrage, toute insulte, toute apparence même d'insulte, tels sont les devoirs de l'honneur, comme on les comprenait en Espagne à l'époque représentée par les drames de Calderon.

Ces idées ne sont pas si absolument différentes, dans leur essence, de celles qui dominent encore la société européenne, que nous puissions beaucoup nous en étonner. Restreintes dans de certaines limites, elles ont incontestablement un côté brillant, elles répondent à de nobles inspirations; mais l'exagération qu'y portent souvent les poètes dramatiques rend parfois méconnaissable le principe primitif auquel elles se rattachent. Si, en les poussant au-delà des limites de la raison, ils s'élèvent en quelques occasions à un degré de sublimité qui exalte et ravit l'ame, souvent aussi, à force de vouloir vaincre la nature pour rehausser la puissance de l'honneur, ils tombent dans l'absurdité, dans l'horreur même. Ce n'est jamais impunément qu'on secoue l'empire du bon sens. Tôt ou tard la tête tourne à ceux qui s'écartent des voies éclairées par sa lumière, et leur imagination égarée ne produit plus que des monstres.

Disons cependant, pour justifier ces poètes, que, dans leurs plus grands écarts, ils avaient une excuse qui manque complètement à leurs modernes et frénétiques imitateurs. Cette exaltation délirante dont ils nous offrent le tableau, répondait, au moins jusqu'à un certain point, au caractère de leur nation et de leur siècle. Notre La Fontaine a admirablement caractérisé l'esprit qui, à cette époque, n'avait pas encore cessé d'animer les Espagnols, lorsque, racontant un de ces grands et passionnés dévouemens qui étonnent notre nature, il a dit avec tant de simplicité et de profondeur :

C'est le trait d'une ame espagnole
Et plus grande encore que folle.

Il est d'ailleurs un signe non équivoque auquel on peut reconnaître si ce qui nous paraît bizarre et extraordinaire dans les poètes d'un autre âge que le nôtre, était en réalité un caprice arbitraire de leur imagination, ou représentait véritablement, sous des formes plus ou moins exagérées, des sentimens et des idées alors existant. Ce signe, c'est une certaine vigueur, une puissance de vitalité, que la vérité des données générales imprime seule aux ouvrages de l'imagination, que le talent, que le génie même, lorsqu'ils se perdent dans ces conceptions factices, ne peuvent pas atteindre, sans lesquelles on peut obtenir une vogue d'engouement nécessairement passagère, mais qui seules assurent les succès durables. Les poètes, en un mot, ne vivent dans la postérité et n'agissent puissamment sur elle qu'à une seule condition, celle

d'avoir représenté des sentimens et des idées réels, d'avoir été les fidèles interprètes de leur génération.

Cette condition a sans doute été remplie par les auteurs des drames espagnols dont l'action est fondée sur le mobile de l'honneur. Il n'en est pas, en effet, qui saisissent plus fortement les imaginations et qui laissent au fond de l'ame des impressions plus profondes, soit d'admiration, soit de terreur.

Dans le *Cid* de Guilen de Castro, dans *l'Étoile de Séville* de Lope de Vega, c'est l'admiration qui domine. Le Cid immolant son amour à la vengeance de son père, Sancho Ortiz, pour venger son roi qu'il croit outragé et à qui il a engagé sa parole, élevant au péril de sa vie un obstacle insurmontable entre lui-même et la maîtresse adorée dont il allait recevoir la main, ce sont là de ces grandes luttes entre la passion et le devoir qui ont été de tout temps, il faut le dire à l'honneur de la nature humaine, la source des plus vives comme des plus nobles et des plus pures émotions. On sait assez quel admirable parti en ont tiré Lope et Guilen de Gastro et de quelles brillantes couleurs ils ont revêtu ces élans d'héroïsme et de générosité chevaleresque.

Une comédie de Calderon, *l'Alcade de Zalamea*, moins connue, surtout hors de l'Espagne, que ces deux chefs-d'œuvre, ne leur est pourtant pas inférieure, et à certains égards mérite peut-être davantage encore de fixer l'attention. L'honneur, avec les rigoureux, les terribles devoirs qu'il impose quelquefois, en est encore le sujet, mais il y est présenté sous un aspect tout nouveau et assez étranger aux habitudes de la scène espagnole, à la nature même du génie de Calderon, si aristocratique dans la plupart de ses conceptions. Ici l'intérêt ne porte pas sur un guerrier illustre, sur un brillant chevalier; il ne s'agit plus de ces susceptibilités exquises, délicates, un peu factices, si promptes à se révolter à la moindre atteinte souvent imaginaire. Le héros est un homme simple et droit, un roturier plein de sens et de prudence, d'un courage ferme et contenu, en qui l'honneur n'est autre chose que le sentiment de la dignité humaine, et qui ne se décide à venger la plus mortelle injure qu'après avoir perdu tout espoir d'en obtenir réparation. L'offenseur, au contraire, est un jeune gentilhomme, un militaire aveuglé par les orgueilleux préjugés de sa naissance et de sa profession, et qui, dédaignant trop profondément d'obscurs roturiers pour les croire capables de ressentir bien vivement un affront, se permet envers eux, presque sans scrupule, des violences dont il ne soupçonne même pas les conséquences terribles. Cette combinaison déjà essayée avec succès par Lope de Vega, qui, dans sa célèbre comédie *le Roi est le meilleur alcade*, en avait rattaché le développement à un fait emprunté aux annales un peu fantastiques du moyen-âge et de la féodalité, est bien autrement approfondie dans le drame de Calderon, dont l'action appartient à une époque plus récente et vraiment historique, au règne de Philippe II.

Le moment choisi par le poète est celui où Philippe II, après l'extinction de la maison royale de Portugal, fit occuper militairement ce pays pour y

établir sa domination. Un corps de troupes commandé par don Lope de Figueroa marche sur Lisbonne et traverse l'Estremadure espagnole. Une partie de cette division prend pour quelques jours ses cantonnemens dans le village de Zalamea. Les officiers et les soldats sont logés chez les paysans. Il y a là une peinture vive, franche, animée de la vie des camps et des habitudes qui s'y rattachent. C'est un tableau complet, aucun détail n'est omis, quelque minutieux qu'il puisse paraître, et cependant le poète ne tombe jamais dans le bas ni dans le trivial. Remarquons, en passant, que tout son talent n'eût pas suffi peut-être pour éviter cet écueil, s'il n'eût eu le bonheur d'écrire dans un de ces idiomes privilégiés où il est constamment permis d'être naturel et simple sans être commun, parce que les expressions les plus familières sont aussi celles de la langue poétique.

On retrouve toute la puissante originalité de Calderon dans la manière dont il a conçu le rôle de don Lope de Figueroa. Il avait à peindre un personnage historique. Don Lope était un des plus illustres chefs de ces bandes qui, au XVIe siècle, portèrent si haut la gloire des armes espagnoles. Nous ignorons si les traits que lui a prêtés Calderon ont été puisés dans la tradition, mais il nous le montre si vivant, si animé, qu'on ne peut se décider à y voir une pure fiction poétique. L'affection et la crainte que don Lope inspire tout à la fois à ses soldats, son inflexible attachement à la discipline, les préjugés militaires qui se mêlent en lui à tant de droiture, de générosité et de bonté, sa politesse noble et courtoise qui domine, sans pouvoir les contenir tout-à-fait, les mouvemens de brusque impatience auxquels le livrent ses infirmités: c'est bien là l'idéal du vieux guerrier. Nous ne connaissons pas au théâtre un caractère plus achevé et mieux soutenu.

En face de cette énergique physionomie, Calderon a placé une autre figure non moins remarquable et qu'il n'a pas dessinée avec moins de vigueur. Pedro Crespo, l'hôte de don Lope, est un riche paysan, ferme, prudent, rusé, en qui un profond sentiment d'indépendance et d'honneur se cache sous les dehors d'une déférence respectueuse jusqu'à l'humilité pour tous ceux que leur rang social élève au-dessus de lui, mais qui, on s'en aperçoit dès le premier moment, ne permettrait pas qu'on prît trop au sérieux cette humilité et qu'on voulût en abuser.

A peine ces deux hommes, en apparence si différens, se trouvent-ils en présence, qu'ils se sentent attirés l'un vers l'autre par une sorte de sympathie. C'est qu'en effet leur nature est au fond la même, malgré l'extrême inégalité de leur position et la diversité qui en résulte dans leur attitude. Rien de plus attachant, de plus vrai, de plus fortement comique (nous employons à dessein cette expression) que les nombreuses scènes où ils figurent ensemble. Attentif à remplir généreusement les devoirs de l'hospitalité, Crespo reçoit avec une respectueuse réserve les témoignages de cordialité et de bienveillance que lui prodigue don Lope; mais lorsque le vieux soldat, tourmenté par un accès de goutte ou échauffé par quelque contrariété, se laisse emporter à une

vive explosion de brusquerie, il lui fait comprendre bien vite qu'il est peu disposé à se laisser traiter de la sorte. Son langage s'empreint alors d'une rude familiarité, d'une naïveté sournoise, qui ont bientôt calmé don Lope, et chacun de ces démêlés se termine par une explication franche et amicale. Toutes ces scènes, dont il serait impossible de conserver le charme dans une traduction, sont du plus grand effet, et, en les lisant, on oublie complètement que peut-être elles occupent trop de place dans un drame où elles ne se lient à l'action que d'une manière assez indirecte comme moyen d'en faire bien connaître le héros principal.

Crespo est père d'une jeune fille remarquable par sa beauté. A l'arrivée des soldats, il a pris la précaution prudente de la reléguer dans un appartement écarté; mais un des officiers placés sous les ordres de don Lope, le capitaine don Alvaro de Atayde, a entendu vanter les charmes d'Isabelle, il est parvenu à l'apercevoir, et se persuadant, avec la confiance naturelle à son âge et à sa profession, qu'une villageoise ne peut manquer d'accueillir les hommages d'un homme tel que lui, il s'est empressé de les lui offrir. Le peu de succès de sa première tentative ne le décourage pas; tout au contraire, sa vanité blessée donne presque le caractère de la passion à ce qui n'était d'abord qu'un simple caprice. Ses efforts pour pénétrer auprès d'Isabelle, une sérénade qu'il lui donne, éveillent les inquiétudes de Crespo et de son fils; de vives explications et même des voies de fait ont déjà eu lieu, les paysans prennent parti pour Crespo, les soldats pour leur capitaine, et don Lope se voit forcé d'intervenir. Les remerciemens que Crespo lui fait à ce sujet et la manière dont il y répond sont tout-à-fait caractéristiques.

Crespo. — Je vous rends mille graces, monseigneur, pour m'avoir ainsi ôté l'occasion de me perdre.

Don Lope. — Expliquez-moi comment vous vous seriez perdu.

Crespo. — En donnant la mort à qui m'eût fait le moindre affront.

Don Lope. — Vive Dieu! savez-vous bien qu'il est capitaine?

Crespo. — Vive Dieu! je le sais; mais fût-il général, au moment même où il aurait blessé mon honneur, je l'aurais tué.

Don Lope. — Je jure le ciel que je ferais pendre quiconque serait assez hardi pour toucher le moindre de mes soldats.

Crespo. — Et moi, je jure le ciel que je pendrais celui qui se permettrait envers moi le plus léger outrage.

Don Lope. — Mais ignorez-vous que votre condition vous oblige à supporter ces charges?

Crespo. — Dans ma fortune, oui, mais non pas dans mon honneur. On doit au roi vie et fortune, mais l'honneur est le patrimoine de l'ame, et l'ame n'appartient qu'à Dieu.

Don Lope. — Vive Dieu! je crois que vous avez raison.

Crespo. — Vive Dieu! j'en suis bien sûr.

Don Lope, craignant que l'irritation des esprits ne finisse par causer quelque malheur, se décide à hâter le départ des troupes. Les ordres sont aussitôt donnés pour qu'elles continuent immédiatement leur marche. Il prend lui-même congé de ses hôtes avec la courtoisie la plus gracieuse. A Isabelle, il laisse en souvenir une croix de diamans. Il consent à emmener avec lui et à prendre sous sa protection son jeune frère, qui désire embrasser la profession des armes.

Déjà les soldats sont partis. Isabelle, sortant de l'espèce de prison où son père l'avait reléguée par prudence, vient devant la porte de sa maison respirer la fraîcheur du soir. Elle ne soupçonne pas le danger qui la menace. Le capitaine don Alvaro, plus irrité que découragé par tous les obstacles que sa folle passion a successivement rencontrés, s'est promis de la satisfaire à tout prix. A l'entrée de la nuit, il revient secrètement à Zalamea avec quelques soldats, il surprend Isabelle et l'entraîne dans un bois voisin. Crespo, qui aux cris de sa fille s'est empressé de prendre une épée et d'accourir, essaie vainement de la délivrer; les complices de don Alvaro le désarment, et, pour l'empêcher d'aller chercher du secours, l'attachent à un arbre où il s'épuise en vains efforts pour se dégager. Son fils, qui se préparait déjà à aller rejoindre don Lope, averti trop tard, se met aussi à la poursuite des ravisseurs; lorsqu'à l'aube du jour il parvient enfin à les joindre, il n'est plus temps de sauver l'honneur de la malheureuse Isabelle, il ne peut penser qu'à la venger. Tandis qu'il se précipite avec fureur sur don Alvaro, qui tombe percé d'un coup d'épée, Isabelle, éperdue, s'échappe des bras de son coupable amant. Dans la honte qui l'accable, elle ne sait où diriger ses pas. Le hasard la conduit au lieu même où son père est enchaîné depuis la veille. La situation ainsi amenée par Calderon est sans doute neuve et hardie, tellement hardie que je ne sais s'il était possible d'en surmonter toutes les difficultés, et de prêter à cette jeune fille prosternée, en larmes, aux pieds du vieux Crespo, un langage qui ne blessât pas plus ou moins les convenances. En tout cas, la condition première d'un tel langage devait être une extrême simplicité. Calderon ne l'a pas compris. Rien de plus prolixe et de moins naturel que le récit qu'Isabelle fait à son père; la métaphore et l'antithèse y abondent; elle se perd en déclamations sentimentales contre la grossièreté du sentiment qui peut consentir à devoir à la violence le prix dû seulement à l'amour partagé. Tout cela, bien qu'exprimé en fort beaux vers, est certainement fort ridicule dans un tel moment; mais on retrouve Calderon dans la réponse de Crespo. En présence d'une infortune désormais irréparable, ce noble vieillard, dont la colère ne connaissait aucune borne tant qu'il conservait encore quelque espoir, a retrouvé tout son calme. C'est lui qui console sa fille. « Lève-toi, mon Isabelle, lève-toi, lui dit-il; si le ciel ne nous avait pas destinés à éprouver ces grandes douleurs, pourquoi nous aurait-il donné la force de souffrir? C'est dans de telles occasions que nous devons user de notre courage. Hâtons-nous de regagner ma maison. Pensons à ton frère. En s'attaquant au capitaine, il s'est

exposé à un grand danger. Il faut l'en tirer, il faut d'abord savoir ce qu'il est devenu. Quant au capitaine, si la nécessité de faire soigner sa blessure l'a ramené dans le village, il eût mieux valu pour lui qu'il en mourût sur-le-champ... »

En ce moment le greffier de Zalamea vient annoncer à Crespo que les paysans l'ont élu la veille pour leur alcade. Il le félicite de ce que son entrée en fonctions va être signalée par deux évènemens remarquables : le roi arrive le jour même à Zalamea, et des soldats ont ramené secrètement le capitaine don Alvaro, blessé on ne dit par qui. Comme le fait remarquer le greffier avec une certaine satisfaction, cela pourra donner lieu à un grand procès.

Crespo ne perd pas un instant pour mettre à profit l'occasion qui s'offre à lui. Accompagné de quelques paysans, il arrête lui-même le capitaine, qui, moins gravement atteint qu'on ne le supposait d'abord, et comprenant le danger de sa position, se disposait à partir après avoir fait mettre un premier appareil sur sa blessure. Don Alvaro s'écrie que la justice ordinaire n'a rien à voir avec un officier. Crespo l'engage à se calmer, et donne ordre à tous les assistans de se retirer, voulant, dit-il, avoir seul à seul une explication importante avec le capitaine. Il y a ici une scène vraiment admirable.

Crespo. — Maintenant que j'ai fait usage de mon autorité pour vous forcer à m'entendre, je la mets de côté avec cette baguette qui en est le signe, et c'est d'homme à homme que je vous dirai mes chagrins. Nous sommes seuls, parlons clairement et avec calme. Je veux imposer silence à tous les sentimens qui s'agitent dans mon cœur. Je suis un homme de bien, don Alvaro. Si ma naissance laisse quelque chose à désirer, ce n'est pas ma faute, et Dieu sait que, si cela eût dépendu de moi, il n'y manquerait rien. J'ai toujours vécu de manière à me faire respecter de mes égaux, et les habitans de ce village viennent de me prouver leur estime. Le bien que je possède est assez considérable pour que, grace à Dieu, je sois le plus riche laboureur de tout ce canton. Ma fille a été élevée dans la modestie et la vertu : elle avait, hélas! une si digne mère! Pour vous prouver que je vous dis la vérité, il suffira d'ajouter que, riches et habitant une petite ville où l'on ne s'occupe comme d'ordinaire qu'à répéter le mal qu'on sait et celui qu'on ne sait pas, personne cependant ne tient sur nous de mauvais propos. Quant à la beauté de ma fille, je m'en rapporte à vous. Vos emportemens n'en portent que trop témoignage : c'est de là que vient tout mon malheur, ce malheur si grand que, si je pouvais l'ensevelir dans l'oubli, je consentirais à le souffrir en silence, et je ne vous en parlerais pas. Malheureusement, c'est impossible, il ne peut rester secret. Il faut donc y trouver un remède. J'ai beau chercher, je n'en vois qu'un qui me convienne à moi, et qui pour vous ne soit pas fâcheux. Je vais vous le dire. Prenez tout ce que je possède, sans que je me réserve un seul maravédis pour moi et pour mon fils. Nous demanderons l'aumône, s'il le faut; et, si cela ne suffit pas encore, faites-nous vendre l'un et l'autre comme esclaves pour augmenter la

dot que je vous offre avec ma fille. A ce prix, rendez-lui l'honneur que vous lui avez ôté. Vous n'avez pas à craindre de dégrader par là votre race, car ce que vos enfans perdraient à être mes petits-fils, ils le regagneraient à être issus de votre sang. En Castille, dit le proverbe, c'est le cheval qui porte la selle. Je vous en supplie à genoux, par mes cheveux blancs, par les pleurs que vous voyez couler de mes yeux. Pensez que ce que je vous demande comme une faveur, c'est mon honneur que vous-même m'avez ravi, pensez que je puis de mes mains en obtenir la réparation, que je ne le fais pas, et que j'aime mieux vous le devoir à vous-même.

Don Alvaro. — La patience m'échappe. Vieillard insensé, rendez-moi grace de la vie que je veux bien vous laisser après ce que vous m'avez fait, vous et votre fils. C'est à la beauté d'Isabelle que vous en êtes redevable. Si c'est par les armes que vous prétendez vous venger, j'ai peu à craindre; si c'est par voie de justice, vous n'avez pas juridiction sur moi.

Crespo. — Ainsi donc, mes larmes ne vous touchent pas?

Don Alvaro. — Larmes de vieillard, d'enfant et de femme signifient peu de chose.

Crespo. — Vous vous refusez à toute réparation?

Don Alvaro. — Ne devez-vous pas vous tenir trop heureux de conserver la vie?

Crespo. — Pensez-y bien, c'est à genoux que je vous redemande mon honneur.

Don Alvaro. — Quel ennui!

Crespo. — Pensez que je suis aujourd'hui alcade de Zalamea.

Don Alvaro. — Il ne vous appartient pas de me juger, le conseil de guerre m'enverra chercher.

Crespo. — C'est votre résolution dernière?

Don Alvaro. — Oui, mille fois oui, insupportable vieillard.

Crespo. — Il n'y a pas de remède?

Don Alvaro. — Le silence est le seul qui vous reste.

Crespo (se relevant et reprenant sa baguette). — Eh bien! je jure le ciel que je serai vengé! Holà! (Aux paysans qui accourent.) Arrêtez sur-le-champ le capitaine.

Don Alvaro. — Vous perdez l'esprit. Cela ne se fait pas avec un homme comme moi et qui est au service du roi.

Crespo. — C'est ce que nous verrons. Vous ne sortirez d'ici que mort ou prisonnier.

Don Alvaro. — Savez-vous que je suis un capitaine en activité?

Crespo. — Croyez-vous que je sois un alcade endormi? Rendez-vous sans plus de délai.

Don Alvaro. — Il faut bien céder à la force; je me plaindrai au roi de cet affront.

Crespo. — Il en est un autre dont je lui porterai plainte également. Heu-

reusement il n'est pas loin d'ici; il nous entendra l'un et l'autre. Remettez cette épée.

DON ALVARO. — Il n'y a pas de raison...

CRESPO. — Comment! N'êtes-vous pas prisonnier?

DON ALVARO. — Traitez avec respect...

CRESPO.—Cela va de soi-même. (Aux paysans.) Conduisez-le, avec respect, à la prison commune; mettez-lui, avec respect, les fers aux pieds et aux mains; empêchez, le plus respectueusement du monde, qu'il ne parle à ses soldats, pour qu'on puisse les interroger tous séparément. Et maintenant, capitaine, soit dit entre nous, si j'y trouve matière, tenez pour certain que, sans manquer à tout le respect que je vous dois, je vous ferai pendre.

Pour bien apprécier l'effet de cette scène si originale, il faut que ceux qui la liront dans cette faible traduction tiennent compte de tout ce que doit y ajouter de piquant l'expression tout à la fois familière, noble et énergique du texte espagnol. Encore une fois, ce sont de ces beautés qui ne peuvent être transportées que bien incomplètement dans notre langue.

Crespo n'a plus qu'une pensée, c'est de terminer rapidement le procès du capitaine. Il interroge les soldats arrêtés avec lui, et obtient leurs aveux en les menaçant de la question; il force la malheureuse Isabelle, qui voudrait ensevelir sa honte dans le silence, à déposer elle-même contre son ravisseur; il fait arrêter son fils, prévenu du crime d'avoir tiré l'épée contre son supérieur militaire, et comme on s'étonne de cette rigueur : « Je n'aurais pas hésité, répond-il, à traiter de même mon propre père, si la loi l'avait exigé. » Puis il ajoute à demi-voix, avec cette finesse sournoise qui est un des traits de son caractère : « On croit que je fais un miracle de justice et d'impartialité, et on ne s'aperçoit pas que c'est la seule manière de lui sauver la vie. »

Un soldat échappé aux poursuites de Crespo est allé porter à don Lope la nouvelle de ce qui se passe à Zalamea. Le vieux général ne voit dans l'arrestation d'un de ses officiers qu'une atteinte portée aux priviléges et à l'honneur militaire. Sa tête s'échauffe, il accourt, et, ne soupçonnant pas le rôle que joue dans cette affaire son ami Crespo, c'est chez lui qu'il vient descendre; il faut les entendre s'expliquer.

CRESPO. — Veuillez me dire, monseigneur, ce qui vous ramène? Vous paraissez grandement affecté.

DON LOPE. — C'est que je viens d'apprendre l'acte le plus impudent, la plus incroyable folie qu'il soit possible d'imaginer. Un soldat que j'ai rencontré sur la route, m'a dit... j'étouffe de colère...

CRESPO. — Continuez.

DON LOPE. — Il m'a dit qu'un misérable alcade a fait arrêter le capitaine... Je crois que jamais je n'ai senti si péniblement les douleurs de la goutte qui me tourmente, que dans ce moment où elle m'a empêché d'arriver aussi vite

que je l'aurais voulu pour châtier ce manant. Vive Dieu! je le ferai mourir sous les coups de bâton.

CRESPO. — Je crains bien qu'en revenant, vous n'ayez perdu votre peine, et qu'il ne veuille pas les recevoir.

DON LOPE. — Je me passerai de sa permission.

CRESPO. — Cela ira mal, on vous a mal conseillé, c'est moi qui vous le dis. Savez-vous pour quel motif il a fait arrêter le capitaine?

DON LOPE. — Non, mais quel que soit ce motif, c'était à moi qu'il fallait demander justice; j'aurais très bien su, s'il l'avait fallu, lui faire couper le cou.

CRESPO. — Vous ne savez pas apparemment, monseigneur, quelles sont les attributions d'un alcade ordinaire?

DON LOPE. — Peut-il, après tout, être autre chose qu'un manant?

CRESPO. — Un manant qui, s'il s'est mis dans la tête de faire étrangler le capitaine, en viendra à ses fins.

DON LOPE. — Non, par Dieu! il n'en viendra pas à ses fins, et, si vous êtes curieux d'en avoir la preuve, dites-moi où il habite?

CRESPO. — Bien près d'ici.

DON LOPE. — Dites-moi donc quel est cet alcade?

CRESPO. — Moi.

DON LOPE. — Vive Dieu! je suis tenté de le croire.

CRESPO. — Tenez-le pour certain.

DON LOPE. — Eh bien! Crespo, ce que j'ai dit est dit.

CRESPO. — Eh bien! don Lope, ce que j'ai fait est fait.

DON LOPE. — Je suis venu chercher le prisonnier et faire bonne justice de ce qui s'est passé.

CRESPO. — Je le garde en prison ici, pour un fait qui s'est passé ici.

DON LOPE. — Savez-vous qu'il est au service du roi, et que je suis son juge?

CRESPO. — Savez-vous qu'il m'a enlevé ma fille?

DON LOPE. — Savez-vous que c'est à moi qu'il appartient de juger cette affaire?

CRESPO. — Savez-vous qu'il a eu l'audace de me ravir l'honneur?

DON LOPE. — Savez-vous combien l'emploi que j'exerce m'élève au-dessus de vous?

CRESPO. — Savez-vous que je lui ai offert la paix, et qu'il ne la veut pas?

DON LOPE. — Vous empiétez sur une autre juridiction.

CRESPO. — Il a empiété sur mon honneur, qui n'est pas soumis à la sienne.

DON LOPE. — Je m'engage à vous donner satisfaction.

CRESPO. — Je n'ai jamais demandé à un autre ce que je pouvais me procurer moi-même.

DON LOPE. — Enfin, j'y suis décidé, j'emmènerai le prisonnier.

CRESPO. — Je lui ai déjà fait son procès.

DON LOPE. — Je vais le chercher à la prison.

CRESPO. — Je ne vous empêche pas d'y aller; seulement, je vous avertis qu'il y a ordre de tirer sur le premier qui approchera.

DON LOPE. — Oh! je ne crains pas les balles; mais, en cette occasion, il ne faut rien mettre au hasard. Holà! soldat, va dire à toutes les compagnies qui sont logées dans les environs de se rendre ici en bataille, fusil chargé et mèche allumée.

LE SOLDAT. — C'est inutile, les voici qui arrivent déjà de tous côtés.

DON LOPE. — Nous verrons bien si on me rendra le prisonnier.

CRESPO, entrant dans sa maison. — Je vais y mettre bon ordre.

DON LOPE. — Soldats, voilà la prison où est le capitaine; si on ne le rend pas, mettez-y le feu à l'instant, et brûlez tout le village, s'il veut se défendre.

Au moment où les soldats et les paysans rassemblés par Crespo vont en venir aux mains, on annonce l'arrivée du roi, attendu depuis le matin. Le roi s'étonne de tout ce tumulte, il en demande la cause. Don Lope lui répond qu'il ne faut l'imputer qu'à l'incroyable audace d'un alcade de village qui a fait arrêter un capitaine et qui ne veut pas le rendre.

LE ROI. — Et quel est cet alcade?

CRESPO. — Moi, sire.

LE ROI. — Comment excusez-vous votre conduite?

CRESPO. — Par le procès qui a été dressé et qui prouve le fait d'un délit digne de mort. Il s'agit d'une jeune fille enlevée de force, déshonorée dans un lieu inhabité, et que le coupable a refusé d'épouser lorsque son père est allé l'en supplier.

DON LOPE. — Sire, celui qui vous parle est tout à la fois l'alcade et le père.

CRESPO. — Il n'importe. Si un étranger était venu me demander justice, n'aurais-je pas dû la lui faire? Et pourquoi ne me serait-il pas permis d'accorder à ma fille ce que je ne refuserais pas à d'autres?... Jetez les yeux sur les pièces du procès, voyez, examinez si j'ai commis quelque prévarication, si j'ai séduit quelque témoin, si j'ai ajouté quelque chose aux dépositions. Si l'on peut rien prouver de semblable, j'ai mérité la mort.

LE ROI. — Tout me paraît en règle, mais vous n'avez pas l'autorité nécessaire pour rendre la sentence exécutoire; cela regarde un autre tribunal; envoyez-y l'accusé.

CRESPO. — Cela me serait difficile, sire. Comme il n'existe à Zalamea qu'un degré de juridiction, les arrêts y sont immédiatement exécutés. C'est ce qui vient d'avoir lieu pour celui-ci.

LE ROI. — Que dites-vous?

CRESPO. — Si vous n'en croyez pas mes paroles, tournez les yeux de ce côté, voilà le capitaine.

Une porte s'ouvre et on aperçoit le cadavre de don Alvaro assis dans un fauteuil où il vient de subir la peine du garrot, c'est-à-dire de l'étranglement.

LE ROI. — Comment avez-vous eu cette audace?

CRESPO. — Votre majesté n'a-t-elle pas dit que le procès était régulièrement fait?

LE ROI. — Le tribunal compétent n'était-il pas là pour y donner suite?

CRESPO. — Sire, toute votre justice n'est qu'un seul corps avec plusieurs mains. Qu'importe, lorsqu'un homme doit être frappé par elle, qu'il le soit par une de ces mains, au lieu de l'être par l'autre? Qu'importe une erreur dans la forme, lorsqu'on a raison au fond?

LE ROI. — Mais le capitaine était gentilhomme; pourquoi ne l'avoir pas fait décapiter?

CRESPO. — Les gentilshommes de ce pays se conduisent de telle sorte que le bourreau n'a jamais eu occasion d'apprendre à couper les têtes...

LE ROI. — Don Lope, la chose est faite, le capitaine méritait la mort, on ne peut le nier; il n'y a donc à blâmer que la forme, et cela importe peu. Faites partir à l'instant toutes les troupes, il faut qu'elles arrivent promptement en Portugal... Pour vous, je vous crée alcade perpétuel de Zalamea.

DON LOPE. — Rendez grace au ciel de ce que sa majesté est arrivée si à propos.

CRESPO. — Quand elle ne serait pas arrivée, tout était déjà fini.

DON LOPE. — N'eût-il pas mieux valu venir me trouver, me remettre le prisonnier et chercher avec moi les moyens de sauver l'honneur de votre fille?

CRESPO. — Ma fille entrera dans un couvent, elle y trouvera un époux qui ne s'inquiète pas de la qualité.

DON LOPE. — Rendez-moi les autres prisonniers?

CRESPO. — Les voici.

DON LOPE. — Je ne vois pas votre fils; c'est un de mes soldats, il ne doit pas rester en prison.

CRESPO. — Je veux le punir, monseigneur, pour avoir eu l'audace de blesser son capitaine. Il avait, il est vrai, à venger son honneur, mais il devait s'y prendre autrement.

DON LOPE. — Il suffit, Crespo, faites-le venir.

Ce qui est surtout remarquable dans ce dénouement si terrible et si original tout à la fois, c'est que le moyen auquel Crespo a recours pour venger son honneur, tout irrégulier, tout cruel qu'il est en effet, n'a rien qui nous révolte : l'outrage est tellement sanglant, le châtiment si juste en lui-même, il est si vraisemblable que de toute autre façon le coupable y aurait échappé; enfin, Crespo met dans sa conduite tant de fermeté, de courage, nous dirons même tant de modération et de prudence aussi long-temps qu'il entrevoit la possibilité d'obtenir une réparation non sanglante, qu'il est impossible de lui refuser une entière sympathie et de ne pas applaudir à une vengeance qui a tous les caractères de la justice. A cet égard, nos impressions sont encore, malgré la différence des idées et l'adoucissement des mœurs, ce qu'étaient celles de Calderon et de ses contemporains, et la manière dont le rustique héros de ce

drame comprend le sentiment et les devoirs de l'honneur n'a rien d'étrange pour nous. La situation donnée, sa conduite nous paraît parfaitement droite et naturelle. Le sentiment et la raison s'accordent pour la sanctionner.

Nous n'en dirons pas autant d'un autre drame beaucoup plus célèbre que *l'Alcade de Zalamea*, et dans lequel tout l'art, tout le génie du poète suffisent à peine pour surprendre notre intérêt en faveur d'une combinaison qui, exposée avec moins de talent, nous révolterait sans aucun doute et froisserait notre délicatesse aussi bien que notre humanité. Nous voulons parler de *Garcia del Castañar*. Cette comédie, également connue sous ces deux autres titres, *le Paysan homme d'honneur*, ou *Après le roi personne*, n'a pas cessé jusque dans ces derniers temps d'être représentée très fréquemment sur le théâtre de Madrid, où on l'a toujours accueillie avec une faveur marquée. C'est le chef-d'œuvre de Rojas, l'un des plus grands poètes dramatiques de l'Espagne, qui, quelquefois égal à Calderon par ses conceptions tragiques, souvent comparable pour la force comique à Moreto, mériterait peut-être de figurer avec eux au premier rang sans l'infériorité de son style, tout surchargé de *gongorisme* et déjà empreint de cette barbarie de la décadence, plus insupportable cent fois que celle qui précède les temps de maturité et de perfection.

Le sujet de *Garcia del Castañar* est assez compliqué pour qu'il soit nécessaire de l'exposer d'abord en peu de mots. L'époque est celle du règne d'Alfonse XI, de ce grand prince qui gouverna si glorieusement la Castille au commencement du XIVe siècle. Garcia del Castañar, ou plutôt, pour le désigner par son véritable nom, le comte Garcia Bermudo, est le fils unique et l'héritier d'un puissant seigneur qui, après avoir joué un rôle important à la cour et dans les affaires de l'état, s'est trouvé compromis par suite des troubles auxquels a donné lieu la longue minorité du roi, et n'a échappé que par la fuite aux terribles conséquences d'une accusation de haute trahison. Le jeune Garcia, réduit lui-même à cacher sa naissance pour se dérober aux ressentimens qui dans ces temps barbares poursuivaient trop souvent les proscrits jusque dans leur postérité, Garcia s'est établi au sein des montagnes voisines de Tolède, près du village de Castañar, où, avec les débris de la fortune paternelle, il a acheté des domaines assez considérables. C'est là qu'il attend qu'un ami de son père, le vieux comte d'Orgaz, qui seul possède le secret de son existence, et qui jouit d'un grand crédit auprès du roi, soit parvenu à dissiper les préventions qui pèsent encore sur le fils du proscrit et l'empêchent de prendre dans la société la place qui lui appartient. Plein de confiance dans son généreux protecteur, il se dirige exclusivement par ses conseils. Le comte lui a fait épouser récemment une jeune fille dont la situation a beaucoup de rapport avec la sienne : c'est Blanche de Lacerda, issue de la maison royale, dont le père, après avoir disputé la couronne au souverain régnant, a aussi fini ses jours dans l'exil, et qui, élevée dans un asile obscur que le comte d'Orgaz a ménagé à son enfance, ignore complètement le secret de son illustre origine. Garcia lui-même, bien qu'il n'ignore pas que l'épouse qu'il a choisie est d'une grande naissance,

Garcia ne sait pas qu'il a donné sa main à la descendante des rois de Castille. Leur protecteur commun n'a pas cru pouvoir le lui révéler encore.

Les deux jeunes époux, vivement épris l'un de l'autre, mènent, dans leur heureuse retraite, une existence que le poète a su peindre avec un charme infini. Ce n'est pas celle de puissans seigneurs féodaux, elle ne conviendrait pas à leur situation; c'est celle que pouvaient avoir alors de riches roturiers; c'est le mélange d'une abondance un peu rustique avec un certain luxe, une certaine élégance même, où se révèle le sentiment de ce qu'ils sont en effet. Garcia ne s'éloigne quelquefois de sa bien-aimée que pour aller chercher dans les émotions bruyantes de la chasse l'image des hasards et des périls de la guerre, encore interdits à son courage, et une distraction plus conforme à son instinct que les occupations obscures de l'agriculture. Blanche vivant au milieu de ses nombreux serviteurs, leur distribuant le travail, partageant leurs amusemens, est un modèle délicieux de grace, de finesse, de naïveté piquante. Son langage est tout à la fois en accord avec ce qu'elle est réellement et avec ce qu'elle croit être. Il n'y a rien dans ses propos qui ne convienne à la fille des rois, mais rien aussi qui ne puisse se concilier avec l'éducation modeste qu'elle a reçue loin des villes et de la cour.

Cependant le roi Alfonse, qui se prépare à sa fameuse expédition contre Algésiras, a réclamé le concours de ses sujets pour cette grande entreprise qui doit tant contribuer à hâter la fin de la domination des Maures. Les Castillans ont répondu généreusement à l'appel de leur souverain. Il se fait lire l'état des offres de secours arrivées de toutes parts. Don Gil de Albornoz promet de lever et d'entretenir dix mille soldats, le comte d'Orgaz en mettra sur pied deux mille, le comte d'Astorga quatre mille, les bonnes villes enverront seize mille combattans, les trois confréries de Castille feront marcher toutes leurs troupes, le comte d'Aguilar fournira, avec mille chevau-légers, un subside de mille ducats; enfin Garcia del Castañar donnera, pour sa part de contribution aux frais de la campagne, cent quintaux de viande salée, deux mille fanègues de farine, quatre mille d'orge, quatorze cuves de vin, et trois troupeaux entiers sous l'escorte de cent fantassins. « Mon offrande, a-t-il ajouté, serait moins modeste, si l'année eût été plus favorable; mais je supplie sa majesté de vouloir bien accepter avec elle le dévouement simple et franc d'un homme loyal, qui connaît ses devoirs s'il ne connaît pas son souverain. »

La magnificence de ce don étonne le roi. Il demande quel est ce Garcia dont le nom même lui était inconnu. Le comte d'Orgaz saisit avec empressement l'occasion de préparer les voies à la réhabilitation de son protégé. Sans révéler encore à Alfonse l'illustre origine du fils du proscrit, il lui vante son courage, sa force, son adresse éprouvée à la chasse des bêtes féroces et dans les combats de taureaux; il le présente comme un homme qui, s'il l'emmenait à l'armée, pourrait lui rendre d'importans services, mais qu'un caractère indépendant et sauvage a jusqu'à présent éloigné de la cour; il lui décrit l'établissement magnifique et rustique tout à la fois que Garcia s'est créé au milieu

des montagnes. Le roi, dont les récits du vieux comte ont adroitement piqué la curiosité, veut absolument connaître Garcia. Il donne ordre qu'on prépare une chasse aux environs de Tolède : feignant de s'être égaré dans la forêt, il ira avec deux ou trois de ses courtisans demander l'hospitalité au Castañar, et sans se faire connaître autrement que comme un des officiers de la suite du roi, il jugera par lui-même de l'exactitude des informations qu'on vient de lui donner.

C'est précisément ce que désirait le comte d'Orgaz. Pour mieux assurer l'effet de son bienveillant artifice, il se hâte de faire prévenir Garcia de la visite qu'il va recevoir, et à laquelle il ne doit pas paraître préparé. Garcia, n'ayant jamais vu le roi, pourrait ne pas le distinguer au milieu des courtisans dont il sera accompagné; le comte d'Orgaz le lui désigne comme celui qui sera décoré d'une écharpe ou plutôt d'un grand cordon rouge. Remarquons que cette circonstance qui, ainsi qu'on le verra bientôt, doit avoir une influence décisive sur toute l'action, n'est pas un anachronisme, comme on pourrait le supposer. Alfonse XI avait précisément établi un ordre de chevalerie dont un cordon rouge constituait tout à la fois le nom et la décoration.

A peine Garcia a-t-il reçu la lettre du comte, que quatre inconnus viennent lui demander l'hospitalité. Ils s'annoncent à lui comme des gentilshommes de la maison royale que l'entraînement de la chasse a conduits jusqu'auprès de sa demeure et qui désirent s'y reposer en attendant la fraîcheur du soir. Garcia, apercevant sur l'un d'eux l'écharpe rouge que le comte lui a indiquée, le prend naturellement pour le roi; il se trouve qu'Alfonse, sans doute pour éviter d'être reconnu, ne s'est pas revêtu de cet insigne, tandis qu'un de ses courtisans, don Mendo, à qui il vient d'en faire don, s'est empressé de s'en décorer.

C'est une scène très remarquable et justement célèbre que celle dans laquelle le roi, s'entretenant avec Garcia qui voit en lui un simple gentilhomme, s'attache, par des questions adroites, à pénétrer le caractère et les dispositions de l'homme dont le comte d'Orgaz lui a fait un éloge si complet. Il lui témoigne son admiration des dons généreux par lesquels il a offert de contribuer à la guerre d'Andalousie; il lui affirme que le roi, profondément touché de ces témoignages de dévouement, veut l'appeler à sa cour et lui donner auprès de sa personne la plus brillante position. Garcia, repoussant une pareille idée, s'écrie qu'il préfère de beaucoup à tout l'éclat des faveurs royales les loisirs et les libertés de la vie champêtre. Le tableau qu'il en trace est un de ces morceaux que savent par cœur tous les amateurs de la poésie espagnole. Il est plein de traits heureux et pittoresques. J'ose à peine dire que j'y trouve pourtant une certaine afféterie, une minutieuse affectation de naïveté qui, dépouillées du prestige de la poésie, ne seraient plus tolérables dans une traduction. Ce qui suit est bien mieux fait pour en supporter l'épreuve.

Le Roi. — Mais si vous tenez à ce point à ne pas quitter votre retraite, comment avez-vous proposé au roi de l'accompagner à la guerre?

Don Garcia. — Pardonnez, vous ne me comprenez pas. Le roi, c'est évident, a une dette privilégiée sur la fortune et la vie de tout homme d'honneur. Emporté par son zèle généreux, il se prépare à marcher en Andalousie pour en extirper l'infidélité; il a besoin pour cela d'hommes et d'argent. Je lui ai fait offrir ma personne avec tout ce que je possède, sans ambition, pour remplir un devoir, parce que je considère le sacrifice de mon existence même comme un impôt qui lui est dû, et que je dois acquitter sans attendre qu'il le réclame.

Le Roi. — Mais, la guerre finie, ne voulez-vous pas rester à la cour?

Don Garcia. — On vit ici plus à l'aise et avec plus de sécurité.

Le Roi. — Il pourrait se faire que le roi vous offrît une grande place.

Don Garcia. — Serait-il raisonnable qu'il donnât à un paysan comme moi une place que tant d'autres sont mieux faits pour occuper?

Le Roi. — Mon cher Garcia, le roi a bien le droit de choisir ses serviteurs; c'est faire acte de justice distributive.

Don Garcia. — Quoi qu'il en soit, le roi le voulût-il, il ne m'y ferait pas consentir. De telles faveurs sont trop dangereuses, et je sais qu'il ne me conviendrait pas de les accepter. Les favoris des rois sont exposés à trop de périls. J'ai toujours entendu dire qu'il y avait moins de risque à encourir leur haine qu'à obtenir leurs bonnes graces. Dans le premier cas, on se tient sur ses gardes; dans l'autre, on n'est que trop porté à une imprudente confiance. J'avais un père, homme sage et éclairé, qui me donnait de bons conseils. Il m'a dit plus d'une fois que les rois étaient comme la flamme : d'un peu loin elle échauffe, de trop près elle brûle.

Le Roi. — On a dit aussi que, comme Dieu, les rois avaient la puissance de tirer de la boue qu'ils foulent aux pieds des hommes qui, honorés de leurs faveurs, deviennent l'objet du respect universel.

Don Garcia. — Plus d'une fois ils ont replongé dans le néant celui qu'ils en avaient ainsi tiré.

Le Roi. — C'est que sans doute il ne méritait pas ce qu'on avait fait pour lui.

Don Garcia. — Qu'il le méritât ou non, qu'est-ce que le roi peut donner à qui ne désire rien?

Le Roi. — Vous pouvez attendre de lui des récompenses.

Don Garcia. — Et des châtimens.

Le Roi. — Il peut vous donner du pouvoir.

Don Garcia. — Et des soucis.

Le Roi. — Des richesses.

Don Garcia. — Qu'on m'enviera.

Le Roi. — Sa faveur.

Don Garcia. — Avec les ennemis qu'elle me vaudra. Ne vous fatiguez pas

en vain pour me persuader. Encore une fois, je sais que tout cela ne me convient pas. Je ne donnerais pas pour tout ce qu'il possède un pouce du terrain de Castañar, et je proteste que par ces paroles je n'entends pas porter atteinte au juste éclat dont son trône est environné. Mais laissons cela; il est temps que je fasse préparer le repas que vous voulez bien accepter.

Ce qui, à notre avis, constitue la beauté de cette scène, c'est que les argumens par lesquels Garcia motive son éloignement pour la cour ne sont pas purement des banalités philosophiques noblement exprimées. Le roi, qui ne le connaît pas, pourrait n'y voir que cela; mais, dans la pensée de Garcia, chacune des paroles qu'il prononce est une amère allusion aux malheurs de son père et à ceux qui ont poursuivi son enfance. Cela est vraiment dramatique.

Tandis que le roi, par des entretiens adroitement dirigés, met ainsi à l'épreuve l'ame et l'esprit de son hôte, don Mendo, le courtisan au cordon rouge, tente une entreprise moins généreuse. Frappé de la beauté de Blanche, il a conçu l'espérance de séduire sans beaucoup de peine une villageoise qui, à ce qu'il suppose, doit être facilement éblouie par les hommages d'un homme tel que lui. Il y a beaucoup d'agrément dans la manière dont elle repousse ses propos galans, sans éclat d'indignation, sans faire parade de sa vertu, avec une malicieuse affectation d'humilité et d'ignorance rustiques, dont l'ironie, mêlée parfois de traits assez fins, doit lui faire comprendre qu'il serait inutile et peut-être imprudent de persister dans ses projets de séduction. Cela rappelle quelques-uns des plus jolis dialogues de Tirso de Molina.

Lorsque les nobles visiteurs ont quitté le Castañar, Garcia, qui a remarqué les assiduités de don Mendo auprès de sa femme, et qui, le prenant pour le roi, en a conçu quelque inquiétude, laisse voir une certaine préoccupation. Quelques mots de Blanche, pleins de grace, d'enjouement et de tendresse, le rassurent d'autant plus facilement, que, dans sa loyauté, il se reproche d'avoir pu concevoir un pareil soupçon sur celui qu'il regarde comme son souverain.

Mais don Mendo, forcé de s'éloigner pour accompagner le roi, n'a pas renoncé à son coupable projet. Convaincu, dans sa présomption, que la résistance de Blanche n'a rien de bien sérieux, il veut faire une nouvelle tentative pour en triompher. Dès le lendemain, un valet qu'il a gagné lui apprend que Garcia doit passer la nuit dans les montagnes à la chasse du sanglier. Il se décide à profiter de cette absence, et, accourant en toute hâte de Tolède, il pénètre vers minuit dans la maison de Garcia par une fenêtre que son complice a laissée ouverte à dessein. On peut juger de sa consternation lorsqu'il aperçoit Garcia lui-même, qu'un hasard heureux a ramené chez lui avant l'heure accoutumée. Pour bien apprécier la scène qui va suivre entre ces deux hommes, rappelons-nous l'erreur à laquelle a donné lieu le cordon rouge, insigne de l'ordre de chevalerie conféré au courtisan.

DON MENDO (s'enveloppant la figure dans son manteau). — Vive Dieu!... c'est Garcia... Bon courage, il n'est plus temps de reculer... Voilà ce qu'on gagne à se confier à un manant.

DON GARCIA. — Mon gentilhomme, — si pourtant l'auteur d'une telle bassesse peut l'être en effet, — si quelque besoin impérieux vous a entraîné à tenter de me voler, dites-moi ce que vous désirez; je vous promets, foi d'homme d'honneur, d'essayer de vous satisfaire.

DON MENDO. — Laissez-moi partir, Garcia.

DON GARCIA. — Pour cela, non. Je dois d'abord savoir qui vous êtes. Découvrez-vous sans plus tarder, ou la balle de cette arquebuse m'en fera raison.

DON MENDO. — Prenez donc garde à ne pas me manquer, car je vous avertis qu'une fois désarmé, la partie entre vous et moi ne serait plus égale. Votre cause peut être plus juste que la mienne; mais, en valeur comme en naissance, la supériorité que j'ai sur vous compenserait bien, je crois, cet unique avantage. Le cordon qui décore ma poitrine vous fera connaître ce que je suis. (Il jette son manteau.)

DON GARCIA (à part, laissant tomber son arquebuse). — C'est le roi! Le ciel me soit en aide! Et ses paroles me prouvent qu'il sait que je le connais. Honneur, devoir, que faire? Comment sauver l'un sans manquer à l'autre?

DON MENDO (à part). — Que je reconnais bien là l'ame basse d'un vil roturier! Le respect que mon rang lui inspire le glace d'effroi.... Le moindre effort de mon courage eût suffi pour me tirer des mains d'un pareil homme. C'est donc là celui dont le comte d'Orgaz vantait tant la bravoure! Le bon viellard ne s'y connaît plus. (Haut.) Vous me trouvez dans votre maison; je ne puis ni fuir ni le nier; j'y suis entré cette nuit....

DON GARCIA. — Pour me voler l'honneur.... Certes vous me payez bien l'hospitalité que Blanche et moi nous vous avons donnée. Votre conduite et la mienne présentent un étrange contraste. Outragé par vous, je continue à vous respecter, et vous, à qui j'ai donné des preuves d'un loyal dévouement, c'est par une injure mortelle que vous m'en récompensez!

DON MENDO (à part, voulant ramasser l'arquebuse de don Garcia). — Il faut se défier d'un homme de cette classe, lorsqu'on l'a offensé. Cette arme me servira de défense.

DON GARCIA. — Que faites-vous? Laissez là cette arquebuse. Si je vous empêche d'y toucher, c'est que je ne veux pas que vous puissiez attribuer à l'avantage qu'elle vous donnerait la fin de cette aventure. Le cordon qui orne votre poitrine a suffi pour vous protéger; les rayons du soleil de la Castille vous ont sauvé en m'aveuglant.

DON MENDO. — Enfin, vous me connaissez?

DON GARCIA. — Jugez-en par ma conduite.

DON MENDO. — Mon rang ne me permet pas de vous donner satisfaction. Que ferons-nous?

DON GARCIA. — Retirez-vous, priez Dieu qu'il veuille réprimer vos passions, et ne revenez plus au Castañar.... S'il ne m'est pas permis de tirer vengeance de vos injures, le ciel, à qui je m'en remets, peut m'en faire justice.

DON MENDO. — Garcia, je n'oublierai pas ce que je vous dois.

DON GARCIA. — Je ne veux pas de vos faveurs.

DON MENDO. — Que le comte d'Orgaz ignore ce qui s'est passé.

DON GARCIA. — Je vous le promets.

DON MENDO. — Que Dieu vous protége.

DON GARCIA. — Puisse-t-il vous être en aide et nous préserver, Blanche et moi, contre vos projets.

DON MENDO. — Votre femme....

DON GARCIA. — Pas un mot de plus. Je la connais; je sais que vous seul êtes coupable.... Où allez-vous?

DON MENDO. — Je cherche la porte.

DON GARCIA. — Quel aveuglement! C'est par ici que vous devez sortir.

(Il lui montre la fenêtre par laquelle il est entré.)

DON MENDO. — Encore une fois, vous me connaissez?

DON GARCIA. — Je vous garantis que, si je ne vous avais pas connu, vous seriez descendu plus vite.... Mais maintenant prenez cette arquebuse. Il y a des voleurs dans la forêt; ils pourraient ne pas vous traiter avec autant de ménagement que moi. Descendez promptement. Je ne veux pas que Blanche sache rien de cette aventure.

DON MENDO. — Je vous obéis.

DON GARCIA. — Dépêchez-vous; trève de complimens, et prenez garde de vous laisser tomber; je craindrais qu'une chute ne vous retînt un moment de plus dans ma maison. Descendez, ne craignez rien, je tiens l'échelle.

Je connais peu de conceptions aussi fortes, aussi dramatiques que la double erreur de Garcia et de don Mendo, dont l'un, prêt à frapper l'homme qui a voulu l'outrager, passe à son égard de la menace au respect lorsqu'il a cru reconnaître en lui son souverain, tandis que l'autre, toujours présomptueux, ne soupçonne pas même que les ménagemens excessifs dont il est l'objet soient accordés à autre chose qu'à la supériorité de rang d'un seigneur de la cour sur un pauvre campagnard ébloui de sa naissance et de sa qualité. Il était impossible de mieux faire ressortir le caractère des deux personnages.

Garcia, resté seul, s'abandonne au plus violent désespoir. Sa tête s'exalte. Bientôt il ne voit plus d'autre moyen de déjouer les projets du roi et de sauver son honneur, que de donner la mort à son innocente femme. Une lutte horrible s'engage dans son cœur, entre l'amour et la cruelle jalousie qui lui met le poignard à la main. Tandis qu'il hésite, qu'il se débat, Blanche, éperdue, s'échappe et cherche un asile dans la forêt voisine, où elle rencontre leur noble protecteur, le comte d'Orgaz. Il venait en ce moment même annoncer à Garcia que le roi se proposait de lui conférer un commandement contre les

Maures. Blanche, à peine rassurée par sa présence, lui raconte le danger qu'elle vient de courir; toujours douce et tendre, elle cherche à excuser son mari, dont elle ne peut concevoir les emportemens. Le comte charge un de ses serviteurs de la conduire auprès de la reine, à qui il a confié le secret de sa naissance et qui la prendra sous sa protection. Lorsqu'elle s'est éloignée, il va trouver Garcia, et, après lui avoir reproché vivement l'action barbare qu'il a voulu commettre, il l'invite à le suivre à Tolède pour remercier le roi de la haute marque de confiance et de faveur dont il vient de l'honorer; mais Garcia, dans tout ce que le comte vient de lui dire, n'a entendu qu'une chose, c'est que Blanche a été conduite dans le palais du roi. Épouvanté à cette idée, n'osant expliquer ni sa conduite, ni ses terreurs, pour ne pas manquer à l'engagement qu'il croit avoir pris envers son souverain, il n'a plus qu'une pensée, c'est de partir à l'instant même pour la cour. A peine arrivé, on l'introduit auprès du roi, qu'il trouve entouré de ses courtisans. En un moment tout est éclairci, et la vérité apparaît enfin aux yeux de Garcia.

Le Roi. — Approchez-vous, et venez recevoir de ma bouche l'expression d'une bienveillance que vous avez si bien méritée.

Don Garcia (ne reconnaissant pas le roi). — Pardonnez, laissez-moi d'abord baiser les pieds de sa majesté. (Il s'approche de don Mendo qu'il prend pour le roi.)

Don Mendo. — Voici le roi, Garcia.

Don Garcia (à part). — Qu'entends-je? ô mon honneur! Quelle erreur est-ce là? Sire, permettez-moi de baiser votre main... si je mérite... vous pouvez...

Le Roi. — Remettez-vous. D'où vient ce trouble? Vous pâlissez.

Don Garcia (à part). — Un noble peut-il ne pas pâlir lorsqu'il a perdu l'honneur. (Haut) Sire, permettez-moi de vous dire deux mots en secret. Vous êtes le soleil; prosterné à vos pieds, la puissance de vos rayons a mis au jour ce que vous lisez sur mon visage.

Le Roi. — Avez-vous à vous plaindre d'un outrage?

Don Garcia. — Je connais celui qui m'a offensé.

Le Roi. — Qui est-il?

Don Garcia. — J'ignore son nom.

Le Roi. — Indiquez-le-moi.

Don Garcia. — C'est ce que je vais faire. (A don Mendo.) Je voudrais vous entretenir un moment d'une affaire importante, mais le roi ne doit pas assister à notre explication.

Don Mendo. — Je vous attends dans la pièce voisine.

Le Roi. — Où allez-vous, Garcia?

Don Garcia (sortant). — Exécuter l'ordre que vous venez de me donner.

Le Roi. — Sa douleur m'afflige. Il me tarde de savoir de qui il a à se plaindre.

DON GARCIA (derrière le théâtre). — Don Mendo, voilà ce que c'est que l'honneur. (Il le frappe de son poignard.)

DON MENDO. — Je suis mort!

Le roi ordonne qu'on arrête le meurtrier. Loin de chercher à fuir, Garcia se présente fièrement; maintenant que son honneur est vengé, peu lui importe le reste. Autant tout à l'heure son langage était confus et troublé, autant maintenant il parle avec assurance et même avec une sorte d'exaltation intrépide. Il révèle au roi le secret de sa naissance et celle de Blanche; il lui raconte par quelle odieuse provocation il a été conduit à l'acte de vengeance qu'il vient d'accomplir. « Cet hôte perfide, dit-il, à peine reçu dans ma maison, a osé porter sur Blanche des regards criminels. Le prenant pour vous, sire, par l'effet de je ne sais quel malentendu, j'ai fait céder ma juste colère au devoir d'un sujet loyal : je l'ai respecté. Mais, cette erreur une fois reconnue, l'honneur d'un homme tel que moi demandait impérieusement vengeance. J'ai saisi ce poignard, je lui ai percé le cœur... Vous le voyez mort. Vous m'auriez regardé comme un infâme si, lorsque vous m'aviez demandé de vous faire connaître celui que j'accusais de m'avoir offensé, je vous l'eusse montré respirant encore. Fût-il le fils du soleil, un des grands de l'état, le premier dans votre faveur, le second dans votre royaume, vous savez qui je suis, quel affront j'avais reçu. Voilà le coupable offenseur, voici le bras qui l'a frappé. Que ce bras tombe, s'il le faut, sous la hache du bourreau; mais, tant que ma tête reposera sur mes épaules, *personne après le roi*, personne ne m'offensera impunément. » Le roi, pleinement convaincu par cette justification fière et respectueuse, n'a plus pour Garcia que des paroles d'approbation. Il lui confie le commandement de l'expédition projetée contre Algésiras, et le nouveau général part aussitôt pour l'Andalousie.

Certes ce terrible dénouement est préparé avec un art infini. L'horreur même de l'assassinat y disparaît en quelque sorte sous l'intérêt habilement excité en faveur de Garcia. Néanmoins, l'émotion de la scène une fois passée, il ne nous est pas possible de nous écrier avec lui : *Voilà ce que c'est que l'honneur!* Pour comprendre cette exclamation accompagnant un coup de poignard donné à un homme qui ne se défend pas, il faut de toute nécessité que, nous dépouillant des idées de notre temps, nous sachions nous pénétrer des impressions, des sentimens auxquels répondait le drame de Rojas.

S'il est un trait de mœurs assez universellement reproduit dans les anciennes comédies espagnoles pour qu'il soit impossible de n'y voir qu'une fiction poétique, c'est la jalousie, moins encore peut-être celle qui tient aux délicatesses du cœur ou à la capricieuse exaltation des sens que la jalousie d'honneur, celle que j'appellerai la jalousie de l'esprit, et qui, fondée sur des devoirs et des convenances plutôt que sur des passions, a le même caractère, se révèle par les mêmes symptômes dans le père, dans le frère, dans le mari, presque dans l'amant. Ce que les mœurs modernes de l'Europe

ont conservé de ce sentiment peut à peine nous faire soupçonner ce qu'il paraît avoir été alors en Espagne. Il semblerait que, par l'effet du long séjour des Maures, quelque chose des idées de l'Orient mahométan s'y était mêlé aux idées de l'Occident chrétien, dans la manière de concevoir l'existence des femmes et leurs rapports sociaux.

Que voit-on en effet dans toutes ces comédies, même dans celles qui, par le choix des sujets et des personnages, ont évidemment pour objet de nous présenter le tableau de la vie commune plutôt que quelque scène exceptionnelle d'une nature romanesque et tragique? C'est qu'il suffit pour compromettre une femme qu'un étranger pénètre, sans motif connu, dans la maison qu'elle habite, ou même se promène le soir sous son balcon; c'est que quelques mots échangés avec elle emportent presque la conviction d'une liaison coupable; c'est que la certitude d'un tel fait ou même le simple soupçon, en engageant bien plus encore que son propre honneur l'honneur de l'homme chargé de sa garde ou de sa protection, met celui-ci dans la nécessité absolue de ne reculer devant aucun moyen de réparation ou de vengeance. Sa raison peut se révolter contre une telle nécessité; on le voit même assez souvent se récrier contre l'inflexible loi qui le force à subir ainsi les conséquences de fautes et d'entraînemens auxquels il est étranger. Ces plaintes, que Molière rend si plaisantes et si naïves dans la bouche du poltron Sganarelle, prennent parfois un caractère pathétique et élevé chez les poètes espagnols, qui les prêtent à des hommes pleins de courage et de loyauté. Mais, quelle que soit leur répugnance, ils n'hésitent pas. Sous peine d'être déshonorés eux-mêmes, il faut qu'ils versent le sang, non seulement de l'audacieux qui a osé adresser ses hommages à leur fille, à leur sœur, à leur femme, mais même de l'imprudente qui les a acceptés ou qui ne les a pas assez énergiquement repoussés. La coupable le sait si bien d'avance, que sa première pensée, au moment où elle se voit soupçonnée, est celle de la mort qui la menace et qu'elle paraît considérer comme la suite toute naturelle de sa faiblesse. Dans les drames les moins tragiques, au milieu des scènes les plus gaies, on voit fréquemment un frère ou un père tirer son épée ou son poignard pour en frapper, sur un simple soupçon, celle qui a eu le malheur d'en devenir l'objet. Le dénouement ordinaire, c'est qu'à cette heure de crise, l'amant propose un mariage qu'on accepte avec empressement, parce qu'il est parfaitement convenable et qu'il eût pu être conclu dès le premier moment, si une intrigue secrète n'eût été indispensable pour fournir la matière de la comédie.

On le voit, même dans les compositions les plus enjouées, les poètes espagnols nous montrent en perspective le meurtre, tranchons le mot, l'assassinat comme un accessoire presque obligé de la jalousie et de l'amour. Lorsqu'ils aspirent à des effets plus tragiques, ils ne s'arrêtent pas là. C'est un mari qu'ils mettent en scène, et comme alors l'affront est irréparable, comme il n'y a pas d'excuse pour des tentatives dont le but était nécessairement criminel, comme, dans la terrible logique de l'honneur, la volonté d'y porter

atteinte est aussi coupable et ne peut pas plus être pardonnée que le fait accompli, le sang doit couler de toute nécessité, il doit couler à l'instant même, et le moindre retard aggraverait l'outrage. Ainsi s'explique *Garcia del Castañar,* ainsi s'expliquent d'autres drames espagnols dont l'action, jugée d'après nos idées, serait bien plus révoltante encore et nous paraîtrait inconciliable avec la loyauté, la probité même.

Dans *le Médecin de son honneur,* de Calderon, un mari, ne pouvant se venger sur l'amant de sa femme, qu'un rang presque royal met à l'abri de ses coups, ne voulant pas non plus, par un raffinement d'orgueil, donner à sa vengeance une publicité qui révélerait à tout le monde l'affront qu'il a reçu ou plutôt qu'il craint d'avoir reçu, livre à la mort la plus étrange cette femme qu'il adore, mais dont il croit que l'existence, prolongée un moment de plus, serait pour lui une flétrissure mortelle : il force un chirurgien à la saigner, à laisser couler tout son sang, et lorsqu'elle a expiré, il va dire au roi, avec l'accent du désespoir, que la maladresse de cet homme vient de lui enlever le bonheur de sa vie, et le roi, qui sait la vérité, qui en est profondément affligé, le sévère, l'équitable, le *justicier* don Pèdre, n'ose pourtant désapprouver un pareil acte commis de sang-froid après une longue délibération.

Il y a quelque chose de plus fort encore dans une autre pièce du même poète, dont le titre est singulièrement expressif : *A secret affront secrète vengeance.* Là l'époux offensé, n'ayant aucun motif d'épargner son heureux rival, mais retenu aussi par la crainte de publier son déshonneur, feint de l'ignorer, assassine traîtreusement ce malheureux dans un bateau où il l'a engagé à s'embarquer avec lui pour traverser le Tage, submerge ensuite le bateau pour faire croire qu'il a péri dans les flots, et après s'être donné l'atroce plaisir de porter la mort dans le cœur de sa coupable femme en lui apprenant cet accident comme une chose qui doit lui être indifférente, la poignarde elle-même au milieu de la nuit, puis met le feu à sa maison, et lorsqu'elle est entièrement consumée, raconte à tout le monde que, malgré ses efforts, il n'a pu arracher aux flammes sa compagne chérie. Le roi Sébastien, qui n'ignore rien de ce qui s'est passé, ne se borne pas, comme don Pèdre, à laisser impunie cette abominable justice; il se montre pénétré d'une admiration qui devait trouver quelque sympathie parmi les contemporains de Calderon, puisqu'il osait l'exprimer ainsi devant eux dans un drame singulièrement remarquable par la couleur de fatalisme mystérieux et de sombre terreur qu'il a su y jeter.

Une considération nous frappe en présence de ces étranges conceptions, qui, nous le répétons, étaient, au moins dans une certaine mesure, le reflet des opinions du temps. Les Espagnols de cette époque entendaient bien autrement qu'on ne le fait aujourd'hui la vengeance de l'honneur outragé. Aujourd'hui, en exigeant dans des cas bien rares une satisfaction sanglante, on se propose moins d'assouvir son ressentiment, de punir son ennemi, que de faire soi-même preuve de courage, de prouver qu'on ne méritait pas l'injure dont on a

été victime, de s'en relever, et par-là d'échapper au mépris. Cette préoccupation n'était pas celle du XVIe siècle, peut-être parce que, dans la classe seule soumise alors aux exigences de l'honneur, le courage personnel était, par l'effet de l'éducation et des habitudes, une chose trop ordinaire, trop naturelle, pour qu'il fût nécessaire de la prouver. Ce qu'exigeait absolument l'honneur offensé, c'était un sacrifice sanglant, seul capable de laver la tache qu'il avait reçue. La vengeance proprement dite, ce sentiment implacable, si fortement enraciné dans le cœur de l'homme, que la plus extrême civilisation réussit à peine, non pas à l'étouffer, mais à en adoucir les manifestations, la vengeance, dans sa forme la plus rude, la plus cruelle, tel était encore l'impérieux besoin de l'honneur compromis. Pourvu qu'elle fût terrible, peu importait qu'elle fût atroce, qu'elle eût été préparée par les moyens les plus perfides. Le but, promptement, complètement atteint, justifiait les moyens. Tout était permis contre le provocateur. C'était le code de la vie sauvage, prolongeant son empire au milieu d'une société civilisée à tant d'égards jusqu'au raffinement. Il ne faut rien exagérer : l'empire de pareilles idées n'était sans doute ni absolu, ni universel. Le théâtre espagnol lui-même, où nous recueillons tant de témoignages de leur influence, atteste qu'il s'y mêlait souvent de plus généreuses, de plus nobles inspirations, qui semblaient les contredire. Il n'en pouvait être autrement, car la nature humaine, si incomplète, si inconséquente dans le bien, l'est heureusement beaucoup plus encore dans le mal; mais ce n'étaient là que des exceptions, et il est incontestable que les auteurs des drames du XVIIe siècle ne choquaient pas le public, ne dégradaient pas leurs héros, en leur prêtant les plus affreuses, les plus impitoyables, les plus odieuses vengeances; que, tout au contraire, la physionomie de ces héros, présentée de la sorte, paraissait plus énergique, plus passionnée, plus digne d'intérêt.

Comment de tels écarts pouvaient-ils se concilier avec l'exaltation pieuse qui dominait tous les esprits, qui animait toutes les imaginations? Pour résoudre cette question, il suffit de se rappeler ce que les Espagnols avaient fait alors du christianisme. Là où un fanatisme cruel et absurde, appuyé sur les bûchers et les tortures de l'inquisition, avait pris la place du sentiment religieux, il n'y avait pas lieu de s'étonner de voir l'honneur, cette image de la vertu, aussi étrangement dénaturé; peut-être même était-il difficile qu'il en fût autrement. Nous doutons, en effet, que la morale puisse long-temps rester saine, lorsque la religion, qui en est la base, a reçu, non seulement dans ses formes et dans ses accessoires, mais dans son principe même, des altérations aussi profondes, aussi monstrueuses.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher par quelle voie les Espagnols étaient arrivés à d'aussi prodigieux égaremens dans un siècle qui n'était certes pas un siècle d'ignorance et de barbarie. Peu de mots suffiront pour l'expliquer. Il est dans la nature de l'esprit espagnol de tout exagérer, de chercher l'excès en toute chose, de poursuivre, non pas seulement ce qui est grand, mais ce

qui est gigantesque, de pousser l'approbation jusqu'à l'enthousiasme, le blâme jusqu'à l'indignation, l'affection et le dévouement jusqu'à l'adoration aveugle, le mépris et l'antipathie jusqu'à la haine la plus furieuse, la plus impitoyable, de suivre jusque dans ses dernières conséquences cette terrible logique de la passion et du fanatisme qui exerce sur les imaginations prévenues un si funeste et si dangereux empire. Dans des ames ainsi organisées, il y a peu de place pour ces instincts d'humanité et de bon sens que la Providence a déposés en nous pour suppléer à l'imperfection de notre intelligence, et qui seuls peuvent nous retenir lorsque nous nous laissons égarer soit par les sophismes d'un argument captieux, soit par les illusions de l'orgueil ou de la vengeance. Ces bienfaisantes, ces saintes inspirations ne s'appuyant pas sur le raisonnement, c'est en elles-mêmes, c'est dans leur évidence que réside toute leur force. Lorsqu'on est parvenu à en obscurcir la clarté, à se persuader qu'il y a quelque chose de plus vrai que la raison, quelque chose de plus respectable que la vie des hommes, à croire qu'il peut être méritoire de fouler aux pieds comme d'insignes faiblesses, comme de vulgaires préjugés, le bon sens, la pitié, la bonne foi, alors il est impossible de fixer la limite des horreurs et des extravagances auxquelles on peut se laisser emporter : on arrive à l'inquisition, à la Saint-Barthélemy, au comité de salut public; alors aussi, ajouterons-nous en revenant à notre sujet, on en vient à applaudir comme autant d'actes magnanimes les vengeances des héros de Calderon et de Rojas.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

LA HOLLANDE.

II.[1]

ANCIENNE LITTÉRATURE.

Diverses tribus ont passé sur le sol des Pays-Bas; trois races principales l'ont peuplé : celle des Saxons, des Francs et des Frisons. Les Saxons, dit un historien allemand, forcés de quitter leur patrie, donnèrent à la province qu'ils envahirent le nom de Flandre, dérivation de l'épithète de flamands (fugitifs), qui exprimait leur situation. D'autres Saxons se répandirent dans les districts de Drenthe et de l'Overyssel, qui forment aujourd'hui deux provinces du royaume de Hollande. Les Francs se fixèrent d'abord dans le Brabant, et, au VIIIe et au IXe siècle, étendirent leur domination sur une partie du sol conquis par les Frisons, qui furent alors refoulés sur les côtes de la mer du Nord (2). La fusion des idiomes de ces trois peuples forma l'ancien néerlandais, et de ce dialecte primitif, grossier, dont on n'a pas de monument écrit, mais qui subsiste encore parmi le bas peuple de quelques provinces, surgit peu à peu la langue littéraire, la langue

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.
(2) Mone, *Niederlandsche Volkslitteratur.*

écrite, que l'on divise encore en deux dialectes, le hollandais et le flamand. Le hollandais est resté plus près de la source, le flamand a été altéré par l'influence de la France. Ces deux dialectes ne diffèrent cependant entre eux que par certaines locutions et par des terminaisons de mots; leurs racines sont restées les mêmes, leur syntaxe est aussi la même, et qui comprend l'un comprend sans difficulté l'autre. Les nuances légères qui les séparent sont du reste assez récentes; au moyen-âge, elles n'existaient pas encore. Les œuvres écrites à cette époque à Gand ou à Amsterdam sont rangées dans la même catégorie. Maerlandt, né en Flandre, et Melis Stoke, né en Hollande, sont inscrits l'un comme l'autre dans les rangs d'une littérature que nous ne connaissons que sous le nom de littérature hollandaise.

Cette littérature a beaucoup imité et peu inventé. Placée entre le génie de deux grands peuples qui devaient nécessairement la dominer, trop faible pour se développer et s'affermir d'elle-même, pour surmonter les circonstances qui pouvaient arrêter ses progrès, elle a été tour à tour sous l'influence de la France et de l'Allemagne, plus souvent cependant sous celle de la France, et par contre-coup sous celle de l'Espagne et de l'Italie, comme un habile écrivain l'a tout récemment démontré (1).

Dès ses premières tentatives, et pour ainsi dire à son point de départ même, la littérature hollandaise fut entravée par le morcellement des Pays-Bas, par leur division en comtés et en petites principautés, chacun de ces petits états s'isolant des autres et se formant un dialecte et une littérature à part. En 1383, les diverses provinces furent réunies sous une même domination; mais cette domination était celle des ducs de Bourgogne. Ce fut pour la littérature de Hollande un malheur plus grand encore. L'élément germanique, l'esprit national de cette littérature, fut alors violemment comprimé par l'autorité française. La langue du souverain devint en peu de temps celle des principaux fonctionnaires et des classes élevées. C'était dans cette langue que le prince rendait ses arrêts et que toutes les affaires importantes du pays étaient traitées. Du domaine de la politique, elle passa peu à peu dans les habitudes de la vie privée, et la langue hollandaise, vaincue et refoulée par cette puissante rivale, ne trouva de refuge qu'au sein du peuple et des classes intermédiaires.

Quand Maximilien Ier devint maître des Pays-Bas par son mariage avec Marie de Bourgogne, il essaya vainement de rendre quelque

(1) Declercq, *Verhandeling ter beantwoorting der vraag welken invloed*, etc., 2e édit., Amsterdam, 1826.

autorité à la langue primitive de ces provinces. Pour la relever de l'espèce d'asservissement où l'avait jetée dans le cours d'un siècle la domination bourguignonne, il eût fallu lui prêter un appui énergique et soutenu. Charles-Quint, successeur de Maximilien, n'eut sans doute jamais l'idée d'entreprendre une pareille tâche. Dans sa jeunesse, il ne savait lui-même pas l'allemand, et Philippe II, qui devint après lui souverain des Pays-Bas, s'inquiétait fort peu du langage usité dans cette partie lointaine de ses états, pourvu que ce langage fût soumis et orthodoxe. Cependant, sous son règne rigoureux, une ère nouvelle se prépare; la réformation, qui depuis plusieurs années gagnait sourdement et peu à peu l'esprit du peuple, éclate tout à coup, et les mesures de violence employées pour en comprimer les progrès ne font que lui donner plus de force. En 1579, les cinq provinces de Seelande, Utrecht, Gueldre, Frise et Hollande se déclarent, par le traité d'Utrecht (1), indépendantes de l'Espagne; en 1580, la province d'Overyssel, et en 1594 celle de Groningue, s'associent au même traité. De cette époque date tout à la fois l'affranchissement religieux, politique et littéraire de la partie septentrionale des Pays-Bas; de cette époque date aussi la formation de la république, à laquelle la province la plus étendue, la plus riche, la province de Hollande, donna son nom. Quant aux provinces méridionales, on sait qu'elles restèrent sous la domination de l'Espagne, et l'action continue du français enfanta dans quelques-uns de ces districts le dialecte bâtard qu'on appelle wallon.

Toute l'ancienne littérature de la Hollande se compose d'imitations ou de traductions. Tous les anciens romans de chevalerie se retrouvent là, en vers ou en prose : les romans du cycle d'Arthur et du cycle de Charlemagne, les épopées naïves où les héros antiques figurent sous un vêtement de baronnet, les contes facétieux de France et les mélancoliques légendes d'Allemagne, tout a été consciencieusement reproduit en hollandais. Et à voir ce pays mettre ainsi en tête de sa littérature le catalogue de tous ces poèmes et romans populaires du moyen-âge, on pourrait le croire très romantique. Tant s'en faut, hélas! et je le dis à regret, la Hollande n'est nullement romantique.

(1) L'original de ce traité, qui occupe une place si importante dans l'histoire des Pays-Bas, se trouve maintenant dans les archives de La Haye. C'est un long et large parchemin, où il y a seulement une clause de quelques lignes; tout le reste est couvert de signatures. Le savant M. de Jonge est parvenu à déchiffrer toutes ces signatures, et en a publié un *fac-simile* très curieux.

Que ceux dont l'esprit se tourne de préférence vers les merveilleuses inventions de la poésie populaire ne s'attendent pas à trouver ici ces légions de fées, de sylphes, de génies terrestres et aériens qui peuplent les vastes contrées de l'Orient et les mélancoliques solitudes du Nord. Il est vrai que cette mythologie d'une race primitive et poétique a été introduite en Hollande. Il est vrai, comme l'a dit un écrivain, que sur les bords de l'Amstel, comme sur les bords de l'Elbe, on a cru aux elfes qui dansent le soir dans les prairies, aux nixes habitans des eaux, qui entraînent les jeunes filles dans leurs grottes de cristal. Mais ces créations fabuleuses ont disparu bien vite devant l'austère réalité. Le merveilleux enfanté par l'imagination de l'homme ne subsiste pas long-temps, s'il n'est soutenu par l'évènement irrégulier que l'ignorance appelle un phénomène, ou par l'aspect d'une nature étrange et mystérieuse. Placez en face d'une telle nature l'homme simple et impressionnable qui ne connaît encore ni les lois de la physique ni celles de l'astronomie, et qui pourtant veut se rendre compte des choses singulières qu'il observe : soudain vous allez avoir les symboles fantastiques de l'antiquité et du moyen-âge. Le volcan s'allume, la terre s'ébranle : ce sont les Titans enfermés dans le sein des montagnes qui se tournent sur le flanc et cherchent à respirer. Le tonnerre gronde : c'est le dieu Thor qui se promène sur son char d'airain attelé de deux boucs. Les Pyrénées étonnent, par leurs longues ondulations et leur cime imposante, le regard du voyageur : c'est Hercule qui a entassé l'une sur l'autre ces ma es de terre pour faire le tombeau de sa bien-aimée Pyrène. En All magne, la petite crevasse noire qui s'ouvre dans l'intérieur des montagnes conduit à une route profonde où habitent les nains gardiens des trésors; en Suède, les lacs cachent dans leur enceinte des villes englouties pour leurs péchés; en Norvége, les longues et sombres forêts de sapins sont peuplées d'une foule de petits êtres dangereux à rencontrer. Ici un roc fourchu apparaît sur la crête d'une montagne, et le peuple raconte que Roland, dans sa colère, l'a fendu de son épée. Là on distingue sur une dalle une empreinte pareille à celle d'un pied de cheval : c'est le coursier de saint Olaf qui y a laissé cette trace de son passage. Le bruit du Rhin, au détour de Lurley, c'est le soupir d'amour d'une magicienne. Les blocs ératiques disséminés dans les plaines de la Scanie sont les pierres que les géans se jetaient à la tête dans leurs jeux et dans leurs luttes, et les nuages flottans sur les collines de l'Écosse cachent dans leurs replis la grande ombre de Fingal.

Mais en Hollande il n'y a ni rochers, ni forêts, ni montagnes, rien qui étonne l'imagination, rien qui jette dans l'esprit cette mystérieuse terreur d'où naît le conte fantastique et la légende populaire. Là, l'homme a lui-même coupé, desséché et pour ainsi dire formé le sol qu'il occupe; il en connaît la surface et le fond, et il sait bien qu'il n'y a là ni sylphes ni fées; il sait comment il a été lui-même l'unique magicien de cette terre difficile à cultiver, comment il l'a épurée par des canaux et préservée de l'inondation par des digues. Chaque jour encore il est obligé d'y travailler, et ce travail matériel, continu, ne lui permet guère de rêver. Les romans féeriques, les poèmes chevaleresques traduits du français et de l'allemand, firent, il est vrai, pendant deux ou trois siècles, les délices de la noblesse hollandaise; mais à côté de cette classe riche et galante qui aimait les récits de batailles et de tournois, les descriptions vraies ou fictives des cours étrangères et les aventures de voyage ou d'amour, il y en avait une autre plus nombreuse, et dont la fortune, l'influence, allaient toujours en augmentant : c'était la bourgeoisie. Dès le XIIIe siècle, le commerce et l'industrie lui avaient donné un ascendant qu'elle était loin encore d'avoir dans les autres pays. Bruges était un vaste entrepôt de toutes sortes de denrées; Gand avait le langage haut et fier, et quand on parlait de la province de Hollande, on l'appelait la Hollande la riche (1). Or, tous ces bons bourgeois, tous ces honnêtes merciers et tisserands dont la grande affaire était de fabriquer de bonnes marchandises et de les vendre au meilleur prix possible, comprenaient fort peu le bonheur de s'en aller sur les grandes routes chercher les aventures, les batailles, contre les dragons et les enchanteurs, les pérégrinations à travers le monde, pour retrouver une belle inconnue, et toutes les autres charmantes fictions des romans de chevalerie. Quand ils avaient fermé leur comptoir et tiré le verrou sur leur porte, si le soir, assis au milieu des leurs, la fantaisie leur venait de lire, il leur fallait des ouvrages plus positifs. De son côté, le clergé ne lisait guère, ou du moins ne devait décemment lire que des livres de piété, des légendes de saints, et quant au bas peuple, il était trop ignorant pour s'enquérir des manuscrits.

(1) Dans l'épitaphe de Jean II de Valenciennes, qui mourut en 1306, il est dit :

CHY GIST LE GENTIL JEAN DE PARIS,
JADIS EUST DESSOUS LUI COMPRIS
QUATRE PAYS DE GRANDE NOBLESSE;
C'EST HAYNAU, COME BIEN APRIS,
ZEELANDE ET FRISE, QUE MOULT PRIS,
ET HOLLANDE PLEIN DE RICHESSE.

La littérature chevaleresque et galante, ou, pour nous exprimer plus nettement, la littérature romantique n'était donc acceptée que par la noblesse. Ce n'était pas assez pour lui donner une existence durable. De bonne heure il se forma une littérature anti-romantique dont Maerlant fut le chef. C'était un honnête greffier de la petite ville de Damme, qui vivait vers le milieu du XIIIe siècle. Il se prit d'une vertueuse indignation contre les poèmes fabuleux que l'on traduisait alors en hollandais. A chaque instant il y revient, il les attaque, il les signale au mépris ou à l'animadversion de ses lecteurs. En même temps il s'efforce de ramener par ses ouvrages la littérature dans une autre voie. Il traduit sous le titre de *Riimbibel* (*Bible rimée*) la *Historia scolastica* de Pierre Commestor; sous le titre de *Bestiaris*, le *Liber rerum*, attribué à Albert-le-Grand, *la Vie de Saint François*, et le *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais. Les ouvrages de Maerlant eurent une grande vogue parmi les graves familles marchandes des Pays-Bas, et on le surnomma le père de la poésie. A la même époque vivait, dans les états du comte Florens V, un clerc nommé Melis Stoke, qui écrivait une chronique rimée de Hollande. Dès ce jour, les œuvres romantiques des trouvères et des *minnesingers* furent moins lues encore que par le passé. La Hollande venait de trouver, dans les œuvres de Stoke et de Maerlant, les élémens de sa poésie future, poésie sèche, mesurée, didactique, qui s'appuie sur la Bible et sur les livres de morale, et se distrait de son enseignement dogmatique par quelque page d'histoire nationale, ou quelques innocentes descriptions de paysages.

Toute cette première époque de la littérature hollandaise n'est intéressante à étudier que sous le rapport philologique, car elle ne présente, comme nous venons de le voir, que des traductions ou des imitations. Cependant il y a là deux poèmes dont on n'a pas encore trouvé les originaux, et dont on peut, jusqu'à nouvelle information, faire honneur à la Hollande; l'un a pour titre: *Élegast et Charlemagne;* l'autre est un roman du *Renard* qui ne ressemble pas aux nôtres.

Le poème d'*Élegast* est le récit d'une de ces mille aventures attribuées à Charlemagne par les chroniqueurs et les légendaires du moyen-âge. L'archevêque Turpin a, comme on le sait, conté d'étranges choses sur l'illustre empereur; les poètes franco-normands l'ont fait voyager en Palestine (1); les poètes allemands le font re-

(1) *Travels of Charlemagne*, publiés par M. F. Michel.

vivre dans l'une des grottes du Wunderberg, et Pétrarque, le doux et mélodieux Pétrarque, a employé deux pages de son élégant latin à écrire l'histoire de l'anneau merveilleux qui enchaînait Charlemagne près du cadavre d'une femme chérie. Mais jusqu'à présent, on ne nous avait pas dit que ce héros de tant de nobles épopées, ce chef des douze pairs, ce roi de la chevalerie, se fût fait voleur, et qui plus est, voleur de grands chemins. Or, voilà précisément ce que nous raconte le poète hollandais. Dès le premier vers, l'auteur dit que c'est une véritable histoire (1); ainsi, il ne s'agit pas de plaisanter.

C'est le soir : Charlemagne vient de s'endormir, quand tout à coup il est réveillé par la voix d'un ange, qui lui crie : Lève-toi, noble Charles, prends tes vêtemens, tes armes, et va-t-en voler cette nuit; c'est Dieu qui te l'ordonne par ma bouche, et si tu ne m'obéis pas, tu es mort. — Tiens, dit l'empereur, quel étrange rêve je viens de faire!—Et là-dessus, il se tourne de l'autre côté et se rendort de nouveau; mais voilà que l'ange l'appelle une seconde fois, plus haut encore que la première, et lui ordonne impérieusement de se lever et d'aller voler. — Moi, voler! répond le bon Charlemagne, mais il n'y a pas sur la terre un roi ou un comte plus riche que moi; depuis Cologne jusqu'à Rome, tout appartient à l'empereur; je règne sur les rives sauvages du Danube, sur la Galice et sur l'Espagne. Qu'ai-je donc fait, malheureux homme que je suis, pour que Dieu me commande de voler?

Là-dessus, il essaie encore de fermer les yeux, mais l'ange qui veut remplir sa mission ne le quitte pas, et insiste si vivement, qu'à la fin Charles désespéré s'écrie : Eh bien! soit; je suivrai l'ordre de Dieu et je me ferai voleur, dussé-je être pendu par la gorge (2)! Il se lève, s'habille, prend ses armes qui étaient toujours posées près de son lit, passe au milieu de ses gens qui dorment d'un profond sommeil, descend à l'écurie, selle son cheval et se dirige vers la forêt, la tête baissée, le cœur désolé de l'ordre fatal auquel il doit obéir. Chemin faisant, il se rappelle qu'il a banni de sa présence, pour une faute de peu d'importance, le chevalier Élegast, et s'apitoie sur son sort. Élegast attend les passans sur la grande route, et respecte le

(1) Een vraie historie ende al waer
Mach ic u tellen.

Et plus loin :

Hoort hier wonder ende waerhede.

(2) Al soud ic hanghen bi der kele.

pèlerin, le marchand, mais il ne ménage ni les évêques, ni les chanoines, ni les abbés, ni le pape; tout ce qu'il peut leur prendre, il le prend sans pitié.

Ainsi rêvant et soupirant, Charles s'avance dans la forêt, et tout à coup il aperçoit un chevalier couvert d'une armure noire, portant un casque noir et monté sur un cheval noir. Ce chevalier l'arrête et lui dit d'une voix impérieuse : Qui es-tu ? Où vas-tu? Comment se nomme ton père? — A ces mots Charlemagne reprend sa fierté d'empereur : — Jamais personne, s'écrie-t-il, ne m'a contraint de faire ce qui ne me plaisait point ! Je ne te dirai pas qui je suis, mais nous combattrons l'un contre l'autre, et le vainqueur dictera ses conditions au vaincu. — Le défi est accepté; les deux champions font reculer leurs chevaux, puis fondent l'un sur l'autre avec impétuosité. Après une lutte violente, le chevalier noir est vaincu; il avoue alors son nom et sa profession de voleur, c'est Élegast; puis il invite son adversaire à montrer la même franchise, et l'empereur répond naïvement : — Moi, j'ai coutume aussi de voler, je vole les églises et les cloîtres, les grands et les petits. Il n'est si pauvre homme au monde de qui je ne tire quelque chose, et dont je ne puisse prendre le bien plutôt que de lui donner le mien. Mais à présent, si vous m'en croyez, nous irons prendre le plus riche trésor qui existe. — Lequel? demande Élegast. — Celui de l'empereur. — Non pas! s'écrie le vertueux voleur; quoique l'empereur m'ait enlevé ce que je possédais, quoiqu'il ait été injuste et cruel envers moi, je n'en suis pas moins son fidèle sujet, et j'aurais honte de lui nuire. Allons plutôt dans la demeure d'Eggherich, le beau-frère de Charles; c'est un méchant homme qui a déjà commis de nombreuses trahisons et qui ne mérite pas de vivre; nous pouvons sans scrupule lui enlever son trésor

Charles accepte et suit son étrange compagnon, touché de sa fidélité de sujet et déplorant son sort de voleur. Ils arrivent au milieu de la nuit à la porte d'Eggerich; Élegast place Charlemagne en sentinelle, et franchit l'enceinte de l'habitation. En passant, il arrache une plante qu'il porte à sa bouche, et c'est une de ces plantes merveilleuses qui font comprendre à l'homme le langage des animaux. Élegast entend les coqs qui crient, les chiens qui aboient et qui racontent, *dans leur latin* (dit le poète), que Charlemagne est à la porte. Il accourt tout effaré annoncer cette nouvelle à Charlemagne lui-même qui le raille de sa vaine frayeur. Élegast rentre dans la demeure qu'il veut piller, il pénètre jusque dans la chambre d'Eggerich, et il entend le chevalier félon qui dit à sa femme le projet qu'il a

formé de tuer l'empereur, et lui nomme les hommes choisis pour commettre ce régicide. Sa femme, à cet aveu, pousse un cri d'horreur, et Eggerich la frappe si rudement au visage, que le sang en jaillit jusque sur les mains d'Élegast.

Élegast sort, emportant la selle et l'épée du perfide Eggerich, puis il s'en va conter avec douleur à Charlemagne l'affreux secret qu'il vient d'entendre. — Allez trouver demain matin l'empereur, lui dit Charlemagne; apprenez-lui ce que vous avez découvert; il sera touché de votre fidélité, et, s'il en doutait encore, je serais là pour l'attester.—Élegast promet de suivre ce conseil, quoiqu'il redoute de braver la colère de son souverain et de reparaître devant lui. Charlemagne le quitte, rentre dans son palais, fait réveiller ses gens, ordonne qu'on range dans la grande salle une troupe de *Vransoys* et de *Bollonoys*. Vers le matin arrive Eggerich avec une suite nombreuse; on l'arrête, on fouille l'un après l'autre chacun de ceux qui l'accompagnent, et on trouve sous leurs vêtemens des poignards et des hallebardes. Eggerich, accusé de trahison, cherche en vain à se disculper. Élegast paraît, le défie au combat, le terrasse, lui fend la tête. Les compagnons du traître sont mis à mort; Élegast rentre en grace, et, pour prix de sa fidélité, épouse la veuve de celui dont il a découvert le complot.

Ainsi finit cette étrange histoire dont nulle traduction ne peut rendre le style naïf. La tradition populaire d'après laquelle le poème a été composé, est, à ce qu'il semble, très ancienne et a été répandue au loin, car on la retrouve en Danemark, et la bibliothèque d'Arras possède un manuscrit sur ce sujet. Quant à l'espèce d'épopée aventureuse que nous venons d'analyser, on ne la connaît que d'après deux exemplaires de deux éditions différentes dont l'un existe à la bibliothèque de La Haye, et l'autre à celle de Berlin. M. Hoffmann de Fallersleben l'a réimprimée récemment dans ses *Horæ belgicæ*.

Le second poème, dont les Hollandais prétendent avoir eux-mêmes inventé la forme et les principaux détails, est une charmante variante du roman du *Renard*, l'une des traditions les plus populaires du moyen-âge. Pas une contrée qui n'ait été occupée de cette tradition, pas une langue européenne dans laquelle elle n'ait été reproduite. Les trouvères de France et les scaldes du Nord l'ont racontée longuement (1); les savans en ont retrouvé les traces dans les fables

(1) Le roman du *Renard* a été réimprimé plusieurs fois en Suède et en Danemark; il a été aussi traduit en islandais.

de l'Orient (1); Goethe lui a prêté le charme de ses beaux vers, et dans plusieurs de nos provinces, dans les plaines de l'Alsace, et dans les chalets de la Franche-Comté, je me rappelle bien avoir entendu conter plus d'une fois, par les bonnes gens du peuple, les méchans tours du renard et la grosse niaiserie de l'ours et du loup vorace, ses ennemis. Pour que rien ne manquât à la gloire de cette histoire populaire, elle est entourée de nuages comme les plus grandes gloires de ce monde. On ne sait d'où elle vient, quand elle est née, comment elle a grandi; quatre à cinq pays se disputent son origine, comme les villes de la Grèce se sont disputé l'honneur d'avoir donné le jour à Homère, et les érudits en sont encore à demander si cette Iliade de l'Ulysse rusé des animaux a été enfantée par le génie d'un seul homme, si elle est venue au monde d'un seul jet, ou si elle a été peu à peu composée de divers épisodes par divers écrivains. Les uns, tels que M. Saint-Marc Girardin, qui a publié à ce sujet une éloquente dissertation, pensent que cette épopée cache sous son vêtement d'emprunt un fait historique; d'autres la regardent tout simplement comme une spirituelle fiction. A Dieu ne plaise que nous osions, nous humble narrateur, tenter de résoudre une question qui n'a pas encore été résolue par des hommes comme MM. Jacob Grimm, Mone, Raynouard, Willems. Nous nous bornons à exposer les pièces de la plaidoirie. Les débats du procès sont assez amusans pour que le public ne soit pas pressé de le voir finir.

Dans le poème hollandais que nous connaissons maintenant en entier, grace à l'excellente édition qui en a été publiée par M. Willems (2), il y a bien çà et là quelques mots français qui pourraient faire douter de sa parfaite originalité. Le château du Renard s'appelle Malpertuis (Maupertuis, mauvais trou), le coq Canteclaer (Chante-Clair), le petit chien Courtois, l'ours Brun, le lièvre Cuwaert (Couard); et quand le Renard fait devant son oncle son hypocrite confession, il prononce le mot de plaisir, sur quoi l'oncle s'écrie : Pourquoi parler français? parlez flamand, si vous voulez que je vous comprenne. Mais ce ne sont là que de légères couches d'un vernis étranger qui pouvaient bien provenir du contact perpétuel des Pays-Bas avec la France. Le fait est que ni les diverses branches du roman du *Renard* recueillies par Méon, ni le supplément publié par M. Cha-

(1) Dans un savant ouvrage sur le *Renard*, Grimm a démontré les rapports de cette tradition avec les fables orientales, grecques et latines.

(2) *Reinaert de Vos episch fabeldicht van der twaelfde en dertiende eeuw*, 1 vol. in-8°, Gand, 1836.

baille, ni *Renard-le-Bétourné* de Rutebœuf, ni *le Nouveau Renard* de Jacquemard Gielée, ni *le Couronnement du Renard* de Marie de France, ne peuvent être regardés comme les originaux du poème hollandais. La première partie de ce poème est antérieure au plus ancien ouvrage français que nous connaissions sur ce sujet : celui de Perrot de Saint-Cloud. M. Willems a cherché à démontrer, et, ce nous semble, par de très bonnes raisons, qu'elle date de la seconde moitié du XIIe siècle. Tous les évènemens racontés par le poète se passent en Flandre, et quelques-uns dans des lieux dont on connaît très bien l'histoire. Le récit est beaucoup plus dramatique, plus serré, que celui de nos anciens poètes, beaucoup moins licencieux, et l'ouvrage entier est empreint, comme l'a dit Jacob Grimm, d'une couleur toute flamande. La première partie est celle où il y a le plus de faits et de mouvement. La seconde, qui est beaucoup moins ancienne, tombe un peu dans le domaine de la poésie moralisante et didactique. Mais c'est chose curieuse de voir où en était déjà le langage de la morale aux jours lointains du moyen-âge, et tout ce que l'on osait dire à une époque dont nous avons tant de peine à saisir le véritable caractère et que nous regardons tantôt avec enthousiasme comme l'âge d'or des vertus chevaleresques, tantôt avec horreur comme une ère de barbarie.

Comme ce poème est encore peu connu, peut-être nous saura-t-on gré d'en donner ici une analyse. Le premier livre commence par un de ces petits tableaux champêtres que les poètes du moyen-âge, et surtout les minnesingers amoureux de la nature, aimaient à entremêler à leurs récits. C'était un jour de Pentecôte; les forêts et les champs étaient couverts de feuillage et de verdure; une foule d'oiseaux chantaient gaiement dans les haies et dans les bois; les plantes et les fleurs embaumées s'épanouissaient çà et là; le ciel était bleu et clair. Noble, roi des animaux, avait fait proclamer partout qu'il tiendrait ce jour-là cour plénière. Tous les animaux se hâtent de s'y rendre. Renard seul se tient prudemment renfermé chez lui; il a sur la conscience certains méfaits qui lui ont valu auprès du roi plus d'une mauvaise note, et il n'a garde de comparaître. A peine la cour est-elle réunie que de toutes parts des clameurs violentes s'élèvent contre le perfide habitant de Malpertuis. C'est d'abord le loup Jsengrim, qui s'avance devant le trône du souverain et raconte comment Renard lui a fait tant de mal, que, si tout le drap que l'on fabrique à Gand était transformé en parchemin, il ne suffirait pas pour raconter les trahisons de la méchante bête et les souffrances du

pauvre loup sa victime; puis vient le petit chien Courtois, qui conte ses doléances en français (1) et accuse Renard de l'avoir volé; puis le pauvre Couard le lièvre, à qui Renard faisait épeler le *Credo* pour lui tordre pieusement le col au beau milieu de son oraison. Le malfaiteur, condamné devant le tribunal du roi par tant de voix, n'est défendu que par Tibert le chat et Grimbert le blaireau, qui le représentent comme un saint homme de Dieu fuyant le monde et le péché et ne vivant que d'abstinences et de mortifications. Au moment où Grimbert termine son apothéose, on voit descendre du haut de la montagne Chante-Clair qui amène sur un brancard les restes de Coppe, sa poule chérie, que Renard a traîtreusement égorgée, ainsi que dix de ses enfans. Le roi ému ordonne de chanter les vigiles; ensuite on porte Coppe en terre, on lui élève au milieu de l'herbe verte un tombeau de marbre, sur lequel on place cette inscription : *Ici est enterrée Coppe, qui savait si bien gratter la terre et que le cruel Renard a tuée avec sa race.*

La colère des ennemis de Renard puise dans cet incident une nouvelle énergie, et le roi, irrité enfin de tous ces méfaits, ordonne qu'on somme le coupable de paraître à sa cour. C'est Brun qui se charge de remplir cette mission, Brun l'ours, qui s'en va niaisement tomber dans le piége de son habile adversaire. Renard le reçoit avec empressement, lui fait toutes sortes de protestations affectueuses, et, sous prétexte de lui livrer de magnifiques rayons de miel, le conduit en un endroit où le malheureux ours se trouve tout à coup la tête prise dans un tronc d'arbre; puis il va sonner l'alarme dans le village, et tous les habitans accourent avec des pelles, des fourches, des pieux, frappant sur l'ours et le rouant de coups, tant qu'à la fin l'infortuné, voyant qu'il y va de sa vie, fait un effort désespéré, s'arrache la peau de la tête et se sauve, saignant, boitant, dans une rivière où ses ennemis furieux ne peuvent l'atteindre. Pendant ce temps, compère Renard avait trouvé moyen d'attraper une poule et s'en revenait l'esprit joyeux, le corps dispos, songeant que son ennemi Brun était mort, quand tout à coup, au détour de la colline, il l'aperçoit, couché sur le bord de la rivière, les flancs meurtris, la tête et les pattes pelées et toutes rouges de sang. — Oh! maudits villageois, s'écrie-t-il, qui avez laissé si sottement échapper la victime que je vous livrais! Puis il s'approche de lui en riant et se dandinant, et lui dit : Seigneur prêtre, que Dieu vous soit en aide? Connaissez-vous Renard le

(1) Ende clagede den coninc in fransois.

ribaud? Si vous voulez le regarder, le voilà ce manant à la peau rouge, ce larron cruel. Mais dites-moi, digne prêtre, mon bel ami, quelle est la confrérie où vous servez? dans quel ordre voulez-vous entrer, pour avoir ainsi ce chaperon rouge? Êtes-vous donc abbé ou prieur? Il a été bien près de vos oreilles, celui qui vous a taillé cette couronne. Vous avez perdu votre toupet, vous avez ôté vos gants. Vous allez, je suppose, chanter les complies ou dire votre bréviaire.

Hors d'état de se venger des trahisons de Renard, et ne pouvant supporter cette froide raillerie, Brun se jeta de nouveau dans la rivière, regagna la terre à quelque distance, et s'en alla rejoindre la cour, tantôt en posant péniblement une patte devant l'autre, tantôt en glissant sur sa queue ou en roulant sur lui-même.

Toute cette scène est vraiment une charmante comédie.

L'arrivée de Brun à la cour, l'état piteux où on le voyait reparaître, lui qui était parti si sûr de lui-même, excita une nouvelle tempête contre Renard. Le roi jura par ses grands dieux que Renard serait puni, et chargea le chat Tibert d'aller le sommer de venir. Le chat, moins présomptueux que Brun, n'accepta qu'avec peine cette dangereuse mission. Il connaissait les ruses de son cousin Renard, et n'aimait guère à entrer en lutte avec lui. Mais le roi le voulait: Tibert partit, l'esprit tout préoccupé de sombres pressentimens. Le long du chemin, il rencontra une corneille, et lui dit de voler à sa droite. La corneille prit la gauche. Ce fut pour le craintif Tibert un triste présage de plus. Ses sombres pensées ne devaient que trop tôt se réaliser. Il se laissa conduire par Renard dans le piége le plus cruel, et faillit y perdre la vie. Ces deux funestes tentatives avaient profondément exaspéré le roi. Cependant il résolut d'en faire encore une nouvelle, et cette fois il chargea Grimbert le blaireau d'aller porter ses derniers ordres à Renard. Grimbert était son ami dévoué, son neveu; il l'avait toujours fidèlement défendu à la cour. Aussi Renard ne cherche-t-il pas à lui jouer un méchant tour; il l'accueille comme un bon parent, il le présente à sa femme et à ses enfans, puis se met en route avec lui pour s'en aller comparaître devant le roi. Chemin faisant, Renard se met à sonder sa conscience et se sent effrayé de tous les méfaits qu'il a déjà commis : — Cher neveu, dit-il, il faut que je me confesse à toi; quand j'aurai avoué tous mes péchés, mon ame sera soulagée. — Et il se confesse avec toutes les formules du catholicisme; dans cette scène et dans plusieurs autres, on dirait que l'auteur du poème a pris à tâche de tourner en ridicule les pratiques et les enseignemens les plus graves de l'église.

La confession faite, l'absolution reçue, Renard continue sa route, fort repentant en paroles, très peu en réalité, cherchant toujours de l'œil le poulailler, et s'arrêtant avec un appétit sanguinaire en face d'une basse-cour de nonnes, où il voit passer les plus belles oies du monde. Enfin il arrive devant le roi, un peu inquiet au fond de l'ame, mais comptant cependant sur son esprit et son habileté. Il arrive, il va se placer en face de son souverain, et lui adresse une magnifique protestation de respect et de dévouement. — C'est bon, c'est bon, s'écrie le roi; nous connaissons la souplesse de votre langage, mon maître, et nous n'en serons plus dupe.

Les ennemis de Renard, déconcertés d'abord par sa présence et sa harangue, reprennent leur audace à ces paroles du roi, et crient, et se lamentent, et s'emportent plus fort que jamais. Le roi assemble ses hauts barons, en appelle à leur jugement, et tous, d'une voix unanime, condamnent le traître à être pendu. — Eh bien! soit, s'écrie Renard en courbant la tête d'un air résigné; j'ai péché, j'en conviens, et la mort n'est peut-être qu'une faible expiation pour tous mes crimes. Allez donc, vous qui voulez me voir périr, allez préparer la potence. Portez la corde et le poteau; je suis prêt.

Là-dessus, ses ennemis s'éloignent, croyant l'arrêt sans appel et la mort du scélérat inévitable. Ils s'en vont faire les apprêts de son supplice; lui les regarde avec un rire sardonique, puis à peine ont-ils disparu, qu'il commence une autre harangue. Il raconte au roi comment il était né bon et vertueux, aimant la vie simple et honnête, la douce et riante nature; comment une première faute l'a entraîné dans une autre faute; comment, en prenant ainsi peu à peu quelque goût au mal, il a fini par devenir un grand coupable, par s'habituer au crime et par s'y complaire; puis il laisse comme par hasard tomber dans son discours un mot sur ses trésors immenses. A ce mot, le roi et la reine l'arrêtent, l'interrogent avec bienveillance. Renard leur dit qu'il a découvert une conspiration tramée par son père, par le Loup et l'Ours, pour détrôner le roi; qu'il a trouvé le trésor d'Ermenric, dont son père s'était emparé, et qui devait être employé au succès de la conspiration; qu'en enlevant ce trésor, il a déjoué tous les complots.

Il n'en fallait pas tant pour éblouir l'ame cupide du roi et la vanité de la reine. Renard obtient sa grace, à la condition de révéler l'endroit mystérieux où il a caché son trésor. Il indique une forêt sauvage, appelle en témoignage Couard le lièvre, qui fait en tremblant sa déclaration. Le roi n'a plus de doute; Renard triomphe, et quand

ses ennemis viennent réclamer l'exécution de l'arrêt, ils sont garrottés et jetés dans un cachot, commes des traîtres et des imposteurs. Ainsi va le monde : le pouvoir est au plus habile, et l'intérêt se revêt du nom de justice.

Cependant le roi voudrait que Renard le conduisît lui-même auprès de son trésor. A cette demande, le rusé diplomate répond par une pieuse lamentation; il est excommunié par le pape, non pas pour tous les crimes qu'il a commis, mais pour avoir empêché le loup qui s'était fait moine de rester dans son couvent. Il faut qu'il aille à Rome, en pèlerinage, chercher l'absolution et gagner des indulgences. Le roi a l'esprit trop orthodoxe pour ne pas approuver une telle raison. Renard ira à Rome, et avant de partir il se fait donner, pour faire un sac de pèlerin, un large morceau de la peau de l'ours, et pour faire des souliers, la peau des pieds du loup et de la louve.

L'hypocrite regardait déchiqueter ses ennemis et disait à la louve : « Ma tante, ma chère tante, combien de désagrémens vous avez éprouvés par ma faute! Je me repens de tous les autres, mais celui-ci me plaît, et je vous dirai pourquoi : vous êtes de mes parentes la plus chère, et Dieu sait que je porterai vos souliers pour votre bien. Vous aurez part aux grandes indulgences et à tous les pardons, chère tante, que j'irai chercher avec vos souliers au-delà des mers. »

Ainsi réhabilité à la cour du roi, vengé de ses ennemis, Renard se fait donner en grande pompe la besace et le bourdon par le chapelain de la cour, puis il se hâte de partir, car il tremble à tout instant qu'on ne vienne à découvrir sa dernière supercherie. Il emmène avec lui, en leur adressant de belles paroles d'affection, le lièvre et le bélier. A peine arrivés dans son château, il égorge le premier, lui coupe la tête, la met dans la besace et confie le tout au bélier, en lui disant que c'est une dépêche de la plus grande importance qu'il faut porter au roi.

Ici se termine le premier poème du *Renard*, qui se compose de trois mille et quelques cents vers. Environ un siècle plus tard, c'est-à-dire vers l'année 1250, si l'on s'en rapporte à l'opinion de M. Willems, un poète voulut y ajouter une seconde partie et imita les principaux évènemens de la première. Dans ce nouveau roman comme dans celui que nous venons d'analyser, le roi tient sa cour plénière; les animaux accusent Renard de toutes sortes de crimes. Renard, sommé de comparaître devant le tribunal suprême, quitte encore sa retraite avec son neveu Grimbert, et se confesse encore à lui le long

de la route. Il fait de nouveau un long et hypocrite plaidoyer; il trompe de nouveau le roi, en le leurrant par l'espoir de retrouver trois joyaux précieux qu'il prétend lui avoir envoyés. Condamné à se battre en champ clos contre le loup, il parvient, par un tour d'adresse, à le terrasser. Cette victoire est regardée comme le jugement de Dieu, et Renard devient le favori du roi. Le poème se termine par cette vive et mordante satire, qui semble avoir été écrite au XIIIe siècle pour le XIXe :

« Ceux qui ont les ruses de Renard sont chéris partout, et partout on les croit sur parole. Dans l'état ecclésiastique et dans le monde, on s'en rapporte aux conseils de Renard. On suit les détours de Renard, on marche sur ses traces. La réputation qu'il s'acquit dans le temps lui est toujours restée. Il a laissé une race nombreuse dont la fortune et la puissance s'augmentent sans cesse. Celui qui ne pratique pas les ruses de Renard ne vaut rien pour ce monde et n'obtient de pouvoir dans aucun état; mais s'il peut tendre les mêmes filets, s'il a été un écolier, il saura bien se faire un gîte. Il sait user des circonstances, il monte, et on le pousse en avant. Il y a une race de renards qui maintenant s'agrandit toujours : on trouve plus de renardeaux (sans barbe rousse, il est vrai) qu'on n'en vit jamais. La justice a disparu; la bonne foi et la vérité sont anéanties. A leur place, il nous est resté l'avarice, la méchanceté, la haine, l'envie. Tout est au pouvoir de ces vices. Avec leur seigneur, maître Orgueil, ils règnent sur la terre. A la cour du pape comme à celle de l'empereur, chacun cherche à enlever à son prochain l'honneur et la réputation, à se mettre en faveur par la ruse ou par la simonie. A la cour, on ne connaît que l'argent. L'argent est plus aimé que Dieu et a plus de pouvoir. Qui apporte de l'argent est le bien-venu, et ses désirs sont accomplis les premiers. Parmi les hommes et parmi les femmes, l'argent produit l'infidélité, enfante la honte et le faux témoignage. Le libertinage, la méchanceté, la luxure, ne sont qu'un jeu pour le clergé. Le pape et l'empereur de Rome sont entrés dans l'ordre de Renardie. En toute chose chacun ne pense qu'à soi. Je ne sais ce qui en arrivera. »

Ce second roman du *Renard* est en grande partie imité des poèmes français. Mais le premier est certainement une œuvre à part, une épopée complète, une comédie excellente écrite avec verve, avec une profonde connaissance des vices du temps et des subtilités du cœur humain. Jacob Grimm dit que cette satire de la société est, après *la Divine Comédie*, le meilleur poème du moyen-âge, et nous

pouvons ajouter qu'elle a été beaucoup plus populaire et plus répandue que l'œuvre immortelle du poète florentin.

Le roman du *Renard* et le petit conte d'*Élegast et Charlemagne* sont, comme poèmes, les deux seules traces de compositions originales que nous connaissions dans l'ancienne littérature hollandaise. Mais si de l'épopée nous passons à la poésie lyrique, voici venir une riche moisson de chants naïfs et touchans, ceux-ci imités de l'Allemagne, ceux-là nés sur le sol même de la Hollande, tous curieux à étudier et tous populaires.

Ces poésies populaires datent déjà du XIIIe siècle; mais c'est au XVe surtout qu'on les trouve en abondance et avec un caractère marqué. Il en existe plusieurs recueils, et la bibliothèque de La Haye en possède encore un grand nombre manuscrits. Une portion considérable de ces recueils se compose de poésies religieuses très intéressantes à consulter, car elles expriment l'esprit de l'époque et notamment le mysticisme du XIVe et du XVe siècle. On y trouve des idées étranges et un style singulier. C'est l'ame considérée comme jeune fille et qui aspire à Jésus-Christ, son fiancé; c'est Jésus-Christ qui s'en va le soir de par le monde séduire avec son doux regard les ames vierges, et le poète emploie un incroyable mélange d'expressions et d'images profanes pour peindre l'amour divin. L'ame s'écrie : « Jésus, avec vos yeux noirs, vous me ravissez les sens. Je veux me plaindre à Marie de ce que vous me faites éprouver. » A quoi Jésus répond : « Oui, plaignez-vous à ma mère, et je m'en vengerai. Je vous ferai aimer, et votre cœur se brisera (1). » Alors l'ame soupire, elle languit comme la tourterelle qui a perdu son époux (2); puis elle dit adieu au monde qui l'a trompée, pour se plonger tout entière dans l'amour de Jésus, et elle s'écrie : « L'amour repose, l'amour marche, l'amour chante, l'amour saute, l'amour appelle l'amour, l'amour dort, l'amour veille, l'amour peut tout imaginer (3). »

Ce qui exprime encore très bien le caractère de l'époque, c'est

(1) Jesus met uwen brunen oghen
Ghi steelt mi minne sinne.

(2) Ic mach der tortel duven wael leken
Die haren gaden verloren heeft.

(3) Die minne staet, die minne gaet,
Die minne singhet, die minne springhet.

Ces vers sont tirés d'un long poème sur l'amour céleste, composé par une religieuse d'Utrecht, nommée Bertha. (*Horæ belgicæ*, par Hoffmann de Fallersleben, second volume, pag. 14.)

l'adoration de la Vierge, adoration ardente, passionnée, qui se manifesta surtout chez les peuples du Nord, et qui donna lieu à une multitude de chants religieux où toutes les expressions les plus éclatantes sont employées pour lui rendre hommage, où quelquefois même le Christ est représenté comme dépouillant auprès d'elle sa grandeur, et accourant à ses ordres dès qu'elle a besoin de lui (1).

Enfin, il existe encore un grand nombre de poésies populaires sur la naissance du Christ, l'arrivée des mages, la fuite en Egypte, etc. Tous les détails de la vie commune y sont dépeints avec une incroyable naïveté. Dans l'une, c'est l'enfant Jésus à qui sa mère fait prendre un bain, et qui s'amuse à faire jaillir l'eau hors du bassin (2); dans l'autre, c'est saint Joseph qui lui prépare un plat de bouillie (3). Puis on nous montre Marie occupée à filer pour gagner sa vie, et saint Joseph faisant des ouvrages de menuiserie. Quelquefois aussi, dans ces poèmes dont il faut admirer la bonne foi et la simplicité, l'âne joue son rôle. Saint Joseph s'arrête pour cueillir des dattes et lui dit: Reste là, mon petit âne, ne bouge pas, il faut cueillir ces fruits pour nous rafraîchir, car nous sommes très-las (4). Ce sont des images à mettre à côté de ces anciens tableaux de l'école de Cologne, où l'on voit Jésus s'amusant avec les ducats qu'un des mages lui présente dans une coupe d'or.

L'un des chants religieux les plus célèbres du XVe siècle est celui qui a pour titre : *La Fille du Sultan*. On le retrouve aussi en Allemagne (5), en Suède et en Danemark, mais sous une forme plus concise. C'est un chant qui a toute l'allure naïve de la ballade, et qui, sous un voile symbolique, porte tout le mysticisme de cette époque. Quoiqu'il soit un peu long, nous ne craignons pas de le citer en entier; car il nous apparaît comme un monument curieux et sous le rapport de l'art, et sous le rapport des idées religieuses :

(1) On trouve quelquefois dans ces chansons des détails comme ceux-ci : « Jésus prend une corbeille et s'en va cueillir les fèves dont il a besoin, puis il prend une cruche, va chercher de l'eau, et vient aider sa mère à éplucher les légumes : Hi nam een corf in sijn hant, etc. »

(2) Die moeder die makenden den kinder een bat.

(3) La même idée se reproduit dans une chanson en allemand sur les rois mages : « Joseph nahm ein Pfannebier. »

(4) Och! eselken, die moetste stille staen. (Voyez les *Horæ belgicæ* de M. de Fallersleben et les *Volkszangen* de M. Lejeune.)

(5) Der sultan hatte ein tochterlein. (Wunderhorn, ersten band.)

« Écoutez, vous tous qui êtes pleins d'amour, mon esprit va chanter un chant d'amour et de concorde, un chant de grandes et belles choses. Une fille de sultan, élevée dans une terre païenne, s'en alla un jour au lever de l'aurore le long du parc et du jardin.

« Elle cueillit les fleurs de toutes sortes qui brillaient sous ses yeux, et elle se disait : Qui donc a pu faire ces fleurs, et découper avec tant de graces leurs jolies petites feuilles? Oh! je voudrais bien le voir.

« Je l'aime déjà du fond du cœur; si je savais où le trouver, je quitterais le royaume du ciel pour le suivre. — Et à minuit, voici Jésus qui arrive, et qui s'écrie : Jeune fille, ouvrez! — Elle se lève sur son lit et accourt en toute hâte.

« Elle ouvre la fenêtre et aperçoit le bon Jésus resplendissant de beauté. Elle le regarde avec tendresse, puis s'inclinant devant lui : — D'où venez-vous donc, dit-elle, ô mon noble et majestueux jeune homme?

« Quel est le cœur qui pour vous ne s'enflammerait pas? car vous êtes si beau? Jamais, dans le royaume de mon père, je n'ai trouvé votre pareil. — Et moi donc, jeune fille, je te connais, je connais ton amour, apprends donc qui je suis : C'est moi qui ai créé les fleurs.

« — Est-ce bien vous, mon puissant seigneur, mon amour, mon bien-aimé? Combien de temps je vous ai cherché, et maintenant que vous voilà il n'y a plus ni bien, ni patrie qui m'arrête; avec vous je m'en irai. Que votre belle main me conduise là où il vous plaira.

« — Jeune fille, si vous voulez me suivre, il faut tout abandonner, votre père, vos richesses et votre beau palais. Votre beauté m'est plus précieuse que tout cela. C'est vous que j'ai choisie, c'est vous que j'aime. Il n'y a rien sur la terre d'aussi bien que vous.

« — Laissez-moi donc vous suivre où vous voudrez. Mon cœur m'ordonne de vous obéir, et je veux être à vous. — Il prit la jeune fille par la main. Elle quitta cette contrée païenne, et ils s'en allèrent ensemble à travers les champs et les prairies.

« Le long du chemin, ils s'entretenaient avec gaieté l'un l'autre, et la jeune fille lui demanda son nom. — Mon nom, dit-il, est merveilleux. Par sa puissance, il guérit le cœur malade; sur le trône élevé de mon père, tu pourras le lire.

« Donnez-moi tout votre amour, consacrez-moi vos sens et votre esprit. Mon nom est Jésus. Ceux qui m'aiment le connaissent bien. — Elle le regarda avec tendresse, et, se courbant à ses pieds, lui jura fidélité.

« — Comment, dit-elle, comment est votre père, ô mon beau fiancé? Pardonnez-moi cette question. — Mon père est très riche. La terre et le ciel lui obéissent, l'homme, le soleil, les étoiles lui rendent hommage.

« Un million de beaux anges s'inclinent devant lui les yeux baissés! — Si votre père est si puissant et si élevé au-dessus de nous tous, mon bien-aimé, comment donc est votre mère?

« — Jamais il n'y eut dans le monde une femme aussi pure. Elle devint mère d'une façon miraculeuse sans cesser d'être vierge. — Ah! si votre mère est si belle et si pure, de quelle contrée venez-vous donc?

« — Je viens du royaume de mon père où tout est joie, beauté, vertu. Là

des milliers d'années se passent comme un jour; d'autres milliers d'années leur succèdent pleines de repos et de félicité.

« — Seigneur, que de prodiges vous m'offrez! Hâtons-nous donc, ô mon roi, d'arriver à la demeure de votre père. — Restez pure et sincère, je vous donnerai mon royaume, et vous y vivrez éternellement.

« Ils continuèrent leur route à travers les champs et les prés, et ils arrivèrent auprès d'un couvent où Jésus voulait entrer. — Hélas! voulez-vous donc me quitter? Si je n'entends plus votre douce voix, je languirai sans cesse.

« — Attendez-moi ici, dit-il avec grace et bonté; il faut que j'entre dans cette maison. — Il entre, et elle reste à la porte pour l'attendre; mais, quand elle ne le voit plus, des larmes d'amour tombent sur ses joues.

« Le jour se passe, le soir arrive, elle attend encore; mais son fiancé ne vient pas. Alors elle s'avance vers le couvent, et frappe, et crie : Ouvrez-moi la porte, mon bien-aimé est ici.

« Le portier ouvre, et regarde cette jeune fille si belle et si imposante. — Que voulez-vous? dit-il. Pourquoi venez-vous ici toute seule? Pourquoi ces larmes? Dites-moi, quel chagrin avez-vous?

« — Hélas! celui que j'aime si tendrement m'a quittée. Il est entré dans cette maison, et je l'ai attendu long-temps. Pressez-le de sortir. Dites-lui de venir me trouver avant que mon cœur se brise, car il est mon fiancé.

« — Jeune fille, celui qui vous a quittée n'est pas venu ici; j'ignore qui est votre bien-aimé, je ne l'ai pas vu. — Mon père, pourquoi voulez-vous me le cacher? mon bien-aimé est ici. En me quittant, il m'a dit : J'entre dans cette maison.

« — Mais dites-moi comment il s'appelle, je vous dirai si je le connais. — Hélas! je ne puis le dire, j'ai oublié son nom. Mais c'est le fils d'un roi; son empire est large et profond. Son vêtement est bleu de ciel et parsemé d'étoiles d'or.

« Son visage est blanc et rose, ses cheveux sont blonds comme l'or, et toute sa nature est si merveilleuse et si douce, que rien au monde ne lui ressemble. Il venait du royaume de son père. Il voulait m'emmener avec lui; mais, hélas! il est parti.

« Son père tient le sceptre de la terre et du ciel; sa mère est une vierge très belle et très chaste. — Ah! s'écria le portier, c'est Jésus, notre Seigneur! — Oui, mon père; c'est lui que j'aime et que je cherche.

« — Bien, jeune fille; si c'est là votre fiancé, je veux vous le montrer. Venez, venez; vous êtes au bout de votre voyage. Entrez sous notre toit, ô jeune fiancée! et dites-moi, d'où venez-vous? Sans doute d'une terre étrangère?

« — Je suis la fille d'un roi; j'ai été élevée dans les grandeurs, et j'ai tout quitté pour celui que j'aime. — Vous retrouverez plus que vous n'avez quitte près de celui d'où les biens proviennent, près de Jésus, votre amour.

« Entrez donc et suivez mon conseil. Je vous mènerai à Jésus; mais renoncez à toutes les grandeurs païennes; renoncez à la tendresse de votre père, oubliez votre pays de paganisme, car désormais vous devez être chrétienne.

« — Oui, mon père, je me rends à vos avis. Mon amour est ce que j'ai de plus cher, et nul sacrifice ne peut m'effrayer. — Et alors le religieux lui

enseigne la vraie foi et la loi de Dieu. Il lui dit la vie de Jésus depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

« La jeune fille dévoua son ame à Dieu; elle avait un grand désir de voir Jésus son bien-aimé, et elle l'attendit long-temps. Mais quand elle fut près de mourir, Jésus lui apparut.

« Il la prit doucement par la main et l'emmena dans son beau royaume. Là elle est devenue reine, elle goûte toutes les jouissances que son cœur peut désirer, et des milliers d'années passent pour elle comme un jour. »

On pourrait faire remonter très haut l'origine de ce chant religieux; celui que nous venons de citer tel qu'il existe aujourd'hui dans divers recueils hollandais (1), n'est probablement qu'une amplification assez récente d'un chant très simple et sans doute beaucoup plus court du XVe siècle. Il en est de même d'un grand nombre d'autres pièces, dont il faut reporter au XVe siècle, et quelquefois plus haut, l'invention et la composition première. L'original s'est perdu, et nous ne les connaissons que par des imitations disséminées de distance en distance au XVIe ou XVIIe siècle; mais il nous a paru plus convenable de les ramener toutes à leur point de départ, pour les resserrer en un même faisceau.

Après la série des chants religieux vient celle des chants profanes, chants de guerre et d'amour, romances et ballades. La même naïveté poétique, la même effusion de cœur que l'on admire dans la première, se retrouvent dans celle-ci, mais quelquefois avec plus de chaleur. Les sujets de ces chants sont très variés; c'est tantôt une tradition populaire qui présente toutes les péripéties du drame comme celle du *Comte Floris*, tantôt un chant national comme celui de *Guillaume de Nassau*, tantôt un conte de géant comme dans *le Chasseur de la Grèce*. Les scènes d'amour surtout reviennent à tout instant; l'amour occupe une grande place dans ces fraîches et chastes imaginations. Elles nous l'ont peint sous toutes les formes, avec la couronne de myrte sur la tête ou la branche de cyprès à la main, avec le sourire sur les lèvres ou les larmes dans les yeux, mais toujours tendre, religieux, dévoué. Ses chants de joie viennent du fond de l'ame, ses mots d'adieu font pleurer. Un chevalier revient d'une contrée lointaine; il aperçoit la tour de son château; il se hâte, car il est impatient de revoir sa jeune femme. Il rencontre en chemin un autre chevalier, qui lui dit : « Ta femme est infidèle; tiens, regarde cet anneau que je porte au doigt. Ne le reconnais-tu pas pour le

(1) Lejeune, *Neederlandsche Volkszangen. — De Nieuwe Oost-indische Roozeboom* (*Horæ belgicæ*).

sien? » — « Tu en as menti! » dit le voyageur, et il tire son épée et le tue. Cependant, quand il a observé l'anneau, il croit aux paroles du chevalier; il arrive plein de fureur et résolu de se venger. Cependant sa femme vient au-devant de lui, et le salue du regard et de sa voix angélique; à son doigt, elle porte l'anneau de fiançailles, l'anneau que son mari ne croyait plus revoir, et en la retrouvant avec ce gage de fidélité, il la presse dans ses bras, et se jette à genoux pour remercier le ciel.

Une jeune fille attend son amant qui demeure de l'autre côté du fleuve; elle allume le flambeau qui doit lui servir de guide. Le flambeau s'éteint. Le jeune homme se met à la nage et se noie. Son amante va le chercher avec un pêcheur, et, en retrouvant son corps, elle se jette sur lui, l'embrasse et meurt.

C'est quelquefois aussi une idée plutôt qu'un fait, une idée si simple, qu'il est en quelque sorte impossible de l'analyser, comme, par exemple, dans ce chant des *Trois jeunes filles :*

« Trois jeunes filles s'en allaient ensemble le long d'une forêt. Elles marchaient pieds nus sur la neige et la glace, et pourtant il faisait très froid.

« L'une d'elles pleurait amèrement; les deux autres avaient l'humeur assez joyeuse, et elles lui demandèrent comment allait son amour.

« — Pourquoi me faites-vous cette question? dit-elle; trois hommes à cheval ont égorgé celui que j'aimais.

« — Si trois cavaliers ont égorgé celui que tu aimais, il faut choisir un autre amant, et vivre avec gaieté comme nous.

« — Comment pourrais-je choisir un autre amant, quand mon cœur est déchiré? Adieu, mon père et ma mère, vous ne me reverrez plus.

« Adieu, mon père et ma mère, et toi, ma douce petite sœur, je veux aller sous les verts tilleuls où repose mon bien-aimé. »

Je citerai encore cet autre chant qui paraît être fort ancien :

« Une jeune fille se levait le matin de bonne heure, et s'en allait sous les tilleuls pour attendre son amant, et son amant ne venait pas.

« Un jour, un cavalier s'approche d'elle et lui dit : Mon enfant, que faites-vous ici toute seule? Venez-vous compter ces arbres verts ou cueillir ces fleurs?

« — Non, je ne viens pas compter ces arbres verts ni cueillir ces fleurs; j'ai perdu mon bien-aimé, et je ne peux en apprendre aucune nouvelle.

« — Si vous ne pouvez en apprendre aucune nouvelle, moi, je veux vous en dire. Il est dans la Zélande, et il aime plusieurs jolies femmes.

« — Si ce que vous dites est vrai, que le ciel répande ses bénédictions sur lui et sur toutes les jolies femmes qui l'entourent.

« Qu'est-ce que le chevalier tire de dessous son manteau? Une belle chaîne en or. — Voyez, dit-il, je vous la donnerai si vous ne voulez plus penser à votre amour.

« — Quand cette chaîne d'or serait assez grande pour pouvoir toucher à la fois la terre et le ciel, j'aimerais mieux ne jamais l'avoir que de songer à un autre amour.

« Le chevalier se sentit ému. — Ma douce enfant, dit-il, je veux vous épouser, et je n'aimerai pas une autre femme que vous. »

Le morceau allemand qui répond à celui-ci est peut-être moins simple, mais il est plus poétique, plus richement développé, et se termine d'une manière plus complète que le chant hollandais :

« — Je voulais seulement t'éprouver, dit le chevalier; si tu avais fait entendre un reproche ou une malédiction, à l'instant même je t'aurais quittée. »

Un de nos amis de Hollande, M. Bogaers, l'auteur de deux charmans poèmes couronnés par l'Institut des Pays-Bas, se propose de publier un nouveau recueil de traditions et de chants populaires hollandais. Nous avons vu quelques-unes des pièces qui doivent faire partie de ce recueil, entre autres une légende qui a pour titre : *les Pains de pierre*. C'est un récit des plus dramatiques et des plus touchans, la description terrible d'une famine à Leyde, la chronique pieuse d'une sainte femme qui se prive du nécessaire pour soulager les misères du pauvre, tandis qu'à côté d'elle sa sœur repousse impitoyablement ceux qui viennent implorer son secours. A la fin, Dieu récompense par des dons abondans la femme charitable, et punit sa sœur cruelle en changeant en pierre les pains qu'elle gardait sordidement chez elle. Ainsi, au XIVe, au XVe et XVIe siècle, le peuple hollandais racontait en vers grossiers encore, mais pleins d'une douce émotion, l'évènement qui l'avait frappé; et pour donner plus de force et de popularité à ses sympathies politiques ou à ses principes de morale, il encadrait ses idées dans le récit d'un fait dramatique. Mais bientôt le langage étudié et prétentieux des *Chambres de rhétorique* l'emporta sur ces naïves compositions, et les ballades d'amour et les pieuses légendes, œuvres de sentiment, d'originalité, de candeur, disparurent sous le manteau brodé de la littérature académique.

En continuant notre récit, nous verrons comment cette littérature se développa peu à peu au sein même de la bourgeoisie, comment elle subit l'influence des littératures étrangères, et à son tour influa sur l'Allemagne. Si dans le cours de ses différentes phases nous ne rencontrons pas ces grands noms que le monde entier apprend à admirer, nous trouverons du moins çà et là, et surtout dans les derniers temps, plus d'un écrivain distingué, plus d'un poète tendre dont nous aimerons à caractériser le talent et à raconter les œuvres.

X. MARMIER.

REVUE

DE

LA LITTÉRATURE ANGLAISE.

Poètes, Romanciers et Prédicateurs. — Réaction Catholique.

Si l'on ne discerne aujourd'hui que très peu de mouvement dans la littérature anglaise, elle offre des symptômes qui méritent qu'on les observe. Les nuages qui passent au-dessus d'elle se reflètent dans son onde, et leur rapidité semble s'accroître par l'immobilité du miroir qui les reçoit. Elle dit peu de choses par elle-même; c'est du calme et de la limpidité; ce sont des sources connues et des vagues qui descendent à petit bruit des montagnes lointaines; ce sont des ruisseaux qui tombent de l'imitation byronienne ou des théories de Wordsworth. Mais elle annonce ou du moins elle indique des faits dignes d'attention.

A la tête de ces faits, je place la réaction plutôt sentie qu'avouée des idées catholiques et de l'autorité contre les idées protestantes et l'examen. Cette tendance est d'une nouveauté si imprévue, que per-

sonne, assurément, et surtout nul protestant ne sera tenté de nous croire. Que l'on nous permette, au moins, de voir, de prévoir et d'annoncer.

Ce résultat ne nous étonne pas. La critique ayant poussé son travail, et sur les autres et sur elle-même, jusqu'aux dernières limites de l'analyse, que lui restait-il à faire, si ce n'est de s'abdiquer et de mourir? — « Je vais vous dire ce qui me tue, écrivait le poète Shelley à sa femme; il me semble que je puis détailler la moindre pointe d'herbe et le plus petit brin de gazon avec une finesse microscopique. » C'est la maladie de l'analyse, c'est l'infini de la subdivision, c'est la recherche des molécules dernières. Les chartistes ont réclamé la communauté de biens, au nom de l'analyse et de la subdivision exacte. Les ennemis de l'épiscopat ont demandé au même titre la destruction de la hiérarchie. Alors l'anglicanisme, prenant l'alarme, et voyant d'avance la chute de son institution et de ses droits, a sonné le tocsin contre les résultats définitifs du protestantisme. Un docteur Pusey a créé, dans Oxford, un centre de semi-catholicisme, dont tous les argumens et toutes les tendances sont identiques aux idées et aux formules romaines. Un récent ouvrage de M. Gladstone, membre du parlement (*The State in relation with the Church*), soutient la nécessité d'augmenter les garanties de la religion nationale, et de l'armer d'un pouvoir à peu près semblable au pouvoir de la papauté.

Récemment on parlait, dans le *Quarterly Review*, de renouveler les formules de l'excommunication papale contre les chartistes. Récemment encore, la *Revue d'Édimbourg*, adversaire du *Quarterly*, avouait franchement que le protestantisme s'affaiblissait, que le catholicisme acquérait du pouvoir, et que cette marche, ascendante d'une part, descendante de l'autre, n'avait pas cessé depuis un siècle. Déjà les institutions universitaires d'Oxford cessent d'inspirer une vénération superstitieuse. On ose porter la main sur ce système colossal et bizarre qui date du moyen-âge, qui en porte l'empreinte profonde, et qui ne ressemble pas mal, par ses anomalies et la complication de ses ressorts, au code de lois qui régit l'Angleterre. On discute ouvertement la question d'une réforme à introduire dans les rapports des professeurs et des élèves. Les tories eux-mêmes prennent part à la discussion; au lieu d'opposer une résistance aveugle, ils essaient d'éviter, par l'adresse et la bonne grace, les atteintes qui pourraient être les plus fatales à l'établissement, base ancienne de leur existence et point de ralliement de leur parti. Ce sont des indices dont il faut tenir compte, et ce ne sont pas les seuls.

L'affaissement du préjugé protestant se fait sentir de toutes parts; on travaille à réhabiliter Marie Tudor : quelques savans, et surtout Patrick Fraser Tytler, l'Écossais, doué de cette patience et de cette aptitude au labeur que rien n'effraie et que rien n'étonne, ont déjà effacé plusieurs des taches de sang que la postérité et le protestantisme avaient imprimées sur la mémoire de la reine catholique. Tous les documens que M. Tytler a exhumés et réunis dans un récent ouvrage (*England under the reigns of Edward VI and Mary, with the contemporary history of Europe; illustrated in a series of original Letters never before printed, with historical introductions, etc.*), concourent à prouver le mensonge des opinions généralement admises à cet égard. Le caractère de Marie (comme l'avait affirmé le père Griffet dans un ouvrage trop peu connu) a été faussé par l'inimitié de l'histoire; l'héritage de son souvenir, transmis à ceux qu'elle avait combattus, n'a rencontré qu'injustice et colère; la vengeance et la haine l'ont mis en lambeaux. Une nation marchant tout entière dans les voies de la réforme ne pouvait agir autrement envers la fidèle alliée de la papauté. Les historiens reconnaîtront-ils enfin que les peuples ont des passions, comme les hommes?

« Je suis persuadé, dit M. Tytler (M. Tytler est presbytérien), que Marie Tudor était fort digne d'estime. Avant son mariage avec Philippe (elle avait trente-neuf ans alors), on ne peut lui faire qu'un seul reproche, si c'est un reproche, celui d'être restée fidèle à la religion romaine. C'est pour ce seul motif que Fox, Carte, Strype, tous les protestans zélés ont si mal parlé d'elle. Ses lettres inédites que je publie sont simples, pleines de bonté de cœur et de convenance. Elles contrastent singulièrement avec le pédantisme, l'affectation et l'obscurité du style d'Élisabeth. Nous appelons encore aujourd'hui cette dernière « la bonne Betty » (*queen Bess*), et sa sœur, « la Sanguinaire : » sobriquets fort mal appliqués. Après le mariage de Marie avec Philippe, il s'opère dans ce caractère aimable et confiant un changement graduel, dont on n'a pas observé les causes. Son cœur ardent et tendre est blessé par la froideur, la négligence et l'abandon qui récompensent mal son dévouement. Espérances flétries, affection payée d'ingratitude, il y a là de quoi changer les dispositions les plus heureuses. L'ombrage, le dégoût et la tristesse pénétrèrent dans une ame trompée. Elle laissa ses ministres, Pole, Gardiner et Bonner, opposer leurs efforts aux progrès de la réforme. Souvent, comme nous le prouverons, elle se montra indulgente et charitable quand ils se montraient inexorables et violens. » En effet, M. Tytler

cite une lettre charmante de Marie en faveur de deux pauvres domestiques, et prouve qu'elle s'est conduite avec une clémence extrême envers Elisabeth, coupable d'avoir trempé dans la conjuration de Wyatt. Cette complicité d'Élisabeth n'est plus l'objet d'un doute; elle avait voulu détrôner sa sœur. Le châtiment, selon la loi, c'était la mort. Elisabeth reçut son pardon, fut traitée avec les égards les plus grands, vécut paisible et monta ensuite sur le trône. Elle ne fut pas aussi indulgente envers Marie Stuart.

A Elisabeth, reine protestante, appartenaient la coquetterie, pour ne pas dire mieux, la fourberie et la cruauté. On l'a bénie et environnée d'une constellation de vertus; Marie a été maudite. Élisabeth marchait avec sa nation, et Marie contre sa nation. Suivre le courant des destinées et se laisser emporter au fleuve des opinions, c'est s'assurer le bénéfice de l'indulgence et préparer pour sa mémoire une guirlande de bonne renommée. Remonter le courant d'un siècle, témérité ou folie, courage néanmoins, a coûté cher à ces ames qui l'ont tenté. L'empereur Julien y gagna le sobriquet d'apostat et l'exécration de quatorze siècles. Marie Tudor fut surnommée *la Sanguinaire* (*bloody Mary*), bien qu'elle ne fût pas plus cruelle que Henri VIII ou Élisabeth. Il n'appartient qu'au philosophe de contredire les masses, de montrer aux nations leur route, quand elles sont ivres, de réveiller la conscience du genre humain, quand elle s'endort; cela n'est point permis aux rois. Voilà pourquoi le philosophe s'élève si haut. La grandeur des prêtres de la vérité l'emporte sur toute grandeur; Tacite domine Tibère; Thucydide, Pisistrate; Saint-Simon, Louis XIV. L'homme politique qui se croit maître et pilote, suit le courant, sous peine de s'abîmer. Il n'a point de libre arbitre, et il est enchaîné à son succès.

Marie Tudor, comme l'empereur Julien, n'a point réussi dans sa tentative, d'ailleurs mal calculée, pour arrêter l'essor des esprits et refouler le mouvement de son siècle. On ne réussit jamais à cela. Elle est morte sur le trône; c'est tout ce qu'elle y a gagné. Aussitôt disparue, on s'est vengé cruellement. On a défiguré sa mémoire, effacé ses vertus, exagéré ses fautes et souillé son cadavre; vengeance qui a duré trois cents ans. Le temps qui peut tout, ce *galant 'uomo* des Italiens, excellent et patient critique, a fini par dégager le souvenir de Marie de ses antiques flétrissures. Il a fallu pour cela que tout fût calme, que le protestantisme, essence vitale de la constitution anglaise, perdît après un développement splendide, sa vigueur avec sa passion.

Si l'on veut observer le premier jet de cette vigueur et de cette passion, avant la naissance même de Marie et à la première aube de la réforme; il faut consulter un vieux drame extrêmement curieux par sa date, pamphlet autant que drame, controverse autant que pamphlet, et qu'un membre de la société des antiquaires de Londres vient de publier. Payne Collier, dont les recherches ont éclairé les origines du théâtre anglais, et substitué des documens à cette légende qui passait encore, il y a vingt ans, pour l'histoire de Shakspeare, vient de découvrir dans de vieux papiers ce drame inédit, qui remonte au règne de Henri VIII d'Angleterre, et dont l'auteur est l'évêque protestant Bale. Il a pour titre : *le Roi Jean* (*Kyng Johan, a play in two parts*). On y voit le pape Innocent, le cardinal Pandolfo, Étienne Langton, Simon de Swinstead, un moine nommé Raymond, jouer leurs rôles à côté de Noblesse, Clergé, Ordre civil, Trahison, Vérité et Émeute : cette dernière remplace le fou de la pièce. Quelque talent se mêle à beaucoup de violence, dans cet essai tenté au commencement du XVIe siecle, pour unir la forme des moralités allégoriques à la tragédie politique; on y découvre obscurément le germe du drame appliqué à l'histoire, tel que Shakspeare l'a conçu. Le roi Jean résiste au pape, voit son royaume frappé d'interdit, se soumet aux foudres romaines, et est empoisonné par un moine : dernière catastrophe qui n'est pas prouvée, mais que l'écrivain protestant a soin de développer, en haine du catholicisme.

Ce drame-pamphlet est une date politique. Sous les yeux de Henri VIII, la réforme commence à évoquer l'examen. La critique est livrée au peuple; jamais elle n'avait encore attaqué ouvertement les actes de ses maîtres. Elle l'ose enfin sous Henri VIII; et le drame de Bale, composé tout exprès pour affermir l'œuvre du monarque, nous place au berceau même du pouvoir nouveau. Non-seulement les destinées politiques de l'Angleterre ont été modifiées par lui, mais il a donné sa couleur à toute la littérature du même pays. Le drame moral de Shakspeare, c'est la liberté souveraine portée dans l'examen de l'homme, de ses conditions, de ses humeurs et de ses passions. Le drame historique du même poète, c'est la liberté portée dans l'examen des faits, sans exception de classes, de rangs et de fortunes. Mais, chez Bale, cette liberté ne se produit encore que sous la forme d'une attaque sans justice. Chez Shakspeare et Cervantes, deux intelligences pures, deux types de l'impartialité souveraine, elle comprend et embrasse l'équité, la sympathie, la mi-

sérieorde, le sentiment du beau, tout ce qui rend ces deux génies véritablement divins.

Bale fait venir une pauvre veuve éplorée dans le palais du roi Jean. Cette veuve est l'Angleterre, qui porte plainte contre le clergé.

La veuve Angleterre (1). — J'espère que votre grace soutiendra la cause d'une pauvre veuve, traitée contre la loi de Dieu, comme vous le verrez dans mon bref plaidoyer.

Le roi Jean. — Oui, je le jure, si votre plainte est vraie et juste, j'y ferai droit.

La veuve Angleterre. — Comme c'est la vérité, permettez que je la fasse entendre.

Le roi Jean. — Eh bien! douce veuve, dites-moi quel est le sujet de votre plainte?

La veuve Angleterre. — Hélas! votre clergé s'est bien mal conduit, et m'a traitée contre tout droit et toute justice. Il excite d'autres personnes à me faire du mal.

Le roi Jean. — Quels sont ceux qu'il excite à vous maltraiter?

La veuve Angleterre. — Les hypocrites et les fourbes, ceux qui ressemblent à de mauvais arbres chargés d'épines, et donnant des fruits pires que leurs épines.

Le roi Jean. — Expliquez-vous!

La veuve Angleterre. — Ce sont ces gens inutiles (2) dont les têtes s'enferment sous des capuchons; moines, nonnes, chanoines, de nuances et de formes diverses, blancs, noirs et tachetés; que Dieu les empêche de s'accroître (3)!

Le roi Jean. — Que je sache votre nom, avant d'aller plus loin?

La veuve Angleterre. — Angleterre, monseigneur, Angleterre; c'est bien mon nom.

Le roi Jean. — Je suis étonné et affligé de vous voir si changée, etc.

Ainsi les moines, pour le peuple anglais, étaient des *lubbers*, un fardeau: la colère, l'aigreur, la vengeance, règnent dans ce libelle dramatique. Le clergé romain y apparaît sous la forme d'un cardinal

(1) *Ynglond vidua.*
(2) *Lubbers.*
(3) Suche lubbers as hath disgysed heads in their hoodes
Whych in ydelness do lyve by other mennes goodes,
Monkes, Chanons, and Nones in dyverse colour and shappe,
Bothe wyght, blake and pyed, God send their increase yll happe!

ventru, dont la rotondité est, pour le roi Henri VIII, le texte de quelques mauvaises plaisanteries.—«Mon cher, lui dit-il, vous m'avez l'air d'avoir trop d'embonpoint; on vous dégraissera. » — Dissimulation, placée tout à côté du clergé, et sa conseillère habituelle, lui dit alors : — « Taisez-vous. Je vais mettre mes lunettes et voir si l'on ne peut pas aller remuer le peuple :

« Peace, for with my spectacles vadam et videbo! »

Depuis que *Vidua Ynglond*, comme disait l'évêque réformateur, adressait à Henri VIII ses suppliques, les réformes qu'elle demandait se sont opérées avec une liberté et une puissance que l'évêque ne prévoyait pas sans doute. En dépit des injonctions de ce roi, qui voulait que personne ne quittât le sentier tracé par lui, et qui faisait tomber la hache sur quiconque osait dévier à droite ou à gauche, fût-ce d'une ligne, l'examen royal a encouragé l'examen des sujets; autour de l'église nationale, fondée par lui, mille églises se sont élevées. Le protestantisme a suivi son vaste cours; ce n'est pas à nous d'en refaire l'histoire. Bossuet l'a tracée d'avance. Mais le grand écrivain catholique, pontife gallican du catholicisme, et debout comme gardien de la foi au pied du trône de Louis XIV, n'a ni dû prévoir, ni pu révéler les conquêtes futures du mouvement social auquel l'examen protestant présidait. Ce mouvement embrasse le nord de l'Europe tout entier, et comprend la révolution de 1688 en Angleterre, la fondation des États-Unis, toute la littérature anglaise et allemande depuis deux siècles, notre philosophie du XVIIIe siècle, et notre révolution de 1789. Cet ensemble de faits qu'on doit, pour être logique, ou condamner dans son ensemble, ou absoudre sans réserve, découle de la même pensée. La pensée est la source des faits, quoi qu'on en dise. Aujourd'hui, ce travail tout protestant, tout d'examen, est arrivé à son terme. La civilisation le réclamait autrefois; devenu inutile, la civilisation l'abjure. Le protestantisme ou le génie de la critique perd du terrain dans toute l'Europe.

Un de ces écrivains qui spéculent sur la curiosité, et qui l'exploitent pour le bénéfice des libraires et pour le leur, après avoir publié les portraits et les caricatures des membres du parlement, vient de passer en revue les prédicateurs de la métropole britannique. Ses deux volumes (*The metropolitan Pulpit, or sketches of the most popular preachers in London*), ne se recommandent ni par la sagacité, ni par l'élégance, encore moins par la profondeur; c'est une verbosité qui ne dit rien; ce sont des détails dont la niaiserie étonne; c'est la fidélité d'un rap-

porteur sans esprit. L'auteur nous apprend que M. Dale, le révérend Thomas Dale, touche 562 livres sterling par an; que M. Harding improvise ses discours; que le docteur Croly lève le bras perpendiculairement et l'agite transversalement; que M. Melvil aime les allusions politiques; que M. Judkins fait vendre ses poésies à la porte de sa chapelle. Tout cela, exprimé dans un style qui ne vaut pas mieux que le fonds de l'ouvrage, est peut-être d'une exactitude que nous devons admirer; mais ce qui étonne davantage, c'est la stérilité, la maigreur et l'insignifiance des compositions que font imprimer ces prédicateurs passés en revue par M. Grant.

Il n'y a pas de pays où l'on prêche plus qu'en Angleterre. Un *million* de sermons par année, tombant régulièrement de toutes les chaires, trouvent des auditeurs toujours, quelquefois des imprimeurs, des lecteurs jamais. La fadeur, la subtilité, la nullité, le lieu-commun de ceux de ces discours que nous nous sommes imposé la tâche de parcourir, justifient bien l'indifférence du public. Point d'émotion, nulle simplicité, nul enthousiasme, aucun style. Ainsi s'annonce la décadence de l'anglicanisme dans son propre domaine. Les devoirs, les dogmes, les douleurs, les calamités, les consolations de l'humanité ne tiennent point de place dans ces sermons. Ils traitent « d'esthétique, de causes finales, de volition et d'impénétrabilité, de nécessité morale et de puissance déterminante ; » grace au balancement des périodes et à leur lenteur, ces investigations de la chaire sont du sommeil tout préparé. Le temps n'est plus où cette chaire servait de citadelle aux ennuis de la papauté alliée à Louis XIV. C'était un tambour, comme le dit Hudibras (1), au moyen duquel on appelait aux armes les bourgeois émus et furieux. Maintenant, personne ne craint plus les catholiques; on laisse en paix Louis XIV, et les dissidens les plus déterminés renoncent à l'invective. Un examen philosophique a remplacé l'examen théologique, et plusieurs membres de l'église établie publient des opinions que Gibbon ou Hume auraient avouées. M. Milman, dans sa récente *Histoire du Christianisme* (*the History of Christianity, from the birth of Christ to the abolition of paganism*... etc. By the rev. H. H. Milman, prebendary of Saint-Peter), s'éloigne complètement des voies de l'église anglicane, à laquelle il appartient comme prébendaire de l'église de Saint-Pierre. Il ne rejette pas tout-à-fait la révélation et l'Évangile; il n'adopte pas les doctrines de Strauss et de Kuincël; mais il laisse deviner son pen-

(1) *Drum ecclesiastick.*

chant pour cette théorie du rationalisme allemand, qui cherche dans la vie du Christ le développement d'un mythe déposé au sein des populations souffrantes et fécondé par le cours des évènemens. Ainsi, pendant que le docteur Pusey, dans Oxford même, au centre de l'anglicanisme, relève la bannière de l'autorité contre l'examen, Milman, un autre ecclésiastique, pousse jusqu'à ses limites la hardiesse de l'examen, et porte atteinte à la réalité du Messie. Le protestantisme britannique est frappé de deux blessures à la fois.

Les romanciers anglais, si l'on excepte miss Martineau, M. James et Ainsworth, dorment d'un profond sommeil. M. Ainsworth s'est emparé de la terreur, du mouvement, des brigands et des escrocs. Le mélodrame de ses narrations plaît à un certain public, à ce public qui veut des sensations et ne s'embarrasse pas du reste. M. James est un imitateur pacifique et prosaïque de Walter Scott, un laborieux romancier de l'histoire. Miss Martineau, l'économiste politique, a dépensé quelque talent pour prouver au monde que la révolution de Saint-Domingue s'est faite très vertueusement, et que Toussaint-Louverture valait un peu mieux que Socrate. Haïti doit une statue à miss Martineau.

Il y a plus de vigueur de style, plus de vivacité de coloris, plus de passion et même de poésie dans deux simples traités de chasse qui viennent de paraître à Londres et à Édimbourg, que dans les romans de M. Ainsworth et dans tous les poèmes dus à la fécondité des muses féminines : *La Ligne et le Fusil* (*the Rod and the Gun*), par M. Wilson, et le traité de M. Scrope sur la *Chasse au Cerf* (*Deer-Stalking*), ouvrage imprimé avec magnificence, réunissent le mérite d'exactitude que l'on demande aux traités didactiques, et la chaleur d'entraînement qui relève les œuvres d'imagination. Nous sommes fort peu chasseur, nous l'avouons humblement ; nous partageons l'avis du rêveur Jacques, ce bon personnage de Shakspeare qui estimait le cerf au bord de son torrent, au sein de sa forêt, plus digne d'intérêt que son persécuteur. Mais M. Scrope nous a fait connaître les émotions de la grande chasse. C'est merveille de le suivre dans ses immenses bois de l'Écosse septentrionale, et d'écouter avec effroi ses naïves et plaisantes prédications sur le caractère, la moralité, le talent, l'adresse et le courage nécessaires au chasseur. « Ses muscles sont de marbre, ses nerfs sont d'acier ; sa course est celle de l'antelope, et la brise ne le devance pas. Il faut qu'il sache marcher ou plutôt courir courbé, le front à deux pouces de terre, le buste parallèle au niveau du sol, pendant une lieue. Il doit glisser comme une anguille, ventre à terre,

au milieu des sables mouvans; c'est son plaisir de mettre le pied sur les roches aiguës des torrens, sans se laisser entraîner par le flot qui se précipite. Renversé dans le courant, il tient son fusil suspendu au-dessus de sa tête, pour que le plus grand des accidens, sa poudre mouillée, ne détruise pas toute l'espérance de sa journée. Je lui recommande de pratiquer cet exercice dans le Tilt, pendant vingt-quatre heures, par une bonne bise gaillarde, qui le rafraîchira et qui le mettra parfaitement au fait de la chose. Ce vent est défavorable à la chasse du cerf, et il est bon de ne pas perdre une heure dans le cours d'une éducation si difficile. Apprendre à nager serait peu digne d'un bon chasseur; subterfuge misérable! Se laisser noyer ne serait pas pardonnable; le chasseur que j'élève m'est cher : son honneur m'intéresse; et mourir, c'est être battu. »

Ceci est l'*humour* de M. Scrope.

Mais les bonnes anecdotes, les chaudes narrations, les descriptions exactes et animées abondent dans son livre. On se retrouve au milieu des forêts si bien peintes par Walter Scott, dont la poésie a peu de force lorsqu'il veut atteindre la tragédie et l'épopée; mais qui, dans le domaine de ses halliers et de ses bois, n'a point d'égal en fraîcheur et en délicatesse. On voit passer à chaque instant ces troupes de daims sauvages qu'il aimait tant : vous les suivez du regard; — « sortant de l'ombre des vieux sapins, troupe royale; le beau cerf au port auguste, et la biche svelte, l'œil aux aguets, le nez au vent, respirant l'air sauvage. Près d'eux bondit sans défiance le fils du printemps et de leurs amours; le petit daim délicat et joyeux, avec ses taches roses comme le ciel du matin, et folâtre même dans sa terreur (1). » Tous les bruits, tous les évènemens, toutes les tragédies de la forêt, se retrouvent dans le récit de M. Scrope, ouvrage plus littéraire par sa vérité et sa verve qu'une foule de romans prétentieux et philosophiques.

Parmi les nouveaux poètes, je ne vois que M. Robert Monckton Milnes qui mérite une mention très brillante. Les *Poèmes* de M. John Sterling justifient mal, à notre sens, les éloges que les *Revues* anglaises lui prodiguent. Coleridge et Wordsworth ont déteint sur cette poésie dont la pâleur manque de vie, dont l'abondance manque de force, et qui atteint presque constamment la région moyenne de

(1) .... The spring-born offspring of their loves. —
The delicate and playful fawn
Dappled like the rosy dawn,
And sportive in its fear.

ces deux genres, sans jamais s'élever plus haut. M. Sterling est essentiellement imitateur. Sans doute il faut que le flambeau d'un poète s'allume aux foyers consacrés. Mais ensuite, que sa flamme lui devienne propre; qu'elle soit nourrie et animée des alimens qui lui appartiennent, qu'elle soit à lui seul, comme son étoile et sa splendeur. Les poésies de reflet ne sont pas des poésies, mais des études.

Les idées habituelles de M. Sterling, jeune ecclésiastique, lui ont inspiré toutefois une pièce de vers remarquable, et qui se détache singulièrement sur le fonds un peu commun de son recueil. Ce poème est intitulé *The Sexton's daughter*. Le *sexton* d'une paroisse d'Angleterre est à la fois bedeau, fossoyeur et gardien de l'église, une espèce d'officier de la mort et de ministre placé sur les limites des deux mondes. Notre *sexton*, veuf de sa femme, a transporté toutes ses affections sur sa fille. Jeanne rit si gaiement, qu'elle arrache des sourires au vieillard. Le *sexton* qui ne voit dans l'univers qu'un tombeau, cet homme qui végète à l'abri du clocher de village, le cœur endurci comme une des pierres sur lesquelles il inscrit le nom de ses morts, comprend l'espoir et la joie, la passion et la souffrance, le bonheur et la vie, par cette émotion unique. Cependant Jeanne grandit, elle aime; celui dont elle a fait choix meurt, et elle-même le suit bientôt dans la tombe. Le *sexton* reste seul et pleure. C'est la première fois qu'il pleure. La mort, la jeunesse, l'amour paternel, réunis dans ce petit cadre à l'abri de la pensée de Dieu, composent une harmonie très singulière dont la simplicité profonde fait le charme.

« Il avait une petite fille, cet homme taciturne; et quand la petite Jeanne riait aux éclats dans sa libre joie, la figure grave du vieillard s'épanouissait,

« C'est qu'elle s'était emparée de son cœur, et s'y était enlacée, lui-même n'aurait pu dire comment; mais souvent il lui arrivait de sentir son ame tout oppressée, parce que l'enfant pleurait.

« Le reste ne lui semblait rien : le monde et les hommes étaient matière à linceul. Il se trouvait là, pour jeter la terre sur les corps, indifférent et muet d'ailleurs.

« L'homme, la femme, les époux et les amours, il regardait toutes choses comme mortes. Mais sa petite Jeanne vivait si bien, que lui croyait qu'elle ne mourrait jamais.

« Elle pouvait à peine marcher que, tenant de sa petite main le doigt ridé du vieillard, et babillant sans cesse, elle lui faisait quitter son labeur pour écouter Jeanne.

« Souvent, quand le soleil dorait le bord de la fosse commencé, il

relevait son front ridé, s'arrêtait, regardait Jeanne et se remettait à travailler pour la mort. »

. . . . . .

« Mais un jour, la beauté de l'enfant changea;

« Le sourire de Jeanne devint plus grave; on aperçut dans l'œil voilé de la vierge un rayon de l'âme de la femme.

« C'était une vie qui allait commencer pour elle, un nouveau destin qui s'annonçait; c'était l'ombre sérieuse que projette devant soi la passion, quand elle va naître. »

Il y a du talent et de la sensibilité dans cette peinture; mais le reste des œuvres de ce jeune ecclésiastique manquent d'originalité. M. Sterling a versifié des mythes sur Dédale, sur Aphrodite, sur Mirabeau et sur Jeanne d'Arc. Je n'aime point un mythe sur Mirabeau; un mythe sur Dédale m'intéresse médiocrement. Le poète a consacré une description païenne à l'entrée de Jeanne d'Arc aux champs élyséens. La lumière pure et suave de Virgile, les ombres molles des chênes verdoyans, les douces promenades des ames heureuses sous les feuillages odorans, tout s'y trouve, et les voluptés du paganisme se réveillent autour de cette noble et chrétienne villageoise de la Lorraine. C'est pousser bien loin l'ardeur de l'imitation. Dans la plupart de ses poèmes, M. Sterling est moins classique et beaucoup plus métaphysique, selon la coutume de ses compatriotes.

Les trois géans de la poésie anglaise, Milton, Shakspeare et Byron, ont lutté avec succès contre le penchant et le danger des muses septentrionales, contre la rêverie sans forme, l'analyse sans puissance, la subtilité sans fécondité, la maladie de la pensée, se dévorant elle-même dans ses cavernes. Milton, Shakspeare et Byron ont su trouver la forme, et l'ont consacrée sur l'autel du beau, en lui donnant le rhythme et l'image. Le Satan et l'Adam de Milton sont des formes vraies, ainsi que tous les personnages de Shakspeare. Wordsworth lui-même et William Cowper ont détaillé finement la simplicité des mœurs, l'humilité des conditions, les tristesses et les tendresses de la vie rustique; cette réalité chez eux n'a jamais la prétention de la grandeur, elle possède la grace du vrai. Mais Spencer, au XVIe siècle, Cowley au XVIIe, Shelley au XIXe, et de nos jours Alfred Tennyson, ont essayé la poésie métaphysique, la poésie sans forme: le nuage qui passe dans le ciel et se disperse sous le vent qui souffle, la mélodie sans mesure et sans terme qui parcourt les feuillages de la forêt, l'encens qui fuit et qui caresse au loin l'espace. On est entraîné par un certain charme vers cette jouissance qui semble réunir

les priviléges de la pureté et de l'élévation; mais l'absence de l'art, pouvoir solide qui concentre et qui règle, se fait bientôt regretter. Les œuvres de ces poètes auxquels appartenait le don de poésie, mais non sa couronne, ne se gravent pas, elles flottent; la mollesse de contours, la diffusion des couleurs, l'incertitude des images, la finesse des analyses, la ténuité des rapports, fatiguent (si l'on me passe l'audace de ce terme en faveur de sa justesse) l'œil et l'oreille de l'intelligence. Bien des routes conduisent à ce résultat; les écrivains que j'ai nommés, et auxquels j'aurais dû joindre Akenside, représentant de la même école au XVIIIe siècle, y sont parvenus, chacun selon le goût de son temps. Spencer procède par l'allégorie; Cowley adopte le *concetto* italien; Akenside suit les pas de Berkeley; Shelley rédige en vers le néo-platonisme, et Tennyson essaie de versifier les systèmes de Hegel. Personne n'a mieux décrit cette inspiration mystique que Shelley, qui l'a toujours éprouvée. « Ce souffle divin, dit-il quelque part, m'emporta au-dessus des vagues lumineuses, et je fus soutenu par cette moelleuse nacelle, dont le duvet éthéré ne s'abîme sous aucune tempête. Et je planais comme plane un ange, dans les régions où s'écoule éternellement, sous la sérénité sublime, un esprit d'émotion profonde (1). » On ne peut rien ajouter à la mélodie de ces vers dans l'original, à la richesse de leur expression, et même à la profondeur de leur sens; l'ame s'abandonne un moment à ce prestige, émue et comme enchantée, mais bientôt elle cherche un point solide, une forme précise, un contour arrêté; elle a peur de ce nuage qui l'environne, comme elle aurait peur de l'ivresse.

Nous préférons de beaucoup M. Milnes à M. Sterling. M. Milnes est parmi les jeunes poètes anglais celui dont l'inspiration est la plus décidée et la plus énergique. Sans compter la variété d'une érudition qui se révèle souvent, mais qui est ici de peu de valeur, l'originalité de ses impressions le détache de presque tous les versificateurs qui ont tenté la fortune poétique dans ces derniers temps. Son dernier volume, *Poésie du Peuple* (*Poetry for the People*), l'emporte de beaucoup en simplicité et en concision sur l'œuvre de son début (*Poems of many years*). On y reconnaît un effort habile et souvent très heureux pour ramener à une forme plus simple et plus populaire l'étude de l'émotion humaine, telle que Wordsworth l'a tentée

(1) It bore me, like an Angel, o'er the waves
Of sunlight, whose swift pinnace of dewy air, etc.

et accomplie avec une profondeur philosophique. Il y a de la grace dans la pièce suivante :

« A moi, disais-je, un toit domestique (1), abri certain et favorable pour les pas les plus fatigués. A moi les travaux de la journée, que l'espérance soutiendra, et qui amèneront des soirées de délices. Puis une vigne aux larges pampres environnera mon toit, et un ruisseau des montagnes murmurera le langage que je sais, le langage que j'aime.

« Tout cela, c'était un rêve.

« A moi cette retraite qui eût donné joie au plus sombre cœur, un temple pour l'amour pur, un lieu que les années respecteront, quelque chose de doux et de charmant comme la lueur de la nuit, lorsque tous les contours s'arrondissent, lorsque tout est grace et harmonie dans le monde enchanté.

C'était un rêve. »

Le sonnet suivant est bien plus remarquable par la grandeur de la pensée et l'excellence de l'exécution :

LA MADELEINE A PARIS.

Les années n'ont pas ménagé ce temple d'Athènes que Jupiter Olympien remplissait de sa majesté. Il s'écroule au milieu de ce paysage doux et calme de l'Hymette qui éteignait mollement tant de splendeur. Cependant, aujourd'hui, sur des rives alors barbares, aux bords de la Seine, le même type reparaît dans la perfection de sa beauté. Il est consacré, — à quel Dieu, je vous prie?... — à un pauvre être, un enfant de Syrie, créature misérable et fragile, qui traîna ses jours méprisés dans l'infamie et la douleur; humble créature qui n'a eu pour histoire que ces mots : « Elle aima le Christ, et pleura près de sa tombe. Elle aima; tout lui fut pardonné. »

La traduction ne reproduit jamais, on le sait, l'harmonie, la concision, le mètre, l'idiotisme, c'est-à-dire, tout ce qui est le pouvoir actif et le magnétisme de la poésie. Cette tapisserie retournée fait grand tort aux poètes. Voici un autre sonnet qui, dans l'original, est parfait de rapidité, d'expression, de brièveté et de mouvement :

« Sans crainte et sans honte ils avouèrent qu'ils s'aimaient, et ce mariage de l'ame, ils le jugeaient plus saint que le devoir du foyer domestique, et les hommes disaient entre eux que le châtiment viendrait les frapper.

(1) *I had a* HOME...

« Cela fut vrai. La vie pour eux fut mauvaise. Lui savait bien qu'il avait brisé sa vie de jeune fille, et semé le trouble, le regret, la douleur et l'angoisse là où croissaient auparavant les tendresses et les plaisirs.

« Il souffrait, et la souffrance de la personne aimée lui rendait le supplice qu'il avait créé pour elle. La Douleur les suivait l'un et l'autre; c'était leur page; dans cette fête de l'Amour, la Douleur versait l'amer nectar et remplissait les deux coupes jusqu'aux bords (1).

« Ils demandèrent à leurs semblables un peu d'espoir. Non. La mort vint, qui leur donna l'espoir avec l'éternité. Puis on les pleura; — le monde suivit sa route; — et aujourd'hui comme jadis, ceux qui qui aiment aiment, et ceux-là se perdent. »

Les illuminations du Vatican, la bénédiction papale, les mystères et les légendes, compris dans le sens le plus entièrement catholique, ont inspiré à M. Milnes, membre du parlement, et tory ecclésiastique, des vers que l'énergie de l'expression, souvent la profondeur de l'idée, isolent et distinguent. C'est assurément une des intelligences les plus avancées et les plus actives de la jeune Angleterre; il se livre hardiment et résolument à cette impulsion. Depuis l'an 1450 jusqu'au milieu du XVIe siècle, nul voyageur philosophe ne visita Rome sans en rapporter le mécontentement, la colère, la tristesse, souvent la haine. La réforme commençait alors. Cette cataracte qui a couvert le Nord de ses eaux, bondissait de son premier élan. Rome, en 1500, faisait des protestans. En 1840, elle fait des catholiques. La phase est terminée, la période est accomplie.

Il ne s'agit pas ici du mérite des doctrines protestante ou catholique, de leur lutte ou de leur supériorité. Il ne s'agit point de maudire ou de bénir. Au lieu de considérer le protestantisme comme frappé d'anathème ou marqué du sceau divin, si l'on abandonne la stérilité et la petitesse de ce point de vue, si l'on gravit cette hauteur de l'histoire qui ennoblit l'impartialité sans l'amollir par indifférence, on reconnaîtra la double place et la double mission des deux systèmes. L'un a créé l'Europe par la foi, l'autre a détruit et balayé par

(1) Thus, at love's feast, did Misery minister
And fill their cups together to the brim.

They askt their kind for hope, but there was none,
Till death came by and gave them that and more;
Then men lamented — But the earth rolls on; —
And lovers love and perish as before.

le doute les souillures mêlées à ce que l'autre avait fondé. L'énergie du catholicisme s'est ravivée dans sa lutte avec la réforme. Aujourd'hui la réforme, en possession de son triomphe, est vaincue par sa victoire. Ce qui se passe en Angleterre et en Allemagne le prouve.

L'institution catholique a nourri de son lait énergique l'Europe moderne. Le palais, le temple et le trône de la puissance chrétienne ont surgi sous la main des papes. Mais le catholicisme avait pour instrumens des hommes, c'est-à-dire des vices; et quand le pouvoir fut assuré, lorsque les colonnes et les degrés du temple étincelèrent aux yeux du monde ébloui, les maîtres s'endormirent dans leur autorité. Ce fut alors que la force antagoniste et secondaire, le doute, souffla comme l'orage et réveilla ce sommeil sous la pourpre, cette langueur sous la couronne. OEuvre qui touche à sa fin; tout est détruit. Aussi voit-on le protestantisme effrayé reculer sur lui-même, comme s'il craignait sa puissance, comme s'il prévoyait sa propre destruction, comme si l'élément qui fait sa force commençait à exercer cette force pour le suicide.

On peut donc, sans blasphème et sans contradiction, réserver une part d'estime diverse à ces deux philosophies, à ces deux religions, à ces deux zones. Il n'est pas étonnant de voir reparaître même en Angleterre, et d'une manière que les publicistes n'avaient point prévue, le catholicisme, la loi qui embrasse et contient le protestantisme, fragment détaché, mais nécessaire, du vaste ensemble. Le principe qui affirme et le principe qui doute, l'autorité et l'examen, l'amour et l'ironie, la croyance et le soupçon, s'enchaînant dans le tissu et dans le mystère de l'existence et du monde, comme la vie est enchaînée à la mort, ne cesseront leur alliance et leur antagonisme qu'au moment où tout finira. Quand même la grande ère nouvelle, dont les ruines actuelles sont la lointaine prédiction, ne devrait commencer à se développer que dans des siècles avec une régularité féconde, la civilisation ne pourrait s'avancer que par la lutte soutenue des deux forces, tour à tour victorieuses et vaincues. Mais ces assertions paraîtront téméraires. Il semble en vérité que l'on ne puisse, dans la même piété d'ame et dans la même hauteur d'esprit, admirer les résultats providentiels des deux principes, ces nobles évêques qui civilisèrent la Gaule, et ces sublimes puritains qui fondèrent les États-Unis; ces chrétiens de deux âges, les chrétiens de la foi sans mélange, fils de la première époque, et les chrétiens de l'examen, enfans de la réaction!

PHILARÈTE CHASLES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1841.

Après un long, mémorable et singulier débat, l'amendement Schneider vient d'être rejeté par une assez forte majorité : 236 boules noires contre 175 boules blanches. La différence serait plus que suffisante pour une question ordinaire; nous l'aurions voulu plus forte encore dans le cas particulier.

Qu'on déduise des 175 voix qui ont accepté l'amendement vingt ou trente suffrages appartenant à des hommes des partis extrêmes qui probablement ont, eux aussi, adopté l'amendement comme moyen de faire rejeter la loi tout entière, et il reste une masse de 150 voix des centres qui ont sans scrupules prononcé le rejet de la proposition du gouvernement, du projet que les ministres de la couronne ont présenté, maintenu, défendu, du projet qu'ils ont formellement déclaré être nécessaire à la France, non-seulement comme moyen défensif, mais comme moyen préventif, comme moyen de paix digne et honorable, comme témoignage de force et de puissance morale. C'est par l'adoption hautaine, presque unanime du projet de loi, que la France devait dire à l'Europe : Rien ne me coûte, tous les efforts me sont faciles, tous les sacrifices me sont agréables lorsqu'il s'agit d'assurer mon indépendance, de maintenir ma dignité, de consolider la monarchie de mon choix. Le projet est gigantesque, soit; très coûteux, soit encore. En l'adoptant, je ne prouve que mieux la fermeté de mes résolutions, la hauteur de mes vues, la portée de la loi.

Ces gra ndes vérités ont été dites à la chambre, entre autres, il est juste de le reconnaître, par le chef politique du cabinet, par M. le ministre des affaires étrangères. Sa parole s'était rarement élevée plus haut à la tribune nationale;

jamais les élans patriotiques d'un loyal député n'avaient été plus heureusement conciliés avec la mesure et la réserve que sa position commande au ministre qui préside à nos relations extérieures.

Comment se fait-il cependant que le projet du cabinet, le projet des mandataires responsables de la couronne ait pu trouver 150 voix hostiles dans les centres? Il aurait succombé sans le secours habile, loyal, énergique de l'opposition; il aurait succombé si le talent, l'éloquence, l'influence parlementaire de MM. Thiers, de Rémusat, Odilon Barrot, n'avaient écarté l'écueil contre lequel on voulait le pousser et le briser. Nous ne ferons pas ici l'éloge des orateurs qui sont venus au secours de la loi. Cet éloge est dans la bouche de tout le monde. Leurs adversaires politiques eux-mêmes rendent hommage à la puissance de leur parole. Il n'y a, au reste, plus rien à dire sur ces vieux athlètes de la tribune que la France entière connaît; M. de Rémusat, qui n'avait pas jusqu'ici pris une part très active aux combats parlementaires, M. de Rémusat s'est surpassé. Il est désormais au nombre des orateurs les plus habiles de la chambre. Il n'y en a guère de plus spontanés, de plus simples, de plus efficaces.

Que faut-il craindre? que peut-on espérer? Verrons-nous le projet de loi, le projet du gouvernement repoussé par une portion toujours si considérable des centres?

Nous savons tout ce que l'amour-propre, les paroles dites, les partis pris peuvent imposer même aux hommes les plus honorables. Cependant nous aimons à croire que parmi les 175 il s'en trouve un grand nombre qui n'ont voté l'amendement que dans la conviction que c'était là, non un moyen de faire tomber la loi, ni même le seul système de fortifications possible, mais bien le système qui conciliait le mieux la défense de la capitale avec l'économie. Ceux-là veulent les fortifications, ils les veulent aussi résolument, aussi loyalement que nous; mais ils étaient persuadés, sincèrement persuadés qu'entre les deux systèmes on pouvait sans crainte donner la préférence au système des forts détachés. Redisons-le : nous ne condamnons pas comme absurde, comme inique, comme déloyale, cette opinion qui n'est pas la nôtre. Nous la concevons, nous la respectons partout où elle est raisonnée et sincère. Mais cette opinion a succombé dans l'épreuve. Dès-lors tous ceux qui veulent fortifier la capitale, tous ceux qui ne veulent pas laisser aux coalitions de l'étranger l'espoir de nous faire une guerre révolutionnaire, et de frapper la France d'une balle à la tête, tous ceux qui aiment la paix de la force et de la dignité, et non la paix de la servitude et de la honte, tous ceux-là doivent maintenant se rallier franchement, sans arrière-pensée, sans regret, au projet du gouvernement; ils doivent dire aux ministres de la couronne : Nous avons pu désirer autre chose, il a pu y avoir parmi nous une diversité d'opinions qui, de votre propre aveu, a existé même au sein du cabinet; mais l'épreuve est faite, le jugement est porté; nous ferons dans la chambre ce que plus d'un ministre a fait dans le conseil; nous sacrifierons nos préférences à la nécessité

de la mesure, à la hauteur du but : soyons forts avant tout; loin de le redouter, faisons avec empressement, avec entraînement, ce que l'étranger n'aime pas que nous fassions; soyons maîtres chez nous; qu'importe après tout à la France que cette grande entreprise nationale, que ce fait d'autant plus digne d'elle qu'il n'a pas d'exemple, coûte quelques millions de plus ou de moins?

Nous ne résistons pas ici à l'envie de répéter un mot bien simple, mais bien efficace que nous entendions nous-mêmes, il y a peu de jours, de la bouche d'un modeste ouvrier. Tout à son travail, pendant qu'un grand seigneur étranger faisait quelques observations contre le projet de loi, à peine paraissait-il prendre quelque intérêt à la conversation; mais lorsqu'il entendit ces paroles : « Cela coûtera bien cher, » il nous montra tout à coup un front, un regard pleins de bon sens et de fierté, et dit : « De l'argent, monsieur! la France aussi n'en manque pas! »

C'est la réponse du pays. Au point où le débat a mené la question, ce n'est plus pour tout homme impartial, sans passion, qu'une affaire d'argent. Ici encore M. Guizot a parfaitement raison.

Faut-il fortifier la capitale, la mettre à l'abri d'un coup de main? Il n'y a pas d'homme sérieux qui ose le nier. Comment nier en effet ce que Vauban, ce que Napoléon, ce qu'Haxo, Rogniat, Sébastiani, ce que tous les hommes de guerre et de grande politique ont constamment dit, répété et désiré de pouvoir faire?

L'enceinte continue affaiblit-elle le système des forts détachés? du camp retranché? Non, mille fois non. M. le maréchal Soult nous l'a dit et répété à satiété : « L'enceinte continue, je m'en serais passé, mais je l'accepte parce qu'elle ne fait que renforcer mon système; elle me donne plus que je ne voulais, mais elle ne m'ôte rien de ce que je croyais nécessaire. C'est une dépense qui, à mon avis, n'est pas indispensable, mais elle est loin d'être nuisible. Chargé de défendre Paris, je ne le défendrai que mieux à l'aide de l'enceinte continue. » C'est là évidemment ce que le maréchal a dit, ce qu'il a voulu dire, à travers les embarras de sa position et les irritations de son amour-propre.

Ici que M. le maréchal Soult nous permette une remarque. Dans tout ce débat, il a été, ce nous semble, sous l'empire d'une singulière préoccupation. Il paraissait craindre qu'une autre gloire ne prétendît s'élever, sur le terrain même de la guerre, à côté et au-dessus de la sienne, qu'on n'eût la prétention de lui en remontrer en fait de science militaire; il semblait apercevoir une main audacieuse osant jeter un voile sur la noble figure du guerrier qui a défendu Gênes et combattu à Toulouse. C'est là ce que nous appelons sans hésiter une singulière préoccupation d'esprit. Nul n'a conçu semblable pensée; nul homme de sens ne pouvait la concevoir. Lorsqu'on fait à ses adversaires l'honneur de les redouter, il faut en même temps leur accorder ce qui rend redoutable, de l'esprit et du bon sens. Il n'y a qu'une seule personne au monde qui ait fait bon marché de la gloire du maréchal Soult : c'est lui-même; car c'est en faire bon marché, et c'est ne pas y croire, que d'imaginer

qu'elle puisse être diminuée, obscurcie, par de semblables tentatives, fussent-elles sérieuses et réelles.

Mais, encore une fois, c'est là une préoccupation d'esprit sans fondement aucun. Un avis différent n'est pas une attaque personnelle, et la défense de sa propre opinion n'ôte rien à la gloire de ses adversaires. Les luttes parlementaires, comme les grandes et nobles luttes de la guerre, ne rabaissent personne. Le maréchal Soult le sait; on le lui a souvent dit, de toutes manières, même à Londres. N'a-t-il pas serré la main du duc de Wellington? Dans tous les combats, dans les combats parlementaires en particulier, ce n'est pas seulement le succès, avant tout c'est l'habileté, la bravoure, la loyauté, qui en font la grandeur.

Quoi qu'il en soit, maintenant que ce malheureux amendement dont nous ne voulons pas rechercher ici avec trop de curiosité l'origine, le but, la portée, a disparu de la scène, M. le maréchal Soult fera sans doute tous ses efforts, déploiera toute son influence (elle est grande), pour rallier au projet de loi tous ceux que sa parole plus individuelle jusqu'ici que ministérielle avait laissé débander. Veut-il sérieusement fortifier Paris? Veut-il que la France lui en sache gré? que ce titre de gloire s'ajoute à tous ceux qui honoreront sa mémoire? Qu'il s'empare, une fois pour toutes, de cette grande affaire, qu'il la fasse sienne plus qu'elle ne l'est jusqu'ici; la France ne demande pas mieux que de la lui confier. Tout ce qu'elle veut, c'est qu'on l'accepte de bonne foi, en homme sérieux, consciencieux. Au surplus, il y a là une immense responsabilité à laquelle rien ne peut le soustraire, car le public croit au maréchal Soult, à son influence, à son autorité, plus que lui-même. Si la loi est adoptée, si elle est adoptée à une grande majorité, si elle est promptement, franchement, loyalement exécutée, le pays en saura gré au maréchal. Si le contraire avait lieu, rien au monde n'empêcherait que l'histoire inexorable n'écrivît ces terribles paroles sur la tombe du vieux guerrier : « Par une préoccupation d'amour-propre, il fit en sorte qu'une grande et noble entreprise nationale, la défense de la capitale, du trône, de la France, ne fût pas dignement accomplie. »

Au surplus, ceux des députés des centres qui redoutent de nouvelles crises ministérielles, doivent faire un peu de réflexion sur la situation de la chambre et des partis qui la divisent, et sur la position du cabinet au milieu de cette confusion des langues. Jamais le système représentatif n'a présenté spectacle plus singulier et plus affligeant pour les amis sincères des institutions de notre pays.

Un cabinet qui parle et vote contre la majorité de ses amis! Une majorité qui, loin de suivre ses chefs naturels, les combat, soutenus qu'ils sont par l'armée opposée! Un débat qui sans l'intervention habile et loyale de M. Guizot aurait passé par-dessus la tête des ministres, comme s'il se fût agi d'une palme à disputer entre M. Thiers et M. Dufaure, entre M. de Lamartine et M. de Rémusat!

En effet, si l'amendement eût été adopté, le bon sens disait qu'il fallait

céder le banc ministériel à MM. Dufaure et de Lamartine ; si la loi était adoptée à une faible majorité, c'est-à-dire par les votes de l'opposition aidée de cette portion des centres qu'on a souvent poursuivie de mordantes épigrammes, et qui, par sa constante fidélité au pouvoir, a peut-être de notre situation politique un sentiment plus vrai que ceux qui se targuent d'une indépendance excentrique et subversive, il faudrait appeler au ministère MM. Thiers et Rémusat. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrions. Suivez vos fantaisies, soit; mais sachez que, bon gré mal gré, elles produiront leurs conséquences naturelles.

Il est des hommes qui se révoltent à l'idée du prochain retour de M. Thiers aux affaires. Nous ne sommes pas de ceux-là, nous le répétons; mais nous sommes de ceux qui ne voudraient pas acheter la chute du cabinet par le rejet des fortifications, et nous dirons à ces hommes inconséquens : Tâchez donc de vous mettre d'accord avec vous-mêmes; soutenez donc les projets que présente le cabinet de votre choix; et, quelle qu'en ait été l'origine première, quoi qu'en pense l'opposition, couvrez-les, pour ainsi dire, de vos suffrages; faites que personne n'ait le droit de vous dire bientôt : Cette grande mesure nous appartient; vous n'en vouliez pas, c'est à nous de l'exécuter.

Mais, disent les grands politiques, rien de semblable n'est à craindre ici : les ministres ne font pas de leur projet une question de cabinet. Faut-il donc répéter tous les jours les vérités les plus vulgaires? Est-ce à nous, qui ne sommes pas dans le camp ministériel, de vous dire que les questions de cabinet se font toutes seules, par la force et la nature des choses, sans le cabinet, malgré le cabinet? Avait-on fait préalablement, explicitement une question de cabinet du traité d'Amérique, de la loi de disjonction, de la dotation? Les hommes, en prenant les affaires, doivent-ils donc renoncer à tout respect pour eux-mêmes, et fouler aux pieds l'opinion publique et le bon sens?

Aussi qu'arrive-t-il? On renverse les ministres et on s'étonne de les avoir renversés. On est tout ébahi de son propre fait. Puis bientôt on s'en console; on s'en frotte même quelque peu les mains; on se dit avec une sorte d'étonnement orgueilleux, j'ai donc pu faire cela! Et à la première occasion on recommence ce jeu déplorable, sans savoir au juste ni ce qu'on veut ni où l'on va; on abat pour abattre, pour essayer ses forces, pour se convaincre soi-même qu'on est un homme important, redoutable.

Nous ne savons pas si l'amendement de M. Schneider n'était pas, ainsi que plus d'une personne l'a imaginé, une combinaison de parti, si, en renversant l'enceinte continue, on n'espérait pas démasquer deux batteries, l'une dirigée contre le 1er mars, l'autre contre le 29 octobre.

Laissons ces conjectures peut-être hasardées. Toujours est-il que M. Guizot a bien senti les embarras de la position que cet amendement faisait au cabinet. Aussi a-t-il cherché à s'en démêler dans son discours d'hier, et il l'a fait avec loyauté. Il a ménagé les centres, il le devait; il a cherché à éviter toute collision avec le président du conseil, il le devait; il a repoussé l'amendement et maintenu avec force, par les argumens politiques et de pur bon sens, le

projet du gouvernement; il le devait encore, il le devait à sa propre dignité, il le devait à la couronne, il le devait à ses collègues et au pays. Pourquoi faut-il que l'exemple de M. Guizot soit perdu pour les journaux du gouvernement, qui ne trouvent que des termes d'admiration à l'endroit des discours des adversaires de la loi, tels que MM. Passy et Dufaure?

Croirait-on, si tout n'était pas croyable aujourd'hui, qu'il est des conservateurs qui reprochent amèrement à M. Guizot son discours d'hier, qui l'accusent d'avoir parlé contre l'amendement? Ils voulaient donc qu'il donnât un démenti formel au cabinet, ou, ce qui aurait été moins digne encore, qu'il acceptât par un silence pusillanime le rejet de la pensée ministérielle! C'est ainsi qu'on a à cœur l'honneur, la dignité du gouvernement du roi?

Aspirez-vous au pouvoir, êtez-vous impatiens d'y arriver? A la bonne heure: n'amoindrissez donc pas, ne dilapidez pas l'héritage que vous ambitionnez.

Au surplus il est juste d'ajouter que si, parmi les conservateurs, un trop grand nombre s'est laissé égarer par l'esprit de parti et par d'aveugles antipathies, il en est aussi plusieurs qui, s'élevant au-dessus de ces misérables querelles, ont su avec un noble courage rendre hommage à la vérité. Ils ne se sont pas demandé si le projet qu'ils défendaient venait de M. Thiers, mais s'il était utile à la France. Aussi, au lieu de voir leur talent se rapetisser dans la lutte, on l'a vu se développer et grandir. Nous citerons entre autres MM. Bugeaud et Chasseloup-Laubat.

Quant à nous, s'il nous était permis d'adresser un conseil à M. le ministre des affaires étrangères, nous lui dirions que, tout en ménageant, dans une certaine mesure seulement, les susceptibilités et les faiblesses des hommes, il a plus que personne l'obligation et le droit de se préoccuper avant tout des choses, des intérêts du pays et de l'avenir de la monarchie. Qu'il exerce l'ascendant qui doit lui appartenir, prêt à quitter le pouvoir la tête haute et la conscience satisfaite le jour où il ne pourrait le conserver qu'en se livrant à la merci des petits esprits et des petites passions.

Pour nous qui aimons les situations nettement dessinées, le discours de la reine d'Angleterre a été ce qu'il devait être. Qu'aurait-on pu dire en effet? L'alliance anglo-française est dissoute; elle est dissoute du fait de l'Angleterre, et tant que lord Palmerston dirigera les affaires de ce pays, nous ne pouvons ni ne devons songer à la rétablir. Nous sommes des voisins qui ont entre eux des rapports usuels de bon voisinage; nous ne sommes plus des alliés. Nous n'avons plus de secrets à nous dire, ni de complimens à nous faire. C'est ici le cas d'appliquer cette maxime dont on a si étrangement abusé : chacun chez soi, chacun pour soi.

Dans le parlement anglais, la discussion de l'adresse n'a rien offert de très remarquable. Une différence cependant est digne d'être notée. Dans la chambre des communes, il s'est trouvé, même dans le parti tory, des hommes, tels que sir Robert Peel, M. Milnes, qui, dans un noble et patriotique langage, ont exprimé leur regret de la rupture de l'alliance et de l'étrange con-

duite de lord Palmerston. Dans la chambre des lords, le duc de Wellington a complètement approuvé le ministère, tout en reconnaissant la nécessité du concours de la France pour assurer la paix du monde, tout en témoignant le désir de voir la France concourir de nouveau aux délibérations de l'Europe. Nous ne voulons pas relever la contradiction qui est au fond du discours du noble duc. Si le concours de la France est une garantie nécessaire de la paix du monde, il est bien peu digne d'éloge le ministre qui n'a rien fait pour l'obtenir, qui l'a sacrifié à son orgueil et aux passions de son agent à Constantinople. Sir Robert Peel avait raison, il était conséquent; mais sir Robert Peel n'a pas été dans la franc-maçonnerie du congrès de Vienne et de la sainte-alliance. Tant qu'il restera dans ce monde un vieux débris de cette ligue, la France peut être certaine de ne pas trouver en lui un ami, ni même un juge impartial. Chose singulière, mais vraie cependant, celui de tous qui se laisse le moins aveugler par ce vieux préjugé, c'est M. de Metternich. Ce n'est cependant pas l'Autriche qui a eu le moins à souffrir de nos luttes gigantesques avec l'Europe.

La Syrie est livrée au désordre et à l'anarchie. Si on en croit certains bruits, l'Égypte aussi n'est pas dans un état parfaitement rassurant. On dit que les populations y sont fort ébranlées dans leur soumission au pacha. Il ne leur paraît plus ni si fort, ni si redoutable. Qui sait? peut-être nous prépare-t-on quelque coup de théâtre en Égypte. Peut-être apprendrons-nous un beau jour que la flotte anglaise a dû intervenir pour rétablir l'ordre à Alexandrie.

En attendant, la pensée d'arracher la Syrie à l'anarchie, en lui imprimant le cachet européen, prend toujours plus de consistance. Les uns parlent surtout de Jérusalem, les autres voudraient affranchir le territoire de la Palestine, lui appliquer le principe de neutralité qui protége la Grèce et la Belgique, en faire un pays ouvert à tous, protégé par tous, n'appartenant à personne qu'à lui-même. Nous avons devant les yeux un petit écrit fort remarquable sur cette question, et dont, au reste, le titre paraîtra peut-être exorbitant à un grand nombre de lecteurs. Sous le titre d'*Unité européenne*, M. d'Eichthal n'a parlé que de la Syrie dans ses rapports avec l'Europe.

Les deux chambres se trouvent maintenant nanties d'affaires importantes et nombreuses. Nous ne mentionnerons aujourd'hui qu'un seul projet de loi, celui sur la propriété littéraire, que M. Villemain a présenté à la chambre des députés. En reprenant le projet adopté par la chambre des pairs en 1839, le gouvernement, tout en conservant les principaux résultats consacrés par les délibérations de la pairie, y a introduit dans les détails d'utiles changemens, dont l'importance et l'opportunité sont parfaitement démontrées dans un exposé des motifs bref, lucide, substantiel, comme M. Villemain pouvait le faire. Citons ici une seule de ces améliorations. Nous approuvons la disposition qui permet à l'état de recueillir par voie de succession en déshérence les droits d'auteur d'un mort civilement, afin de pouvoir les attribuer, par ordonnance royale, au conjoint et aux parens de l'auteur. Dans nos temps

de troubles civils, et lorsque malheureusement le crime ne craint pas de choisir ses instrumens dans les classes instruites, il n'est que trop permis de supposer un auteur qui rachèterait dans la solitude de la prison, par d'importans travaux, le mal qu'il aurait fait à la société, et s'efforcerait de gagner quelque gloire et du pain pour sa famille. Bacon a presque fait oublier le chancelier prévaricateur. Pourquoi la clémence royale ne descendrait-elle pas sur le conjoint et les parens? Pourquoi livrer à la cupidité mercantile cette propriété, qui est en même temps une expiation et un soulagement?

Peut-être la répression de la contrefaçon n'est-elle pas assez sévère; peut-être la peine de la prison devrait-elle frapper le contrefacteur, lors même qu'il n'y aurait pas de récidive. La contrefaçon est une sorte de vol, un vol toujours longuement et froidement médité, un vol qui n'est jamais excusable. Celui qui soustrait un pain de l'étalage du boulanger est souvent un malheureux qui se meurt de faim, et que la vue même de l'objet qu'il convoite pousse au délit. Le contefacteur est un spéculateur qui calcule dans son cabinet combien il pourra ajouter à sa fortune en s'emparant du bien d'autrui.

Empressons-nous d'ajouter que la propriété littéraire ne sera efficacement protégée que lorsque le gouvernement aura trouvé les moyens de garantir les auteurs et les éditeurs de la contrefaçon étrangère, lorsqu'on fera cesser ce brigandage qui est une honte pour des nations civilisées. Répétons-le, on sévit contre les voleurs, on signe contre eux des traités d'extradition, et on protége les contrefacteurs qui font également main basse sur le bien d'autrui! Nous savons que le remède est difficile, nous savons qu'il n'est pas au pouvoir de M. le ministre de l'instruction publique de réprimer cet abus. Cependant, quelles que soient les difficultés, il faut s'efforcer de les vaincre. L'opinion et la morale publique viendront en aide aux négociateurs. On est enfin parvenu à réprimer la traite des noirs. Nous espérons que le ministère ne perdra pas de vue les intérêts d'une branche si importante et si honorable du commerce français.

V. DE MARS.